

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LE
RÉGIME CORPORATIF
DES MÉTIERS
EN AUTRICHE ET EN ALLEMAGNE
Au XIX^e Siècle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux, le samedi 22 Juin 1907, à 4 h. 1/2 du soir

PAR

Amédée ALTMANN

BORDEAUX

IMPRIMERIE DU MIDI, PAUL CASSIGNOL

91, rue Porte-Dijeaux, 91

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LE
RÉGIME CORPORATIF
DES MÉTIERS
EN AUTRICHE ET EN ALLEMAGNE
Au XIX^e Siècle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux, le samedi 22 Juin 1907, à 4 h. 1/2 du soir

PAR

Amédée ALTMANN

BORDEAUX

IMPRIMERIE DU MIDI, PAUL CASSIGNOL

91, rue Porte-Dijeaux, 91

—
1907



Faculté de Droit de l'Université de Bordeaux

DOYEN ET PROFESSEUR HONORAIRE : M. BAUDRY-LACANTINERIE, *, O I.

PROFESSEURS HONORAIRES { MM. SAIGNAT, *, O I.
BARCKHAUSEN, O. *, O I., membre correspondant de l'Institut.

MM. MONNIER, *, O I., *Doyen*, professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire du droit public français* (Doctorat).

DE LOYNES, O I., professeur de *Droit civil*

VIGNEAUX, O I., professeur d'*Histoire du droit*.

LE COQ, *, O I., professeur de *Procédure civile*.

LEVILLAIN, O I., professeur de *Droit commercial*.

MARANDOUT, O I., professeur de *Droit criminel*.

DUGUIT, O I., assesseur du Doyen, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*, chargé d'un cours complémentaire de *Principes du droit public et droit constitutionnel comparé* (Doctorat ès sciences politiques et économiques), et d'un cours d'*Histoire du Droit français* (Doctorat juridique).

DE BOECK, O I., professeur de *Droit international public*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit international privé* (Licence).

DIDIER, O I., professeur de *Droit maritime* et de *Législation industrielle*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit commercial approfondi et comparé* (Doctorat).

CHÉNEAUX, O I., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit civil approfondi* (Doctorat).

SAUVAIRE-JOURDAN, O A., professeur d'*Economie politique et Science financière*, chargé d'un cours complémentaire de *Législation et Economie coloniales*.

BENZACAR, O A., professeur d'*Economie politique*, chargé d'un cours complémentaire de *Législation française des finances et Science financière* (Doctorat).

FERRON, O A., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit civil comparé* (Doctorat), et d'un cours d'*Éléments du Droit civil* (Capacité).

BARDE, O I., professeur de *Droit administratif*, chargé d'un cours complémentaire d'*Éléments du Droit public et Droit administratif* (Capacité).

FERRADOU, O A., professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire des Doctrines économiques* (Doctorat).

MM. BENOIST, O I., *Secrétaire*.

PLATON, O I., ancien élève de l'École des Hautes Études, *sous-bibliothécaire*.

LALANNE, ⚔, *commis au secrétariat*.

COMMISSION DE LA THÈSE

MM. SAUVAIRE-JOURDAN, professeur *Président*.

VIGNEAUX, professeur.....
DUGUIT, professeur, assesseur du Doyen..... } *Suppléants*.

LE RÉGIME CORPORATIF

DES MÉTIERS

EN AUTRICHE ET EN ALLEMAGNE

Au XIX^e Siècle

INTRODUCTION

I

Il n'est peut-être pas de chose plus remarquable et plus intéressante, dans l'essor industriel des peuples allemands, que le réveil de la vie corporative des petits métiers à l'heure présente, et les efforts qu'ils font pour s'organiser en face de la grande industrie.

Leurs luttes passionnées pendant tout le XIX^e siècle pour défendre le terrain malgré le progrès colossal des fabriques, les grandes lois complexes et toutes récentes qui leur ont donné satisfaction, déjà, sur bien des points, montrent quelle vitalité ils ont su conserver à notre époque.

Dans les transformations du régime économique moderne, c'est une renaissance curieuse et bien inattendue que celle

de ces formes de la petite industrie qu'on pourrait croire disparues devant le triomphe définitif du machinisme et qui, en Allemagne et en Autriche, à l'inverse de chez nous, ont pu se maintenir pourtant encore très vivantes, grâce à la permanence à peu près intégrale de leurs organismes d'autrefois, et assez solidement organisées pour être la base d'une législation spéciale.

On peut remarquer, en effet, que même au moment des victoires les plus éclatantes de l'école libérale, en 1848 et 1869, les corporations de la petite industrie, dans les états germaniques, restent debout.

A aucun moment on n'a songé à les anéantir législativement comme en France, à en faire table rase. Les chefs de l'école libérale, eux-mêmes, laissent les groupements des métiers se transformer, s'adapter aux conditions modernes dans lesquelles ils ont su puiser une nouvelle raison d'être, s'orienter vers des buts d'une portée sociale considérable et bien actuelle. Toutes les différences consistent, soit à les laisser se développer par leur propre initiative, soit à solliciter pour eux l'aide de l'État.

Encore qu'assez récents les résultats généraux sont déjà significatifs. Le *Handwerkerpartei* en Allemagne et en Autriche a su s'armer pour la résistance et obtenir son organisation originale dans la représentation des intérêts.

Cela vient surtout, semble-t-il, d'une conception plus juste que chez nous de la liberté industrielle, qui, au point de vue rigoureusement logique, n'eût comporté en France, comme ailleurs, qu'un seul résultat : l'anéantissement des monopoles et des privilèges, aussi bien d'ailleurs pour le métier que pour la fabrique, qui, elle, on le sait, avait les plus importants.

Mais en quoi la disparition des monopoles et des privilèges pouvait-elle justifier, comme on le prétend sans cesse, l'anéantissement du régime légal de la petite industrie, de l'organisation juridique à laquelle elle avait toujours droit,

pendant que la grande, au contraire, conservait sans conteste et développait le sien, et qu'elle restait un souci constant pour le législateur?

En France, il semble bien que tous les courants du droit social et de la législation économique aboutissent depuis la Révolution uniquement aux fabriques, aux grandes entreprises, quand les plus faibles surtout en auraient besoin. On est habitué à considérer depuis 1789 la suppression des corporations et la désorganisation des métiers comme un article de foi, la base même du régime moderne, sans comprendre qu'ils sont, eux aussi, une forme indispensable de la vie économique et qu'ils ont encore plus impérieusement besoin d'une organisation. Il y a de sérieuses raisons de penser que les doctrines libérales de la Révolution n'ont point été libérales du tout, qu'elles ont été au contraire protectionnistes à outrance et protectionnistes à rebours en faveur seulement des grosses entreprises, parce qu'elles ont enlevé par avance à celles qui n'avaient pas cette forme supérieure tous moyens d'exister et de se maintenir en face d'elles. La Révolution française a fait dans l'industrie une sélection artificielle en hypertrophiant son développement d'un seul côté ⁽¹⁾. Non seulement, en effet, les conditions de la production et de la concurrence ont rendu, pour les métiers, la lutte plus meurtrière et plus inégale, mais, perdant encore avec les corporations brusquement détruites, toutes les institutions par lesquelles ils pouvaient s'individualiser et se défendre par une organisation spontanée ou légale, ils sont devenus une poussière impalpable d'atomes, insusceptible de toute réglementation et même de tout effort cohérent. — N'est-il pas saisissant, pour prendre un exemple entre mille, que la législation protectrice qui profite aux

(1) Philippovich, *Handbuch des öffentlichen Rechts de Marquardsen, Volkswirtschaftspolitik*, IV, 1^{re} partie. III, Gewerbepolitische Bestrebungen zu Gunsten des Handwerks, p. 99, « aus dieser Freiheit hervorgehende Entwicklung der Produktion *einseitig* beeinflussen will. »

ouvriers de fabrique n'atteigne pas encore les ouvriers des métiers ou les atteigne à peine et quant aux patrons, n'est-ce pas toute la classe moyenne, l'immense catégorie des artisans qui est en train de disparaître devant l'essor envahissant de la grande production?

Les pays germaniques n'ont pas connu cette crise brusque et violente de chez nous, cette partialité législative à laquelle répugnait, d'ailleurs, leur haute culture philosophique.

En Autriche et en Allemagne, le vieil édifice corporatif survit à l'avènement de la liberté économique et, ce qui est plus remarquable encore, c'est qu'il n'a jamais cessé, un seul instant, de rester compatible avec les systèmes les plus libéraux. C'est en quelque sorte face à face, et distinctement, que la grande et petite industrie s'organisent, parce qu'elles sont absolument différentes dans leur nature et aussi nécessaires l'une que l'autre. Les doctrines les plus intransigeantes de l'orthodoxie prétendent conserver toutes les formes naturelles, mais sans en protéger spécialement aucune. Au lieu de détruire les groupements des métiers, elles se sont plutôt proposé de profiter de leur organisation pour les adapter progressivement aux besoins de la vie moderne.

Aussi, nous constaterons des différences profondes entre la Corporation archaïque et les *Innungen* de nos jours. Ce n'est plus maintenant au hasard, suivant des motifs fiscaux ou des intérêts particuliers, c'est-à-dire d'une manière anarchique, que les métiers se développent. Essentiellement pénétrés d'esprit scientifique, les états allemands ont étudié les besoins, les conditions d'existence de la petite industrie et repris résolument en mains les fonctions réglementaires qu'ils confiaient autrefois à l'arbitraire des groupes titulaires de monopoles.

Il s'agit, on peut le dire aujourd'hui, d'un véritable régime public dont l'accès, nous insisterons sur ce point, est ouvert largement à tous les artisans, indistinctement, et qui ne

constitue plus, comme autrefois, l'avantage exclusif et particulier de quelques maîtres privilégiés.

Quiconque a le droit d'exercer le métier de son choix, mais il doit se conformer aux formes *légales* de son exercice.

Le métier devient, en quelque sorte, une espèce d'expression administrative, un ensemble de réglementations supérieures et impersonnelles, défensives de la profession, basées sur ses besoins de fait, un système de droit public qui s'impose aux statuts particuliers.

Le but de cette étude sera de suivre cette évolution assez complexe, car elle a présenté, dans le détail, une extrême variété de formes.

Tandis que l'Autriche, en effet, tend à conserver, d'une manière générale, l'ancien type de Corporation obligatoire, mais, — et c'est là l'innovation, — largement ouverte à tous et non exclusiviste, tandis que la loi s'est efforcée, même, d'en créer de nouvelles correspondant étroitement aux circonscriptions locales et professionnelles, mais, disons-le encore, admettant intégralement et sans distinction tous les artisans du même métier local, l'Allemagne, au contraire, a laissé aux artisans le droit, sous certaines conditions, de s'ériger en Corporations *facultatives*, pour arriver à donner en certains cas, à ces groupes libres, le droit d'imposer des règlements même aux représentants du métier qui n'en font pas partie, et dans d'autres cas, pour permettre à ces groupes facultatifs, lorsqu'ils réalisent une majorité assez importante de forcer la minorité à y adhérer et de se constituer, vraiment, en Corporations obligatoires avec des pouvoirs encore plus étendus.

En un mot, on peut dire que l'Autriche a essayé, dans un effort d'ailleurs considérable de l'administration, de mouler, en des circonscriptions rigides, la sphère d'activité territoriale et professionnelle de chaque métier, de lui fournir, par avance, les cadres de son futur développement légal, tandis que l'Allemagne a tout attendu de leur initiative, de leur vita-

lité certainement plus grande et ne leur a accordé des droits importants qu'autant qu'ils montraient des efforts suffisants pour les mériter.

Le système autrichien présente donc toute l'unité d'une création exclusivement légale. Sous l'action normative de l'Etat les questions importantes ont été plus clairement posées, et résolues d'une manière plus satisfaisante par une administration plus protectrice et plus attentive.— Nous verrons, au contraire, qu'en Allemagne si l'effort a été à certains égards plus profond et les luttes plus ardentes, peut-être les résultats sont-ils encore assez épars et moindres en somme parce que l'action de l'Etat s'y fait sentir de plus loin et moins directement.

II

La question des métiers.

C'est un trait commun aux états germaniques d'avoir su, en tout ordre de faits, s'élever à la vie moderne, sans rien perdre des conquêtes de leurs vieilles institutions. L'action puissante et centraliste de l'Etat, un respect traditionnel des choses organisées, un sens profond de conservatisme et de discipline et aussi la notion que tous les intérêts, quels qu'ils soient, méritent une représentation intégrale, y font aux idées un champ d'application plus large et plus social.

Les théories des économistes et le parti de l'école de Manchester qui compte, de nos jours encore, des parlementaires brillants et des professeurs extrêmement distingués, ont triomphé à leur heure, faisant comme partout l'éducation de la liberté industrielle.

Moins qu'ailleurs, cependant, ils sacrifient aux conceptions théoriques et avec de louables efforts acceptent d'étudier des institutions dont ils comprennent mieux qu'ailleurs la portée.

Une action beaucoup plus cohérente, celle des Universités et du socialisme de la chaire avec les travaux considérables de maîtres éminents, comme en Autriche le prince de Lichtenstein, en Allemagne les professeurs Schmoller et Schäffle, l'abbé Hitze, plus récemment, a contribué à mettre la question corporative à l'ordre du jour et ouvert à l'action politique un immense horizon.

Celle-ci n'a point cependant, comme on pourrait le croire, une origine purement scientifique et universitaire; elle n'émane pas non plus exclusivement, comme on le dit quelquefois, du parti chrétien social. Ce parti s'est beaucoup occupé de la restauration corporative, il est vrai, mais ce n'est, pour ainsi dire, que d'une manière occasionnelle. Le mouvement est avant tout dicté par des besoins profonds et impérieux. Avant même 1848, les revendications des métiers forment la base de tous les programmes populaires. Elles sont la cause d'agitations considérables et le but de presque tous les Congrès. On peut dire avec Hitze, que le maintien de la classe des artisans est resté, jusqu'à nos jours, dans les pays germaniques, la plus importante des questions sociales (1).

Le problème des métiers (*Handwerkerfrage*) se pose en effet aujourd'hui en des termes particulièrement inquiétants. Il s'agit de savoir si l'évolution du régime moderne vers les formes supérieures de la grande industrie « où le triomphe, comme le dit M. Brants, va toujours au plus grand » (2), doit écraser nécessairement les métiers, et si, devant les grandes entreprises, la petite industrie doit irrémédiablement disparaître, comme une étape historique qui s'achève.

Les victimes de cette transformation sont nombreuses. Doivent-elles être assistées? Est-il possible de les sauver?

Pour les uns, la réponse est négative. « Les métiers et les

(1) Hitze, *Schutz dem Handwerk* (Paderborn, 1883).

(2) Brants, *La petite industrie contemporaine*, p. 4.

artisans indépendants souffrent, ils disparaissent. Bien plus, ils doivent disparaître; c'est la loi de l'évolution, la concentration progressive fatale, rapide, menant au cataclysme de la société capitaliste » (1). C'est la conclusion de tout le déterminisme matérialiste de l'histoire, une modalité de la lutte nécessaire des classes prédite par Karl Marx, qui s'étend à toute l'organisation économique et que rien ne peut enrayer.

Contre ce fatalisme aveugle, qui condamne sans jugement et sans analyse, une double réaction s'opère. L'immense population des métiers qui entend d'abord, à tort ou à raison, conserver malgré tout son droit à la vie, demande des institutions qui organisent la résistance et lutte désespérément pour les obtenir. D'autre part, un nombre considérable d'esprits éminents, qui n'appartiennent ni par leur naissance, ni par leurs intérêts même politiques à la classe des artisans, dénie toute valeur à cette prétendue loi fatale qui n'est nullement démontrée, et apportent à la question les lumières d'une critique extrêmement pénétrante.

Ils montrent que la petite industrie est, elle aussi, un facteur de l'économie moderne et que la vie sociale de nos jours peut s'en passer. Les métiers, comme toutes choses, ont fait des progrès et se sont améliorés pour répondre aux besoins actuels. Nul ne pourrait oser fixer des bornes à ce perfectionnement qui, pour tout ce qui touche notamment à l'art, à l'habitation, au costume, paraît presque indéfini. Sans parler du groupe important des métiers qui, par leur nature, sont soustraits à la concurrence de la fabrique, ceux qui sont même très atteints par elle ne sont pas nécessairement appelés à disparaître. Ils ont encore une certaine force vitale (*Konkurrenzfähigkeit*) parce qu'ils répondent à des besoins spéciaux, sur lesquels il importe de faire leur éducation afin qu'ils puissent s'armer pour la résistance. Ils peuvent encore se maintenir par la qualité du travail, par la

(1) Brants, *Ibid.*, p. 5.

production plus spécialisée, correspondant à des exigences particulières, par tous les facteurs psychologiques qui déterminent les commandes et le travail qualifié, en face de la grande production automatique et anonyme. On ne doit donc pas, *à priori*, proclamer la déchéance irrémédiable de l'artisan et lui dénier le pouvoir de se transformer lui aussi. Poser le problème de la petite industrie, ce n'est nullement prétendre conserver les vieux métiers dans leur forme archaïque et leur antique routine. C'est simplement se demander en quelle mesure, au point où ils sont arrivés aujourd'hui, ils sont encore susceptibles d'un progrès qui les puisse adapter aux conditions de la vie actuelle.

On ne pourrait imaginer à quel intense mouvement d'idées et à quelles sérieuses études cette question théorique de la résistance des métiers a donné lieu de nos jours dans les pays allemands. Il est même fort difficile, à l'heure présente, de se faire une opinion au milieu de la diversité des aperçus et des tendances. Dans la grande consultation scientifique organisée par le professeur L. Bücher, de Leipzig (1), sur la permanence vitale de la petite industrie, les nombreuses observations recueillies par les maîtres de la science, dans les régions les plus variées, donnent, il faut bien le dire, une impression d'ensemble assez pessimiste : « Certains métiers sont morts, d'autres ont été dépouillés d'une partie de la fabrication qui leur appartenait autrefois, d'autres enfin sont malades ou au moins menacés..... D'une manière générale, ce sont surtout les artisans qui produisent des marchandises qui se trouvent atteints, beaucoup plus, certainement, que ceux qui fournissent simplement leur travail aux particuliers pour des installations et réparations. Dans tous les genres de fabrication qui portent sur des articles de type

(1) V. *Untersuchungen über die Lage des Handwerks mit besonderer Rücksicht auf seine Konkurrenzfähigkeit gegenüber der Grossindustrie*, 9 volumes, sous la direction de L. Bücher, pour l'Allemagne, et un volume pour l'Autriche, sous la direction de M. Philippovich. — V. *Schriften des Vereins für Socialpolitik*. T. LXII à LXXI (1895-1897).

uniforme, susceptibles d'une production en masse pour un marché étendu, le métier recule soit devant la fabrique, soit devant l'industrie à domicile, suivant que le machinisme est ou non nécessaire. Cette évolution a commencé bien avant la proclamation de la liberté de l'industrie, à une époque où le régime ancien de corporation obligatoire et fermée existait encore en France, en Allemagne et en Autriche. C'est ainsi que le métier a disparu totalement, ou à peu près, dans de nombreuses industries où il florissait jadis : tissage, chapellerie, maroquinerie, quincaillerie, fabrication des épingles, des peignes, brosses, couteaux, lampes et ustensiles de ménage, tonnellerie, meunerie, brasserie, tannerie, etc. ; il a été dépossédé, en grande partie, dans la menuiserie, l'ébénisterie, la teinturerie, l'horlogerie, la cordonnerie, la confection des vêtements.

« Sur ces différents points, l'artisan vaincu a cédé devant la fabrique, ou bien il est tombé sous la dépendance des industries capitalistes comme travailleur à domicile salarié... Là même où l'artisan a pu se maintenir, il est rare qu'il fabrique comme jadis un produit complet ; généralement, il doit acheter des objets à demi fabriqués ou complètement achevés que fournit la grande industrie et il se contente de les terminer ou de les ajuster sur place.

» Il n'est pas jusqu'aux industries d'art, souvent considérées comme le domaine où le métier pourrait se reconstituer, qui n'échappent à la petite industrie indépendante, quand les pièces sont exécutées sur des modèles fournis par des artistes et dessinateurs et quand l'exécution réclame l'emploi de procédés coûteux ; bronzes, verreries, céramique, galvanoplastie, lithographie, photogravure, etc. Dans les industries d'art, l'artisan ne subsiste que s'il peut faire lui-même le modèle et exécuter le travail à la main » (1).

(1) V. Maurice Bourguin : *Les systèmes socialistes et l'évolution économique* (1904), chapitre XII, section II. Les limites de la concentration dans l'industrie et le commerce : Le métier indépendant, p. 183-185. — Cf : *Ibid.*, Annexe IV, p. 416.

Pour beaucoup, la situation telle qu'elle se présente à l'heure actuelle est jugée absolument désespérée. Des maîtres comme Sombart ⁽¹⁾ déclarent, en termes péremptaires, que c'en est fait du métier en tant que forme économique. Aucune branche de la petite industrie n'est à l'abri des atteintes du capitalisme, aucune d'elles ne suit une évolution différente des autres dans son principe, s'il peut y avoir quelques différences de degré, il n'y a pas, au fond, de différence de nature. « Le métier est en soi une forme d'industrie surannée, inférieure à tous points de vue, donnant des produits moins bons et plus chers que la grande industrie et destinée, par conséquent, à disparaître. Rien ne peut le sauver : ni l'association coopérative qui a fait un fiasco complet dans les milieux d'artisans, malgré les efforts prolongés des partis conservateurs, ni l'emploi des machines, ni la vulgarisation du crédit. C'est une simple question de temps et les différences ne peuvent porter que sur la durée plus ou moins longue de la décomposition ⁽²⁾ ». Le professeur Karl Bücher formule à peu près les mêmes conclusions : « Le métier est une catégorie historique qui survit en s'éteignant peu à peu, un reste du passé qui ne peut plus s'adapter aux conditions de la vie moderne et qui est fatalement condamné à périr » ⁽³⁾.

Si ce pessimisme peut paraître pleinement justifié pour nombre de métiers en évidente décadence, il semble bien pourtant « qu'une conclusion aussi sommaire sur la disparition totale de l'espèce dans un avenir plus ou moins rapproché paraisse, au contraire, aventureuse et prématurée. Elle dépasse certainement les indications que nous fournissent les statistiques sur les tendances de la petite industrie et néglige, dans sa généralité, certains côtés du problème » ⁽⁴⁾.

Une réaction très importante contre ces vues trop absolues

(1) V. Sombart, *Der moderne Kapitalismus*, t. I. p. 615-618.

(2) V. Bourguin, *Ibid.*

(3) V. Karl Bücher, *Die Entstehung der Volkswirtschaft*.

(4) Bourguin, *Ibid.*, p. 186.

commence d'ailleurs à s'accuser fermement dans les milieux scientifiques, et beaucoup des plus catégoriques reviennent, après examen, sur leurs premières conclusions, sentant combien sont vaines les classifications théoriques et les propositions *à priori*. Les statistiques montrent que le métier n'est pas mort ni même mourant, mais qu'il se transforme, qu'il se déplace en quelque sorte, perdant du terrain sur certains points, mais conservant, par ailleurs, un domaine réellement indestructible. Toutes les industries de travail pur : barbier, peintre, vernisseur, semblent aussi inconcurrençables aujourd'hui qu'autrefois et notamment la plupart des industries afférentes au bâtiment qui ont jadis contribué à former la vie urbaine. Dans toutes ces branches, le métier conserve encore aujourd'hui sa place et se dégage nettement de la fabrique et de l'industrie à domicile. Ensuite, et malgré la concurrence de la fabrique, il a encore un large champ d'action dans tous les produits de consommation immédiate : souliers, vêtements sur commande. Il dépend en cela surtout des « propriétés psychologiques et économiques des consommateurs » qui, en désirant connaître leurs fournisseurs, assurent son développement. L'absence de voies de communications est également un facteur important. D'autre part, aussi, un grand nombre de produits ne peuvent pas être entièrement faits par la fabrique qui exige, pour leur achèvement, le travail du métier avant ou après elle ⁽¹⁾. Enfin, le métier conserve une compétence très large, presque exclusive pour tout ce qui touche aux réparations, aux spécialisations et certainement au plus grand nombre des industries d'art.

En résumé, il semble bien que, dans cette lutte qui se poursuit chaque jour, la fabrique ne pourra jamais et à aucune époque dérober entièrement le terrain occupé autre-

(1) C'est ce qu'on appelle les demi-fabriqués (Halbfabrikate), par exemple les meubles.

fois par le métier. Le nouveau processus de déplacement rend seulement nécessaires, pour les artisans, des institutions autonomes susceptibles d'organiser la résistance et de porter remède à l'anarchie de la production qui augmente avec leur nombre et leur concurrence réciproque (1).

III

Le devoir de l'Etat.

Posée d'ailleurs dans les termes généraux où on la formule d'ordinaire, la question de la résistance actuelle des métiers ne peut évidemment comporter aucune solution d'ensemble. Il suffit qu'on ait simplement aperçu son ampleur et sa complexité pour qu'on puisse comprendre l'immense portée qu'elle peut avoir sur l'ensemble du mouvement social.

Ces préoccupations théoriques, ne sont point, en effet, les plus graves. Ce qui fait que la question des métiers se pose d'une manière pressante, qu'on veut maintenir encore pour eux une existence possible et arrêter leur régression, c'est qu'une des plus importantes classes sociales est menacée de disparaître et qu'elle demande à être sauvée. A côté du problème scientifique de la forme industrielle, il y a le problème social de la classe moyenne qui, depuis des siècles, a pu vivre respectable et libre par son travail indépendant, qui a fait en grande partie notre civilisation et nos mœurs et qui, dans la crise qui la menace, semble marcher vers une ruine prochaine. Les effets de la concurrence déchaînée ont assuré le triomphe aux plus fortes entreprises; ils tendent à asservir à une poignée de capitalistes les entreprises plus faibles vaincues d'avance et destinées à grossir l'armée du

(1) V. Philippovich, *op. cit.* p. 97-98. Cf : Adler, *Die Lage des Handwerks in Oesterreich*, Ch. II. Die Feinde des Handwerks.

prolétariat et du paupérisme. Entre ces deux extrêmes : l'oligarchie financière et l'immense peuple des travailleurs, la société n'a plus de moyen terme. L'équilibre est rompu si la classe moyenne, le *Mittelstand* succombe et se désorganise jusqu'à l'émiettement total.

L'Etat doit-il laisser cette ruine se consommer ? Doit-il rester indifférent et attendre simplement le résultat inéluctable des lois de la concurrence, ou doit-il, au contraire, intervenir pour essayer de les corriger ?

La doctrine germanique plus scrupuleuse que la nôtre n'hésite pas à admettre, d'une manière presque unanime, le devoir positif de l'Etat à l'égard de la classe des artisans.

L'Etat doit intervenir, parce que cette classe est la plus nombreuse, ce qui est déjà un titre suffisant pour mériter une protection sociale. Il doit intervenir ensuite, parce que cette classe est indispensable, qu'elle a encore un rôle à jouer au point de vue de la production moderne et de l'éducation professionnelle (1). Enfin, il doit intervenir encore, parce qu'il est moralement responsable de ses destinées, parce qu'il a décrété la liberté industrielle, et que la liberté industrielle n'est pas une justice, mais simplement l'expression légalisée du droit du plus fort et même de ses excès.

Tels sont les fondements essentiels de la politique des métiers (*Handwerkerpolitik* — *Mittelstandpolitik*) qui, avec des programmes un peu différents, base en définitive toute son action sur *le système corporatif*, tant pour la représentation intégrale des intérêts que pour l'organisation défensive des professions.

En Autriche, où cette action est extrêmement avancée, elle tend à assurer à la petite industrie un domaine propre, réservé, juridiquement inviolable, où elle puisse se dévelop-

(1) C'est ce dernier motif : la formation technique et l'éducation de l'apprenti qui domine surtout, nous le verrons, toute l'évolution corporative de l'Allemagne.

per comme une plante de serre à l'abri des empiétements et de la concurrence, avec la sollicitude constante et les soins multiples de l'Etat. En Allemagne, au contraire, les métiers s'élèvent eux-mêmes et par leurs propres efforts vers une organisation corporative défensive et hiérarchique qui leur permet de prendre position et de donner à leurs intérêts une expression générale et une valeur officielle.

Dans le mouvement législatif dont les résultats sont à l'heure présente déjà considérables, les deux pays ont marché d'un pas égal, aux mêmes moments, vers de semblables réformes.

Grâce aux circonstances politiques, le renouveau a été cependant en Autriche plus rapide et plus radical, et c'est dans ce pays qu'il faut tout d'abord l'étudier.

PREMIÈRE PARTIE

L'AUTRICHE

CHAPITRE PREMIER

La crise de la petite industrie et la patente impériale du 20 décembre 1859.

Il n'est point dans notre intention de retracer ici toute l'évolution historique des corporations qui présente, en Autriche, des phases à peu près semblables à celles des autres pays, depuis les origines du régime communal jusqu'à la période de réglementation monarchique.

Au ^{xviii}^e siècle, dès l'apparition de la grande industrie, les cadres corporatifs sont un peu partout brisés et si le métier domine encore dans les grands centres, il est extrêmement éparpillé ailleurs.

Les ordonnances complexes de Charles VI et de Marie-Thérèse essayent, tant bien que mal, dans un intérêt de police, de localiser les artisans; mais elles se préoccupent surtout de définir les métiers libres et d'octroyer des privilèges aux premières fabriques qui apparaissent et sont tenues en dehors du système corporatif. La séparation des deux formes s'accuse déjà.

Avec Joseph II (1741-1790) et François I^{er} (1792-1835), en réaction notable contre la grande industrie, la réglementation

des métiers est poussée jusqu'à ses plus extrêmes limites et touche à une foule de détails : apprentissage, organisation professionnelle, institutions communes de secours ; c'est la politique minutieuse et bureaucratique de l'ancien régime. Mais les corporations, bien que toujours obligatoires quand il en existe, sont loin d'être assez nombreuses encore ; leurs ressorts restent mal définis. Le réseau est de toute part déchiré et le rattachement des artisans manqué à peu près partout ⁽¹⁾.

La crise cependant s'annonce intense, dès le début du xix^e siècle, pour la petite industrie. Les fabriques se substituent à elle et viennent l'attaquer, en quelque sorte même, jusque sur son propre terrain. Toute lutte semble impossible contre la production intensive et meilleure du machinisme qui s'empare du marché et rejette l'artisan à des besognes sans profit, s'abaissant quelquefois à faire à sa place même les réparations. L'existence de la classe moyenne du *Mittelstand* est désormais mise en question et elle paraît destinée à être écrasée devant la concurrence envahissante du grand capital ⁽²⁾. Aucune organisation défensive n'est possible. Privé de ressources, isolé et sans moyen d'actions, l'artisan ne peut même songer à l'entente commune. L'esprit de coopération fait défaut et de toutes parts la législation augmente encore les obstacles en localisant les individus. Personne ne peut voyager sans un passeport différent de ville à ville. Même avec l'apparition des chemins de fer, ce principe est conservé. En 1842, les artisans qui essayent d'émigrer dans d'autres villes doivent être munis d'une carte spéciale de circulation, que la bureaucratie leur délivre avec les plus grandes difficultés ⁽³⁾.

(1) Sur cette époque : Schönberg, *Handbuch der politischen Ækonomie*, t. II, p. 481. Reschauer, *Geschichte des Kampfes der Handwerkerzünfte, und der Kauffmannsgremiens mit der öster. Bureaukratie*. Wien, 1882.

(2) Funck-Brentano, *La politique*, p. 140-141.

(3) Schwiedland, *Kleingewerbe und Hausindustrie in Oesterreich*, p. 160.

Sans débouchés, sans formation professionnelle le métier se perd. Beaucoup en font un expédient plus qu'une carrière, à tel point que les diverses branches du métier souffrent encore davantage de la concurrence que leur font des individus quelconques, des gâte-métiers (Pfuscher) sans traditions et sans éducation technique.

D'ailleurs, les artisans de quelque valeur sont absorbés, aussi souvent que leur main-d'œuvre est nécessaire, par les fabriques qui payent mieux et utilisent plus longtemps, et la petite industrie devient de plus en plus dépendante des grands producteurs. Les maîtres qui demeurent encore attachés à leur profession ancienne sont fréquemment obligés, pour vivre, d'en entreprendre d'autres suivant les variations saisonnières et cela crée une concurrence interne d'une immense répercussion.

Concurrence du dehors, concurrence du dedans, c'est de toute part la ruine, et le *xix^e* siècle, suivant l'expression saisissante de Schwiedland, commence son œuvre en ouvrant un cimetière à la petite industrie. (Leichenfeld des Kleingewerbes) ⁽¹⁾.

Depuis 1842, les statistiques des chambres de commerce autrichiennes constatent, dans chaque province, la régression des métiers et l'extrême misère de la classe des artisans ⁽²⁾.

Mais il n'était guère possible de remédier à ce profond désarroi. De toutes parts, en effet, les doctrines nouvelles de la liberté industrielle et de la lutte à outrance commençaient à se faire jour et gagnaient l'opinion. « Le régime du laisser-faire, prôné par les théoriciens, était réclamé par beaucoup comme une chose nouvelle dont l'expérience n'était pas faite

(1). Schwiedland, *Ibid.*, p. 126.

(2) Kobatsch, *Das Oesterreichische Gewerberecht und seine bevorstehende Reform*. (Rev. de Conrad, 1896, t. 66, p. 804-805),

et dont les promesses étaient séduisantes » (1). On ne comprenait point, à ce moment, qu'on allait aboutir, dans la pratique, à exagérer encore les avantages et l'écrasante supériorité des fabriques en abandonnant les anciennes réglementations et qu'on aurait lieu plus tard de s'en repentir ; mais l'élan était irrésistible dans toute l'Europe.

Par la patente impériale du 20 décembre 1859, le principe de la liberté des industries était définitivement consacré en Autriche, supprimant toutes restrictions limitatives de l'ancien droit et laissant dorénavant chacun libre d'exercer le métier par lui choisi, sans investiture d'aucune sorte, sans aucune condition d'entrée ou d'exercice.

Il convient d'insister un peu sur cette grande loi de 1859 dont les dispositions ne sont point aussi radicales, pourtant, qu'on pourrait le croire.

Le principe de la liberté industrielle n'entraîne nullement l'abolition des Corporations, il est au contraire conçu comme parfaitement compatible avec leur maintien.

Les corporations qui ont survécu ne sont pas supprimées, elles sont, comme toutes les réalités industrielles, simplement libérées des anciennes entraves et des vieilles restrictions d'entrée ou d'exercice. A l'inverse du système de Turgot, toutes celles qui existent en ce moment conservent intégralement leur vie légale, leurs patrimoines et leur organisation.

Personne n'est plus empêché d'exercer le métier de son choix, l'accès en est ouvert à tous, sans distinctions, et il suffit pour cela d'une simple déclaration administrative.

En outre, toutes les fois qu'il existe pour ce métier un groupe corporatif déjà organisé, il est encore obligatoire de s'y inscrire.

La Corporation donc, comme on peut le constater, non seulement continue à exister, mais même elle est encore

(1) Brants, *Le régime corporatif au XIX^e siècle dans les états germaniques* (1894), p. 4.

obligatoire sans d'ailleurs, nous le répétons, que cette obligation puisse écarter ou exclure personne. Ne nous méprenons point sur son caractère : l'affiliation est imposée, c'est vrai, mais elle n'existe en fait et réellement que dans le cas où une Corporation pour le métier se trouve déjà établie dans le district. L'obligation corporative est, par conséquent, non une règle générale d'exercice, mais un avantage occasionnel et comme l'éventualité, pour l'artisan, d'un secours supplémentaire, malheureusement trop rare étant donné le très petit nombre des groupes qui ont survécu.

Il manquait à la loi, d'ailleurs, toute sanction. Les corporations très faibles et sans grande activité, continuation du régime antérieur, car il ne s'en était point créé de nouvelles, n'avaient pas beaucoup d'initiative. Elles se bornaient, à peu près, à être des sociétés de secours conservant leurs patrimoines. D'après l'art. 115, elles ne devaient apporter à l'exercice du métier aucune entrave ni restriction autres que celles prévues par loi ⁽¹⁾, et il leur était laissé, pour le reste, leur ancienne administration autonome (*Selbstverwaltung*).

Le maintien de ces anciens groupes était déjà, on ne peut le nier, un résultat très important; et, d'ailleurs, leur activité à cette époque n'était pas complètement nulle. Presque toutes les corporations ont des fondations importantes pour les veuves et orphelins de maîtres, et pour l'incapacité de travail, des tribunaux arbitraux pour les compagnons, des institutions et des subsides pour l'enseignement professionnel. En 1853, il y avait à Vienne 113 corporations réunissant 17.600 artisans à peu près, et un capital d'environ 780,000 florins. On peut voir, par le tableau suivant, que leur activité,

(1) La loi ne fait quelques restrictions qu'à l'égard des métiers d'intérêt public, dits concédés, pour l'exercice desquels il faut une preuve de capacité résultant d'un temps d'apprentissage ou d'un examen. Ainsi l'architecte, par exemple, doit avoir fait trois ans d'apprentissage ou justifier d'une connaissance technique.

depuis la loi, n'a pas été en décroissance et qu'au contraire elles ont réellement progressé ⁽¹⁾.

Années.	Membres.	Capitaux en florins.
—	—	—
1861.....	20,530	993.870
1862.....	22,824	1.004.809
1863.....	25,255	1.038.840
1864.....	27,149	1.047.935
1865.....	30,198	1.275.569 ⁽²⁾

La corporation existe donc, et partout où elle existe, l'affiliation, bien que faible et peu surveillée, surtout quant aux droits d'entrée et aux taxes y afférentes, s'effectue malgré tout. La chambre de commerce de Vienne se félicite même que, dans l'exécution de la loi de 1859, on soit arrivé à de tels résultats précieux pour le bien général et qui, sans entraver le libre exercice du métier que la corporation ne peut réglementer en aucun cas, sont pour les artisans pauvres un secours dans leur isolement. « La corporation, dit-elle, est pour eux *un point de cristallisation* qui leur permet d'effectuer d'autres associations libres pour des buts professionnels. (Unions pour l'achat en commun des matières premières (Rohstoffvereine), fondations d'ateliers, etc.) » ⁽³⁾.

Malheureusement, personne ne pouvait être contraint de participer à ces œuvres d'utilité commune. Les corporations ne pouvaient en constituer sans le consentement de tous les membres, sans exception. Il était de même impossible sans ce consentement unanime, de contracter des emprunts; toute initiative de coopération était par là-même paralysée.

La situation cependant ne s'améliorait pas pour la petite industrie; le nouveau régime de liberté industrielle rendait

⁽¹⁾ *Statistischen Berichte der Wiener Handels und Gewerbekammer, 1860-1865.*

⁽²⁾ Kobatsch, *loc. cit.*, p. 791.

⁽³⁾ *Jahresberichte, 1857-1860*, cité par Kobatsch, *loc. cit.*

la concurrence encore plus âpre et plus meurtrière pour les métiers et ils perdaient chaque jour du terrain. Le développement des fabriques accuse un accroissement irrésistible. De 2.325 en 1863, leur chiffre s'élève à 6.075 en 1875. En sens inverse, la petite industrie subit une régression à peu près constante. Chaque année, les *Jahresberichte* des Chambres de commerce signalent des défaites alarmantes. L'industrie du meuble est presque ruinée déjà par le développement considérable des entreprises mécaniques! L'industrie des gants, à Vienne, qui occupe près de 10.000 individus est frappée dans d'énormes proportions ⁽¹⁾. Vers 1860, les premiers grands commerces de vêtements confectionnés apparaissent et les tailleurs descendent aux réparations. Près de 3.000 travaillent pour la grande industrie. Le métier proprement dit semble découragé et son développement, qui devrait normalement suivre l'accroissement progressif de la population, subit un arrêt, tandis que l'importance des commerçants revendeurs et du colportage s'accroît, au contraire, dans des proportions bien plus actives.

Industriels du Vêtement.		Marchands de Vêtements.	
	—		—
1853.....	2.974		215
1868.....	3.250		900
1870.....	3.375		1.100
1873.....	3.600		1.350
1875.....	3.700		1.500
1879.....	3.767		2.010

Pour les petits cordonniers, on n'est pas seulement en présence d'un arrêt dans le développement, d'une réduction relative de la progression normale comparée à la population, c'est une réduction absolue, une diminution croissante, d'année en année, de leur chiffre brut, tandis qu'augmente encore, au contraire, celui des marchands et commerçants de chaussures.

(1) *Jahresbericht*, 1875, p. 171. — 1857, p. 317.

Années	Cordonniers de Vienne	Commerces de chaussures
1852.....	2.325	2
1860.....	2.951	2
1865.....	3.106	12
1870.....	3.114	20
1872.....	2.948	22
1875.....	2.815	32
1880.....	2.634	50
1883.....	2.551	82 ⁽¹⁾

Et nous voyons pourtant, dans la même période, la population de Vienne s'accroître dans de fortes proportions :

1852.....	444.966
1859.....	496.414
1871.....	615.760
1881.....	715.257
1883.....	736.773 ⁽²⁾

Confirmant encore ces tristes résultats, le mémoire dressé par le député Reschauer, sur le mouvement des impôts industriels de Vienne, constate, dans le pourcentage des petits patentables imposés à 10 florins, une réduction importante. De 42,4 p. 100 en 1852, le chiffre tombe à 33,8 p. 100 en 1879 ⁽³⁾.

La crise est donc intense et cette décadence de la petite industrie, que rien ne semble pouvoir enrayer, n'est pas sans entraîner des mouvements profonds dans les partis politiques et le grand public. On commence à apercevoir l'importance sociale des métiers.

⁽¹⁾ Kobatsch, *loc. cit.*, p. 812.

⁽²⁾ Les branches purement manuelles de la petite industrie, que leur nature soustrait à la concurrence de la fabrique (peintres, bouchers, charcutiers, coiffeurs, etc.), continuent, au contraire, la même marche ascensionnelle que celle de la population et peuvent ainsi servir de termes de comparaison. V. Kobatsch, *loc. cit.*, p. 813.

⁽³⁾ Brants, *loc. cit.*, p. 9.

C'était le moment où les réclamations des artisans allemands, de plus en plus nombreuses depuis le Handwerkerparlament de Francfort, en 1848, dont les résolutions étaient restées « comme le programme idéal du parti » (1), trouvaient un écho en Autriche.

Des savants éminents, comme Schmoller, commençaient d'autre part aussi en Allemagne, à oser dénoncer le danger.

« Le découragement, écrit-il, s'est glissé dans les métiers; personne ne les apprend plus et on ne forme plus de maîtres. La liberté de l'industrie nécessaire en l'état actuel de la technique, semble avoir laissé en dehors de la vie moderne les artisans qui, tout en devenant toujours plus pauvres, ont le souvenir d'un temps où ils pouvaient encore vivre.

» La liberté, qui donne aux fortes entreprises une ardeur inconnue, est fatale aux petits métiers. Elle tend à détruire plutôt qu'à conserver la classe moyenne » (2).

Ces déplorables résultats de la liberté industrielle apparaissaient avec une indéniable évidence. L'école des réformateurs sociaux, devant la désorganisation générale entraînée par le conflit anarchique des intérêts, indiquait le mal et demandait des remèdes contre les abus des doctrines nouvelles.

Etrange abus, en effet, que de parler de liberté industrielle sans étudier, d'une manière objective, les diverses formes de la production! On n'empêchera jamais que la fabrique, malgré son isolement apparent, soit déjà en elle-même une société organisée, et tire de là toute sa supériorité. Dès l'instant où l'on enlève aux petits artisans solitaires et dispersés toute union en face de cette union déjà bien réelle et bien constituée, on ne met plus en présence, dans la lutte, des unités du même ordre ni de la même nature. Celles de la grande industrie restent des forces collectives qu'on laisse

(1) Philippovich, *Handbuch des öffentlichen Rechts*, p. 100.

(2) Schmoller, *Zur Geschichte der deutschen Kleingewerbe*, 1870, p. 664-667.

intactes dans leur unité concrète, tandis que se sont brisées les unions plus complexes qui constituent les métiers. Par là, bien loin de traiter semblablement les deux formes, on conserve intégralement à l'une tous ses avantages sociaux, tandis qu'on les supprime à l'autre. Il fallait donc un moyen de rétablir l'équilibre.

L'idée d'une réorganisation générale de corporations trouvait partout des défenseurs zélés et de chauds partisans, surtout parmi les artisans, qui voyaient en elle le moyen le plus certain de relèvement industriel, et comme le dit Adler, « la panacée du *Handwerkerpartei* ».

A ces projets de réorganisation corporative, l'école libérale faisait, faut-il le dire, une vive opposition, flétrissant tout souvenir de l'ancien régime. Certains radicaux allaient même jusqu'à affirmer que la petite industrie a fait son temps, que ce n'est plus qu'une épave du passé et qu'elle doit logiquement disparaître, incapable de s'adapter aux conditions si profondément modifiées de la vie moderne. Cette opinion extrême pourtant ne rallie guère de partisans; il paraît depuis longtemps prouvé, en doctrine, qu'un vaste domaine reste ouvert encore à la petite industrie, que sa capacité de concurrence (*Konkurrenzfähigkeit*) demeure théoriquement considérable à condition qu'elle trouve un terrain d'organisation qui lui permette d'utiliser ses efforts.

Mais la plupart des libéraux, eux-mêmes, avaient cependant le mérite d'entrevoir la gravité de la crise et comprenaient que des remèdes étaient nécessaires. Ceux qu'ils proposaient ne devaient être, naturellement, que des remèdes économiques excluant l'intervention de l'Etat et basés uniquement sur les doctrines du *self-help*.

C'est l'idée qui se dégage notamment d'une petite brochure du Dr Max Menger parue à Vienne en 1866 ⁽¹⁾. Il insiste sur

(1) Max Menger, *Die auf Selbsthilfe gestützten Genossenschaften in Handwerker und Arbeiterstände*. Wien, 1866.

l'utilité que peuvent retirer les métiers de la fondation de *Rohstoffvereine*, du moins pour la production et l'achat en commun de matières premières. Pour les cordonniers, par exemple, ils peuvent réaliser un bénéfice de 10 % en achetant les semelles par douzaines. Les tailleurs, en organisant pareilles unions, arriveront au même succès que les sociétés anglaises. Enfin, Menger voudrait voir tous ces *Productivvereine* unis entre eux. Ainsi se trouveraient développés les avantages d'une production commune (1). Menger, malheureusement « prêchait à de sourdes oreilles » (2). Ces institutions communes, utiles peut-être, ne peuvent guère prendre naissance que quand l'esprit collectif est déjà développé. Nous savons que la loi de 1859, en exigeant dans les groupes corporatifs l'unanimité pour leur création, les décourageait sensiblement et d'autre part, que leurs fondations, en dehors des Corporations, étaient à peu près nulles.

Ces prétendus remèdes pour lutter soi-disant contre les fabriques ne trouvaient, au surplus, auprès des artisans que bien peu de crédit. Ils supposent des capitaux, une entente déjà établie. Utiles pour des artisans qui se connaissent, ils ne les défendent pas contre la concurrence des autres, qui est la plaie. C'est cette concurrence interne des métiers, cause profonde de la faiblesse de la petite industrie, qui apparaît à tous comme l'élément irréductible de désorganisation. Pour chercher à se maintenir, les artisans, qui n'ont plus aujourd'hui les garanties d'un apprentissage sérieux, font de mauvais produits, vendent toujours meilleur marché, et ce sont les autres qui en supportent les désastreux effets. Dans la morte saison, ils prennent d'autres professions, d'où flottent très grand, perte des qualités et des distinctions professionnelles, abus du travail en chambre, etc. Cette concurrence interne ruine les énergies éparpillées (3).

(1) Menger, *loc. cit.*, p. 28-48.

(2) Kobatsch, *loc. cit.*, p. 789.

(3) Adler, *Die Lage des Handwerks in Oesterreich*, p. 21-24.

On ne pouvait donc pas s'en tenir à ce remède trop platonique de l'association ; on espérait davantage d'une restauration corporative intégrale. Dès 1860, une action très puissante et très sérieuse se dessine de ce côté, ayant pour but, non seulement de rajeunir les anciens groupes existants, mais encore de généraliser par la formation de groupes nouveaux, le système corporatif sur tout le territoire de l'empire. En Autriche, l'activité corporative avait déjà incontestablement fait ses preuves ; c'était d'elle, semblait-il, qu'il fallait tout attendre, car elle pouvait être encore largement développée pour la mettre à même de répondre aux besoins actuels. Cette organisation séculaire qui avait de tous temps servi de régulateur était la seule propre, dans l'opinion générale, à remplir encore, au moins en tant que cadre social, des fonctions analogues, pourvu qu'on mît la réglementation d'accord avec les buts nouveaux qu'on se proposait d'atteindre et qu'on la dépouillât de ses entraves archaïques.

C'est dans le sens de ces idées nouvelles que se ralliaient la majorité des artisans sollicitant du gouvernement, dans de multiples congrès, des réformes extrêmement étendues. Ce courant devait triompher et nous allons maintenant donner un aperçu du mouvement qui en fut la conséquence et des circonstances qui le firent aboutir.

CHAPITRE II

Le mouvement de réorganisation législative et la loi du 15 mars 1883.

Le discrédit qui devait frapper la patente de 1859 tient à des causes multiples. Certes, elle est saluée par la majorité libérale comme une aurore des temps nouveaux, et de fait, elle n'avait pas peu contribué à développer la vie industrielle de l'Autriche et, entre autres choses, les progrès de son exportation. L'accroissement des fabriques, la recrudescence de l'activité commerciale n'étaient pas, à coup sûr, des résultats négligeables. Mais déjà, malgré les quelques mesures de protection ouvrière qu'elle édictait ⁽¹⁾, mesures d'ailleurs complètement insuffisantes, des enquêtes avaient révélé la déplorable misère des travailleurs dans les fabriques ; ces résultats avaient causé dans le public, en même temps qu'une impression profonde une certaine désillusion ⁽²⁾.

(1) Notamment l'interdiction du travail des enfants âgés de moins de dix ans et du travail de nuit au-dessous de seize ans.

(2) Ils sont consignés surtout dans l'enquête de 1884.

A la fin de 1879, un assez vif revirement d'opinion s'indiquait déjà, qui, sous l'action commune des groupes socialistes et du parti du centre, devait entraîner la dissolution de la Chambre et la chute du cabinet libéral Auersperg dont le plus grave tort était d'être resté indifférent aux questions ouvrières. La nouvelle majorité, représentée par le ministère conservateur que présidait le comte de Taaffe, amenait au pouvoir des éléments assez divers où dominait surtout le groupe catholique ou groupe du centre avec un vaste programme de réformes.

Autant par entraînement évangélique que par esprit d'examen, le parti catholique en Autriche comme en Allemagne s'était, depuis longtemps, lancé avec une haute culture scientifique dans l'étude de la question sociale. Bien avant les systèmes théoriques, l'Allemagne, d'ailleurs, avait vu fleurir une foule d'œuvres modestes et utiles comme les admirables institutions de Kölping, par lesquelles on essayait pratiquement de porter remède à la misère des ouvriers et des artisans. Une action ardente réunissait, d'autre part, sous le nom de groupe de réforme sociale chrétienne, des esprits éminents guidés par d'illustres prélats, des savants et des gouvernants, tous également attachés au problème moderne sous son double aspect : la question ouvrière et la question des métiers. Ils apportaient, avec l'esprit particulier et les préoccupations morales qu'ils manifestent en tout ordre de questions, un notable appoint de forces.

Rétablir un état social basé sur plus de justice, essayer, au nom des principes chrétiens, de défendre les faibles dans la lutte déchaînée des intérêts, ainsi peut se définir le programme catholique. Le rétablissement des Corporations en était un des articles principaux, car il était considéré comme le seul moyen de restaurer le travail des artisans chrétiens, cette forme moderne de la vertu : *das ehrbare Handwerk*.

Illustré en Allemagne par l'action vigoureuse de Ketteler, le parti comptait, en Autriche, des hommes considérables

dans la haute noblesse, au premier rang desquels il faut citer, le prince Aloys de Lichtenstein, le comte Blome, les comtes Belcredi, Chorinsky, le prince Schwarzenberg, le comte Küfstein, le comte Albert Apponyi, et bien d'autres encore aidés par l'ardente propagande des journaux catholiques, principalement *Das Vaterland*, de Vienne, et *Die Monatschrift für Christliche social Reform*, dirigée par le baron Karl de Vogelsang.

Depuis 1879, la révision de la patente de 1859 était la base même de la politique du ministère Taaffe. En novembre 1882, un important congrès d'artisans avait, de son côté, pris l'initiative de demander au gouvernement d'effectuer la réforme dans le sens d'une restauration corporative générale. Le Congrès se plaignait surtout de l'invasion chaque jour grandissante d'artisans manquant absolument des connaissances techniques nécessaires, et demandait que l'accès du métier fût à l'avenir plus surveillé, au moins par l'exigence pour les principales industries nécessitant une éducation professionnelle, d'une preuve de capacité : *Befähigungsnachweis*, résultant d'un temps d'apprentissage fixé par la loi ; cette exigence devait entraîner, en même temps qu'un relèvement intrinsèque du métier, une diminution sensible de la concurrence. Ce sont ces réclamations qui devaient donner un nouvel élan et des bases précises au mouvement réformiste : « Il est constant, pourra dire plus tard le comte Blome, que le projet n'émane pas du gouvernement, encore moins, peut-on dire, qu'il est sorti d'un programme d'un de nos partis politiques. Il est bien plutôt le fruit d'un mouvement profond irrésistible de la petite industrie, d'un véritable desideratum populaire des temps présents dans toute la force du terme » (1).

Le programme corporatif correspondait d'ailleurs admira-

(1) Discours du comte Blome du 14 février 1883. *Assoc. cathol.*, numéro du 15 avril 1883, p. 431.

blement aux vues des réformateurs catholiques. Dans l'idée du comte Blome, la corporation était même théoriquement susceptible de devenir un instrument d'administration infiniment large et plastique. On allait jusqu'à demander à l'Etat, auquel on conférait un droit véritablement illimité d'intervention, de constituer en corporations tous les groupes d'activité, de quelque nature qu'elles fussent, afin de réaliser absolument et partout la représentation des intérêts ⁽¹⁾.

On voit à quelle ampleur de développements le principe corporatif aurait dû aboutir dans la théorie du parti catholi-

(1) Il convient de noter sur ce point, les déclarations du comte Blome, dans son grand discours du 10 décembre 1888.

« Ce qui, aujourd'hui, dit le comte Blomé, engendre la haine des classes, c'est la juxtaposition immédiate de la pauvreté et de la richesse, une pauvreté qui a sa cause dans la désorganisation sociale et qui s'appelle paupérisme et prolétariat, une richesse qui dégénère en ploutocratie. Dans la société corporativement organisée ne régnerait aucune haine des classes, ce qui y régnerait c'est une émulation, une noble rivalité, comme entre les soldats de différentes armes..... partout où des intérêts existeraient, ils devraient former entre eux des corporations. Nous aurions des corporations de grands propriétaires, des corporations de cultivateurs, d'ouvriers agricoles, des corporations de la petite industrie, de la grande industrie, et à mon sens, d'un côté des associations d'ouvriers distinctes pour chaque industrie, de l'autre des associations de patrons se réunissant en un corps d'instance supérieure, qui formerait la véritable corporation. Nous aurions les corporations de commerce et de transports, des professions libérales, ainsi que nous en possédons déjà quelques-unes. Ces corporations seraient, à leur tour, représentées dans des Chambres. Nous aurions ainsi différentes Chambres : d'agriculture, de petite industrie, de grande industrie, de véritables Chambres de commerce, et, par exemple, pour les sociétés financières, la Bourse serait leur Chambre naturelle. Ces Chambres et, c'est là le point capital, enverraient des délégués à une haute Chambre économique d'Empire, et pour moi, je préférerais que ce fût à notre représentation politique. Nous aurions ainsi une véritable représentation des intérêts et non une simple fiction.... »

« De même que chaque citoyen doit avoir son *forum domicilii*, il devrait avoir également son *forum officii*, ce qui, en d'autres termes, signifie que pour être citoyen complet, pour pouvoir exercer ses droits politiques, il serait nécessaire d'appartenir à une corporation. »

(Discours du 10 décembre 1888. *Assoc. cathol.*, numéro 15 janvier 1889, p. 25-32.

que. Quoiqu'il en soit de ces vues, d'ailleurs purement conceptuelles et irréalisables, tout le monde comprenait que c'était en matière industrielle que l'application présentait un caractère immédiatement pratique et de brûlante actualité.

« La Société européenne moderne, dit le comte Blome, a perdu son organisation naturelle et elle ne peut être protégée d'une entière destruction, d'une ruine morale et matérielle absolue, si elle n'est pas reconstituée à nouveau dans ses organes vitaux. De là, partout la tendance à renouer les traditions historiques qui, par amour des doctrines abstraites, ont été brisées, anéanties, au profit de quelques groupes d'intérêts particuliers.

» En tout ce qui ne tombe pas précisément sous le coup de la loi pénale, les individus se livrent, sans obstacle et sans frein, un combat sauvage pour la vie et dans ce combat, le plus faible succombe au plus fort.

» Or, le plus fort n'est pas seulement le plus habile ou le plus favorisé par les circonstances, mais aussi et surtout, le plus puissant en capital et le moins scrupuleux. Au point de vue économique, cette soi-disant liberté et égalité favorise particulièrement le capital argent. Dans les corporations, la production était réglée et les faibles de toute catégorie trouvaient secours et protection dans le groupement professionnel. Aujourd'hui, du libéralisme est sorti comme un fruit nécessaire le paupérisme et de ce dernier, le socialisme.

» La décadence arrive la plupart du temps lorsque, le pauvre et le riche se dressent face à face, lorsque pour me servir de l'expression de l'historien Mommsen, une oligarchie capitaliste s'est formée..... Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Le libéralisme a partout ruiné l'économie sociale. Son bilan économique s'appelle un krach.

» Avec la Révolution de 1789, on a dénommé liberté l'anéantissement des droits et des libertés de toute la classe

moyenne, c'est ce que Le Play appelle les faux dogmes de 1789 ⁽¹⁾.

» Les conséquences économiques du système actuel éclatent clairement à tous les yeux. Le bien-être moyen disparaît. Des fortunes colossales se forment en regard desquelles se développe une misère colossale des classes populaires. C'est contre cette situation qui s'est, à un degré plus ou moins intense, étendue à toute l'Europe, que réagissent aujourd'hui les classes ouvrières et surtout les artisans des métiers.

» C'est l'Autriche tout entière qui nous demande de renouer les traditions d'un glorieux passé. Chez nous, le lien de la tradition, quoique fortement relâché, n'est pas encore, grâce au ciel, aussi complètement brisé que dans beaucoup d'autres États. Nous n'avons qu'à le consolider pour rétablir un état de choses qui donne satisfaction à de justes revendications et aux souffrances momentanées des membres de la petite industrie. Voilà le but que doivent avoir devant les yeux ceux qui assument la responsabilité d'élaborer un nouveau projet de loi » ⁽²⁾.

Ces idées développées encore par d'importants discours des chefs du parti du centre ne tardèrent pas à rallier les vues de la majorité. Le projet, dû en grande partie au zèle infatigable et aux travaux du comte Egbert Belcredi qui

⁽¹⁾ Insistant plus tard sur cette idée, le comte Blome dit dans son discours du 10 décembre 1888 : « Le plus grand homme d'État autrichien, le plus sage peut-être de tous les pays et de tous les temps, notre vieux prince de Metternich, écrivait au marquis de Saint-Aulaire, ambassadeur de France, à Vienne : « La France ne trouvera que dans la corporation le ciment nécessaire à sa reconstitution sociale ». Ainsi, déjà, au commencement de 1840, alors que le libéralisme était encore en toute sa fleur, cet esprit pénétrant, ce profond penseur reconnaissait que les Français ne pouvaient opposer à leur dissolution sociale d'autres remèdes efficaces que le régime corporatif ».

Ass. catholique, n° du 15 janvier 1889, p. 25 et suivantes.

⁽²⁾ Discours du 14 février 1883. (*Ass. catholique*, n° du 15 avril 1883, p. 431 et suivantes).

en fut le rapporteur et aussi aux remarquables discours du prince Aloys de Lichtenstein, fut vivement discuté par les deux Chambres et devint, d'ailleurs, sans grandes modifications dans la forme adoptée par la Chambre des Députés, la grande loi du 15 mars 1883, qui allait apporter aux revendications des Hanwerker une double satisfaction.

1^o La restauration intégrale sur tout le territoire, de groupes corporatifs exclusivement propres à la petite industrie, investis de droits étendus et auxquels tous les artisans seraient tenus de s'affilier;

2^o L'exigence d'une preuve de capacité, au moins à l'égard d'un petit nombre de métiers importants et nécessitant par leur nature une éducation déterminée.

Ces deux mesures allaient constituer un véritable régime public de la petite industrie et marquer, dans ses conditions d'exercice, une séparation profonde d'avec la grande, libre comme autrefois, entièrement en dehors des obligations corporatives et des exigences capacitaires.

Voyons sommairement, car nous y reviendrons plus loin, l'esprit de cette importante réforme.



Entre métiers semblables ou similaires, le lien corporatif doit d'abord, sur tout le territoire, être reconstitué et devenir obligatoire entre les artisans, suivant les formes et les variétés locales. Les corporations déjà existantes peuvent être maintenues dans leur forme actuelle, sauf à se conformer aux prescriptions de la loi.

Cette obligatoire affiliation à des groupes à constituer, n'est évidemment en elle-même rien de nouveau et demeure, en son essence, de la même nature que celle imposée par la patente de 1859 à l'égard des groupes existants à cette époque. Elle ne supprime en rien, comme le précise éloquem-

ment le prince de Lichtenstein, la liberté de l'artisan. La corporation n'a jamais cessé d'être obligatoire en Autriche. La loi nouvelle, sans prétendre innover, veut simplement donner à l'obligation corporative, toujours de même nature, mais tombée en désuétude, une portée plus étendue et absolument générale.

A mainte reprise, les rapporteurs du projet ont eu à se défendre contre cette imputation qu'ils allaient revenir au système du moyen-âge. Rien n'est plus faux. Il n'y a plus de corps fermé, de nombre limité des maîtres; il n'y a plus que des circonscriptions qui seront ouvertes à tous les membres d'un même métier comme organes de protection et d'action commune et que l'administration, à qui appartient leur délimitation, doit faire aussi compréhensives que possible et d'une forme assez souple, nous le verrons, pour s'adapter aux besoins locaux.

Ces groupes, auxquels on abandonne encore une très large autonomie, ont pour but essentiel de développer l'esprit de communauté et les traditions professionnelles. Au point de vue des intérêts communs des maîtres ils peuvent, comme autrefois, procéder à des œuvres facultatives de coopération économique et d'entente commerciale: magasins, achats de matières premières, installations de machines. L'unanimité est encore comme autrefois exigée. Sous ce rapport, en effet, il était indispensable de procéder avec la plus grande précaution. Il fallait, avant tout, observer les groupes nouveaux, leur activité, les résultats qu'ils allaient d'abord produire dans le cercle encore étroit de leur compétence, pour arriver, ensuite, à leur attribuer un plus large champ d'action. Jusqu'au moment où on pourra y procéder, les relations qui vont s'établir entre les artisans jusqu'ici isolés en bien des cas, auront aussi pour résultat favorable de faire connaître, à tous les membres, les hommes les plus capables autour desquels pourront se grouper les éléments nécessaires pour former des associations libres chargées de

résoudre ces divers problèmes. Il n'eût pas encore été prudent de remettre ces solutions à la compétence des corporations obligatoires sans courir le risque d'exposer à des périls sérieux la fortune de leurs membres.

Néanmoins, les fonctions dont sont investies les corporations sont encore d'une grande importance.

Tout d'abord, elles sont appelées à régler les relations entre les maîtres et les compagnons, à fixer les jours de paye, à préciser le laps de temps qui doit précéder la sortie d'un atelier et autres règlements de cette nature. Dans ce but, chaque corporation est tenue de constituer trois *organismes obligatoires* qui collaborent avec elle, et sans lesquels elle ne peut légalement pas fonctionner.

1° Une assemblée d'ouvriers (Gehilfenversammlung) :

2° Un tribunal arbitral (Schiedsgericht) ;

3° Une caisse de malades (Krankenkasse).

En dehors de ces trois organismes obligatoires, l'ensemble des autres institutions corporatives reste facultatif.

La loi confère aux corporations les pouvoirs les plus larges pour régler les importantes questions d'apprentissage, pour développer l'instruction professionnelle et morale des apprentis, fixer la durée du temps requis en chaque métier, organiser les examens (Prüfungen), prescrire les conditions que devront remplir ceux qui veulent engager des apprentis, fixer le nombre de ces derniers par rapport à celui des compagnons dans chaque entreprise, interdire que les apprentis, ayant abandonné le maître sans motif valable, soient reçus dans les ateliers d'autres maîtres, etc., etc.

On voit de quelle étendue est, sous ce rapport, la nouvelle compétence corporative et c'est par le caractère obligatoire qu'on pense, que s'en généraliseront pour l'ensemble du pays les effets bienfaisants.

Du reste, les corporations sont encore appelées à d'autres missions. Elles ont à pourvoir à la fondation d'ateliers, d'écoles spéciales pour perfectionner les jeunes ouvriers. Elles

doivent faire des rapports annuels, fournissant tous les faits et chiffres nécessaires à l'établissement d'une statistique qui est depuis, tous les ans, nous devons le dire, merveilleusement étudiée par le ministère du commerce, avec les revendications principales des groupes, base dans l'avenir de la réalisation d'autres projets:

Les corporations peuvent aussi ouvrir des hôtelleries pour les compagnons, organiser des bureaux de placements, prendre soin des apprentis malades, fonder dans ce but d'autres caisses spéciales, ainsi que pour les maîtres dans le besoin. En un mot, toutes les fondations susceptibles de contribuer au maintien ou à l'amélioration de la vie commune.

Nous venons de donner une idée sommaire des fonctions et de la compétence des nouveaux groupes. Il ne nous reste plus qu'à constater que chaque corporation sera pourvue de statuts contenant les dispositions relatives à un certain nombre de matières signalées par la loi; qu'un Commissaire de l'Etat assistera aux assemblées générales des corporations, les pouvoirs publics gardant sur elles une haute surveillance; que les règlements concernant la question des apprentis devront être soumis à l'approbation des pouvoirs publics et que les corporations d'un district pourront s'associer librement entre elles pour réaliser plus complètement le but de leur mission.

Le projet pensait aller plus loin encore et achever la séparation de la grande et de la petite industrie par la création de Chambres propres aux artisans et distinctes des Chambres de commerce. « Qu'on se garde, dit encore plus tard le comte Blome, de mêler des éléments dissemblables, comme c'est le cas dans nos Chambres de commerce et d'industrie, où le gros et le petit commerce, la grande industrie et le petit métier sont représentés ensemble ! » (1) Ce vœu de séparation, qui se retrouve dans tous les programmes du *Handwer-*

(1) *Assoc. Cathol.*, loc. cit., p. 30 et 31.

kerpartei, ne devait pas être exaucé et il ne l'est point encore à l'heure actuelle. C'est en grande partie, d'ailleurs, ce qui a causé les difficultés d'application de la loi abandonnée aux Chambres de commerce qui, à cause de leur qualité de représentants de la grande industrie, restaient malgré tout suspects.

Sans nous étendre davantage sur la compétence, assez large on le voit, de la nouvelle organisation corporative, on conçoit qu'elle pouvait produire de très salutaires effets si la bonne volonté et l'intelligence des éléments divers qui y sont réunis répondaient à l'intention de la loi qui veut les investir d'une puissance relativement considérable et capable de mettre à l'épreuve leur nouvelle capacité administrative.

La loi nouvelle ne se bornait pas à confirmer et à régler la corporation obligatoire. Elle établissait encore une nouvelle classification tripartite des industries, et introduisait, pour certains métiers, une importante mesure protectrice : la preuve de capacité. C'est ce que nous devons maintenant préciser.



1° Tout d'abord la grande industrie et les fabriques, de même que l'industrie à domicile (*Hausindustrie*), restent, comme nous l'avons dit, absolument en dehors du système corporatif et sont, pour leur établissement, entièrement dispensées de toute exigence légale. Il suffit pour les entreprendre d'une simple déclaration (*Anmeldung*). Ce sont les industries dites libres (*freie*). Pour elles, il n'existe ni obligation d'affiliation ni exigence de capacité préalable. Les autorités auront à décider, nous verrons comment, ce qui constitue la notion de fabrique et d'industrie à domicile, et à maintenir à part les entreprises de cette forme;

2° Une seconde classe d'industries dites autorisées et limitativement énumérées par la loi (art. 115), touchant

essentiellement à l'ordre public (architectes, équarisseurs, aubergistes, cabaretiers, etc.), est soumise à des exigences spéciales, à l'agrément de la commune et la surveillance de la police. C'est comme dans la loi de 1859 un régime d'exception;

3^e Enfin, la troisième classe comprend les métiers proprements dits (*Handwerkmtessige Gewerbe*), pour lesquels existe l'obligation corporative d'une manière absolument générale et pour l'établissement de certains desquels il faut, en outre de l'avis préalable, une preuve de capacité (*Befähigungsnachweis*) (art. 14). La loi a laissé au gouvernement le soin de déterminer, d'une manière précise, celles des branches de la petite industrie, et c'est un nombre relativement restreint, qui, eu égard à la nécessité d'une éducation professionnelle préalable, nécessitent cette exigence et deviennent des métiers *stricto sensu*, au sens légal. De même que les fabriques, les professions commerciales (*Handelsgewerbe*) restent entièrement dispensées de la preuve de capacité.

Disons maintenant quelle était la nature et la portée de cette importante disposition que la loi, après de longues discussions ⁽¹⁾, consacrait conformément aux vœux unanimes du Congrès général des artisans autrichiens.

Cette preuve de capacité consistait en l'exigence d'un certificat attestant un certain temps d'apprentissage et de compagnonnage passé dans la profession qualifiée métier que l'on voulait entreprendre comme artisan indépendant (*Selbständig*), certificat qui pouvait être remplacé d'ailleurs par un diplôme d'école industrielle.

(1) Le bureau parlementaire qui prépara le projet acceptait la preuve de capacité. Le gouvernement, de son côté, fit tous ses efforts pour en appuyer l'adoption. « On a voulu laisser mûrir la question, disait le ministre du commerce, mais le mouvement profond qui se fait sentir dans la petite industrie montre que les désirs des métiers sont dignes d'attention ». (*Stenografisches Protokolle über die Sitzungen des Hauses der Abgeordneten des Reichsrates*, t. IX, p. 8491 et s.)

C'était là le grand remède qui, pensait-on, allait restreindre la concurrence. Les petits entrepreneurs espéraient de la sorte améliorer leur situation, car cette obligation devait, en diminuant le nombre des maîtres sans qualité, supprimer pour ceux qui restaient le triste expédient d'exercer à la fois plusieurs métiers, pour lesquels ils n'ont pas ordinairement les capacités requises. La preuve de capacité allait rendre ainsi plus précise l'obligation de ne pas empiéter sur un métier voisin.

Cette mesure, définitivement consacrée par la loi, était, on ne peut le dissimuler, de la plus haute gravité, car elle constituait, du moins de l'avis des libéraux, une rupture ouverte avec le dogme de la liberté du travail. Aussi fut-elle l'occasion d'une lutte extrêmement vive. M. de Lochor, à la Chambre des députés, M. de Plener, à la Chambre des Seigneurs, le docteur Exner, professeur aux Ecoles techniques de Vienne, l'attaquèrent avec violence, essayant de prouver qu'elle tend au rétablissement des anciennes maîtrises et n'a d'autre but que de limiter l'accès de l'industrie.

A côté de ces arguments théoriques, le parti invoque subsidiairement des arguments de fait, comme la quasi-impossibilité, avec ce système, de changer de profession, le peu de valeur de la mesure considérée en elle-même qui n'est, dit-on, qu'une simple formalité, le certificat pouvant être délivré par n'importe quel patron, sans cesser cependant d'être valable, aux termes de la loi, pour l'ensemble du pays.

Puissants en apparence, ces arguments sont en réalité spécieux. En ce qui concerne le point de vue théorique d'abord. A maintes reprises, le comte Belcredi et le prince de Lichtenstein insistent pour montrer que l'esprit du nouveau projet reste tout à fait différent de celui de l'ancien régime. « On prétend, dit le professeur Randa, de l'Université de Prague, que la loi supprime la liberté industrielle. Il n'en est rien. La liberté n'est point supprimée, elle n'est que réglée. La liberté sans discipline est licence, mais les métiers restent

libres, car il ne faut pour les exercer *aucune autorisation ni concession*. Telle n'était point la situation du moyen âge. La *Zunft* était un corps *fermé*, le nombre des maîtres était limité. Là, il n'y avait pas de liberté industrielle. Ce n'est pas le principe de la patente de 1859 ni de la loi nouvelle. On se borne à protéger la société et les producteurs eux-mêmes, contre les abus d'une concurrence d'incapacité et de fraude » (1).

Quant aux objections d'ordre pratique, elles n'ont guère plus de force. Il faut remarquer, en effet, qu'il ne peut être question de cette exigence que pour un nombre assez restreint d'industries, celles uniquement dont l'exercice nécessite une éducation technique préalable et qui devaient être déterminées par des arrêtés spéciaux.

Par conséquent, il y aura toujours des refuges nombreux pour les artisans qui, pour un motif quelconque, sont forcés d'abandonner leur ancien domaine de travail. On comprendra en outre aisément que les métiers soumis désormais à la preuve et qui supposent, par nature, une pratique perfectionnée, ne seront pas souvent embrassés par des ouvriers inexpérimentés ou ignorants.

La commission avait proposé de remettre provisoirement au ministère la désignation des branches d'*Handwerk-mässige Gewerbe*, requérant la *Befähigungsnachweis* en attendant une loi spéciale. De plus, elle accordait aux administrations locales, sur avis des Chambres de commerce, le droit très important de dispenser de cette exigence aussi souvent qu'il serait nécessaire.

Le fonctionnement de cette institution protectrice apparaît donc, on peut le dire, comme abandonné tout entier aux mains de l'administration et, malgré les suspicions des

(1) Brants, *loc. cit.*, p. 38. — De même, dit Adler, les règles qui gouvernent l'ordre des médecins et des avocats n'empêchent l'établissement de personne et ne donnent à personne le droit d'écarter ses confrères. (*Die Lage des Handwerks in Oesterreich*, p. 72.)

artisans à l'égard des tendances capitalistes de la bureaucratie qui aurait pu, quelquefois pensaient-ils, paralyser l'effet bienfaisant de la preuve de capacité, nous estimons que c'est la profonde connaissance des besoins locaux qui était, dans l'application, la meilleure garantie de modération et de sagesse.

On verra plus loin, en effet, dans le fonctionnement de cette mesure, que les Chambres de commerce ont toujours eu le plus grand souci de ne jamais en faire une gêne pour l'industrie et de ne lui donner son plein effet que lorsque la protection apparaît comme pratiquement possible, c'est-à-dire dans les cas seulement où une industrie protégée se trouve en fait menacée de flagrante usurpation dans ses éléments essentiels et constitutifs par les professions voisines.

Le problème tient évidemment tout entier dans la délimitation des domaines industriels respectifs : quels travaux exigent la preuve de capacité de tel métier et quels travaux en sont dispensés. — Les travaux communs, ambigus, aux frontières de métiers voisins sont toujours largement laissés libres afin d'éviter les stériles contestations. Ce qu'on veut seulement défendre, c'est un domaine propre, caractérisé pour chaque métier, partout où ce domaine est indiscutable, et si petit soit-il ; par exemple, la fabrication d'une serrure exige le certificat de serrurier et ne peut être exécutée par un maçon.

Ces limitations de compétences (*Abgrenzung der Gewerbe*) concevables d'ailleurs dans les grands centres où des industries très voisines ont besoin d'être séparées, sont relativement rares dans les petits ; elles disparaissent même tout à fait quand l'industrie à protéger n'a pas de représentants, ce qui arrive bien souvent à la campagne, où le cordonnier est quelquefois peintre, le barbier tailleur, etc. Alors il n'est pas besoin de certificat spécial et de limitation professionnelle, alors la concurrence ne se conçoit même plus, alors les quelques métiers existants sont obligés de satisfaire ensemble

à tous les besoins de la population et il ne peut être question de leur assigner un domaine propre.

En des limites aussi raisonnables, aussi opportunes, l'admission de la mesure ne saurait paraître vexatoire. Nous sommes loin de l'esprit ombrageux et étroit de l'ancien régime et l'administration n'a plus à consacrer des monopoles fermés et oppressifs. — Elle a simplement à apporter, avec un esprit de large et tolérante équité, les lumières de son analyse parfois très pénétrante dans les conflits éventuels qui peuvent être soulevés, et essayer de conserver le terrain fondamental de la profession protégée, partout où c'est nécessaire. En un mot, elle devra s'attacher à resserrer ou à relâcher, suivant les besoins positifs et la variété des régions, la portée de l'exigence légale pour les métiers visés. C'est de ce sentiment d'opportunité, de modération et de relativisme qu'il faut se pénétrer quand on veut juger l'œuvre autrichienne. C'est lui, nous le verrons, qui domine toute l'application de la preuve de capacité. C'est lui aussi qui, en essayant d'établir des affinités entre les artisans et en analysant leur caractère professionnel avec précision, devait grandement aider à la restauration corporative.

CHAPITRE III

La reconstitution des Groupes corporatifs.

C'était un travail considérable de reconstitution qu'allait entraîner la loi de 1883. Il a duré fort longtemps, on peut même dire qu'il dure encore. Pour que la corporation obligatoire, but essentiel du législateur, ne demeurât point lettre morte, il ne suffisait pas de conformer au droit nouveau les anciens groupes très rares qui avaient survécu. Il fallait encore refaire un réseau embrassant la petite industrie sur la totalité du territoire de l'empire. Presque partout les anciens cadres étaient brisés; c'est à peine si à Vienne et dans quelques grands centres de rares corporations continuaient à se maintenir sous leurs noms traditionnels de *Bruderschaften*, *Gremien* *Innungen* ⁽¹⁾. En ce qui les concerne, l'œuvre de l'administration était simple, puisqu'en conservant leurs formes primitives, il suffisait de mettre

(1) Cependant la formation corporative entre 1860 et 1882 n'avait pas été nulle. — 315 corporations s'étaient constituées en Bohême, 30 en Haute-Autriche, 16 en Basse-Autriche. (V. Tableau infra.) et quelques-unes dans d'autres régions.

leurs statuts d'accord avec la nouvelle loi ⁽¹⁾. Mais que d'obstacles pour organiser des groupements nouveaux dans des régions où l'activité corporative était depuis longtemps éteinte ! La loi ne faisait que tracer un programme exigeant que les corporations fussent créées entre métiers semblables et similaires dans une même commune ou dans des communes limitrophes (art. 106) partout où la situation territoriale ne rendait pas impossible leur constitution ; et, comme limites, leur ressort devait, dans chaque région, ne pas dépasser celui du tribunal de première instance (Gericht-bezirk).

Mais en pratique ce n'était point chose simple que de créer des groupes distincts d'intérêts entre les artisans dont l'importance numérique était, suivant les régions, extrêmement diverse. Dans les grandes villes à population dense, on pouvait espérer former dans chaque branche industrielle des associations exclusivement composées d'éléments homogènes. Dans les petites, au contraire, et surtout à la campagne, les difficultés devenaient parfois insurmontables, les représentants du même métier étant trop éloignés les uns des autres, il fallait renoncer, malgré tous ses avantages, au groupement purement professionnel.

La corporation de cette nature s'étendrait en effet sur un trop vaste ressort, situation incompatible avec le bon fonctionnement des organes corporatifs. Comment fonder des écoles, si les apprentis intéressés habitent à des points distants de plusieurs kilomètres ? Comment les obliger à des examens, s'ils doivent se rendre dans une ville éloignée pour les y subir ? Comment, enfin, dans de semblables conditions, organiser utilement des institutions d'arbitrage et des assemblées régulières où les membres puissent discuter ensemble leurs intérêts ?

(1) L'art. 110 dit en effet : Les corporations existantes ont à réformer leurs statuts en conformité des dispositions de la présente loi. Leurs nouveaux statuts sont soumis à l'approbation de l'autorité politique locale.

Mais, d'un autre côté, si on renonçait à des groupements professionnels à cause du faible nombre des artisans, on allait être obligé de faire entrer dans la même communauté locale des éléments très hétérogènes, écueil plus grave encore. Ces deux tendances contraires trouvaient également des défenseurs. Dans de petits villages, où le nombre des représentants de chaque métier était infime, les artisans demandaient pour chacun une corporation. Ailleurs, sous l'influence d'un patriotisme de clocher, on voulait former un seul groupe de tous les arts et métiers de la commune, ce qui supprimait tout lien professionnel sérieux ⁽¹⁾.

Au milieu de l'antagonisme des intérêts, le rôle de l'administration était délicat : s'opposer aux groupements trop manifestement absurdes, encourager les rapprochements souhaitables, réunir les artisans, provoquer les élections, homologuer les statuts..... il était bien difficile, dans une besogne aussi ardue, de contenter tout le monde et il fallait s'attendre à des critiques innombrables, surtout contre les Chambres de commerce qui, donnant en tous les cas leurs avis sur les groupements à faire, sont les vrais juges de la situation.

Partout les métiers croient trouver de l'hostilité dans les Chambres de commerce, organes aussi de la grande industrie, qui leur paraissent représenter assez mal leurs propres intérêts. Les réclamations traduisent là, comme partout, le désir non réalisé encore en Autriche des chambres d'artisans (*Handwerkerkammer*), exclusivement préposées aux intérêts des métiers et que l'Allemagne pourra, après de longues luttes, obtenir.

Quoi qu'il en soit, il nous paraît que les griefs ont été vraiment exagérés ⁽²⁾ et il faut incontestablement rendre hommage au zèle de l'administration, surtout à celui de la

(1) V. Walter Kaempfe, *Ass. catholique*, 15 mai 1884, p. 615.

(2) Kaempfe, *loc. cit.*

Chambre de commerce de Vienne qui a su mener à bien une œuvre vraiment formidable.

Bien loin de susciter, comme on l'a prétendu, des entraves tracassières, elle a favorisé les discussions, parfois même, aussi souvent que cela lui a été possible, laissé aux artisans une large initiative.

A Vienne, quatre-vingts Corporations se constituent toutes seules sans attendre la sommation de l'autorité. Mais, le plus souvent, il faut réveiller les artisans par des injonctions répétées. Ainsi, à Vienne, sur 3.845 maîtres tailleurs convoqués, on ne parvient à réunir tout d'abord que 854 membres et sur 1.300 tourneurs, 600 à peine ⁽¹⁾. Dans les grandes villes surtout, les abstentions aux élections sont nombreuses à cause des rivalités de métiers; on voit, par exemple, les maîtres maçons viennois réunis en une corporation avec les architectes protester contre les résultats des élections parce qu'ils n'ont pas un seul représentant dans le comité directeur, et voilà les opérations à recommencer! Ailleurs, ce sont des métiers incorporés à d'autres qui s'aperçoivent que la vie commune est impossible et demandent à entrer dans des groupes différents. Ces divorces collectifs sont fréquents et se produisent, dans les premiers temps, pour les motifs les futiles. Ce sont autant de changements, de statuts à refaire, de retards qui n'en finissent plus. Ils s'accroissent des difficultés encore plus grandes que nous verrons plus loin, des délimitations précises entre métiers (*Umfang der Gewerbe*). Ajoutant deci, retranchant delà, l'administration poursuit néanmoins son travail. Aujourd'hui, après l'agitation première, les groupements effectués ont déjà fait, semble-t-il, l'épreuve de leur viabilité, et lentement une cristallisation des formes s'opère.

(1) V. Kaempfe, *loc. cit.*

Tableau des Corporations existant en

	1874	1887	1891	1894
Basse-Autriche	222	428	534	585
Haute-Autriche	300	657	666	660
Salzburg	16	61	109	112
Styrie	126	222	338	346
Carinthie	28	82	82	81
Carniole	1	49	34	36
Trieste et banlieue				5
Görz et Gradiska	1	5	7	—
Istrie				2
Tyrol				220
Vorarlberg	27	313	295	76
Bohême	1.450	1.422	1.884	2.015
Moravie	224	417	464	469
Silésie	77	198	206	204
Galicie	379	506	435	455
Bukowine	19	48	44	51
Dalmatie		25	15	
Ensemble	2.870	4 433	5.113	5.317
Accroissement pour o/o..	—	54,5 o/o	15,3 o/o	4 o/o

L'année 1885 marque la plus grande intensité du travail, soit 25,1 p. 100 de la totalité.

Années.....	1883	1884	1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894	sans date	
Corporations créées.	5317	13	725	1335	763	389	641	488	260	164	181	78	100	180
%	100	0.2	13.6	25.1	14.4	7.3	12.0	9.2	4.9	3.1	3.4	1.5	1.9	3.4

Ces chiffres sont suggestifs ⁽¹⁾ en ceci surtout qu'ils montrent que le travail de formation corporative, déterminé par la loi de 1883, représente, sur les formations antérieures, un

⁽¹⁾ Pour les apprécier en détail et d'après les provinces et les villes, se reporter au merveilleux cadastre corporatif dressé par l'administration du Ministère du commerce : *Die Gewerblichen Genossenschaften in Oesterreich* (verfasst und herausgegeben vom statistischen Departement im K. K. Handelsministerium (Wien, 1895, 2 forts volumes).

accroissement total de $54,5 + 15,3 + 4 = 73,8$ p. 100 en 1895, et, à l'heure qu'il est, au moins 80 p. 100 en chiffres ronds.

On peut pratiquement faire abstraction des résultats antérieurement acquis et dire que l'édifice, dans son ensemble, n'a point été seulement restauré, mais entièrement reconstruit.

Les chiffres bruts ne donnent d'ailleurs pas une idée exacte du travail réellement accompli car, il y a eu, chemin faisant, beaucoup de remaniements et de retouches. On a parfois perdu pas mal de temps à des tentatives infructueuses, attachantes pourtant au point de vue expérimental. C'est le cas d'une multitude de corporations d'essai, à peine viables, qui, après quelque temps, incapables de fonctionner, nécessitent une refonte, surtout celles des petits centres trop nombreuses et trop faibles. En Bohême, on voit 18 corporations réduites en une seule et bien des fois l'administration est obligée d'opérer de semblables condensations. A Hallein, petite commune près de Salzbourg, 16 corporations fondées en 1884 pour un district d'à peine 1.500 habitants sont réduites à 7, chiffre conservé jusqu'à maintenant ⁽¹⁾. Malgré les déconvenues fréquentes, l'administration recommence avec une patience infatigable. Son effort critique fait même brèche dans quelques rares corporations du passé qui avaient survécu et qui, elles aussi, nécessitent un remaniement total ou partiel pour les mettre mieux en situation de satisfaire aux besoins présents de la petite industrie. On a bien souvent démoli des structures toutes faites pour réaliser des groupements plus logiques ⁽²⁾.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que, sur les 2.856 corporations existantes en 1874, il n'en est intégralement conservé, en 1883, que 690.

⁽¹⁾ Voir Kaempfe, *loc. cit.* Voir aussi: *Die Gewerblichen Genossenschaften in Oesterreich*. T. 1, pages 300-302.

⁽²⁾ C'est en effet le droit que consacre le nouvel article 111.

Depuis 1883, le travail de formation représente en proportion exacte 86,38 p. 100. La refonte est, on peut le dire, complète ⁽¹⁾. Sur les 5,317 corporations existantes en 1895, il y en a en effet, du

XVII ^e siècle ou antérieurement.....	2,90	p. 100
XVIII ^e	1,96	—
1801-1859.....	1,13	—
1860-1882.....	7,00	—
1883-1895.....	86,38	—
Epoque inconnue.....	0,63	—

(1) Mataja, *Die Gewerblichen Genossenschaften in Oesterreich* (Hildebrand's Jahrbücher 1896, page 721).

Tableau des Corporations suivant leur date de fondation.

DATE DE FONDATION	Basse-Autriche	Haute-Autriche	Salzbourg	Syrie	Carinthie	Carniole	Illyrie	Tyrol et Vorarlberg	Bohême	Moravie	Silésie	Galicie	Bukovine	Dalmatie	Total
VIII ^e siècle	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
X ^e siècle	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
XIII ^e siècle	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
XIV ^e siècle ..	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
XV ^e siècle	7	—	—	—	—	—	—	2	5	—	—	—	—	—	14
XVI ^e siècle	11	—	—	3	—	—	—	1	20	1	—	1	—	—	37
XVII ^e siècle	42	7	—	4	—	—	—	5	37	—	—	2	—	—	97
1 ^{re} moitié du XVIII ^e siècle	40	3	—	3	—	—	—	2	32	1	—	2	—	—	53
2 ^e moitié du XVIII ^e siècle	49	4	—	1	—	1	—	2	20	1	—	3	—	—	51
XVIII ^e siècle	29	7	—	4	—	1	—	4	52	2	—	5	—	—	104
1801-1859	8	2	2	1	—	1	—	3	37	—	—	3	3	—	60
1860-1882	16	30	—	1	—	—	—	—	315	1	—	9	—	—	372
1883-1895	405	642	440	331	81	34	7	281	1.529	465	199	431	48	—	4.593
XIX ^e siècle	489	644	412	333	81	35	7	284	1.881	466	199	443	51	—	5.025
Inconnu	1	2	—	2	—	—	—	—	20	—	5	4	—	—	34
Total	585	660	112	346	81	36	7	296	2.015	469	204	455	51	—	5.317
Fondation de 1883-1895... ..%	79,5	92,7	98,2	95,6	100	94,4	100	94,9	5,97	99,2	97,5	94,7	94,1	—	86,38

II

Quels principes ont guidé l'administration dans cette œuvre si compliquée ; de quelle manière s'y est-elle prise pour constituer, entre les artisans, des liens corporatifs ? — Jusque là, les corporations sauvées du passé, résultat d'anciens privilèges ou du hasard, étaient nées sans aucun plan d'ensemble. — Créées pour elles-mêmes, le plus souvent dans le ressort d'une ville, elles ne participaient aucunement à l'organisation générale. C'étaient des îlots aristocratiques, jaloux et fermés, se suffisant en quelque sorte, restant étrangers au reste du pays, et se limitant en général à un seul métier ⁽¹⁾.

Maintenant l'idée est tout autre, les privilèges ont disparu, l'obligation de créer partout des liens corporatifs suppose un plan d'ensemble largement social, un réseau constitué de manière à pouvoir s'adapter aux nécessités de fait, à la distribution naturelle et topographique de la petite industrie dont les divers corps de métiers doivent être réunis dans des mailles suffisamment souples et cohérentes.

Cette recherche de types corporatifs mieux adaptés est certainement le côté le plus sérieux du travail. Elle a abouti à trouver entre les artisans ; non point des affinités absolues et juridiques résultant de la conception *à priori*, abstraite et stricte de l'ancien droit des métiers, mais des affinités relatives, professionnelles au sens économique, c'est-à-dire, basées sur des similitudes ou des coopérations, dans une même branche d'industrie conçue à un point de vue quelquefois extrêmement large, suivant les situations locales.

⁽¹⁾ *Die Gewerblichen Genossenschaften in Oesterreich* (verfasst und herausgegeben vom statistischen Departement im K. K. Handelsministerium. (Wien. 1895). Cadastre corporatif en 2 vol. - T. I, Einleitung, p. 9).

De la sorte, on est arrivé à des groupes d'une extraordinaire variété d'aspect qui, tout en conservant un régime de droit absolument analogue, ont une richesse de formes telle qu'ils réalisent toutes les gammes de nuances qu'on peut concevoir entre le groupement purement professionnel et le groupement local.

La combinaison des deux principes, suivant diverses proportions, a donné naissance à une foule de types corporatifs d'une valeur inégale, il est vrai, mais tous également nécessités par les variétés locales auxquelles ils répondent.

On peut les ranger d'une manière large en quatre grandes catégories morphologiques :

- A — Corporations d'un seul métier (Genossenschaften für einzelne gewerbe (Fachgenossenschaften)
- B — » de plusieurs métiers connexes (Genossenschaften für verwandte gewerbe (Fachgruppengenossenschaften).
- C — » de plusieurs métiers non connexes (Genossenschaften für mehrere nicht verwandte Gewerbe (Allgemeine Genossenschaften).
- D — » de tous les métiers (Collectiv. Genossenschaften ou Ortsgruppen Genossenschaften).

Ces 4 formes de groupements caractérisent, en quelque sorte, l'aspect des variétés régionales auxquelles ils s'appliquent. Le type idéal, la corporation d'un seul métier, parfaitement homogène, presque toujours communale ou d'un très petit ressort, n'est possible que dans les grands centres où se rencontrent beaucoup d'artisans spécialisés dans une même profession. A mesure qu'on s'en éloigne et que les représentants d'un métier donné se trouvent plus raréfiés, comme une corporation qui leur serait exclusivement consa-

crée serait numériquement trop faible pour un fonctionnement possible, la nécessité apparaît ou de fusionner ensemble plusieurs métiers connexes, chacun faiblement représenté, ou d'adjoindre à un groupe professionnel suffisamment robuste qui exerce, en quelque sorte, une force attractive, les artisans d'une industrie approchante, mais non assez forte numériquement pour pouvoir s'individualiser elle-même en corporation.

La *Verwandschaft* suppose essentiellement des métiers industriellement très voisins, comme par exemple les boulangers avec les pâtisseries, les bouchers avec les charcutiers, les tailleurs de pierre avec les marbriers, etc. Ces corporations de métiers connexes, ont, en général, elles aussi, un ressort relativement limité et presque toujours urbain. Mais à mesure qu'on s'éloigne des grands centres pour aller vers des centres secondaires ou vers les centres ruraux, la situation change complètement. Il n'y a pas toujours, dans une commune de la campagne, d'artisans d'un métier donné ou bien ils sont extrêmement rares. Quand on arrive à en trouver, le ressort corporatif doit être forcément plus large et s'étendre quelquefois jusqu'aux limites extrêmes du *Gericht-bezirk*. De plus, dans de pareilles zones, comme presque toutes les branches industrielles sont très faiblement représentées, il va sans dire qu'on ne peut créer des corporations spéciales pour un métier, et même, très fréquemment, il ne peut être question, tant l'éparpillement est grand, de réunir plusieurs artisans de métiers similaires dans des liens de réelle connexité. On essaye alors, dans ce cas, de diviser l'ensemble des artisans suivant les besoins généraux auxquels ils répondent en quelques larges catégories correspondant à de grandes classes industrielles. C'est là ce qu'on appelle les *Genossenschaften für mehrere nicht verwandte Gewerbe*. Elles ne proviennent pas de l'adjonction de quelques artisans à un groupe déjà fait, comme par exemple de quelques doreurs à une corporation de tapissiers. Ce sont des groupes compre-

nant toute une sphère d'industries, qui, en répondant à un même ordre de besoins, restent, malgré tout, très diverses entre elles. L'exemple type, notamment dans la région de Salzbourg, est celui d'un *Gerichtbezirk* pourvu des cinq grands groupes suivants. ⁽¹⁾

Corporations de :

1. Approvisionnement (Approvisionnirungsgewerbe).
2. Vêtement (Bekleidungsgewerbe).
3. Bâtiment (Baugewerbe).
4. Petit commerce (Handelsgewerbe).
5. Générale (Allgemeine gewerbe). ⁽²⁾

Si larges que soient ces groupes, ils représentent des intérêts corporatifs assez sérieux pour déterminer encore une certaine existence collective au point de vue, notamment, de l'achat en commun de marchandises, de la création de diverses institutions économiques, de règlements et d'entente commerciale susceptibles de bénéficier à l'industrie commune. Il faut d'ailleurs dire que ce cas des cinq branches industrielles est relativement assez rare et que, lorsque la population est suffisante et les artisans assez nombreux, chacune de ces catégories peut permettre la naissance de petites corporations plus précises.

⁽¹⁾ V. *Die Gewerblichen Genossenschaften Niederösterreichs*. Statistische Mittheilungen der niederöstr. Handels und Gewerbekammer (Heft. 4, p. XII-XIII.)

⁽²⁾ V. Mataja, *loc. cit.*, p. 726, et les intéressantes remarques qu'il fait au point de vue de la multitude des statuts et du groupement des intérêts. — V. aussi : *Die Gewerblichen Genossenschaften in Niederösterreich* (Wien. 1899). (Die Formen der Genossenschaftsorganisation in Allgemeine, p. XII, col. 2). Cette publication donne des détails de formation fort intéressants. — V. aussi : Ferdinand Schmid : *Statistische Studien über die Entwicklung der österreichischen Gewerbe-genossenschaften* (Statistische Monatschrift herausgegeben von der K. K. statistischen Zentralcommission XIV Jahrgang (Wien. 1888).

Ainsi la branche de l'approvisionnement, qui ne forme dans certaines régions qu'une corporation, peut en former dans d'autres deux ou davantage, deux le plus souvent, alimentation et boisson (*Nahrungsgewerbe*, *Schankgewerbe*). Ce type est très fréquent. La construction distingue de même le bois et les métaux (*Holzgewerbe*, *Metallgewerbe*). Le vêtement, les tailleurs pour dames et pour hommes. En général, les groupes propres à l'alimentation existent à titre de corporations distinctes presque partout.

Il arrive aussi que certains *Gerichtbezirke* sont pourvus de huit à dix corporations composites de ce genre avec ça et là, assez rarement, une ou deux corporations de métiers propres ou de métiers connexes qui ont pu parvenir à s'individualiser. Ce mélange de formes caractérise assez bien l'aspect général de la zone moyenne.

Arrivons maintenant aux cas anormaux, ceux de certaines communes unies entre elles et séparées du reste du pays soit par le manque de chemins, soit par des obstacles naturels (montagnes, forêts). Ces obstacles dessinent en quelque sorte un ressort nécessaire qu'on est obligé d'accepter tel qu'il est. Au lieu de cinq groupes, on ne parvient quelquefois à n'en créer que trois et la corporation des *Allgemeine Gewerbe* y devient de plus en plus considérable, tandis que les autres tendent à diminuer progressivement. Celles qui survivent encore le plus fréquemment sont les corporations d'approvisionnement nécessaires à la vie. Mais elles perdent un peu leur caractère, en ce sens qu'elles sont parfois grossies de métiers absolument étrangers à leur nature. Ainsi, les tanneurs, qui figurent en général dans la corporation du vêtement, sont, quand celle-ci ne peut être constituée, réunis soit à l'approvisionnement, soit à la corporation *Allgemeine*, réceptacle général (1). C'est la Chambre de commerce qui

(1) Il y a d'autres combinaisons typiques : les boulangers réunis avec les menuisiers, les hôteliers avec les transports, etc. — V. Mataja, *loc. cit.*, p. 723 et 725.

décide. Comme le dit l'article 112 : « en cas de doute sur le point de savoir à quelle corporation doivent se rattacher tels ou tels métiers ou s'ils peuvent en former une séparée », ce doute est tranché par l'autorité après avis de la Chambre de commerce et, s'il y a lieu, de la corporation intéressée.

Cette recherche des affinités réelles est certainement le côté le plus complexe du travail. On arrive, dans quelques cas, à un système encore plus appauvri où l'on ne trouve plus, dans un *Gerichtbezirk*, que deux corporations (1).

- 1^o Corporation pour tous les industriels (Erzeugungsgewerbe)
 2^o — — — — — commerçants (Handelsgewerbe)

Le résultat pratique de cette division est, nous le verrons, de séparer les métiers proprement dits, pour lesquels il peut être question de la preuve de capacité, des professions commerciales pour lesquelles elle n'est pas en usage. Ce système bi-corporatif est très rapproché du cas limite, celui d'une seule corporation comprenant à la fois tous les métiers et tous les commerces du ressort (*Ortsgruppengenossenschaft*). Ce cas, assez rare, n'a été consacré par l'administration qu'à bon escient pour de très petites régions où tous les artisans des diverses branches de métiers sont susceptibles de se connaître assez pour que la vie commune soit suffisamment active.

(1) Le cas est fréquent, surtout en Moravie, où la division s'est faite toute seule car, il y existait avant la loi de 1883 et même du temps de la domination française, des unions de petits commerçants, telles : le Verein der Kaufleute de Brünn (V. *Die Gewerblichen Genoss. in. Oester.* T. II, p. 944, n^o 16, note 6). La corporation du commerce absorbe souvent des professions très différentes telles par exemple le banquier et le petit colporteur. (V. Mataja, *loc. cit.*, p. 723).

III

Ainsi qu'on peut le voir par les statistiques, la majorité des corporations appartient à la catégorie C. *Genossenschaften für mehrere nicht verwandte gewerbe*, celle que nous qualifions zone moyenne. Un point qui n'est pas non plus sans importance, c'est que la plupart ont un ressort limité à une commune ou à un petit nombre de communes très voisines (1).

CORPORATIONS	Nombre	p. o/o	Maîtres	Compagnons	Apprentis
D'un seul métier.....	552	10,4	53.959	72.086	22.374
De plusieurs métiers connexes..	440	8,3	61.784	137.134	32.669
De plusieurs métiers non connexes	2.493	46,9	196.219	193.529	70.621
Collectives (Allgem. on Ortsgrupp.)...	1.832	34,4	242.373	115.599	48.741
Total.....	5.317	100	554.336	518.348	174.405
Compagnons et apprentis.....				692.753	
Maîtres, compagnons et apprentis.....				1.247.088	

RESSORT :

D'une commune.....	327 Corporations.
Plusieurs communes du même cercle.....	4.163 »
Une ville.....	485 »
Plusieurs communes de différents cercles politiques..	231 »

On trouvera dans les Berichte, maints autres détails touchant la forme des groupes corporatifs, dans lesquels les limites de cette étude ne nous permettent pas d'entrer. Disons simplement et pour conclure, que la plupart des industries importantes ont pu, assez fréquemment, former

(1) Mataja, *loc. cit.*, p. 724.

des corporations propres, au sens étroit du mot (1) et que la densité moyenne des groupes constitués, quelle que soit leur catégorie, est largement suffisante, dans la plupart des cas, pour permettre le bon fonctionnement des institutions.

	DENSITÉ DES GROUPES					
	En Artisans		En Compagnons		En Apprentis	
	Nombre de Corporations	o/o	Nombre de Corporations	o/o	Nombre de Corporations	o/o
0			522	9,8	625	11,8
Au-dessous de 10. . .	72	1,4	947	17,8	1.685	31,7
De 10 à 50.	1.702	32,0	2.085	39,2	2.253	42,4
De 50 à 100	1.809	34,0	837	15,8	491	9,2
De 100 à 200.	1.204	22,6	537	10,1	174	3,3
De 200 à 500.	417	7,8	256	4,8	71	1,3
Au-dessus de 500. . .	69	1,3	133	2,5	18	0,3

IV

La loi de 1883 ne donnait aucun criterium général permettant de reconnaître que telle entreprise doit être considérée comme appartenant à la grande industrie, ou, au contraire, doit être rangée parmi les exploitations de la petite et par suite être soumise à l'obligation corporative. La question était pourtant d'une importance capitale, il fallait évidemment dégager, tout d'abord, la matière à incorporer.

Un premier arrêté ministériel du 18 juillet 1883 donne simplement quelques indications. Doivent être considérées, en général, comme appartenant à la grande industrie, toutes les entreprises où les objets se fabriquent dans un atelier clos où travaillent habituellement vingt ouvriers. A titre d'éléments subsidiaires, on doit encore tenir compte de la division

(1) Sur les 552 corporations d'un seul métier, il y en a pour les boulangers, 23; bouchers, 22; tailleurs, 41; meuniers, 49; cordonniers, 147, etc. V. Mataja, *loc. cit.*, et *Die Gewerblichen Genossenschaften in Oesterreich*; t. I, tableau X, p. 215.

du travail, de l'emploi des machines, de la non participation du patron aux besognes manuelles; enfin, le chiffre de l'impôt industriel peut aussi servir de base à la distinction : doit être classé comme établissement de la grande industrie celui qui paye au moins vingt et un florins d'impôt. Au-dessous de 21 florins, l'établissement est considéré comme *Kleingewerbe*. La ligne de démarcation est, on le voit, assez flottante; surtout parce que ces divers éléments n'étant jamais qu'é des indices, les Chambres de commerce demeurent absolument libres de les combiner à leur guise suivant les circonstances de fait. Chacune, dans le travail de statistique qu'elle a eu à faire, a gardé sur ce point sa méthode particulière, son critère préféré (1). A Vienne, par exemple, c'est surtout le chiffre de l'impôt industriel qui est considéré comme élément essentiel du classement. A Prague, et généralement en Bohême, on tient plutôt compte du nombre des ouvriers.

Jamais, jusqu'à présent, ce droit de décision souveraine ne devait être enlevé aux autorités industrielles. Les lois subséquentes, et notamment celle du 8 mars 1885, le confirment encore expressément. Dans le cas, dit l'art. 1^{er}, où il y a doute sur le point de savoir si une exploitation est de grande ou de petite industrie, la décision appartiendra d'abord à l'autorité politique de la province (*Landesausschuss*), qui ne devra se prononcer qu'après avoir consulté les Chambres de commerce et les associations intéressées, puis, sur appel, au ministre de l'Intérieur d'accord avec le ministre du Commerce.

Si divers qu'aient pu être les critères employés (2), on est cependant arrivé à établir des recensements comparatifs

(1) Adler *Ueber die Lage des Handwerks in Oesterreich*, p. 2 et 4.

Decrais, *Rapport sur les conditions du travail en Autriche*.

(2) L'avis du 2 juin 1892 accepte la plupart des critères de l'arrêté de 1883, mais les améliore sur trois points. On ne considère plus l'usage des machines comme décisif. Il faut, pour que ce critérium ait quelque valeur, qu'il soit fait usage de machines autres que celles habituellement usitées dans la petite

distinguant les entreprises de la grande et de la petite industrie. Voici d'ailleurs, pour quelques régions, les résultats fournis par les statistiques officielles de 1885 ⁽¹⁾.

	Nombre des établissements industriels		Nombre des ouvriers	
	gr ^{de} indust ^{rie}	pet ^{ite} indust ^{rie}	gr ^{de} indust ^{rie}	pet ^{ite} indust ^{rie}
Basse-Autriche	9.631	53.893	147.284	213.759
Haute-Autriche	4.900	18.644	21.000	36.743
Bohême	16.480	108.485	301.276	337.060
Moravie	5.274	39.291	119.599	67.976
Silésie	1.647	9.945	38.148	15.157
Galicie	5.276	28.065	40.603	39.272
Bukowine	822	3.578	3.700	8.029

Les entreprises de la petite industrie étant ainsi à peu près déterminées, il restait à effectuer l'incorporation des artisans dans les groupes corporatifs constitués.

« Beaucoup, dit M. Kaempfe, se seraient peut-être tenus en dehors des corps d'arts et métiers s'il leur avait été encore permis de négliger, comme par le passé, le devoir incombant à chacun de subir des exigences, en apparence onéreuses, mais au fond salutaires au bien général. En bien des endroits, en effet, le caractère de la population n'est point assez avisé, assez rompu aux habitudes de la vie collective pour qu'il soit possible de se passer de la contrainte légale : L'isolement

industriel. On conserve le critère de la non participation du directeur aux travaux manuels, en considérant qu'il y a petite industrie toutes les fois que la force travail du patron est un facteur de la production.

Enfin, au lieu du nombre habituel de vingt ouvriers, on demande seulement un grand nombre de travailleurs, l'emploi d'un capital d'exploitation, la production de marchandises pour le marché au lieu du travail de commande. Il est à désirer, dit Kobatsch, que ces critères de la fabrique restent comme modèles aux législations qui suivront. (Kobatsch, *loc. cit.*, p. 808-809.)

(1) C'est à l'aide de ces statistiques, que le travail de formation corporative a pu s'accélérer, surtout depuis 1885, nous l'avons vu, et se faire d'une manière satisfaisante. Jusque-là on n'a pu guère obtenir de résultats que pour le Tyrol et surtout pour la Moravie, à cause de la division toute simple en *Erzeugungsgewerbe* et *Handelsgewerbe*.

individuel, à tous égards si fâcheux, qui paralysait jusqu'à les moyens d'action de la petite industrie, le sentiment trop peu développé encore des intérêts économiques et des nécessités communes rendaient d'autant plus nécessaire une action directe des autorités industrielles » (1).

Les groupes étant leur œuvre, c'était à elles de fixer les entreprises qui y devaient figurer. Certes, l'administration avait pu faire, à l'avance, par l'intermédiaire des Chambres de commerce de chaque région, certaines divisions de métiers par larges catégories industrielles : vêtement, alimentation, etc., et toutes les fois qu'il existait des corporations du type C, ces divisions avaient en elles-mêmes une certaine valeur. Mais dans les grandes villes, pour les groupes monoprosessionnels, la tâche était plus ardue. Il fallait déterminer d'abord les limites d'activité de chaque métier. Contestations assez anciennes, remarque M. Brants, qui existaient déjà sous le régime de la loi de 1859 et qu'on tranchait encore avec les ordonnances de l'ancien droit. C'était d'après les termes de la déclaration obligatoire qu'es appréciaient, à cette époque, les limites ouvertes à l'activité de l'artisan. Mais la controverse tenant au régime de la patente avait alors un intérêt financier plutôt qu'industriel. Il n'en est plus tout à fait de même à présent où la tendance à limiter la concurrence va donner aux corporations plus d'intérêt à étendre le domaine de leur action.

« Quiconque, dit l'article 107, exerce en maître et pour son compte, dans le district d'une corporation, un métier pour lequel elle existe, devient, par le seul fait de cet exercice, membre de la Corporation et doit remplir les obligations qui y sont attachées », notamment la déclaration professionnelle toujours prescrite aux autorités (*Anmeldung*). Dès qu'une corporation est constituée, si minime soit le nombre de ses membres, elle a le droit de frapper d'une amende (2) les arti-

(1) W. Kaempfe, *Assoc. cathol.*, 1883, p. 185.

(2) Cette amende qui peut aller jusqu'à 10 florins, peut être recouvrée en la forme administrative. (art. 125).

sans non déclarés exerçant le même métier dans son ressort, parce qu'ils sont de plein droit ses membres en vertu même de la loi. C'est en grande partie grâce à ce droit propre que s'achève l'intégration.

A Vienne, surtout, le contrôle corporatif est très sévère dans la période de formation, les enquêtes se multiplient et des commissions spéciales visitent les établissements ⁽¹⁾.

Dans les grandes villes, où les corporations d'un seul métier sont nombreuses, les conflits sont quelquefois aigus car telle ou telle entreprise se trouve souvent revendiquée par plusieurs corporations à la fois. Ce sont les Chambres de commerce qui se prononcent définitivement sur cette question d'appartenance (*Zugehörigkeit*) et leurs décisions, constituent une jurisprudence compacte ⁽²⁾ et naturellement contradictoire, il ne faut pas s'en étonner, car, suivant les régions, nous l'avons vu, tel métier ressortira de telle corporation et non point de telle autre qui ici est plus logique sans doute, mais qui là n'existe pas.

On a dit, très souvent, que ces discussions de frontières rappelaient, dans l'apparence au moins, les procès de l'ancien régime, procès qu'on a regardés comme l'écueil principal et inévitable de tout système corporatif. A notre avis, les contestations qui naissent maintenant ont un tout autre caractère. Elles sont d'abord relativement moins nombreuses puisqu'elles ne se produisent guère que dans les grandes villes et surtout elles sont moins étroitement processives.

Les groupes de l'ancien régime, ne l'oublions pas, avaient une tendance à restreindre le plus possible l'accès de la profession, car cet accès était regardé comme un privilège jalousement défendu.

(1) V. à titre d'exemple à Wien : *Protokoll der Schumachereexpertise*, et celui des *Tischler* (1884) et les *Berichte* (1884-1885).

(2) V. les *Berichte*, 1884-1885, et aussi *Entscheidungen von Behörden und gutwächliche Äusserungen über den Umfang von Gewerberechten* qu'on retrouvera étudiées plus loin. (V. chapitre IV.)

Maintenant, au contraire, personne ne pouvant prétendre à des droits privatifs à l'exercice du métier, la corporation cesse d'être une expression juridique pour devenir vraiment une circonscription enveloppant matériellement les artisans de son ressort et même exerçant sur eux un véritable pouvoir d'attraction. Il n'y a plus à se préoccuper des limitations numériques, puisque le nombre des membres est en principe illimité, il n'y a plus de *numerus clausus*. Comme le dit d'une manière saisissante la Chambre de commerce de Vienne, l'ancienne *rechtliche Umfang* des corporations est devenue une *saechliche Umfang*. Il ne s'agit plus d'un ressort de droit, mais d'un ressort de fait. Les discussions sont donc animées d'un tout autre esprit; le but, c'est de faire une analyse professionnelle autant que possible objective et adéquate situant un métier dans la sphère réelle et locale des collectivités les mieux destinées à le représenter: C'est éminemment en cela que la corporation moderne est une innovation. Elle n'est, au demeurant, qu'un cadre commode, plastique, donnant aux artisans un consortium, une base organique d'entente et de défense, destinée, dans un intérêt largement démocratique, à rendre leurs efforts précis et fructueux ⁽¹⁾.

V

La loi de 1883 ne se contentait pas de créer des cadres corporatifs; elle imposait encore, à titre obligatoire, dans chaque groupe, la création d'une assemblée d'ouvriers, d'un tribunal arbitral et d'une caisse de secours. Le reste appartient, comme par le passé, à la libre initiative des groupes.

(1) Comme le dit M. de Plener, c'est désormais le cadre autonome rationnel et raisonnable (*vernünftig*) de chaque métier débarrassé des abus des anciennes *Zünfte*. — Plener. *Ueber die Gewerbegesetzgebung in Oesterreich*, p. 78. — Cf. : Adler, *loc. cit.*, p. 75.

Pour les assemblées d'ouvriers, le mouvement ne paraît pas avoir fait de progrès bien rapides et, en 1895, on n'en trouve encore que 3.196 pour 5.317 corporations, soit à peu près 58 %. L'organe est nouveau, assez critiqué. D'ailleurs, la loi très prudente et qui n'est pas du tout une loi ouvrière, semble avoir fait des réserves qui permettent, en bien des cas, d'éluder l'obligation qu'elle impose ⁽¹⁾. Les ouvriers ne peuvent en effet élire des assemblées qu'autant que cette faculté leur est reconnue par les statuts de la corporation des maîtres. Il y a incontestablement subordination au pouvoir directeur car, dans l'organisation corporative, le compagnon est par rapport au maître dans un certain état de dépendance (*Angehörig*). Souvent, dit M. Kaempfe, les compagnons sentant le rôle effacé qu'on leur fait jouer prennent le parti de ne pas participer à l'organisation légale et s'abstiennent, en bien des régions, d'élire des Comités. L'administration, qui s'occupe activement de créer des corporations de maîtres, laisse entièrement à ceux-ci le soin d'organiser, par leurs statuts, les assemblées d'ouvriers ⁽²⁾.

Dans les anciens groupes aux traditions plutôt autoritaires et conservatrices, on blâmait, en général, l'innovation de la loi de 1883. Dans les nouveaux, on n'a pas eu tout d'abord l'idée de l'utilité intrinsèque que pourrait présenter cette institution en tant qu'organe distinct. On s'est cependant résigné à donner aux ouvriers une représentation propre « de crainte de leur voir organiser des réunions privées dans

(1) Les compagnons, dit l'art. 120, doivent se constituer en assemblées et comme tels élire dans leur classe un chef et des commissions au nombre de 2 à 6 pour une durée de 3 ans chaque fois.... Les compagnons appartenant à une corporation ne peuvent pour la représentation de leurs intérêts au sein de celle-ci exercer de droit et procéder à des élections, qu'autant qu'un semblable droit leur est reconnu par la loi (art. 119 et 120 a) et suivant le cas, par les statuts de la corporation.... Au conseil de direction de la corporation incombe le soin de déléguer à l'assemblée ouvrière deux à six patrons qui peuvent y prendre part avec voix consultative.

(2) Kaempfe, *Ass. cathol.*, 15 déc. 1885, p. 696. — Brants. — *Le régime corporatif*, p. 44, et les *Berichte* de 1885-1886.

lesquelles pourraient intervenir les meneurs socialistes » (1), crainte nullement chimérique, car les syndicats professionnels étant interdits en Autriche, les sociétés secrètes d'ouvriers sont extrêmement nombreuses.

Au reste, ces assemblées d'ouvriers sont le plus souvent constituées en dehors de la Corporation des maîtres et n'ont que des pouvoirs très réduits. Dans les premiers temps, les artisans soutenus bien des fois par l'autorité publique, interdisent aux *Gehilfenversammlungen* toute discussion sur les questions de salaires, d'heures de travail, d'apprentissage qui sont directement réglées par les autorités corporatives. Très rares sont les cas où l'on permet aux ouvriers d'intervenir. Il n'y a en tout que 1.495 Corporations, soit 28,1 p. 100 qui leur donnent le droit d'être représentés directement dans l'Assemblée des maîtres (2). Cependant, dès 1886, le gouvernement, dans les statuts qu'il délivre aux Corporations constituées à cette époque, admet les discussions de salaires sous forme de pétitions aux autorités corporatives.

Pour les tribunaux d'arbitres destinés à régler les différends entre maîtres et ouvriers le mouvement n'a pas été non plus très actif, au début surtout. En 1888, il n'y a encore que 1649 commissions arbitrales. Cependant, l'expérience paraît en avoir montré l'utilité, et, en 1895, le nombre en a doublé : 3.049, soit par rapport au nombre des Corporations 57,3 %.

(1) Kaempfe, *loc. cit.*

(2) Encore, faut-il ajouter que, pour un certain nombre de ces Corporations, la faveur n'est qu'apparente. Il est facile à celles qui n'ont pas de compagnons (en tout 522 Corporations, soit 9,8 p. 100) de se montrer, dans la forme, très généreuses pour ceux-ci. Une des plus curieuses à cet égard est la Corporation des fabricants de pompes à Prague (*společenstvo pumparu v. Praze*) fondée depuis 1860 et réorganisée, suivant la loi de 1883, par un statut en date du 21 décembre 1889. C'est de toutes les Corporations la plus minuscule, elle n'avait en 1895 que quatre membres. (V. *Die gewerblichen Genossenschaften in Oesterreich*, 1895, t. II. Böhmen, p. 498, n° 48). Depuis sa fondation, on ne lui a jamais connu de compagnons ni d'apprentis, ce qui n'empêche pas que les statuts donnent aux compagnons un droit de représentation directe et que l'apprentissage est réglementé !

Enfin, les caisses de secours-maladie pour ouvriers et apprentis ont eu un développement plus réduit encore. Cela vient de ce que le législateur a laissé, dans tous les cas à la corporation le droit de choisir entre la participation à une caisse locale de malades (*Ortskrankenkasse*) et l'érection d'une caisse propre (art. 121) ⁽¹⁾.

La loi du 30 mars 1888 sur l'assurance contre la maladie a consacré le même principe. Ce qui est obligatoire, c'est l'assurance; la caisse est facultative. En participant aux caisses de district, les corporations se débarrassent du travail technique. Bien souvent aussi, elles se syndiquent pour constituer, en dehors d'elles, des corporations spéciales pour l'assurance. (*Berufsgenossenschaften*) ⁽²⁾.

Le ministre du commerce constatait, dans son rapport du

(1) A ces caisses corporatives, les patrons appartenant à la corporation et tous les ouvriers qu'ils emploient, à l'exception des apprentis, doivent apporter leur part contributive. La part des patrons pour chaque compagnon ne peut dépasser d'une moitié celle à la charge de ce compagnon dont la cotisation ne peut s'élever à plus de 3 % de son salaire. L'indemnité à allouer au cas de maladie doit atteindre au minimum pour les hommes la moitié, pour les femmes le tiers du salaire de la journée de travail. L'indemnité au cas de prolongation de la maladie doit être au moins assurée pour 13 semaines. Les patrons retiennent sur le montant des salaires des compagnons les cotisations de ceux-ci au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles, à moins qu'elles ne soient payées par les compagnons eux-mêmes. Les patrons doivent aviser l'administration de la caisse corporative, de l'admission dans leurs ateliers des compagnons qu'ils emploient sous peine d'être rendus responsables vis-à-vis d'elle des versements qui y auraient dû être effectués par ceux-ci. Les cotisations peuvent être recouvrées par voie administrative. La caisse doit être autonome, réglée par statut spécial et ses ressources ne peuvent être affectées à aucun autre but. Enfin, si un compagnon reçoit des soins dans un hospice public, la caisse doit payer à cet hospice sur le taux de la dernière classe la dépense de ces soins pour une durée de 4 semaines minimum, et cette dépense peut être retenue sur l'indemnité du membre malade qui s'est fait ainsi soigner. (Art. 121).

(2) Nous renvoyons pour tous les détails de l'assurance qui n'ont rien à faire ici, aux ouvrages spéciaux et notamment à ceux de M. Maurice Bellom sur l'assurance obligatoire en Autriche. Pour ce qui est de l'assurance-accidents, n'étant pas établie sur des bases professionnelles, mais sur des bases locales, elle reste étrangère à notre sujet. Elle n'a d'ailleurs pour les petits métiers qu'un intérêt très secondaire.

1^{er} Janvier 1886 (1), le peu d'empressement qu'avaient mis les corporations à constituer des caisses de secours. Sur les 3810 corporations existant à cette époque, il n'y a que 188 caisses.

En 1895, la proportion s'est un peu relevée pourtant, soit 1030 pour le nombre total des corporations; quelques-unes ont, pour simplifier, des caisses différentes pour les ouvriers et pour les apprentis. Il est à remarquer que la loi n'impose l'assurance obligatoire que pour les ouvriers et apprentis, ce qui est peut-être insuffisant, car dans la petite industrie surtout, les maîtres n'ont quelquefois dans la maladie pas plus de ressources que leurs compagnons.

Beaucoup de congrès subséquents demanderont, sans l'obtenir, l'extension légale de l'assurance obligatoire aux maîtres et exprimeront le désir d'un plus grand développement des *Meisterkrankenkassen* et des caisses mutuelles (2).

Disons donc, pour nous résumer, que, en ce qui concerne les institutions ouvrières, le mouvement corporatif apparaît encore très incomplet. Cela vient autant de la trop grande élasticité de la loi, qui permet bien souvent de s'en dispenser, que de l'inaction de l'administration qui laisse généralement les maîtres seuls juges de leur utilité.

Mais, si les institutions organiques demeurent, pour une bonne part, lettre morte, les groupes corporatifs sont eux désormais réalisés; ils ont été appelés à la vie légale. Le réseau s'étend sur toutes les régions et à toutes les branches industrielles. L'ensemble des artisans et non plus seulement quelques-uns, ont dorénavant des organes indispensables pour protéger et défendre leurs intérêts. Progrès considérable; c'est pour la petite industrie, on peut le dire, une ère nouvelle qui va commencer. La réglementation professionnelle, les secours que pourra donner, dans une action directe,

(1) *Bericht über die Industrie den Handel und die Verkehrsverhältnisse in Niederösterreich*, 1886, page XII.

(2) Brants, *loc. cit.*, p. 66-67. En 1895, il n'y a encore que 42 *Meisterkrankenkassen* dans tout l'empire.

l'État aux artisans, l'extension de la législation du travail aux ouvriers de la petite industrie sont grandement facilités par la création de collectivités définies. Aucune action générale au contraire ne se pouvait concevoir tant que les artisans restaient isolés.

Par son caractère d'universalité, la restauration corporative allait rendre en elle-même des services très réels. Si les discussions ont été vives sur les modalités du groupement, si les artisans eux-mêmes en ont méconnu parfois la nécessité, l'administration a eu le grand honneur de travailler à ce que l'œuvre soit complète et intégrale.

CHAPITRE IV

La preuve de capacité

Il eût été dangereux d'abandonner, comme sous l'ancien régime, aux corporations elles-mêmes, la réglementation proprement dite des industries. La tendance séculaire d'un régime étroit et restrictif n'eût pas manqué, sans doute, de se faire encore sentir, surtout dans les anciens groupes habitués aux privilèges. Ces abus n'étaient heureusement plus à craindre, car, aux systèmes exclusivistes et oligarchiques d'autrefois, se substituait, maintenant, un système éminemment démocratique. Faite pour l'accès de tous ceux qui veulent exercer une profession, la corporation doit non seulement les recevoir tous, mais l'art. 113 défend encore aux maîtres toutes restrictions dans l'exercice du métier, autres que celles résultant de la loi.

Cette déclaration est à retenir. Elle dit assez clairement que l'autorité désireuse d'éviter l'arbitraire entend conserver la haute main sur tout ce qui concerne l'établissement des métiers et leur exercice. Les groupes destinés à remédier au flottement social ne sont plus titulaires de droits intangibles et préexistants, comme ils pouvaient l'être autrefois. On aperçoit quelles difficultés il y eût eu, aujourd'hui, à confier une

réglementation de l'industrie à ces corporations si composées et comprenant une si grande variété de représentants des métiers les plus divers.

Le législateur seul pouvait s'en charger en considérant les intérêts généraux du pays. D'où la nécessité de trouver un système large et simple pour permettre une application d'ensemble.

Ce système est celui de la preuve de capacité (art. 14), unique exigence de la loi en ce qui concerne l'établissement de l'artisan et encore effectivement demandée aux seuls *Handwerkmässige Gewerbe* proprements dits.

Ces professions soumises à la règle capacitaire n'avaient pas été, on le sait, déterminées par la loi, elle laissait ce soin au ministre du Commerce qui, par les arrêtés du 17 octobre 1883, 30 juin et 14 octobre 1884, en avait porté le nombre à 47.

Pour ces 47 rubriques ⁽¹⁾, qui comprennent à peu près

(1) 1. Peintres et Vernisseurs ; 2. Boulangers (à l'exception des meuniers fabriquant du pain noir suivant les usages locaux) ; 3. Relieurs, Gâiniers, Maroquini-
niers ; 4. Brosseurs ; 5. Tourneurs, Sculpteurs sur écume, Fabricants de pipes ;
6. Fabricants d'instruments de musique (pianos, orgues de toutes sortes, flûtes,
clarinettes, hautbois, violons, altos, violoncelles, guitares, cithares, etc.) ;
7. Tonneliers ; 8. Forgerons, Armuriers, Couteliers (à l'exception des repas-
seurs), Tailleurs de limes, fabricants de scies, d'aiguilles et de peignes à tisser ;
9. Bouchers ; 10. Charcutiers ; 11. Friseurs, Raseurs et Perruquiers ; 12. Vitriers ;
13. Bijoutiers d'or et d'argent ; 14. Batteurs d'or et d'argent ; 15. Fondeurs
de cuivre et bronze ; 16. Potiers ; 17. Gantiers et Bandagistes ; 18. Chapeliers ;
19. Eventailistes, Ivoiriers, Fabricants de peignes ; 20. Tailleurs ; 21. Van-
niers ; 22. Pelletiers, Fourreurs, Fabricants de boutons ; 23. Chaudronniers ;
24. Fabricants de miel et pains d'épices, Ciriers ; 25. Etameurs et Fondeurs
d'étain ; 26. Mécaniciens de précision (instruments de médecine et de chi-
rurgie) et Opticiens ; 27. Plaqueurs ; 28. Passementiers, Fabricants de
galons, de crépins, de fils dorés, de garnitures en perles ; 29. Tanneurs ;
30. Serruriers ; 31. Cordonniers ; 32. Cordiers ; 33. Fabricants de treillis et de
cribles ; 34. Ombrelles et parapluies ; 35. Ferblantiers ; 36. Tapissiers (y
compris les fabricants de courtes-pointes, de coussins et de matelas ; 37. Laye-
tiers, Ceinturiers, Fabricants de fouets, de capuchons et de caparaçons ;
38. Menuisiers ; 39. Horlogers ; 40. Doreurs ; 41. Charrons ; 42. Carrossiers ;
43. Selliers ; 44. Mégissiers ; 45. Tuilliers et Couvreurs ; 46. Charpentiers ;
47. Pâtisseries. — V. Hampke, *Der Befähigungsnachweis im Handwerk*,
p. 84-86.

75 métiers, c'est un certificat d'apprentissage et de travail qui est demandé à celui qui veut s'établir à son compte (*selbständig*), certificat qui peut être remplacé par un diplôme d'école professionnelle.

On ne peut nier que l'intervention en cette matière est très mesurée et relativement modeste. Le système capacitaire n'est pas une livrée formelle qu'on veut imposer à tous les métiers sans exception et qu'on pourrait déduire de l'ancien prétendu caractère d'*officium*. C'est une mesure de choix judicieux et de simple opportunité. C'est, suivant une appréciation énoncée en 1894, au Congrès de Reichenberg, « le tuteur mis dans le jardin industriel aux meilleurs arbres, afin qu'ils croissent plus droits et plus robustes ».

On se plaint, pourtant, que le nombre des métiers, pour lesquels est exigible la *Befähigungsnachweis*, soit encore restreint et toutes les revendications postérieures tendront à en étendre l'effet à d'autres. Mais, en cette matière, il faut se garder de généraliser trop hâtivement. Beaucoup de métiers ne nécessitant pas de préparation spéciale peuvent se passer de cette protection, qui ne présenterait pour eux aucun avantage; et d'ailleurs son domaine ne peut être, même en théorie, indéfiniment extensible.

Beaucoup trouvent mauvais aussi qu'on en ait exempté la *Hausindustrie* pour laquelle, pourtant, la preuve de capacité ne se conçoit pas ⁽¹⁾, et surtout la fabrique qui ne se trouve de la sorte gênée par aucune exigence légale.

« On voulait, dit M. Brants, protéger la petite industrie, limiter la concurrence; or, il suffit de gérer son entreprise sous forme de fabrique pour échapper à toutes les règles restrictives. « On peut se figurer combien est illusoire, contre la concurrence, une mesure qui ne s'applique qu'aux petits » ⁽²⁾.

(1) Il n'y a pas, en général, dans ce domaine, de formation professionnelle définie à protéger et, de plus, l'indépendance du travailleur à domicile n'existe pas réellement puisqu'il travaille le plus souvent pour un entrepreneur du dehors. (Thilo Hampke, *Der Befähigungsnachweis im Handwerk*, p. 106.)

(2) Brants, *loc. cit.*, p. 50-51.

Nous avons peine à croire que la critique que fait ici M. Brants dans sa très insuffisante étude soit sérieuse.

La preuve de capacité ne peut nullement, même en théorie, être étendue à la fabrique. « Voici, par exemple, dit le Dr Hampke dans son très beau travail sur la question, voici un constructeur de voitures. Faudra-t-il lui demander plusieurs certificats, un comme charron, un autre comme fabricant de sièges, menuisier, vernisseur, tapissier, charpentier, et encore nous en oublions... — Que dire, ajoute-t-il, en considérant la question en Allemagne, que dire d'établissements comme les fonderies de canons de l'usine Krupp à Essen, Gruson à Magdebourg et Vulkan à Stettin qui réunissent en elles presque tous les métiers connus ? Il faudrait plus de temps que n'en donne la vie humaine pour les apprendre tous. Mais, pourrait-on demander aux chefs de fabrique un seul et unique certificat de capacité pour le métier le plus voisin de son genre de production, par exemple, pour un fabricant de machines, un certificat de serrurier ou de forgeron, ou pour un constructeur, un certificat de charpentier ou de maçon ? De tels certificats lui serviraient-ils à quelque chose et prouveraient-ils de sa part une valeur professionnelle ? En aucune façon ; la loi manquerait ici véritablement de but.... La fonction essentielle d'un chef de fabrique n'est nullement de bien connaître une seule des branches professionnelles multiples qu'embrasse son industrie. Tout son rôle consiste à diriger l'ensemble de l'entreprise ; ce serait, en conséquence, un non sens, de considérer l'apprentissage professionnel qu'il a pu recevoir dans sa jeunesse comme susceptible de prouver sa valeur à ce point de vue. » Pour toutes ces raisons, la preuve de capacité devait apparaître toujours, en Autriche et en Allemagne, comme absolument inapplicable aux fabriques (1).

(1) Thilo Hampke. — *Der Befähigungsnachweis*, p. 94-95. — Dans le même sens : Adler, *Die Lage des Handwerks in Oesterreich* p. 121. — Philippovich, *Handbuch des öffentlichen Rechts der Gegenwart* de Marquardsen.

Disons enfin que, quant au commerce, il reste aussi complètement affranchi de l'exigence légale. Mais quiconque exerce une profession commerciale, aux sens étroit du mot, ne peut confectionner ou façonner des objets afférents à une industrie de la catégorie des *Handwerkmaessige Gewerbe*, s'il n'a satisfait aux prescriptions de l'art. 14 relatives aux métiers ou à leurs analogues (art. 38, § 3).

*
* *

Après avoir précisé les catégories d'industries pour lesquelles la preuve de capacité est requise et les formes d'entreprises qu'elle concerne, essayons maintenant, de l'étudier dans son application pratique et de montrer, au moins d'une manière générale, les effets de son fonctionnement.

Suivant la claire distinction de Hampke, la preuve de capacité présente deux avantages : l'un positif, l'autre négatif, qui tous deux, tendent directement et nécessairement à préciser le domaine propre de chaque industrie. D'une part, celui qui a obtenu un certificat de capacité devra exercer seulement le métier pour lequel il l'a obtenu ; d'autre part, il n'en pourra exercer aucun autre pour lequel il n'est point inscrit ⁽¹⁾. D'après ce double principe, la *Befähigungsnachweis* entraîne spontanément la création d'aptitudes professionnelles fixes et distinctes, par suite, en théorie au moins, une limitation des opérations propres à chaque métier, les uns vis-à-vis des autres. D'où, nécessairement, chaque catégorie d'industries

Grundriss der politischen Ækonomie : Der Befähigungsnachweis, p. 106. — Par là, on peut voir que non seulement la fabrique est une société se suffisant à elle-même et insusceptible, à ce point de vue, d'entrer dans des groupements d'une autre nature, mais qu'elle constitue une réalité spécifiquement différente de la petite industrie puisqu'elle groupe en elle une foule de métiers particuliers et différents, qu'elle utilise à la fois. Ce sont ces caractères intrinsèques qui, mieux que tous autres, confirment la nécessité des deux régimes industriels radicalement différents.

(1) Hampke, *Ibid.*, Die Abgrenzung der Gewerbe, p. 129.

pour lesquelles la preuve de capacité est donnée devra rester dans la sphère des opérations constitutives qui la concernent en propre et ne point empiéter sur les catégories voisines.

Le but étant simplement de constater, chez l'artisan qui s'établit, une aptitude technique, cette limitation des compétences professionnelles ne prétend donc pas, bien loin de là, rétablir les entraves de l'ancien régime, paralyser les activités normales et fixer des barrières étroites empêchant l'achèvement d'un travail complet, tout au contraire. Sans doute, chaque métier doit avoir un domaine distinct, mais il n'y a plus les décompositions infinitésimales d'autrefois. Non seulement la règle a ceci de prudent qu'elle ne s'applique qu'à certaines branches d'industries nettement individualisées, mais encore et surtout parce que, dans ces industries réglementées, elle ne protège jamais que *les éléments constitutifs et fondamentaux* et laisse toujours libres les travaux communs ou trop ambigus aux frontières de professions voisines, afin d'éviter les réclamations délicates et les stériles procès. « Tout exploitant, dit d'ailleurs l'article 37, a le droit d'englober dans le cadre de son industrie tous les travaux nécessaires à la perfection de ses produits » (1). Déclaration vraiment tolérante et dont l'application, on en verra maint exemple, a pour effet de tempérer les rigueurs de certaines limitations trop rigides. Ainsi, par exemple, la chambre de commerce de Graz (2) reconnaît que le menuisier qui applique un procédé destiné à noircir les tableaux d'école qu'il fabrique lui-même, ne porte aucune atteinte au droit des vernisseurs, chose que l'ancien régime n'aurait peut-être pas admise sans difficulté.

Pareillement, un tailleur de marbre a le droit de doré les

(1) « Et à cet effet, continue l'art. 37, il peut employer comme auxiliaires des ouvriers de tous ordres, même ceux appartenant à d'autres industries que la sienne ».

(2) *Entscheidungen von Behörden und gutachtliche Auesserungen, über Umfang von Gewerberechten*, Wien, 1886, no 201, Graz.

inscriptions funéraires qu'il a tracées dans la pierre, avec son ciseau, sans avoir besoin d'un certificat de capacité de doreur ⁽¹⁾

Les tailleurs ont également le droit de fabriquer des boutons d'étoffe sans certificat de passementier ⁽²⁾, règle admise même à la Chambre de commerce de Vienne dans le ressort de laquelle existe pourtant des corporations de passementiers, parce que la fabrication des boutons (*Knopfmacherei*), protégée par une preuve de capacité distincte, ne peut être proprement considérée comme une activité *Handwerk-mässige*, quand elle n'est qu'accidentelle et qu'elle ne suppose pas un achat spécial de matières premières et une fabrication indépendante.

On peut déjà voir, par ces premiers exemples, que l'administration se montre large et tolérante, mais aussi assez logique, en ne protégeant, dans l'industrie soumise au certificat, que l'essence pour ainsi dire. Elle a contribué à laisser se dégager d'elle-même ce qu'on pourrait appeler la « notion moderne du métier », permettant l'emploi d'arts manuels très divers quand ils sont nécessaires à la perfection d'un produit, sans autoriser cependant que ces arts voisins, employés accidentellement dans un ouvrage déterminé, ne deviennent, pour l'artisan, un moyen de créer, sans déclaration, une industrie à côté de la sienne, parasitaire, un métier d'arrière-boutique, concurrence clandestine des entreprises établies.

Tout l'esprit de la mesure est là. Au lieu des jalousies mesquines d'autrefois, ce qui apparaît maintenant, c'est le désir que le travail se fasse bien et soit achevé chez celui qui l'entreprend. C'est le sentiment de l'intérêt général peu favorable aux subtilités argutieuses, acceptant le plein essor de l'activité industrielle, mais qui veut aussi qu'elle ne soit pas

(1) Entscheidungen, 1886, n° 194, Brunn.

(2) Entscheidungen, 1886, n° 88, Wien.

déviée de ses fins normales par des prétentions manifestement illogiques et sans fondement.

On ne saurait trop dire à quel point ce besoin de purger les métiers de leurs extensions illogiques se faisait sentir en Autriche. On prétend que la preuve de capacité rappelle les luttes de l'ancien régime. Ce qu'on ne voit pas, c'est que le plus grand nombre des avis des Chambres de commerce *sont précisément une bataille livrée à l'ancien régime* qui, peu soucieux de dégager la vraie nature d'une profession, avait donné des privilèges à tort et à travers auxquels se cramponnaient encore jalousement les titulaires, bien qu'ils fussent manifestement absurdes. C'est cela qu'il a fallu d'abord supprimer et c'est en cette matière qu'on peut apprécier l'effet *négatif* de la preuve de capacité.

Les questions posées aux Chambres de commerce sont parfois vraiment incroyables.

Ainsi la nouvelle corporation des tailleurs de Vienne revendique le droit de faire des couvertures de cheval, parce qu'elle avait autrefois ce droit. La *Wiener Handwerkerordnung*, de 1742, en effet, étend aux tailleurs le privilège de faire des couvertures de cheval et même des housses. (*Schabraken*), puis ce droit repasse, par un *Innungs privilegium* du 8 juin 1746, aux fabricants de couvertures et de matelas. La Chambre de commerce de Vienne, saisie de la question en 1885, repousse la prétention des tailleurs, parce que les couvertures de cheval sont, dit-elle avec raison, un article totalement étranger à leur profession (1).

De même on est obligé d'interdire formellement aux fabricants de spiritueux la vente du thé, alors qu'il eût pu sembler que cela allait de soi (2), et de dire aux fabricants verriers que la fabrication de décalcomanies n'entre pas dans leur profession !! (3). On trouverait, en feuilletant les *Ents-*

(1) *Entscheidungen*, 1886, n° 177, Wiën.

(2) *Entscheidungen*, 1886, n° 190, Salzburg.

(3) *Entscheidungen*, 1886, n° 71, Wolfsberg.

cheidungen, une foule d'étranges avis de ce genre qui peuvent paraître inutiles et qui, pourtant, sont la cause de longues contestations.

Autrefois, c'était en effet l'investiture juridique qui suffisait à créer la spécialité professionnelle, la *rechtlliche Umfang*. Aujourd'hui, au contraire, c'est la nature réelle, *sæchliche Umfang*, qui détermine la consistance d'un métier.

Cette œuvre, purement négative, grossit les recueils; ce qui en est la cause, pourtant, ce n'est pas la renaissance corporative moderne, mais les souvenirs archaïques.

Souvent, certains métiers obligés au certificat de capacité veulent, par esprit de jalousie, qu'on exige le même certificat de certains artisans qu'ils prétendent, avec beaucoup de subtilités, être des leurs et qui, en réalité, leur sont tout à fait étrangers. Ainsi, les tailleurs viennois veulent encore qu'on demande un certificat de tailleurs aux plisseurs et aux brodeurs au crochet, à quoi la Chambre de commerce de Vienne répond que ces artisans ne peuvent, d'aucune manière, être regardés comme tailleurs et appartiennent au groupe de l'industrie à domicile, c'est-à-dire aux métiers libres (1).

Dans le même sens, la Chambre de commerce de Graz refuse de compter parmi les tourneurs, les fabricants de chapelets qui demeurent aussi des métiers libres (2) et la *Landesregierung* de Silésie maintient les fabricants de pantouffles dans la catégorie de l'industrie à domicile et n'exige pas la preuve de capacité de cordonnier que cette corporation voudrait leur réclamer (3).

Pour maint autre de ces cas, la discrimination industrielle est relativement facile parce que les prétentions présentées sont manifestement inacceptables.

Mais la grande difficulté reste toujours dans la question

(1) *Entscheidungen*. — 1887, n° 133, Wien.

(2) *Entscheidungen*. — 1886, n° 138, Graz.

(3) *Entscheidungen*. — 1886, n° 182, Graz.

de préciser jusqu'où l'activité d'un *Handwerkmæssig Gewerbe* proprement dit peut se développer, et de savoir, en d'autres termes, si tel acte constitue un fait pour lequel la preuve est exigible, ou s'il est en lui-même un métier libre.

Ainsi, par exemple, le métier de peintre de lettres est libre et n'exige pas de preuve de capacité, tandis qu'il en faut une, au contraire, pour les peintres et les vernisseurs ⁽¹⁾ (*Anstreicher und Lackierer*). On conçoit combien il est malaisé parfois de distinguer!

Mais les distinctions deviennent encore plus difficiles, nous allons le voir, quand elles naissent de la délimitation de deux *Handwerkmæssige Gewerbe* contigus.

Laissons donc l'œuvre négative de la *Befähigungsnachweis* et étudions maintenant son action positive, la seule qui puisse être regardée comme résultant directement de l'application de la loi. Bien que fort appréciable, le résultat ne serait en effet point suffisant que d'avoir amené les artisans à abandonner leurs prétentions anciennes pour prendre, de leur profession, une notion rationnelle et communément admise aujourd'hui. Il fallait, sans doute d'abord, dégager cette notion du fatras des vieux privilèges, puis, ensuite, en préciser le domaine propre, pour éviter l'empiètement de professions voisines. Travail bien délicat, surtout dans les grands centres où les métiers connexes sont nombreux et où chacun essaye de s'étendre le plus possible au préjudice des autres. L'administration a, là encore, procédé avec une sage prudence, protégeant les éléments fondamentaux en s'attachant à leur nature objective, aux réalités qu'ils concernent essentiellement, laissant indifféremment libres les éléments adventices ou ambigus qui n'en font point partie intégrante.

C'est, par exemple, le principe de la cuisson ou de séchage des viandes qui distingue, un peut partout, les charcutiers

(1) Hampke, p. 100.

des bouchers; règle évidemment de bons sens ⁽¹⁾. Mais ce n'est pas toujours aussi simple. A Vienne, par exemple, dans le groupe des métiers appartenant à la boulangerie, les distinctions sont extrêmement ténues parce qu'il y a trois ordres de corporations voisines : les *Bæcker* (boulangers), les *Zuckerbæcker* (pâtisiers) et les *Lebzelter* (fabricants de pains d'épices). Disons-en un mot, car les résultats en sont typiques.

A. — La preuve de capacité de *Bæcker* donne au boulanger le droit de mettre dans la pâte tous les ingrédients nécessaires, sauf ceux dont la connaissance appartient aux *Zuckerbæcker*. Le sucre n'est point totalement interdit dans la profession de boulanger, mais il ne peut être employé que pour saupoudrer, colorer ou faire lever la pâte. Le sucre ne peut jamais figurer dans la production à titre d'élément substantiel. Par suite, tous les biscuits au sucre appartiennent au *Zuckerbæcker*, et les biscuits non sucrés (biscuits anglais, *zwiebacks*, etc....., aux *Bæcker*.

B. — Les *Zuckerbæcker* ont en outre compétence :

1^o Pour tous les biscuits durs. (*Hartbäckerei*) qui contiennent de la farine, des œufs, de l'eau, du lait, du beurre, du sel, mais surtout du sucre. La *Hartbäckerei* peut encore employer pour ses produits des épices (anis, cannelle, girofle, vanille, kummel) et aussi des fruits, des amandes, etc., dans la fabrication de biscuits sucrés de toute nature (pains à l'amande, biscuits de thé, tartes aux fruits ou à la confiture) dans lesquels le sucre est un élément constituant.

2^o Pour tous les gâteaux mous : tartes en tous genres, pâtés, gâteaux de dessert, pâtisserie fine, qui contiennent plus de sucre qu'il n'est nécessaire pour les faire lever, gâteaux garnis ou décorés de fruits, etc.

3^o Enfin, pour tous les genres de *bonbons*, parce que le sucre y est encore l'élément principal, bonbons contenant différen-

(1) Entscheidungen, 1886, n° 34, Wien.

tes essences, parfums, fruits glacés, jus de framboises et de cerises, vins de dessert et liqueurs, crèmes, chocolat, etc., etc.

C. — Quant aux *Lebzelter*, ils n'ont pas le droit de fabriquer les produits susnommés appartenant aux *Zuckerbäcker*; mais ils ont compétence exclusive pour tous ceux dans lesquels les sirops ou le miel entrent comme principaux éléments : pains d'épices, pains au miel, produits absolument interdits aux *Zuckerbäcker* ⁽¹⁾.

Au point de vue des résultats pratiques, il est intéressant de constater ici un exemple de la façon dont le système réagit sur la détermination moderne des professions. A Vienne, par exemple, les bonbons se vendent chez les pâtisseries, chose autrefois relativement rare, notamment à Paris.

Il y a ainsi, très souvent, groupement dans une même compétence professionnelle de toutes les productions se rattachant à un même objet. Ce système de condensation a quelque valeur logique, en ce sens, qu'il exige de l'artisan une éducation professionnelle certainement plus complète. Il donne, en outre, à la discrimination des métiers *une base moins flottante et plus réaliste* en englobant dans une même unité industrielle des spécialités trop peu diverses entre elles et qui, ailleurs, font souvent double emploi avec d'autres et vivent, par rapport à ces dernières, dans un état de parasitisme. Par une action précise et sagement entendue, cette méthode a réagi contre l'éparpillement du passé et la division à l'infini des compétences. L'identité de matière première est devenu un puissant lien synthétique ⁽²⁾. Ainsi,

(1) *Entscheidungen von Behörden und gutächtiliche Auesserungen über den Umfang von Gewerberechten*, 1886, numéro 14 (Wien). — Thilo Hampke, *loc. cit.*, p. 130-132.

(2) Les résultats de cette méthode sont pour nos habitudes françaises parfois un peu étranges en ce sens qu'ils rapprochent des professions que nous n'avons pas coutume de voir rattachées. Ainsi, par exemple, les gantiers et les bandagistes (rubrique 17) ont une identique preuve de capacité. Ainsi encore les fabricants de pains d'épices (*Lebzelter*) et les ciriers (rubrique 24).

notamment, beaucoup de prétendues spécialités d'autrefois afférentes à un même objet prétendaient se maintenir encore libres et éviter la preuve de capacité du métier proprement dit dans lequel elles rentrent logiquement. Les Chambres de commerce, en exigeant pour elles aussi la preuve de capacité, les ramènent au sentiment de leurs véritables obligations professionnelles et empêchent ainsi une concurrence illégale.

A Innsbruck, par exemple, ceux qui fabriquent des bords de chapeaux (*Huteinfassergewerbe*) se prétendent des métiers propres quand ils devraient entrer essentiellement dans la catégorie des chapeliers. Dans certaines villes, beaucoup de femmes s'occupent de cette industrie ; la Chambre de commerce donne à la corporation des chapeliers, en règle avec la loi, le droit de la leur interdire ⁽¹⁾.

Une application plus générale de ce principe exige, à peu près partout, pour les réparations qui prétendent rester professions distinctes, la même preuve de capacité que pour la fabrication ⁽²⁾.

En un mot et pour nous résumer, l'exigence de la règle capacitaire a toujours son plein effet lorsque l'objet considéré est le but essentiel de l'industrie. Tout ce qui n'est pas de la nature d'une fabrication déterminée reste au contraire entièrement libre.

En première ligne, le *commerce* restant, par définition, en dehors de la fabrication est toujours libre et n'exige pas la preuve de capacité. La pâte du pain, par exemple, peut être achetée même chez le marchand de comestibles. (*Victualien-händler*) qui n'a pas besoin d'une preuve de capacité de boulanger, car la compétence du boulanger n'a trait qu'à la cuisson ⁽³⁾.

(1) Entscheidungen. — 1886, numéro 78, Innsbruck.

(2) Entscheidungen. — 1887, *passim*.

(3) Hampke, *loc. cit.* p. 133.

Mais en sens inverse et très rigoureusement, on interdit au commerçant tout fait de fabrication ; en ce sens, les marchands de chaussures ont seulement la permission de vendre, ils n'ont même pas celle de réparer et doivent laisser cette compétence aux cordonniers (1).

*
**

Dans tous les cas que nous venons de citer, comme dans bien d'autres du même genre où l'on se trouve en présence d'une compétence professionnelle *stricto sensu*, on conçoit que l'administration ait le devoir de se montrer sévère afin d'éviter aux bons artisans la concurrence abusive de gens sans qualité.

Lorsque, au contraire, il n'y a plus à craindre semblables usurpations et qu'il s'agit de besognes très communes et très banales, l'administration se montre extrêmement large. La fabrication de caisses en bois, par exemple, est déclarée libre parce qu'on ne peut raisonnablement pas demander un certificat de capacité pour clouer des planches. Un tel travail peut être accompli par les charpentiers et les menuisiers, on l'a même, après quelques hésitations, étendu à tout le monde (2).

Un travail encore assez simple : l'accord des pianos est également libre ; à proprement parler ce travail n'est pas industriel et ne requiert aucunement la capacité spéciale des fabricants d'instruments de musique (3) auxquels on ne laisse que les grosses opérations techniques.

Enfin, la fabrication des crêpes, objet d'une lutte plusieurs fois séculaire (*Krapffenkrieg*), qui constituait autrefois un métier propre, distinct de la boulangerie et de la pâtisserie,

(1) Entscheidungen.— 1886, numéro 56, Linz.

(2) Hampke, *Ibid.*, p. 101.

(3) Entscheidungen, 1886, n° 119, Troppau.

est aujourd'hui laissée avec raison libre un peu partout, car elle est devenue toute ménagère ⁽¹⁾.

On voit par là quel puissant intérêt social il y avait à n'imposer la preuve de capacité que pour un *certain nombre d'industries nettement caractérisées et dignes de protection* et de laisser les autres indifféremment dans l'usage commun.

L'article 37, nous l'avons dit, vient encore augmenter cette tolérance en permettant à l'exploitant d'englober dans son industrie toutes les tâches complémentaires nécessaires à la perfection de ses produits.

Mais là encore il convient d'éviter que le libéralisme ne tourne à l'abus et la nécessité de préciser jusqu'où peut aller le judicieux usage de la faculté de l'article 37 est la source de nouveaux conflits. Il faut même parfois recourir, pour fixer les limites de l'extension, à des distinctions peu satisfaisantes portant sur la *qualité* de l'objet fabriqué, son degré de finesse, etc., comme par exemple pour les travaux de serrurerie que peut entreprendre, à titre complémentaire, un menuisier ou un charpentier ⁽²⁾. C'est encore le cas pour la fabrication des portes d'une maison, si elles sont simples elles regardent le charpentier, si elles sont plus modelées (*feiner*), on doit s'adresser au menuisier ⁽³⁾. Mentionnons encore de pareilles difficultés entre les menuisiers et les tapissiers pour la fabrication des fauteuils ⁽⁴⁾, etc.

On ne peut nier que ces distinctions, simplement qualitatives, soient évidemment trop subtiles pour qu'elles puissent, dans la pratique, servir à un usage courant; mais elles sont, est-il besoin de le dire, relativement rares et les Chambres de commerce ont une tendance marquée, dans des travaux

(1) Entscheidungen, 1888, Wien, n° 248, et les très intéressants détails donnés par Hampke, *Ibid.*, p. 132.

(2) Entscheidungen, Wien, 1888, n° 202, — Hampke, *Ibid.*, p. 135.

(3) Entscheidungen, Wien, 1888, n° 232, — Hampke, *Ibid.*, p. 135.

(4) Hampke, *Ibid.*, p. 136-137.

aussi contigus, à laisser aux métiers en conflit un droit égal (1).

C'est pourquoi on reproche souvent à la tolérance de l'article 37 de rendre, sur bien des points, illusoire la limitation des activités (2). Mais cependant et malgré tout, répétons-le, les métiers soumis à la preuve continuent à garder *un domaine propre si étroit soit-il*, et la protection reste encore en ces limites assez forte et assez sérieuse pour les défendre dans une notable mesure. A ceux qui prétendent que cette défense est illusoire parce qu'il n'y a pas de sanction pénale, nous répondrons que la surveillance des corporations entre elles et les plaintes aux autorités industrielles afin qu'elles rendent un avis quand l'une ou l'autre se prétend lésée, suffit, en outre de l'action qu'elles exercent directement sur leurs membres, pour maintenir ceux-ci dans les justes limites de leur profession et les obliger de justifier au moins en ce qui concerne l'essence du métier qu'ils veulent exercer, d'un apprentissage régulier.

*
**

Les difficultés de précision que nous venons de signaler n'apparaissent guère que dans les grands centres; encore sont-elles tempérées, assez souvent, par les dispenses de la preuve de capacité quand l'artisan digne de considération veut exercer un métier connexe. Pour faciliter ce passage, les 47 métiers protégés ont été ramenés à 22 groupes de *Verwandte Gewerbe* (3) et il suffit d'un certificat obtenu dans un métier donné pour pouvoir exercer le métier voisin, sauf toutefois avis conforme des corporations intéressées, quand il en existe de spéciales.

(1) Hampke, *Ibid.*, p. 139, Les Chambres de commerce déclarent aussi unanimement libres tous les travaux artistiques (Kunsthandwerk) dont la nature ne peut admettre aucune réglementation (Hampke, p. 153-155).

(2) Hampke, *Ibid.*, p. 144.]

(3) V. cette liste dans Hampke, *Ibid.*, p. 156-157.

Très souvent, en certaines régions, on a profité de ce principe pour mettre fin à des contestations trop délicates. Et c'est par application de la *Verwandschaft*, par exemple, qu'un menuisier, dans un travail d'ordre complémentaire, peut poser des vitres sans certificat de vitrier ⁽¹⁾.

Ces tempéraments notables dans les grands centres sont encore plus considérables dans les petits et dans le plat pays. A la campagne, la preuve de capacité ne protège même plus les éléments essentiels de chaque métier et l'on comprend sans peine pourquoi.

Pour protéger une industrie il faut avant tout qu'elle existe. Or, fréquemment dans le plat pays, non seulement les spécialités sont absentes, mais encore des branches entières de professions ne se trouvent pas représentées. Par suite, ce sont les seuls métiers existant en fait qui doivent satisfaire à tous les besoins de la population.

Le cordonnier, par la force des choses, doit être en même temps sellier, le maçon peintre, le tailleur barbier, etc. Il serait donc impossible de limiter, comme à la ville, l'activité de l'artisan à l'exercice de son métier propre, sans grand dommage pour les intérêts de la population. « Quand, par exemple, dit Hampke, dans un endroit où il n'y a pas de menuisier un individu se trouve mourir d'une maladie contagieuse qui exige sa prompte inhumation, on n'a pas le temps de commander le cercueil au menuisier de la ville voisine et d'attendre qu'il soit fabriqué; s'il se trouve sur place un charpentier, il en sera chargé » ⁽²⁾. Il y a là une situation

(1) Hampke, *Ibid.*, p. 134. Nous voyons ici comment la preuve de capacité réagit sur la détermination moderne des industries. En France, quand ce n'est pas un vitrier qui pose une vitre, c'est généralement un peintre et l'on peut lire sur toutes les enseignes : peinture et vitrerie. Cela nous paraît moins logique qu'en Autriche; la peinture, œuvre de revêtement superficiel est en effet moins liée que la menuiserie à la connaissance des matériaux et de leur mise en place et ne présente avec la vitrerie aucun rapport réel de connexité. Il faut presque deux apprentisages différents.

(2) Hampke, *Ibid.* p. 145-146. *Der Befähigungsnachweis auf dem platten Land und in den Kleinen Städten*, Entscheidungen, Wien 1890, n° 674.

de fait inévitable et que l'administration ne pouvait ignorer. Aussi, procédant toujours avec un esprit concret et modéré, elle laisse ici fléchir les règles légales et permet la confection du cercueil au charpentier si *aucun menuisier ne se trouve sur place*. Pareillement, les habitants du village ayant besoin de faire poser des vitres et ne pouvant attendre jusqu'au moment où passera un vitrier, s'adresseront au menuisier ou, à son défaut, même au charpentier. ⁽¹⁾

De la sorte, certains artisans sont appelés à exercer les métiers d'autres artisans, lorsqu'aucun représentant de ces derniers ne se trouve à demeure dans la région (*ansæssig*). Mais on a même été plus loin et, bien des fois, les Chambres de commerce en vertu du pouvoir discrétionnaire qu'elles possèdent pour l'application de la loi, n'hésitent point, dans les centres ruraux, à laisser exercer, sans preuve de capacité par des artisans communs ou par tout le monde, des professions spéciales, même quand elles comptent sur les lieux un certain nombre de représentants, mais un nombre trop faible pour les besoins de fait.

Ainsi, il existe en Autriche dans les régions agricoles, des constructeurs de moulins (*Mülhenmacher*) métier considéré depuis longtemps comme spécial et distinct des charpentiers et des menuisiers. La Chambre de commerce de Feldkirch (Vorarlberg) estime, dans un avis intéressant, que le nombre des constructeurs de moulins dans le Vorarlberg est beaucoup trop faible (11 seulement d'après une statistique de Décembre 1883) pour qu'ils puissent obtenir, par leur certificat, un droit exclusif à la construction des moulins, et que celle-ci doit être laissée indifféremment libre pour tous

(1) *Entscheidungen*, Wien 1890, n° 493. Cf. Hampke, *Ibid.* On voit que l'ordre des compétences industrielles est directement basé sur l'ordre des besoins. Les peintres étant le plus souvent un luxe dans les villages pauvres, il n'eût pas été expédient de leur confier la vitrerie, besoin essentiel. Le groupement par connexité consacre, au contraire, entre les professions des liens évidemment plus logiques.

les travailleurs du bois ⁽¹⁾. Avis identique à Salzbourg sur la même question. ⁽²⁾

C'est donc, on le voit, un instrument bien élastique que la preuve de capacité, et l'on peut dire qu'à la campagne presque tous les métiers communs acquièrent, aux dépens des métiers spéciaux, un champ d'application infiniment plus large qu'à la ville à cause de la nécessité éventuelle d'exercer d'autres industries connexes aux leurs. Nombreux sont les exemples où les Chambres de commerce fixent dans un même avis, pour un métier donné, sa compétence urbaine et sa compétence rurale. ⁽³⁾

Par suite, les artisans étroitement limités à la ville trouvent dans le plat pays un champ d'activité beaucoup plus étendu. Seulement, et c'est là le grand avantage, on essaye toujours autant que possible de ne les autoriser que pour des travaux logiquement liés à leur genre d'industrie tout en leur conservant, autant que possible, un droit exclusif en ceux qui concernent leur métier propre ; quoi qu'on fasse et si peu que ce soit, cela est déjà une élémentaire protection.

*
* * *

Des principales applications notées au cours de cet aperçu très sommaire se dégage, peu à peu, l'esprit général de la preuve de capacité. Dans tous ses modes d'action, c'est toujours une même tendance, une même préoccupation qu'elle révèle : protéger non point tous les métiers, mais les plus importants, sans gêner l'industrie dans son développement

(1) Entscheidungen, 1886, n° 117, Feldkirch.

(2) Entscheidungen, 1886, n° 118, Salzbourg.

(3) Les épiciers par exemple n'ont pas à la ville le droit de vendre du fil et de la ficelle, cette compétence appartenant aux merciers et aux cordiers ; mais à la campagne, en l'absence de représentants de ces deux métiers, l'épicier peut en vendre (Entscheidungen, 1886, n° 93, Linz). V. aussi Hampke, *loc. cit.*, p. 146-147.

de fait, ne combattre la concurrence *que là où vraiment elle existe*, sauver dans les professions les seuls caractères *essentiels*, en groupant autour d'une même compétence les travaux qui en dépendent tout en admettant, pour les éléments accessoires ou usuels, les tolérances les plus larges. On ne peut que louer ce sentiment extrêmement délicat des nuances et ces analyses parfois très fines. Etudiée dans ses détails d'exécution, la preuve de capacité apparaît comme un instrument de précision d'une grande souplesse permettant de calquer sur les besoins de chaque région les protections indispensables à l'industrie locale. C'est plus que tous les autres ce caractère pratique qui la différencie des disciplines de l'ancien régime infiniment trop théoriques. Il est regrettable que M. Brants n'ait pas su mieux mettre en lumière cet esprit nouveau en ne voulant voir, *à priori*, dans les résultats actuels, qu'un retour fâcheux des conflits anciens quand ils procèdent assurément d'une tout autre politique, plus large, plus opportune, plus soucieuse de l'intérêt général. Les anciennes corporations, auxquelles l'Etat abandonnait souvent à prix d'argent le soin de réglementer l'industrie, étaient trop égoïstes pour sacrifier leurs droits au bien commun. Elles eussent exigé, en toutes circonstances, le maintien absolu de leurs privilèges, dût la vie économique en souffrir, déchirée par des rivalités continuelles. Une telle politique exprimait, non point l'organisation, *mais plutôt l'impuissance à peu près totale de l'Etat* en matière économique et son abdication en faveur de personnes morales auxquelles il abandonnait sans contrôle toute la réglementation. Le système de discrimination, auquel ne présidait aucune direction régulatrice, était forcément irrationnel et augmentait encore l'anarchie industrielle. Aujourd'hui, l'amélioration est visible, l'organisation de la preuve de capacité permet d'observer de plus haut et de plus loin les besoins et les circonstances. Le rattachement des fonctions économiques aux centres directeurs de l'Etat, la subordination com-

plète des corporations nouvelles, leur plus grande plasticité non seulement ont rendu facile la réunion des professions en groupes d'intérêts plus larges, mais elles ont permis aussi d'acquérir une notion exacte des industries qui doivent être protégées et de la mesure dans laquelle elles doivent l'être.

Certes, on ne saurait dire qu'on est arrivé du premier coup à la perfection. La preuve de capacité, pour n'être pas illusoire, exige un apprentissage sérieux et en dépit des efforts très sensibles de ce côté, il y a encore, nous le verrons, beaucoup à faire. On peut regretter aussi qu'en vertu de l'art. 43, un certificat d'apprentissage donné dans une circonscription soit valable dans toutes les autres ; la trop grande facilité avec laquelle on peut l'accorder, le manque de contrôle sur ceux qui le délivrent, lui ôtent bien souvent sa valeur. Enfin, on n'empêche guère ainsi la concurrence redoutable de la fabrique qui porte au métier les plus rudes coups en inondant le marché de produits inférieurs et à bas prix. Contre ce mal, la lutte serait pourtant possible en s'ingéniant à faire des produits plus parfaits, de qualité meilleure, mieux soignés et d'un marché plus restreint pour une clientèle spéciale, en créant des magasins de vente bien dirigés, en sollicitant des besoins très particuliers auxquels la fabrique ne saurait répondre. Mais il faudrait pour cela une initiative, un esprit combatif dont les Corporations manquent encore.

Les adversaires de la loi ne se lassent point de critiquer les entraves apportées qui enrayent, sur bien des points, les progrès de l'industrie sans en avoir amélioré notablement la situation générale. Ce qu'ils ne voient pas c'est que, dans beaucoup d'industries, la preuve de capacité a entraîné le groupement plus logique des compétences similaires et empêché le double emploi et la déperdition des forces, par suite, diminué d'une manière sensible la concurrence interne des artisans entre eux. C'est ce caractère qui lui a valu des éloges, même dans certaines sphères libérales. « Nous n'en sommes pas d'aveugles partisans, écrivait le Dr Pichler dans

une brochure de propagande, nous n'en sommes pas non plus les adversaires jurés. Nous n'en sommes pas partisans aveugles parce que, depuis la loi de 1883, les plaintes sur l'état de l'industrie n'ont pas diminué, mais sont devenues chaque jour plus amères. Nous n'en sommes pas adversaires jurés, parce que nous voyons dans cette institution une force éducatrice (*Erziehlicher Kraft*); nous ne récriminons donc pas quand, pour de bons motifs industriels ou techniques, une industrie y est soumise. Il y a même des cas où, par esprit de justice, nous voudrions que le système fût plus équitablement appliqué. Mais nous nous sommes énergiquement opposés à toute tentative en vue d'aggraver le système sans nécessité, ou en vue de l'employer comme un moyen de déprimer les capacités effectives » ⁽¹⁾.

On ne saurait mieux caractériser l'esprit dans lequel doit se maintenir la preuve de capacité. Il ne faut pas qu'elle devienne un obstacle, il ne faut pas qu'elle aboutisse à des limitations trop complexes ou trop théoriques. Pour être une institution utile, sa mise en œuvre exige, avant tout, du tact, de la prudence, une connaissance approfondie des intérêts industriels et régionaux. Ainsi comprise et appliquée sagement elle devient un puissant moyen de défense. Dès les premiers temps, les artisans paraissent l'avoir compris; soit qu'ils y aient vu une restriction de la concurrence, soit qu'ils aient voulu seulement exclure les incapables et relever le mérite intrinsèque du travail et l'aptitude technique, cette institution a été généralement très appréciée par eux. Aussi les demandes en vue de son extension deviendront-elles chaque jour plus nombreuses, nécessitant davantage encore de l'administration un jugement sûr et parfois une résistance décidée pour qu'au milieu des revendications et des entraînements de parti, elle ne soit pas déviée de ses fins normales.

(1) Extrait de : *Das Kleingewerbe und Seine wahren Freunde*, Wien. Bernay, cité par Brants, *loc. cit.*, p. 59.

ANNEXE

Dispositions de la loi du 15 mars 1883, relatives à la preuve de capacité.

b) *Professions de la catégorie des métiers.*

ARTICLE 14.

Pour embrasser une profession de la catégorie des métiers, la preuve de capacité est requise en outre de l'observation des prescriptions des articles 11, 12 et 13 (1) et cette preuve se fait par la production d'un certificat d'apprentissage et de travail constatant l'emploi comme ouvrier pendant plusieurs années dans le même métier ou dans une exploitation de fabrique analogue à l'objet de ce métier.

Le certificat d'apprentissage et de travail doit être ratifié et approuvé par le président de la corporation et par le chef de la commune à laquelle appartient le maître de l'ouvrier ou son patron. Mais dans les communes où il n'y a pas de corporation pour le métier en question, de même que dans le cas où le travail a eu lieu en fabrique, il suffit que le certificat soit approuvé par le chef de la commune.

La fixation du nombre d'années pendant lesquelles le postulant doit avoir été employé comme apprenti ou comme ouvrier compagnon a lieu en vertu d'une ordonnance que le Ministre de l'intérieur, d'accord avec le Ministre du commerce, rend après avoir pris l'avis de la Chambre de commerce et d'industrie et des corporations intéressées (2).

(1) Relatifs aux formalités de la déclaration (Anmeldung).

(2) Cette durée est de 2 à 4 ans suivant les difficultés du métier.

Au certificat ci-dessus énoncé peut en être substitué un autre, constatant qu'on a suivi avec succès les cours d'un établissement d'enseignement professionnel (écoles spéciales ou d'arts et métiers qui ouvrent l'entrée aux écoles supérieures) dans lequel s'acquièrent une instruction pratique et les aptitudes techniques requises pour la profession industrielle que l'on veut embrasser.

La désignation des établissements de ce genre, ainsi que celle des professions pour lesquelles les diplômes par eux délivrés peuvent remplacer le certificat d'apprentissage et de travail dont il a été parlé, sont faites par le Ministre du commerce qui statue par voie d'ordonnance, après s'être entendu avec son collègue de l'intérieur.

Pour rendre possible, dans les cas particulièrement dignes de considération, le passage d'une industrie à une autre analogue, ou l'exploitation simultanée d'industries du même genre, l'administration est autorisée à concéder à cet effet aux exploitants la dispense de la production de la preuve de capacité édictée au premier alinéa de cet article. Cette dispense est délivrée sur l'avis conforme des corporations intéressées ou des Chambres de Commerce et d'industrie, s'il n'existe pas de corporation pour les professions en question.

L'autorité administrative est également en droit de dispenser exceptionnellement, sur avis conforme de la corporation, de la production du certificat d'apprentissage.

En ce qui concerne les professions industrielles ou métiers communément exercés par les femmes, celles qui déclarent les entreprendre pour leur propre compte peuvent établir leur capacité autrement que par le certificat en question. Un pouvoir discrétionnaire d'appréciation à l'égard de la manière dont la preuve d'aptitude peut être faite, est ici laissé à l'autorité compétente ⁽¹⁾.

(1) Annuaire de Législation étrangère, 1883, p. 936-937.

CHAPITRE V

L'activité corporative.

La création des groupes corporatifs appelait les artisans à une vie toute nouvelle. Au sortir de l'isolement individuel qui paralysait jusqu'alors leurs moyens d'action, ils étaient en général peu préparés à l'existence collective, forme dans laquelle allaient se traduire désormais leurs intérêts professionnels. Le brusque passage de l'atomisme à l'organisation ne pouvait se faire sans quelques difficultés, et il y a eu certainement, au moins au début, un effort assez pénible d'adaptation.

Il fallait que l'État, sur des sociétés aussi récentes et surtout aussi artificielles, exerçât une surveillance et une action constantes pour leur infuser une certaine vitalité et que la loi fixât à l'avance les points essentiels de leur mission. L'article 114 précise dans le détail les divers buts assignés aux corporations et que nous avons sommairement exposés plus haut : (esprit de communauté, conservation de l'honneur professionnel, entreprises communes, magasins de vente, cela en ce qui concerne les membres proprement dits — règles relatives à l'apprentissage et au développement

de l'enseignement industriel, formation de commissions arbitrales et création de *Gesellenherberge*, de bureaux de placement et de caisses de secours pour les ouvriers (art. 114 et 116).

Ce sont les fins générales qui doivent figurer dans tout statut. Ils mentionnent en outre : le nom, le siège, l'étendue du groupe et les différents métiers qui le composent, quand c'est le cas, les droits et devoirs des membres, ceux élus à l'Assemblée corporative⁽¹⁾ qui a pour fonction de nommer le président et de régler la plupart des affaires communes, notamment le budget corporatif, les attributions du président, le mode de fixation et de recouvrement des cotisations, des droits d'incorporation (*Incorporationsgebühr*), à l'entrée de chaque nouveau membre ainsi que d'émancipation des apprentis (*Freisprechgebühr*), l'administration des biens corporatifs, les peines disciplinaires, etc.

On pouvait craindre que les nouvelles corporations s'acquittassent assez mal de fonctions aussi nombreuses. Pour quelques groupes, il en est beaucoup qui demeureront lettre morte. « Que de fois, dit Verkauf, les *Berichte* annuels de la Chambre de commerce de Vienne constatent que telles corporations sont restées « *auf dem Papier* », et n'étaient les contestations de capacité qui entraînent toujours un peu d'animation et les rapports obligatoires de tous les ans aux autorités industrielles qui doivent bien, eux aussi, dire quelque chose, il en est qui sembleraient en état de vie ralentie »⁽²⁾.

En dehors de ce manque d'entrain, il est par endroit des obstacles assez graves à la cohésion, résultant de la différence des dialectes.

(1) Tous les membres de la corporation sont électeurs et éligibles à l'assemblée corporative, sauf les exceptions de droit commun (faillis, interdits, art. 118).

(2) Léo Verkauf, *Sozialreform in Oesterreich*. Wien, 1896, p. 17.

Les corporations où l'on parle deux langues sont relativement assez peu nombreuses, 320 à peine, soit 4,1 p. 100. Pour celles-ci, l'autorité prescrit généralement des bureaux spéciaux à chaque nationalité, et de plus des statuts rédigés en double dialecte.

Pour les autres où l'on ne parle qu'un seul dialecte autre que l'allemand, par exemple le tchèque, l'autorité centrale n'est pas moins exigeante et prescrit une traduction en allemand des statuts des résolutions corporatives et des rapports annuels, afin de pouvoir mieux exercer son contrôle.

Les corporations doivent donner leur nom dans la langue qu'elles parlent et en regard le nom de *Genossenschaft* avec la traduction des statuts. Sur 455 corporations, en Galicie, 453 portent le nom polonais de *Stowarzyszenie*. En Bohême, sur 2.015, le nom de *Společenstvo* et le dialecte tchèque sont usités dans 1.183. Les 7 corporations illyriennes parlent italien et s'appellent *Consortio*. Enfin, dans 30 sur 35 en Carniole, on rencontre le dialecte slovène et la dénomination de *Zadruga*. Toutes doivent faire traduire en allemand leurs statuts. Voici d'ailleurs la distribution des dialectes :

CORPORATIONS en	OU L'ON PARLE										
	Allemand	Allemand et Tchèque	Tchèque	Allemand et Polonais	Polonais	Allemand et Slovène	Slovène	Italien	une langue autre que l'Allemand	Deux Langues	Ensemble
Basse-Autriche.....	1.785	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.785
Haute-Autriche.....		—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Salzburg	1.785	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.785
Tyrol-Vorarlberg.....		—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Bukowine	335	—	—	—	—	7	4	—	4	7	346
Styrie		—	—	—	—	—	1	30	—	30	
Carinthie.....	5	—	—	—	—	—	—	7	7	—	7
Illyrie.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bohème.....	832	18	1.165	—	—	—	—	—	1.165	18	2.015
Moravie.....	157	172	140	—	—	—	—	—	140	172	469
Silésie.....	180	3	2	19	—	—	—	—	2	22	204
Galicie.....	2	—	—	—	453	—	—	—	453	—	455
TOTAL.....	3.296	493	1.307	19	453	8	34	7	1.801	220	5.317

L'influence de l'autorité centrale, visible dans cette première exigence de l'allemand, se manifeste encore dans l'obligation qu'elle impose de se conformer aux statuts types (*Normalstatuten* ou *Musterstatuten*) qu'elle délivre à chaque corporation afin qu'elles aient toujours présent le texte de la loi qui y est reproduit en entier. Sur ce statut, les corporations doivent inscrire une fois pour toutes leurs noms, la liste quelquefois très longue des métiers incorporés, le taux du droit d'entrée des membres, d'engagement et d'émancipation des apprentis, la forme des contributions annuelles, la mention des diverses représentations spéciales d'ouvriers, les limitations du nombre d'apprentis pour chaque maître, la durée de l'apprentissage, les examens institués pour les apprentis (*Prüfungen*), puis l'adresser à l'autorité qui le leur renvoie légalisé, et la conformité la plus exacte doit, par la suite, être maintenue avec le texte légalisé dans toute délivrance des statuts, alors même que les métiers incorporés, comme il arrive quelquefois, cesseraient de correspondre à l'énumération première, ou que quelque autre modification se produirait. Il faut alors demander un changement de statut, une *Aenderung* pour sanctionner ces modifications. Dans la période de formation, certaines corporations ont eu jusqu'à 7 et 8 *Aenderungen*, et ces exigences, dues au conformisme réglementaire, n'ont pas peu contribué à compliquer le travail (1).

(1) Ces changements sont aussi une expression de l'activité corporative. A Vienne, presque toutes les corporations présentent de 2 à 4 *Aenderungen*. Celle des tisseurs (*Genoss. der Wirkwaarenerzeuger*) ne compte pas moins, pour une période de 10 ans, de 6 modifications. Le fait est plus rare dans les corporations composites, non connexes et collectives. Sur les 24 corporations du district politique de Mistelbach, en Basse-Autriche, presque toutes disparates et collectives, il ne s'est produit, jusqu'en 1895, qu'une seule *Aenderung*. Dans toute la Carniole, comprenant 36 corporations réparties sur 6 ou 7 districts politiques, on ne trouve pas une seule *Aenderung*. Enfin, sur 2.015 corporations, en Bohême, 69 seulement ont introduit une modification statutaire, et 3 seulement en ont introduit 2.

Ce formalisme prédispose certainement les membres à un état de passivité qui les habitue à recevoir de l'autorité tout leur développement. Tout ce qui concerne le domaine facultatif proposé aux corporations, tout ce qui n'est pas d'obligation stricte est resté encore très en arrière, parce que l'administration ne s'en est pas mêlée. On a vu déjà le faible développement des institutions ouvrières laissées entièrement à l'initiative des maîtres, bien qu'obligatoires en la forme. L'assemblée d'ouvriers et le tribunal arbitral ne sont réalisés que dans 60 0/0, les caisses de compagnons, à peine dans 28 0/0, et les caisses d'apprentis, dans seulement 8 0/0.

Que dire des œuvres d'intérêt commun des maîtres, des institutions de coopération économique, sur lesquelles on fondait de si grandes espérances? La statistique du ministère du commerce nous révèle des chiffres vraiment dérisoires et donnant une bien pauvre idée de l'initiative des nouvelles corporations. A la fin de 1894, il n'y a encore que 34 institutions de ce genre pour toute la monarchie !! (1)

L'obstacle est toujours l'unanimité exigée des consentements des membres qui doivent constituer ces fondations, *avec leurs propres fonds, distinctement de la corporation elle-même* (loi du 1^{er} avril 1873). Il serait peut-être utile de permettre aux fonds corporatifs d'y collaborer, mais le législateur est encore retenu, sous ce rapport, par des motifs de grande prudence.

Les résultats sont, en définitive bien faibles, comparés aux frais énormes nécessités par l'exécution de la loi et beaucoup vont jusqu'à penser qu'une activité plus grande aurait peut-être pu résulter de la création d'*Innungen* libres,

(1) 6 magasins de matières premières, 4 combinés avec un magasin de produits, 1 avec un atelier d'apprentissage, 5 abattoirs, 1 atelier de fournitures pour l'armée, 1 moulin à fouler, 1 teinturerie de laine, 3 caisses de crédit pour les ouvriers, 1 union d'épargne, 5 syndicats d'emploi de machines en commun,

comme en Allemagne, ainsi qu'un important parti les désirait en 1874 et en 1877. Mais cela n'est pas prouvé; étant donnée la faiblesse de l'esprit collectif, les œuvres communes eussent été, presque partout, absentes; on peut être bien sûr que la nouvelle formation obligatoire leur a donné, au contraire, autant que cela était possible, un certain entraînement. Sans doute, la nouvelle corporation obligatoire n'est pas encore parfaite; elle n'a pas amené du premier coup la classe moyenne au sentiment de son autonomie. On peut lui reprocher aussi quelques défauts, celui, par exemple, d'écarter les éléments jeunes en exigeant des maîtres, pour pouvoir voter à l'assemblée corporative, trois ans de patronat. Cependant, le grand mérite de la corporation obligatoire est d'abord d'assurer une certaine durée au groupe corporatif qui, s'il était libre, se dissoudrait facilement comme une association ordinaire, et d'autre part, d'entraîner des formations de capitaux plus importantes, puisque tous les représentants du même métier y peuvent collaborer ⁽¹⁾

Il y aurait beaucoup à dire de la gestion financière des corporations. La taxe annuelle sur les membres, qui serait pourtant la plus naturelle (*Jahresbeiträge*), n'est pas toujours perçue. La grande majorité des ressources est demandée surtout aux droits d'entrée des nouveaux membres. Bien que ce droit d'entrée (*Eintrittsgeld*) soit déclaré facultatif par les autorités industrielles qui ne permettent pas d'en faire une condition de l'affiliation, les corporations auraient une tendance à le faire prohibitif, en élevant le taux à des chiffres considérables (quelques-unes jusqu'à 100 florins) et surtout en prétendant d'autre part subordonner la délivrance de la patente et le visa de la preuve de capacité à l'acquittement de cette taxe, ce qui est inacceptable. Les taxes d'émancipation des apprentis sont aussi extrêmement élevées, au point de former parfois jusqu'à

(1) Adler, *loc. cit.*, p. 72-75.

60 et 70 % de l'actif total de certaines corporations, comme on peut le constater dans un tableau dressé par Kobatsch, pour les 104 corporations de Vienne (1). Cela contribue à faire considérer l'émancipation de l'apprenti comme une affaire d'argent et trop souvent à abrégier le temps qui serait nécessaire pour bien apprendre le métier. On se plaint de ces graves abus qui ôtent toute valeur à l'apprentissage et contre lesquels on essaiera de réagir par la suite.

Ce n'est pas par ces moyens, à coup sûr, que la petite industrie peut prétendre se relever. Il faudrait pouvoir se tenir au courant des améliorations techniques et combattre la fabrique sur son propre terrain, par l'achat en commun de matières premières, par l'usage dans les métiers où ils sont nécessaires de petits moteurs qui seraient mis à la disposition de tous les membres. Mais le crédit manque. Il ne peut être question, évidemment, de faire crédit à chaque maître, mais il faudrait surtout organiser, sur des bases sérieuses, un crédit proprement corporatif. L'initiative privée, sous ce rapport, est presque nulle et n'a pas produit de bien brillants résultats. Pourtant, l'exemple des cordonniers de Prague permet d'entrevoir combien un effort en ce sens pourrait être fructueux. Ayant fondé en 1896 une société d'achat au nombre de 30 membres, ils demandent du crédit à une banque privée, sous l'engagement de vendre uniquement au comptant et de verser tous les jours à la banque le montant des recettes, les marchandises et le magasin restant le gage du prêteur. Cette société, débutant avec quelques centaines de florins, était montée à 1.000 dès le premier mois, au deuxième mois, au triple, quatorze mois après, elle avait un capital de 11.000 florins et un mouvement d'affaires d'environ 100.000 florins.

De tels résultats sont malheureusement trop rares parce qu'il est difficile d'obtenir des avances des particuliers.

(1) Mataja, *loc. cit.*, 735. — Kobatsch, *loc. cit.*, 835-838.

D'ailleurs, au lieu de se mettre à faire elles-mêmes des associations coopératives, comme on le leur conseille, les corporations se plaignent de celles qui existent et de la concurrence qu'elles en subissent ⁽¹⁾. Enfin et surtout elles ne se préoccupent pas assez de créer un système de défense industrielle en étudiant sur place les *besoins du marché*, en essayant de lutter contre les produits analogues de la fabrique par une spécialisation intelligente et un travail de clientèle particulière. « Pour grouper, concentrer en certaine façon les travaux, dit M. Brants, régler le débit et la clientèle, mettre des magasins et certains ateliers en commun, en réglant la vente et en plaçant à la tête des magasins de quartiers des gens compétents, pour tout cela, la corporation est l'organe désigné ⁽²⁾. Il faut reconnaître qu'elle ne fait rien ou presque rien, à part la surveillance capacitaire et une certaine réglementation de l'apprentissage. »

Il y a donc encore de ce côté beaucoup à désirer. Les corporations sont trop portées à attendre de la législation seule leurs progrès et leur développement; cela évidemment ne suffit pas. Quelques améliorations sensibles seront introduites pourtant, d'abord par la loi elle-même qui apportera un léger tempérament à la fâcheuse règle de l'unanimité exigée par toute fondation coopérative, et ensuite, par une action positive beaucoup plus intéressante et pratique de l'Etat qui, dans une politique bien significative, essaiera de faire lui-même aux artisans, les avances de machines et de crédit qu'ils ont tant de difficultés à se procurer.

*
**

(1) Brants, *loc. cit.*, p. 70.

(2) Brants, *loc. cit.*, p. 73.

Ce qu'il est intéressant de noter, pour l'instant, si l'on veut se rendre compte de l'activité corporative, ce sont les desiderata exprimés dans les rapports annuels adressés à l'autorité. En feuilletant les *Berichte* qui groupent et classent, avec une patience admirable, toutes ces réclamations, on peut se faire une idée des résultats généraux du système et de ses imperfections les plus apparentes.

Infiniment nombreuses, surtout au début, sont les plaintes contre les délimitations respectives des ressorts corporatifs. Elles ont du moins le mérite d'éclairer l'administration.

Ici c'est l'éparpillement des membres, la trop grande distance au siège, le manque d'esprit commun, qu'on dénonce comme une cause de faiblesse. Un très petit nombre de membres se rendent aux assemblées, dont, quelquefois, ils sont distants de plusieurs heures de route, comme les hôteliers et cafetiers dans la très vaste corporation d'approvisionnement de Wagram. Les membres finissent par ne plus se connaître : l'assemblée n'en réunit qu'une faible quantité. Entre métiers si divers les désaccords sont constants. Les boulangers demandent que cette assemblée ait lieu le dimanche, les hôteliers, au contraire, préfèrent un jour ouvrable ⁽¹⁾. Fréquentes sont les demandes d'un sectionnement suivant des rapports plus étroitement professionnels. Ailleurs, on se plaint au contraire de la trop faible importance numérique des groupes constitués. A St-Polten, près de Vienne, par exemple, où le système professionnel paraît avoir été poussé beaucoup trop loin, les chapeliers ne sont que 6 et demandent qu'on leur adjoigne les modistes; les pâtisseries réclament l'adjonction des boulangers pour pouvoir fonder des assemblées d'ouvriers et des caisses de secours.

(1) V. *Bericht über die Industrie den Handel und die Verkehrsverhältnisse in Niederaesterreich*, 1887, p. XLII, 1889, p. LI. Il paraît tous les ans. Cité plus loin par abréviation : *Bericht in N.*

D'autres groupes, comme la corporation du vêtement de Saint-Pierre-sur-Au, se montrent plus opportunistes et, sans protestation, déclarent accepter de bonne grâce malgré ses inconvénients, la réunion d'une foule de métiers qu'il serait impossible de séparer « vu le faible nombre d'artisans dans la région ». Et ils adressent, en cette occasion, aux autorités industrielles des compliments assez flatteurs.

En dépit des difficultés d'entente entre les membres, quelques bons résultats méritent d'être signalés. Beaucoup de corporations ont pu parvenir à une fixation générale des prix entre tous les artisans affiliés et ces conventions, généralement respectées parce qu'elles sont l'objet d'une surveillance réciproque, ont amené souvent d'heureux effets. Les apprêteurs de tissus de laine avec les teinturiers de Vienne ont fait, en 1889, un accord qui dure encore. Les meuniers de Salzbourg forment un syndicat qui, à l'instar de ceux de la grande industrie, distribue les commandes reçues entre les divers moulins, suivant l'importance des exploitations.

Signalons encore l'accord très important des tapissiers et colleurs de papiers peints à Vienne qui, en adoptant un tarif au mètre carré bien plus avantageux que celui des entrepreneurs, ont pu se libérer de ceux-ci et même monter un magasin de vente de papiers peints artistiques qui marche assez bien et qui se fait remarquer par son goût ⁽¹⁾. Dans le même sens, les corporations des tourneurs, des tapissiers et des menuisiers décorateurs ont encore réussi à former, depuis 1887, une union très remarquable pour la fabrication des meubles de style et une association destinée à supporter à frais communs les annonces et réclames. Le succès en est complet. Nombreuses sont les ententes de ce genre. A côté de ces unions pour la vente, il y a aussi des unions pour l'achat, comme celle de tous les membres de la corporation des

(1) V. la revue d'art. : *Das Interieur (Wiener Monatschrift)*, Janvier 1903, p. 26.

fabricants de choucroute de Vienne (*Sauerkraütlergenossenschaft*) pour l'achat en gros des légumes.

Enfin, on pourrait citer encore une foule d'accords pour l'usage de certains services publics : abonnements collectifs au téléphone, ententes pour les chargements par wagons complets, dans la corporation des marchands de bois et charbons de Vienne ⁽¹⁾, etc., etc.

On ne peut méconnaître qu'il y a de ce côté un effort sérieux qui tend à se généraliser ; cependant, si intéressants que soient ces essais, ce ne sont encore que des débuts.

Les préoccupations sont ailleurs. Le problème de la concurrence et de ses limitations possibles passionne au plus haut degré le monde des artisans et ils demandent sans cesse au législateur une intervention encore plus énergique.

C'est la preuve de capacité qui est, comme toujours, la question capitale ; une foule de groupes en demandent l'extension aux professions commerciales, surtout dans les cas de vente de *Halbfabrikate*. On prétend aussi, non sans quelque raison que, tout en laissant, par la force des choses, les fabriques en dehors du système capacitaire, on devrait tout au moins leur interdire certaines fabrications absolument étrangères à leur véritable nature.

Les relieurs de Prague protestent énergiquement contre les ateliers de reliure installés dans certaines grandes imprimeries de cette ville. Beaucoup de corporations de tonneliers jugent absolument inique que des usines de brasserie prennent des apprentis tonneliers pour la réparation des fûts ⁽²⁾.

C'est dans des cas semblables, évidemment, qu'on aperçoit combien la réglementation est chose difficile et il semble bien que la fabrique, échappant à toute règle, en profite bien des fois pour installer, en annexe à sa propre industrie, de véritables métiers aux dépens des vrais artisans.

⁽¹⁾ *Bericht in N.*, 1897, p. LXI.

⁽²⁾ *Bericht in N.*, 1897, p. XLIX

Mais que faire ! Tout remède est de ce côté impossible.

Les réclamations sont très vives aussi contre le travail en chambre. La corporation du vêtement à Stockerau, celle des tailleurs à Neunkirchen, se plaignent des grands commerçants de confections qui donnent tout leur travail à de petits façonniers à domicile, lesquels, ne payant pas d'impôt, n'ayant pas de personnel, livrent à des prix véritablement dérisoires : des paletots pour 80 kreutzer, des pantalons pour 35 kreutzer, fournissant même encore le fil et l'éclairage. De la sorte, le gros commerçant achète pour rien, le malheureux façonnier n'ayant pas suffisamment pour vivre est obligé d'entreprendre des besognes clandestines et concurrence les tailleurs qui n'ont aucun moyen de maintenir leurs prix.

Plus nombreuses encore sont les plaintes contre toutes les formes du colportage *Gemichtwaarenhändler, Hausirhändler*. On voudrait limiter le droit de vente de ceux qui transportent à travers le pays quantité d'articles divers, surtout quand il s'agit des produits de certains métiers. De grandes maisons envoient ainsi des chargements entiers de marchandises faisant de ville en ville des déballages. La corporation des cordonniers de la Leitha a été presque ruinée par ces concurrences, les chapeliers de Saint-Polten également. La corporation du vêtement, à Tulln, voudrait « que les villes fussent complètement interdites aux déballleurs et qu'on les rejette sur la campagne. » ⁽¹⁾ Il n'est pas même jusqu'au commerce de la boulangerie qui ne prenne aujourd'hui cette forme. De grands boulangers de Vienne (*Neustadt*) rayonnent sur une immense étendue et vont vendre du pain jusqu'à Gloggnitz. « Comment, s'écrie la corporation des boulangers de cette ville, comment le pain promené tout le jour à travers la poussière, touché par des mains sales et suantes, peut-il même être sain ? Il devient, de région en région, un véhicule de germes infectieux » ⁽²⁾.

⁽¹⁾ *Bericht in N.*, 1897, p. LI.

⁽²⁾ *Bericht in N.*, 1897, p. LII.

Il nous serait impossible de noter ici toutes les réclamations que les *Berichte* enregistrent et qui, dans beaucoup d'industries, vont jusqu'à demander la suppression totale du colportage. Une réglementation de ce côté semblerait au moins nécessaire.

Après cet aperçu des revendications qui ont trait au commerce, disons un mot de celles qui concernent l'ordre intérieur, les ouvriers, les apprentis.

D'une manière générale, les corporations reconnaissent que les compagnons sont assez tranquilles et que le socialisme, chez eux, ne fait pas beaucoup de progrès. Elles déplorent seulement un certain exode de la campagne vers la ville et quelques tendances à faire hausser le cours des salaires. Des grèves se sont produites en 1890 et 1891 parmi les charpentiers, en 1893 parmi les menuisiers.

Les lois sur le travail ne sont pas très rigoureusement exécutées et elles entraînent pas mal de plaintes. La note dominante est l'insuffisance de la protection ouvrière (*Arbeiterschutz*) dans la petite industrie. « Beaucoup de patrons se sont appuyés sur ce fait que les dispositions de la loi, édictant un maximum de la journée de travail, ne s'appliquent qu'à la grande industrie; mais les compagnons demandent que l'effet en soit étendu aux corporations. La question est d'une haute importance. Il s'agit, en effet, de savoir si la loi du 15 mars 1883, chargeant les corporations de régler les rapports des patrons et des compagnons, leur donne aussi la faculté de fixer un temps de travail, et si, en cas d'infraction, il y a lieu d'infliger une pénalité. Il semble évident que la durée du temps de travail formant un point, et des plus importants, des relations entre patrons et ouvriers, ce maximum doit être fixé en faveur des ouvriers; mais il ne doit concerner qu'eux et ne saurait être étendu aux patrons eux-mêmes.

La Chambre, en repoussant une motion de Menger, qui tendait à abolir le repos du dimanche et la fixation d'un

maximum de journée de travail pour tous les ateliers, à l'exception de ceux de la grande industrie, paraît avoir implicitement admis que les lois de protection peuvent être étendues également et avec la même portée, aux ateliers de la petite industrie ⁽¹⁾. C'est du moins ce qu'ont prétendu les députés Knotz et Carneri, sans qu'ils aient rencontré la moindre contradiction.

En fait, ce que toutes les Chambres de commerce admettent dans la pratique, c'est que les corporations ont le droit d'édicter, dans leurs règlements, toutes les protections ouvrières admises par la grande industrie, mais la contravention n'existe qu'au cas où le règlement a imposé, d'une manière précise, telle ou telle protection ; seul, le repos du dimanche doit être partout respecté, même en l'absence de règlement spécial ⁽²⁾. De la sorte, et à part cette unique exigence, c'est la corporation elle-même qui dose, comme elle l'entend, les protections ouvrières qu'elle juge nécessaires vu la nature de l'industrie.

Malheureusement, les résultats, sous ce rapport, ne sont pas encore bien satisfaisants. « Au Congrès d'artisans tenu à Vienne à la fin de septembre 1890, les compagnons boulangers exposent les conditions extrêmement mauvaises dans lesquelles le garçon boulanger et l'apprenti se voient forcés de travailler ; l'insalubrité des ateliers et des dortoirs, le temps excessif de travail (12 heures par jour), le manque de repos le dimanche, l'insuffisance des gages, la nourriture misérable et souvent dégoûtante. Ils se plaignent surtout du traitement inhumain des apprentis, de l'exploitation dont ils sont l'objet et de leur nombre trop grand. A peine devenus compagnons, après avoir servi le maître gratuitement pendant plusieurs années, ils se voient renvoyés sans merci par celui qui ne veut pas leur donner les gages, minimes cepen-

(1) Kaempfe, *Assoc. cathol.*, 15 décembre 1885.

(2) V. *Berichte in N.*, 1889, p. XLI.

dant, d'un compagnon. Tous ces abus sont connus des autorités et du public, les journaux démocratiques les ont plus d'une fois divulgués. Mais, jusqu'ici, il a été impossible, malgré les lois et les efforts des inspecteurs d'industrie d'y mettre fin. Les grèves répétées des garçons boulangers n'y ont rien changé non plus, les maîtres n'ayant pas tenu leurs promesses. »

Le Congrès de Vienne reconnaît l'utilité de l'inspection industrielle, mais il demande en même temps que le nombre, tout à fait insuffisant des inspecteurs, soit augmenté, et que ceux-ci soient investis d'un pouvoir coercitif, car, aujourd'hui, leurs efforts restent souvent infructueux à cause de l'indifférence des autorités civiles (1).

Bien des fois, cependant, d'après les *Berichte*, les inspecteurs du travail recommandent, dans les ateliers de la petite industrie, des appareils de ventilation modèle, des mesures d'hygiène et de protection contre les accidents. Dans quelques cas même, leur intervention dans les questions de salaires ont amené d'heureux résultats.

Mais, d'une manière générale, ce service apparaît extrêmement imparfait pour la petite industrie qui, là comme partout, demande instamment pour elle des agents *distincts des inspecteurs de la grande industrie* qui ne sont pas, d'ailleurs en nombre suffisant pour pouvoir visiter sérieusement les petits ateliers d'artisans. On a inspecté en 1895 plus de 5.000 ateliers, mais qu'est-ce que cela sur l'ensemble ? (2). La corporation des tourneurs sur métaux de Vienne se plaint de ce qu'elle est obligée de faire elle-même sa police et de ce que beaucoup d'ateliers de ses membres ne sont pas, depuis longtemps, visités (3). Dans des rapports très documentés, deux inspecteurs du travail MM. Migerka et Kulka dénoncent,

(1) *Assoc. Cathol.*, 15 février 1891, p. 212 et suiv. — *Berichte in N.*, 1891, p. LIII.

(2) *Berichte in N.*, 1889, p. 56. 1893, p. 43.

(3) *Berichte in N.*, 1899, p. XLV.

à mainte reprise, cette lacune ⁽¹⁾ et préconisent la création d'agents de surveillance spéciaux et distincts pour l'inspection de la petite industrie, agents qu'on pourrait charger, en outre, d'éclairer de leurs conseils les corporations organisées, partout où leur intervention serait nécessaire.

Cette réforme, demandée dans tous les nouveaux congrès, aboutira définitivement, en 1899, à la création de *Genossenschaftsinstructoren* que nous étudierons plus loin.

En ce qui concerne la réglementation du travail, les corporations sont véritablement les seuls agents de surveillance.

Beaucoup de groupes monoprofessionnels ont reçu de leurs membres le mandat de dresser des règlements généraux de travail et quelques-uns en ont fait de très satisfaisants, comme par exemple la corporation des charpentiers viennois.

Mais, la plupart du temps, étant donné la diversité des industries, ces règlements sont assez restreints et ne concernent guère que les heures de fermeture de la semaine et les prescriptions relatives au repos dominical ⁽²⁾. Leur application est généralement bien faite et les artisans se surveillent les uns les autres.

En matière de règlements, il y a, le plus souvent, collaboration entre l'assemblée des ouvriers *Gehilfenausschuss* et le

⁽¹⁾ *Berichte der K. K. Gewerbeinspektoren über ihrer Thatigkeit im Jahre, 1892* (Wien. 1893), p. 26, 66, 115. 236. — V. Brants : *L'État du régime corporatif en Autriche*. (*Réforme Sociale*, 1897, p. 190).

⁽²⁾ Arrêté ministériel du 27 mai 1885 :

Le travail du dimanche est permis à raison des besoins de la consommation, dans tous les magasins de commerce et dans tous les ateliers annexés où se fabrique le produit vendu dans le magasin. Ce travail est permis jusqu'à midi et pendant deux heures après six heures du soir, dans les villes de plus de 20.000 habitants et dans la banlieue de plusieurs grandes villes énumérées. Il est permis jusqu'à trois heures du soir dans les autres localités. Chez les boulangers, il est permis jusqu'à dix heures du matin et après dix heures du soir ; on l'autorise aussi à raison de nécessités de commerce aux entreprises de transport et aux pompes funèbres ; en raison de l'urgence aux réparateurs d'instruments de chirurgie, de véhicules endommagés, aux métiers de la literie et de la serrurerie des habitations. Le repos du dimanche est de règle dans la grande et la petite industrie. Il commence à six heures du matin et dure vingt-quatre heures.

bureau corporatif (*Vorstand*). Mais cette collaboration n'est pas partout égale. « Il y a des métiers où la situation est meilleure, où il y a d'heureuses initiatives, des améliorations sérieuses. Cependant à cet égard, la corporation officielle n'a pas donné les résultats qu'on pouvait espérer. L'inobservation des lois n'est pas toujours l'effet de la mauvaise volonté, c'est parfois aussi impuissance, manque d'espace pour l'hygiène dans les logements insuffisants, parfois aussi manque d'intelligence de la loi ; l'inspection le reconnaît, mais c'est tout de même regrettable » (1).

Beaucoup de corporations ont, pour les ouvriers de leurs membres, des agences de placement et c'est à elles qu'on s'adresse de préférence au bureau de ville dont les garanties ne sont pas toujours suffisantes, comme le dit le *Gremium der Wiener Kaufmannschaft*. Des mutineries se sont produites et parfois quelques corporations ont été obligées de mettre la police chez elles, parce que certains compagnons étaient insultés par ceux qui ne trouvaient pas de travail (2).

Dans la campagne, les bureaux corporatifs de placement ne fonctionnent guère ; beaucoup de corporations considérant cela comme superflu. Ce sont généralement les *Gesellenherberge* qui ont des adresses notées et qui écrivent à Vienne quand on demande des ouvriers spéciaux et techniques. Pour les ouvriers non qualifiés, leurs occupations peuvent être très diverses, mais leur salaire est généralement très bas : de 1 florin 50, à 3 florins par semaine, logés et nourris. (V. *Corporation d'approvisionnement d'Haugsdorf*) (3).

Les rapports entre maîtres et ouvriers restent, en définitive, un peu étrangers au régime corporatif. La corporation n'est pas en effet une institution ouvrière, elle est faite pour le métier ; ce n'est qu'accessoirement, en quelque sorte, qu'elle concerne les ouvriers. Aussi les institutions annexes (assem-

(1) Brants, *L'état du régime corporatif en Autriche. Réforme sociale*, 1897, p. 190.

(2) *Bericht in N.*, 1897, p. XLV.

(3) *Bericht in N.*, 1897, p. XLVI.

blée ouvrière, tribunal arbitral, caisses de secours) restent assez peu développées encore et les enquêtes ne nous apprennent pas grand'chose de nouveau sur leur activité.

Pour ce qui est des caisses corporatives, la loi du 30 mars 1888, dispense ceux qui en font partie de l'assurance de droit commun, à condition de ne pas présenter des prescriptions moins favorables. Le nombre paraît s'en augmenter un peu, mais les caisses de maîtres sont encore bien en retard (42 seulement en 1894) et il y a, de ce côté, beaucoup à faire.

*
**

Nous avons, jusqu'à présent, réservé la question la plus importante de toutes, nous voulons parler de l'apprentissage. C'est, comme l'a dit le prince de Lichtenstein, « la *Cardinalfrage* de la petite industrie » surtout dans les professions soumises à la règle capacitaire, où la valeur du métier dépend avant tout de l'apprentissage sérieux qu'on a pu y acquérir.

Le rôle que peuvent jouer les corporations, à ce point de vue, est considérable et presque toutes ont fait, à cet égard, preuve d'une louable activité. Près de 90 % des corporations règlent l'apprentissage; il faut dire aussi qu'elles y ont un intérêt majeur. Celles qui n'ont pas d'apprentis sont l'infime minorité.

Corporations de maîtres seuls 5,3 %	} 10.4 %
Maîtres et ouvriers sans apprentis 5,1 %	
Avec des apprentis sans ouvriers 3,0 %	} 88 %
Avec des apprentis moins nombreux que les ouvriers 63,8 %	
Égalité ou excédent d'apprentis 21,2 %	
État inconnu	7,6 (1)

(1) *Die Gewerblichen Genossenschaften in Oesterreich. Statistique*, t. I, p. 212. — En Allemagne, au contraire, d'après les plus récentes statistiques corporatives, 40 % en chiffres ronds des corporations manquent d'apprentis. Sur un nombre de 100 *Innungsmeister* la moyenne générale est de 61,5 % apprentis.

La grande majorité des dispositions statutaires concerne les conditions d'engagement, la durée de l'apprentissage (2 à 4 ans) suivant les difficultés du métier (loi du 8 mars 1885 art. 98), la limitation du nombre des apprentis par rapport à celui des ouvriers, enfin la rupture et la cessation du contrat.

La plupart des statuts reproduisent, *in extenso*, les dispositions de la loi du 8 mars 1885, Titre C, sur le droit et le retrait du droit, pour le maître, d'avoir des apprentis dans le cas d'infractions communes sur le contrat proprement dit d'apprentissage, le temps d'essai (de 4 semaines à 1 mois), les devoirs des deux contractants, la dénonciation à temps et l'extinction du contrat⁽¹⁾.

C'est à la cessation de l'apprentissage qu'apparaît le rôle essentiel de la corporation. Elle doit, en s'appuyant sur les certificats d'apprentissage donnés par le maître, délivrer elle-même un *brevet* d'apprentissage qui constituera, nous le savons, l'élément essentiel de la preuve de capacité (art. 104, Loi du 8 mars 1885. Cf. art. 114).

Ce brevet (*Lehrlingsprüfung*) est organisé sous forme théorique et pratique, par 80,5 % des corporations, ce qui est une proportion très importante. Les unes le font consister dans une série d'interrogations, les autres dans une épreuve pratique, un travail d'apprenti. Les formes de ces épreuves sont des plus diverses, tantôt avec un délai, tantôt immédiates, tantôt durant plusieurs jours. C'est généralement une assemblée : *Prüfungscommission* qui est juge de leur valeur.

On ne peut nier que les efforts de ce côté soient intéressants et il n'y a pas lieu de s'étonner si les corporations s'attachent sérieusement à cette question, car elles y voient un moyen de défendre le métier contre l'invasion des incapables. Le temps passé chez le maître ne prouve rien en effet et ne suffit pas pour faire un bon apprenti. Il faut que celui-

(1) On trouvera ces textes que nous n'avons pas à analyser ici dans l'annuaire de législation étrangère, 1885, p. 206.

ci montre qu'il a su profiter de l'enseignement qu'il a reçu. Dans certains cas même, il est des statuts qui retirent le droit d'avoir des apprentis au maître qui s'est montré incapable, d'une manière trop notoire, dans leur éducation.

Malgré ces mesures, il y a encore bien des imperfections, bien des points de détail qui laissent à désirer dans l'organisation de l'apprentissage et les rapports révèlent des quantités d'abus. Les circulaires des corporations à leurs membres sont peu suivies, très négligées par suite du laisser-aller et de l'inertie des maîtres. Ceux-ci se plaignent de la turbulence des apprentis, de leur maladresse souvent coûteuse dans les travaux qui leur sont confiés et qu'ils gâchent fréquemment.

Les apprentis, d'autre part, reprochent aux maîtres les mauvais traitements qu'ils reçoivent, l'abus qu'on fait d'eux en les employant à la maison dans des services domestiques et comme force à bon marché. Ceci est malheureusement trop fréquent. Les inspecteurs insistent et demandent des sanctions énergiques, comme aussi contre l'abus de retenir indûment l'apprenti après le temps fixé.

Enfin, le haut quantum des taxes d'admission et d'émancipation (*Aufding* et *Freisprechgebühren*) est encore un obstacle à la bonne organisation de l'apprentissage. Trop de corporations sont portées à abuser de ces droits d'entrée pour créer leurs ressources, afin de moins demander aux cotisations de leurs membres. Un contrôle administratif apparaît, sous ce rapport, absolument nécessaire.

Ce sont ces réclamations et bien d'autres encore qui domineront tous les Congrès et l'importante révision industrielle de 1897.

Nous devons voir, maintenant, comment ces revendications ont été jugées par les partis et comment on a essayé d'y apporter satisfaction.

CHAPITRE VI

Les revendications et les réformes. Améliorations du système. — Les instructeurs.

En dehors des grands congrès et de ce qu'on pourrait appeler les diètes générales de la petite industrie, il y a fréquemment des réunions spéciales, distinctes des ordinaires assemblées corporatives. D'abord, beaucoup de corporations *composites* admettent dans leur sein des *Fachsectionen* ou réunions entre membres d'un *même métier*, dès que ces membres sont au nombre de dix au moins. De plus, l'art. 114, prévoit aussi la constitution de fédérations intercorporatives (*Fachverbænde*) qui groupent entre elles les représentants d'un même métier dans plusieurs circonscriptions géographiques. La statistique de 1894 enregistre 23 de ces groupements qui sont arrivés, quelquefois, à des ententes partielles. Enfin, des congrès plus importants, de véritables diètes industrielles (*Gewerbetage*), peuvent aussi s'organiser. Il y en a eu à Vienne en 1893, 1895 et 1896; à Reichenberg en 1894, à Prague en 1893. C'est dans ces grands congrès que viennent se résumer les plaintes de la petite industrie, les pétitions

innombrables des corporations et que les questions générales sont discutées. Bien que temporaires, ces diverses assemblées expriment vraiment la haute représentation des métiers et remplacent les chambres d'artisans tant désirées. Il y a là comme un moyen de consolider l'organisation corporative et le gouvernement semble marcher de plus en plus dans cette voie, car, tout en facilitant la tenue des congrès, il a permis que, partout où il existe une fédération de toutes les corporations d'un district, le bureau de cette fédération forme, près de l'autorité de ce district, un conseil permanent de l'industrie (*Gewerblicher Beirath*) ⁽¹⁾.

Dans toutes ces réunions des vœux intéressants sont présentés, d'un intérêt le plus souvent particulier et local, quelquefois aussi d'une plus haute portée. Les documents les plus importants pour l'étude des revendications générales du parti Handwerker sont les procès-verbaux du grand Congrès de Reichenberg (1894), l'enquête des métiers résumée par le député S. Ebenhoch ⁽²⁾ et les résolutions adoptées dans le programme de la quatrième diète viennoise en 1894 ⁽³⁾. Ce sont ces travaux qui serviront de bases principales au projet de révision de la *Gewerbeordnung*. Trois questions ont été surtout discutées : la preuve de capacité, la limitation de la concurrence des fabriques et du colportage, l'organisation intérieure et financière des corporations.

C'est sur la preuve de capacité que s'est, comme on le pense, livré le plus grand combat. Partisans comme adversaires reconnaissent qu'elle n'a pas fait « fiasco » ⁽⁴⁾ et que c'est elle, au contraire, qui a été l'élément essentiel de vita-

(1) C'est ce que précise le paragraphe final ajouté à l'art. 114 et aux buts généraux des corporations par la révision du 23 février 1897, laissant à une ordonnance postérieure le soin de régler la compétence de ce conseil. V. *Ordonnance* du 20 mars 1897.

(2) S. Ebenhoch, *Die mündliche Gewerbeenquête in Oesterreich*, 1894.

(3) *Das gewerbliche Programm*. — *Gesamtveröffentlichung der Beischlüsse und Resolutionen des IV österreichischen Gewerbetages*, 1894.

(4) Kobatsch, *loc. cit.*, p. 814.

lité. Tandis que ses partisans veulent qu'on l'étende à de nouvelles branches industrielles, ses adversaires déclarent qu'elle n'a pas porté les fruits espérés et que, sans avoir donné de sérieuses améliorations, elle a été, au contraire, une cause de recul.

Écoutons les arguments opposés. Le parti *Handwerker* reproche d'abord à la preuve de capacité de ne pas prouver la capacité, mais simplement le temps passé dans le métier. La *Befähigungsnachweis* n'est qu'une *Verwendungsnachweis*, une *Zeitverbringungs-nachweis*. Ce n'est pas la constatation d'une valeur, c'est la constatation d'une durée. Elle ne prouve rien, si on n'y ajoute pas un chef-d'œuvre, un *Meisterstück*, fixé par chaque corporation pour ceux qui veulent s'établir comme maîtres. On retrouve ici reprise la tradition de l'ancien régime empruntée d'ailleurs au *Handwerkerprogramm* allemand, non point tant, il faut bien le dire, pour l'honneur et le relèvement du métier que, parce qu'on espère, par cette épreuve supplémentaire, diminuer encore la concurrence.

A cette revendication, le projet de révision, il faut l'en louer, refusera énergiquement de faire droit en se fondant sur l'esprit de large admission de l'article 113 de la loi : « Décréter légalement les *Meisterprüfungen*, disent les motifs ⁽¹⁾, cela serait une source infinie de chicanes, d'empêchements, d'exclusions des maîtres par les corporations. Le coût du chef-d'œuvre serait, lui aussi, une difficulté nouvelle pour entrer dans le métier et cela n'est pas admissible, *parce que cela n'est pas conforme à l'esprit moderne* ». Enfin, dans les *Kollektivgenossenschaften* surtout, la *Prüfung* ne pourrait être sérieusement organisée parce qu'il n'y a véritablement pas de compétence étroitement professionnelle.

D'autres plaintes sont formulées contre la preuve de capacité. On lui reproche d'être trop facile à obtenir ; les certificats

(1) *Motive zur Regierungsvorlage betreffend die Abänderung und Ergänzung der Gewerbeordnung*, 1896, p. 62.

ne sont pas donnés seulement par les corporations, mais encore quelquefois par les communes. Un contrôle de leur authenticité est très difficile à établir; on n'a aucun moyen de vérifier leur date. Les certificats falsifiés ou faux sont très nombreux; enfin, on accorde si libéralement des dispenses, que l'exigence légale devient souvent lettre morte.

Ces reproches sont manifestement exagérés, le dernier surtout. Presque toutes les corporations ont soin d'écrire, lors de l'admission d'un nouveau maître, aux autorités qui ont dressé le certificat pour se faire garantir son authenticité ⁽¹⁾. Quant aux dispenses, elles sont, on peut le dire, *très rares*. Dans les *Jahresberichte* de la Chambre de commerce de Brünn, pour prendre un exemple, on peut constater que, dans la période 1887-1894, sur 19.025 patentes délivrées, il n'y en a eu que 97, soit 0,5 p. 100, avec dispenses de la preuve de capacité.

La proportion est presque pareille dans le tableau dressé par Kobatsch pour Vienne pendant le quatrième trimestre de 1895 ⁽²⁾. La règle capacitaire reste donc une discipline générale. Ce ne sont pas, au demeurant, ces critiques de détail et de mise en pratique qui peuvent beaucoup émouvoir l'opinion. Mais il est des auteurs qui s'attaquent à l'institution elle-même avec un véritable acharnement, surtout Siegmund Mayer dans sa brochure de propagande : *Die Aufhebung des Befähigungsnachweises in Oesterreich* (Wien, 1893), et Leo Verkauf dans son opuscule : *Sozialreform in Oesterreich* (Wien, 1896).

« Précisément, dit Mayer, parce que la preuve de capacité n'a voulu aider qu'une petite partie de la classe moyenne, elle n'est pas arrivée à des résultats suffisamment concluants et décisifs. Les artisans pour lesquels elle existe ont tort de s'en féliciter puisque leurs pires ennemis sont ceux pour

(1) Verkauf, *loc. cit.*, p. 27.

(2) Kobatsch, *loc. cit.*, p. 815.

lesquels elle n'existe pas. En partageant ainsi en deux camps les forces des métiers, on n'est pas démocratique. Il faut la règle capacitaire pour tous ou il ne la faut pour personne ».

Mayer accuse, d'ailleurs, cette institution de toutes sortes de calamités : elle a rendu l'exercice de la petite industrie difficile au lieu de le faciliter ; elle a allumé, entre les artisans, une guerre nouvelle, douloureuse et comique parfois, comme la fameuse guerre des saucisses (*Wurstkrieg*) entre les *Selcher* et les *Fleischer*. La classification systématique et historique faite par les docteurs Frey et Maresch (Wien, 1894), des *Entscheidungen*, n'a servi à rien, et constamment il faut recourir à l'autorité pour lui demander encore son avis (4). Dans la période de 1883 à 1896, le total de ces *Entscheidungen* atteint le nombre considérable de 3.534 (2). Enfin, Mayer reproche encore le découragement causé aux inventeurs, critique vraiment peu sérieuse, puisqu'ils n'ont qu'à prendre une autre patente une fois l'invention déclarée, et, d'ailleurs, leur nombre, dans la petite industrie surtout, est tout à fait négligeable (3).

La commission de révision, en présence de ces critiques, manifeste la plus parfaite indifférence. Son désir est évidemment de consacrer les vœux des métiers, mais, sous le rapport de la preuve de capacité, elle reconnaît qu'il est impossible de rien modifier. « Etant donné, disent les motifs (4), la très grande division des aptitudes professionnelles, il est impossible d'apporter pour tous une preuve de capacité et encore moins une *Prüfung*. Pour quels métiers et quels ouvrages l'exiger ? Il est clair que pour faire une caisse ou un pantalon, il faut beaucoup moins d'aptitudes que pour faire une armoire, une table ou un habit complet. Une très

(1) Mayer, *loc. cit.*, p. 50-63.

(2) Grunenberg et Wilden, *Förderung des Handwerks in Oesterreich*. Neue Handwerkerbibliothek. Grefeld, 1898, t. V, p. 9.

(3) Kobatsch, *loc. cit.*, p. 817.

(4) *Motive*, p. 62. — V. aussi Grunenberg et Wilden, *loc. cit.*, p. 17.

grande distance reste donc entre les besognes usuelles (gewöhnlichen handwerkmäßigen Erzeugungen) *et le travail professionnel*. Le mieux est par conséquent de conserver la première détermination des métiers capacitaires, car elle a du moins le mérite d'avoir déjà créé des traditions et un état de fait, de protéger des spécialités bien définies. Et l'essentiel est avant tout de *maintenir hors de la sphère de protection du métier les éléments non fondamentaux* (gänzlich ungeeignete Elemente vom Gewerbe fernzuhalten ⁽¹⁾).

Nous ne pouvons nous arrêter ici à toutes les revendications utopistes irréalisables contenues dans le programme des *Handwerker*. Quelques-unes sont absurdes, comme l'extension de la preuve de capacité aux fabriques; d'autres sont extrêmement subversives et tendent à faire du régime corporatif une vraie tyrannie.

« Puisque la grande industrie est l'ennemie, s'écrie le prince de Lichtenstein, il faut l'absorber à tout prix. Il faut qu'à la mort de leurs détenteurs actuels, chaque fabrique tombe dans la corporation du métier le plus approchant, et que les privilèges capitalistes changent de mains, que la propriété d'un seul devienne la propriété de la collectivité; il n'y a que la personne de l'entrepreneur qui changera » ⁽²⁾.

La réalisation de ce plan socialiste n'est même pas concevable, car elle ébranlerait tout le système juridique. A quoi, d'ailleurs, servirait de rendre les artisans propriétaires des fabriques, puisque les procédés industriels y sont différents?

Violentes aussi et très nombreuses les demandes d'extension de la règle capacitaire au commerce, relativement aux marchandises vendues. Par cette exigence, pense-t-on, beaucoup de capitalistes se trouveront écartés et ce sont les artisans qui se créeront, par leur art, de véritables mono-

⁽¹⁾ *Motive*, p. 62-63.

⁽²⁾ Adler, *loc. cit.*, p. 46. — La même proposition est faite par l'abbé Hitze dans son livre *Schutz dem Handwerk*.

poles (1). Mais les difficultés d'application ne permettent même pas d'y songer et d'ailleurs la preuve de capacité serait au commerçant aussi inutile qu'au fabricant, car sa capacité ne réside nullement dans la connaissance de la production.

C'est surtout au Congrès de Reichenberg que les plaintes des artisans contre les commerçants atteignent le diapason le plus aigu. On ne saurait imaginer à quelles subtilités on voudrait conduire la réglementation. Les congressistes de Reichenberg, en majorité cordonniers et tailleurs, veulent assurer le commerce de chaussures et de vêtements aux seuls *Handwerker* proprement dits. Pour cela, ils demandent : 1° L'interdiction absolue aux marchands, aux confectonnaires, de vendre toutes marchandises fabriquées par des artisans ; 2° L'interdiction pour les marchands de prendre mesure aux clients, car le fait de prendre mesure de souliers ou d'habits suppose, disent-ils, une connaissance et une capacité technique et enfin elle est le préliminaire d'un acte de fabrication. L'interprétation de l'art. 38 de la loi, de même que la plupart des avis des Chambres de commerce, disent pourtant, au contraire, que le marchand a, en général, le droit de prendre mesure, tandis que la fabrication et la réparation restent proprement à l'artisan. Les congressistes reviennent alors à la charge et demandent, cette fois, que le droit de prendre mesure ne soit accordé qu'à ceux qui sont uniquement marchands de vêtements ou de chaussures et qui ont fait une déclaration expresse *les limitant à ce genre de commerce* pour lequel on peut les supposer préparés et avoir un peu les connaissances du métier. Mais il faut que le même droit soit rigoureusement retiré aux bazar-diers et déballeurs (*Gemichtwaarenhändler*). Il faut les contraindre à une déclaration précise et limitative de tous leurs articles, en les obligeant à abandonner la vente de

(1) Adler, p. 48. — Cf. Hampke, *loc. cit.*

ceux qui intéressent les artisans, au moins ceux siégeant dans la région ⁽¹⁾.

Le combat entrepris en haut contre les *Gemichtwaarenhand-ler*, dont l'importance est inquiétante dans les grands centres, se poursuit en bas aussi contre les petits colporteurs, les *Hausirer* qui vont de maison en maison, pionniers de la grande industrie, apportant avec eux des marchandises là où le métier qui siège n'a pas pu, quelquefois, faire pénétrer ses produits. Ces colporteurs n'ont pas de frais, pas de magasins à louer, pas d'éclairage, pas de personnel; le coût de leur vie est minime. Ils abaissent les prix dans des proportions colossales et ruinent l'industrie locale. Pour les combattre, on demande de fixer la quantité maxima de marchandises qu'ils peuvent vendre, ou même, d'une manière plus radicale, on veut leur interdire la vente de toute marchandise faite par les artisans. Enfin, d'autres voudraient aller plus loin encore et demandent que les communes aient, dans certains cas, le pouvoir discrétionnaire de prohiber absolument le colportage sur leur territoire.

De telles revendications sont manifestement inacceptables et n'entraîneront, cela va sans dire, aucune réforme. La commission d'enquête essaye vainement de faire entendre raison aux artisans. On ne peut prohiber, évidemment, les bazarriers ni les colporteurs qui, dans les campagnes surtout, rendent service aux pauvres. Et puisque dans les campagnes aucune capacité professionnelle ne se trouve positivement limitée, que l'épicier lui aussi, a le droit de tout vendre, comment pourrait-on retirer aux autres le même droit. Le gouvernement est prêt, cependant à sanctionner toutes les limitations que les Chambres de commerce jugeront nécessaires, car il n'y a qu'elles seules qui peuvent savoir d'une manière précise ce qu'il faut faire pour les artisans et ce qui est nécessaire au bien général ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Adler, *loc. cit.*, p. 49.

⁽²⁾ Ebenhoch, *loc. cit.*, p. 15.

Il faudrait des volumes pour analyser les réclamations, les reproches, les critiques parfois haineuses des artisans, les suspicions contre l'administration qui reviennent sans cesse comme le *leit-motiv* de toutes les questions. Il y a des attaques à fond contre le régime corporatif en soi et des remèdes proposés qui sont parfois d'une naïveté savoureuse : Les institutions communes ne se développent pas ? C'est bien simple, qu'on supprime toutes les coopératives d'achat qui existent et qu'on ne permette qu'aux seules corporations d'en créer de nouvelles ; qu'on en fasse en un mot l'exclusif avantage des seuls *Handwerker* ⁽¹⁾.

Il est des demandes aussi extrêmement tendancieuses qui auraient pour but de faire de la patente une arme de combat en essayant d'ailleurs d'assurer la complicité de l'autorité industrielle. On voudrait que, lorsqu'un futur maître demande sa patente à l'autorité en lui présentant son certificat capacitaire, celle-ci soit obligée d'aller, *en tous les cas*, prendre l'avis de la corporation, alors que d'après la loi de 1883, art. 14, la corporation ne doit qu'approuver la preuve de capacité présentée par le candidat.

L'autorité, à proprement parler, n'a jamais à aller prendre l'avis de la corporation, en dehors du cas où l'approbation de la preuve de capacité a été refusée par celle-ci pour des causes importantes ⁽²⁾.

Dans ce cas, il serait facile à la corporation de faire traîner les choses en longueur, au grave préjudice du nouveau candidat qui perdrait son temps et qui ne pourrait même s'employer comme *Gehilfe*, tous les patrons voyant en lui un concurrent futur.

Pour empêcher cet abus, l'autorité a le droit de demander des renseignements à la corporation d'où arrive le nouveau maître, et où il a été employé. Après une attente de 15 jours,

(1) Adler, *loc. cit.*, p. 52.

(2) C'est ce que précise d'ailleurs le nouvel art. 114, *in fine*.

l'autorité industrielle, si elle n'a pas reçu les renseignements demandés, peut délivrer la patente ; elle le peut, mais elle n'y est pas forcée. Elle a le droit de fixer un nouveau délai de 15 jours, surtout s'il y a des recherches à faire au loin. Mais, dans tous les cas, et c'est là le point important, c'est elle et non la corporation qui juge en dernier ressort s'il y a lieu de délivrer la patente (1).

Aussi ne faut-il pas s'étonner que le gouvernement ait refusé de laisser imposer aux *Gewerbebehoerden* cette subordination à l'autorité corporative. Les *Handwerker*, d'ailleurs, se proposaient d'aller encore plus loin et d'obliger l'autorité industrielle à retirer la patente lorsque le nouveau membre n'a pas payé le droit d'entrée, ce qui est contraire à tous les principes. On ne peut faire dépendre la délivrance de la patente du paiement du droit d'entrée, non plus que de l'acquiescement dans les délais. C'est à la corporation elle-même qu'il appartient de recouvrer ces taxes en la forme administrative (2).

Sur tous ces points, le projet de révision a eu raison d'écarter les prétentions exorbitantes du parti *Handwerker*. Il y avait cependant à tenir compte de certaines réclamations.

Voyons ce qui a été fait.

*
**

La grande enquête de 1893 avait révélé les faiblesses de l'organisation, de même que l'enquête par questionnaires (*mundliche Enquête*) envoyés aux corporations et dont les résultats ont été réunis par le député Ebenhoch. Tout le

(1) Adler, *loc. cit.* p. 77-78.

(2) Adler. *Ibid.* — La corporation des couvreurs à Vienne, en l'année 1899, comprenant 163 maîtres, avait un arriéré se montant à 4.500 couronnes et dans 63 cas, elle a procédé pour le recouvrement à l'exécution forcée. (*Bericht*, 1900, p. XLI).

monde était d'accord sur l'insuffisance relative des résultats et, chose curieuse, le projet de révision, accepté par le comte Taaffe, avait pour rapporteur favorable le Dr Exner « hostile au système corporatif » (1), mais qui voulut pousser l'expérience jusqu'au bout.

On ne pouvait certes conclure des lacunes ou des imperfections signalées, que l'effort vers une organisation nouvelle et autonome de la petite industrie n'avait en lui-même rien produit d'utile ; le groupement des professions était déjà un résultat précieux ; les discussions d'intérêt montraient aussi, d'une manière visible, « qu'une conscience se réveillait dans les métiers » (2).

Sans prétendre tout faire, la loi pouvait donner encore un encouragement nouveau en essayant de susciter l'esprit d'initiative des corporations vers des œuvres communes, en réglant un peu mieux l'organisation intérieure, enfin, en prenant des mesures énergiques pour assurer une meilleure organisation de l'apprentissage. Au milieu d'une agitation considérable du parti catholique avec le prince de Lichtenstein, et du parti *Handwerker* dirigé surtout par le bourgmestre de Vienne : Lueger, la Chambre, débordée par une foule de brochures, de pétitions, de revendications disparates et inacceptables, a eu du moins le mérite de se cantonner dans une œuvre modeste et précise. Elle n'a pas voulu faire proprement une loi nouvelle ; elle s'est bornée à reprendre par endroits l'œuvre de 1883, en y introduisant quelques légères modifications nécessaires. C'est, comme on l'appelle, la petite novelle industrielle du 23 février 1897, dont nous devons résumer les points principaux.

Intérêt commun des maîtres.—L'ancienne exigence, un peu décourageante de l'unanimité des membres pour la fondation des diverses coopératives industrielles que nous avons

(1) Brants, *loc. cit.* *Réforme sociale*, p. 198.

(2) Verkauf, *loc. cit.*, p. 38.

plus haut signalée, est sérieusement tempérée par une importante modification qu'introduit la révision de l'art. 115 *a*.

Les diverses sociétés coopératives, comme aussi les caisses facultatives de secours pour maîtres, peuvent être, bien que distinctes toujours de la corporation elle-même, *constituées avec la collaboration des fonds corporatifs*, quand le vote réunit une majorité de $\frac{3}{4}$ de tous les membres présents et sous réserve de l'approbation de l'autorité industrielle. La corporation ne peut prendre, à cet égard, de décision valable que sous la condition d'un certain *quorum* fixé suivant le nombre des membres dont elle se compose.

Elle peut aussi, sous réserve de ses diverses conditions, décider que tous ses membres doivent obligatoirement faire partie d'une caisse de secours ou de maladie pour maîtres, établie par elle ou à laquelle elle a adhéré. Relativement à la gestion financière, l'art. 115, pose aussi quelques principes nécessaires pour introduire, autant que possible, un peu d'uniformité dans l'administration des ressources.

Les corporations peuvent établir et prélever des droits d'entrée sur les membres et d'émancipation sur les apprentis. Mais le taux est fixé par l'autorité politique d'accord avec l'assemblée corporative qui peut faire également réviser les tarifs trop élevés.

Du revenu annuel du droit d'incorporation, les $\frac{3}{4}$ seulement peuvent être employés en dépenses courantes, le reste doit être capitalisé. Du produit des frais d'apprentissage, la moitié au plus, peut servir aux dépenses d'administration de la corporation, le reste doit être employé à des fins concernant l'amélioration de l'apprentissage. Les dépenses nécessaires à la corporation, non couvertes par ces revenus, sont, pour le reste, réparties entre les membres, conformément aux statuts.

Ces règles ont, il faut le reconnaître, le double mérite de préparer l'éducation financière des corporations encore un peu jeunes et inexpertes et aussi, de les pousser à la consti-

tution d'un fonds de réserve, garantie de leur bonne administration. Enfin, elles montrent également le souci qu'a le législateur pour l'amélioration du sort des apprentis.

C'était en effet la réorganisation de l'apprentissage, objet de réclamations les plus importantes, qui était la principale raison d'être de la révision de 1897.

D'après les articles 75 et 100 de la loi de 1883, les chefs d'entreprise étaient obligés de veiller à ce que les apprentis visitassent les écoles jusqu'à 18 ans révolus. Mais cette prescription n'avait pas produit grand résultat ; on recommandait bien, aux autorités de surveillance, de frapper de peines les maîtres récalcitrants, mais ceux-ci préféraient souvent payer des amendes légères que de perdre le profit de quelques heures du travail de leur apprenti (1).

De même, bien d'autres abus continuaient à se produire comme l'utilisation de l'apprenti aux travaux domestiques, le retard dans l'émancipation, l'emploi abusif des forces, la négligence dans l'instruction professionnelle, etc. La loi a essayé d'y remédier et elle introduit des sanctions de deux ordres : pour l'apprenti qui n'est pas en règle, la prolongation de l'apprentissage, pour le patron qui manque à ses devoirs le retrait temporaire ou définitif du droit d'avoir des apprentis.

D'après la révision des art. 99 *b* et 100, l'apprenti voit son temps d'apprentissage prolongé sur rapport de l'inspection scolaire ou des autorités industrielles, lorsqu'il néglige, par sa faute, l'enseignement, ou qu'il n'a pu subir la *Prüfung* prescrite par les statuts de la corporation compétente.

Quant aux patrons (art. 100 et 137 nouveaux), le droit d'avoir des apprentis leur est retiré quand ils ne se conforment pas aux obligations qui leur incombent, ou quand ils se rendent coupables de graves manquements à leurs devoirs en ce qui concerne soit le traitement, soit l'enseignement

(1) Kobatsch, *loc. cit.*, p., 825-829.

industriel, tels qu'ils sont conçus dans l'ancien art. 100 de la loi auquel on ne modifie rien. Sur première sommation, le droit est retiré pour un temps, en cas de récidive le retrait est définitif.

Tels sont les points essentiels de la petite *Novelle* du 23 février 1897. Elle devait entrer en vigueur trois mois après sa publication et une circulaire du 21 juin 1897, adressée aux Chambres de commerce, en développait largement l'esprit, faisant en outre appel aux corporations pour sa bonne exécution, pour la surveillance sérieuse de l'apprentissage et la bonne organisation des *Prüfungen*.

*
**

Une dernière réforme, et non des moins importantes, allait apporter aux corporations un secours considérable par la création d'une administration propre, consacrée exclusivement à leurs besoins et distincte des autres autorités industrielles. Nous voulons parler des *Genossenschafts-Instructoren*, créés par l'ordonnance du 31 mai 1899 (R. G. B., n° 98)⁽¹⁾, rendue par le Ministre du Commerce sur l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

Le but de ces instructeurs corporatifs est à la fois de surveiller les corporations, leur gestion, leur administration et aussi de les « entraîner » vers des institutions ou des améliorations possibles, utiles ou bienfaisantes, en assistant à leurs séances, en leur donnant des conseils, en les entourant chacune individuellement et suivant les circonstances d'une tutelle éclairée. L'inspection du travail proprement dite et du personnel ouvrier n'est qu'une toute petite partie de leur mission.

(1) *Verordnung des Handelsministers im Einvernehmen mit dem Minister des Innern, vom 31 mai 1899, betreffend die Bestellung von Genossenschafts-Instructoren.*

Avec ce service nouveau, c'est le couronnement de l'édifice qui s'achève. La petite industrie devient positivement un système social ayant, non seulement son régime juridique propre, mais des agents distincts pour en assurer le fonctionnement. On voit poindre en outre, ici, une action nouvelle de l'Etat en vue d'une protection pratique et directe des métiers qui, nous le verrons tout à l'heure, prendra bientôt une importance considérable.

D'après les termes de l'ordonnance, les instructeurs corporatifs ont le devoir de protéger et de surveiller l'établissement des corporations et principalement de demander et provoquer les mesures de nature à favoriser la création des institutions corporatives annexes (*Nebeninstitutionen*) : assemblées d'ouvriers, tribunaux arbitraux ; de cultiver l'esprit d'association, d'encourager la fondation d'œuvres humanitaires (caisses de secours pour maîtres, ouvriers, apprentis), d'écoles et de cours professionnels, d'éclairer les intérêts économiques des artisans en ce qui concerne l'usage de magasins, de matières premières ou de vente, l'utilisation en commun d'ateliers et de force motrice, etc., etc.

Ils doivent ensuite surveiller la gestion des patrimoines corporatifs, leur situation financière. Ils ont le droit de prendre part, avec voix consultative, à toutes les assemblées. Les corporations sont engagées à tenir compte de leurs vœux et de leurs conseils et elles doivent leur présenter les pièces, livres et documents de nature à les éclairer.

Dans leur mission, les instructeurs corporatifs doivent considérer que le but de l'organisation des métiers se trouve principalement réalisé par les groupes à caractère professionnel et que les corporations régionales viennent en deuxième ligne (§ 5 *in fine*).

Ils doivent également, en s'inspirant des situations locales, favoriser, autant que possible, la création de fédérations corporatives.

Conseillers des corporations, au nom de l'autorité (*autori-*

tativer Beiræther), ils lui apportent ses vœux et, en sens inverse, ils font part de leurs réclamations au Ministère du Commerce, dont ils dépendent, et qui détermine le ressort de leur inspection, d'accord avec le Ministère de l'Intérieur.

Chose à noter, les autorités de la grande industrie et les autorités politiques de la région ne peuvent pas occuper l'emploi d'instructeurs corporatifs. On a eu égard ici à la méfiance plus ou moins avouée des métiers envers l'administration, mais celle-ci a à collaborer avec les instructeurs corporatifs et à délibérer avec eux aussi souvent qu'il est nécessaire.

Tel est, en bref, le nouveau service organisé par l'ordonnance du 31 mai 1899. D'après les *Berichte*, il a, jusqu'à présent, fonctionné à la satisfaction de tous et a reçu partout un accueil sympathique.

A part quelque flottement au début, en ce qui concerne la délimitation des ressorts, ainsi que le fait remarquer le *Gremium der Kaufmannschaft à Wiener-Neustadt* ⁽¹⁾, l'influence bienfaisante s'en est fait sentir à peu près partout. C'est aux instructeurs corporatifs notamment, qu'on doit, à Vienne surtout, un nombre considérable de nouvelles ententes corporatives d'ordre économique, ainsi que pas mal d'institutions communes qui ont été fondées ou remaniées.

Quant à l'inspection du travail proprement dite, elle paraît avoir gagné considérablement, au point de vue de la surveillance et de l'application des règlements corporatifs, dans les petits ateliers ⁽²⁾.

Mais le résultat le plus important est que, depuis cette institution, on peut constater une plus grande prédominance des intérêts professionnels. « La circonscription se rétrécit en même temps que le métier se spécialise » ⁽³⁾.

⁽¹⁾ *Berichte in N.*, 1901, p. III.

⁽²⁾ *Bericht in N.*, 1903, p. XLII.

⁽³⁾ Brants, *La Politique du relèvement des métiers en Autriche. Réforme sociale*, juillet 1900, p. 29.

Une conscience plus nette des intérêts économiques en paraît résulter. Mieux éclairées sur ce qui leur serait utile, les corporations semblent s'ingénier davantage, n'hésitant pas à faire certaines avances dans des buts d'utilité collective, cherchant à connaître les besoins de leurs membres et à les satisfaire. Elles montrent, en un mot, une initiative nouvelle et, sortant enfin de leur antique routine, marchent vers le progrès.

Ce sont par exemple les cordonniers de *Modling* qui réalisent, en 1900, par la vente des cuirs dans leurs magasins de matières premières, un bénéfice net de près de 4.000 couronnes. La corporation des fabricants de pianos et celle des fabricants d'instruments de musique se réunissent pour fonder à Vienne une maison d'exportation et même envoyer des voyageurs à l'étranger ⁽¹⁾.

La corporation des bouchers de Vienne arrivera à vendre, dans l'année 1898-1899, 3.180 tonnes de suif. Sur son initiative et à frais communs avec les hôteliers, les marchands de gibier, les glaciers et les pâtisseries, elle fonde la fabrique de glace des industries d'approvisionnement viennoises « *Eisfabrik der Wiener Approvisionierungsgewerbe* » qui dessert, en 1900, près de 2.000 membres et dont le succès dépasse toute espérance. (Dépenses d'installation : 656.616 couronnes. Bénéfice net après amortissement à 5 % en 1900 = 161.161 couronnes) ⁽²⁾.

C'est encore la Société des tapissiers de Vienne qui agrandit, en 1900, son local de nettoyage de tapis, les boulangers de Trente et Rovereto qui fondent une installation de pétrissage avec four commun, les artisans des métaux à Fulpmes (Tyrol) qui créent, pour leurs membres, un atelier central dont tous peuvent profiter par roulement, etc., etc.

La place nous manquerait ici si nous voulions signaler toutes les corporations de la petite industrie qui prennent

⁽¹⁾ *Bericht in N.*, 1900, p. LVIII.

⁽²⁾ *Bericht in N.*, 1900, LIV.

part à l'exposition internationale de Paris en 1900, surtout dans la section si merveilleusement belle de l'art et l'habitation; chacun a vu leurs remarquables envois et les a admirés comme ils le méritaient.

Toutes les institutions communes, pourtant, ne réussissent pas, témoin le magasin de cuirs des cordonniers de Baden qui, mal géré, est obligé, en 1900, de liquider presque à perte ⁽¹⁾; mais c'est là l'infime rareté.

Voilà ce qui est dû, on peut le dire, à la surveillance éclairée, aux sages conseils des instructeurs corporatifs. En matière d'apprentissage, ils s'attachent aussi à secouer un peu l'indifférence des corporations; quelques bons résultats semblent avoir été obtenus déjà sur l'organisation des *Prüfungen*, principalement dans les grandes villes, Brunn, Pilsen, Olmutz. Mais c'est là encore le côté faible des résultats. Les instructeurs peuvent donner de bons conseils en matière commerciale. Ils ne savent pas assez sur les questions techniques étant donné surtout la variété infinie des professions. C'est de ce côté qu'il reste encore beaucoup à faire pour le relèvement des métiers, mais la tâche est bien ardue, bien difficile. Elle exige une appréciation exacte des situations particulières, des besoins positifs des industries, une tutelle sage et prudente et aussi, il faut bien le dire, des compétences très spéciales qu'il est malaisé de trouver.

(1) *Bericht in N.*, 1901, LVI.

CHAPITRE VII

Protection positive de la Petite Industrie par l'État.

On ne saurait dire jusqu'où pourra aller, pour la petite industrie, le mouvement des réformes législatives. Il manque encore aux groupes corporatifs de l'expérience et de la méthode; mais, sous l'influence des faits, ils paraissent prendre cependant une claire conscience de leurs besoins et cherchent à leur donner une formule plus satisfaisante.

Passablement confuses, il est vrai, et parfois même non exemptes d'exagérations et d'utopies, les revendications se précisent néanmoins et, à part la question de mise au point, c'est déjà beaucoup que des groupes si jeunes aient pu donner par eux-mêmes de pareilles preuves d'activité. Les corporations sont, dès à présent, des formes qui vivent. Leurs intérêts se dégageront d'eux-mêmes. De ce côté n'est point le mal; les réformes viendront à leur heure et le fonctionnement de l'appareil juridique pourra s'améliorer.

Ce qui est plus grave, c'est l'état de détresse chronique de la petite industrie, sa stagnation persistante et même son recul, pour certaines catégories de métiers. C'est la pauvreté des ressources, la routine de la technique contre laquelle on

ne réagit malheureusement point assez. La coopération, les institutions communes, malgré l'encouragement que semble leur donner la révision de 1897, ne se développent pas autant qu'il le faudrait.

Tout ce qui touche à l'organisation économique, à la formation professionnelle est encore très en retard, et les progrès législatifs ne serviront pas à grand'chose, tant qu'on aura pas amélioré cette situation de fait. Depuis ces dernières années, l'Etat, en Autriche, manifeste de ce côté des préoccupations extrêmement sérieuses et d'un haut intérêt social. Il paraît comprendre qu'il ne suffit pas d'avoir doté les artisans, par la corporation, d'un instrument très général de synthèse et de défense leur permettant tout juste de prendre position, mais qu'il faut encore, après ce secours théorique et tout négatif, une aide matérielle et directe.

Il faut, dans un système de protection positive (*Positive Förderung des Kleingewerbes*), s'attaquer au malaise et chercher des remèdes appropriés. Quoiqu'on fasse, l'expérience le montre, le domaine de l'association et du *Sebsthilfe* reste trop limité. L'entraînement manque, il faut que l'action de l'Etat le provoque elle-même en facilitant la propagation des méthodes nouvelles, en encourageant l'amélioration de la technique, en essayant aussi, par certains sacrifices et certaines avances sagement faites et remboursées petit à petit, de donner aux artisans du crédit, de leur prêter et leur permettre d'acquérir, aux meilleures conditions possibles, sans intermédiaire, des machines perfectionnées, de leur réserver exclusivement l'adjudication de certaines fournitures publiques, enfin, de les aider, par tous les moyens pratiquement réalisables et susceptibles d'entraîner pour eux une amélioration ou un progrès.

Ce programme a déterminé, en Autriche, une action de l'Etat tout à fait nouvelle qui, à l'heure actuelle, a pris déjà un développement extraordinaire et qui est certainement une des plus intéressantes des temps modernes.

L'existence de groupes organisés devait, il faut bien le dire en faciliter grandement la mise en œuvre en permettant, par la suffisante concentration des intérêts, de donner aux secours une large utilisation collective. C'est certainement le système corporatif qui a rendu, en Autriche, la nouvelle action de l'Etat possible et surtout profitable. L'exemple est à méditer pour les autres pays uniquement soucieux des intérêts de la grande industrie; il ne saurait non plus rester ignoré au point de vue général de la science économique, car il a donné lieu à des applications extrêmement ingénieuses. Dans tous les domaines, les résultats sont déjà sensibles. De nouveaux services propres à la petite industrie ont été créés et par là, son autonomie particulière, sa séparation des autres formes s'est accentuée. Enfin, l'idée de fonction de l'Etat, ailleurs très restreinte en matière industrielle, à pris à la faveur de ce mouvement un développement inattendu.

Encore ici l'idée moderne de la corporation se différencie profondément de l'ancienne. Autrefois, l'état abandonnait aux groupes, d'une manière purement fiscale, leurs fonctions administratives et se déchargeait par avance de tout souci à leur égard : c'est uniquement par eux-mêmes, par leurs œuvres de mutualité et leurs institutions particulières qu'ils pouvaient se maintenir. A cette époque, d'ailleurs, le *Sebsthilfe* corporatif pouvait largement suffire, la petite industrie était puissante et représentait toute la vie industrielle. Aujourd'hui, la petite industrie est à la fois plus pauvre et plus éparpillée, les services qu'elle organisait jadis pour elle sont maintenant devenus le fait d'administrations qui lui sont étrangères, et le développement urbain qu'elle contribuait à former la déborde de plus en plus. Les corporations, qui trouvaient en elles-mêmes les moyens de vivre et même de secourir leurs membres, ne peuvent songer à pareille initiative à présent, sous peine de courir à leur ruine. L'Etat qui, sous l'ancien régime, s'était enrichi par elles, ne les aidait point. Aujourd'hui la nouveauté est qu'il songe à les

aider, à en faire les bénéficiaires d'une œuvre sociale nouvelle qu'on pourrait appeler l'assistance du *Kleingewerbe*.

C'est à partir de 1892 que ce plan d'action commence à se préciser. A la suite d'une motion de Max Menger, le député libéral bien connu dont l'initiative, en cette matière, peut nous surprendre un peu, le gouvernement accepta le vote d'un crédit de 10.000 florins (20.000 couronnes) pour encourager, dans la petite industrie, l'emploi des machines, moteurs, etc., et des nouvelles méthodes de travail. L'auteur de la motion a donné un commentaire intéressant, en montrant surtout, dans quelle puissante mesure l'idée corporative pouvait aider à la socialisation des secours. « Il établit aussi la possibilité, pour certaines petites industries, de soutenir la concurrence en se perfectionnant, mais que de difficultés à vaincre : routine, ignorance, défiance, manque de capitaux et de crédit ! Les écoles techniques sont bonnes pour l'avenir, mais elles manquent et puis les artisans actuels n'y peuvent aller, il faudrait que les apprentis pussent trouver ces systèmes nouveaux à l'atelier » (1).

Pour que les maîtres actuels se tiennent au courant, il importe au premier chef, de répandre largement les connaissances, les expériences, de faire des conférences dans des milieux à choisir. Déjà les cordonniers ont pris, dit Menger, en certains endroits, des mesures de ce genre à leurs frais, par exemple à Schässburg, à Jägerndorf. Il faudrait généraliser ce système et susciter un entraînement plus général. Au fond, l'action de l'état doit agir dans le même sens que le coopératisme, mais en lui prêtant ce qui lui manque : des principes et des capitaux.

Dès le vote de la motion Menger, au début de l'année 1892, une section particulière du Ministère du commerce fut spécialement affectée, sous le nom de *Gewerbeförderungs-*

(1) Brants, *Le régime corporatif*, p. 69-70. V. sur la motion Menger, Kobatsch, *op. cit.*, p. 792.

dienst (*G. F. D.*) (service de secours aux métiers), à l'étude méthodique des moyens destinés à l'amélioration *matérielle* de la petite industrie.

Présidée par le comte Bela von Weigelsperg, chef de section au ministère, elle compta bientôt, parmi les membres, d'illustres représentants du Reichsrath et du Landtag. Tous les partis, on peut le dire, lui ont apporté leurs lumières : des libéraux comme Max Menger, Adamek, Foerg, Göz, Pacher; des socialistes comme Auton von Harpke, président du *Gewerkverein* de la Basse-Autriche; de hauts fonctionnaires comme le comte Auersperg, conseiller au Ministère de l'intérieur; Arthur Breycha, Wilhelm Exner, qui présidera le Comité d'exécution, enfin des maîtres éminents de la science économique, comme le Dr Inama Sternegg et M. le professeur Dr Eugen Philippovich von Philippsberg, de l'Université de Vienne ⁽¹⁾

D'année en année, les modestes crédits ouverts par le Ministère du commerce pour la protection de la petite industrie se sont accrus dans des proportions considérables, comme le montrent les chiffres suivants :

1892.....	25.000 k.	1897.....	271.000 k.
1893.....	40.000	1898.....	350.000
1894.....	40.000	1899.....	427.700
1895.....	89.000	1900.....	559.040
1896.....	271.000	1901.....	599.960

Une foule de subventions locales et particulières ont également combiné leur action avec celle du *G. F. D.*, et l'ensem-

(1) Le séminaire organisé par M. Philippovich et les publications qu'il a fait paraître dans la collection « *Wiener Staatswissenschaftliche Studien* », contiennent sur notre question de très remarquables études, notamment : *Ueber die Lage des Handwerks in Oesterreich*, de E. Adler. C'est à M. Philippovich aussi que nous devons la communication, par voie consulaire, des *Berichte*, du Ministère du commerce et des statistiques corporatives. Qu'il nous soit permis de lui adresser ici, l'expression de notre sincère reconnaissance et de notre profond respect.

ble des sommes consacrées actuellement à l'œuvre dépasse, à l'heure actuelle, 5.000.000 de couronnes.

Chaque année, depuis 1894, le *Gewerbeförderungsdiens*t publie un volumineux et intéressant rapport (1) où il rend compte de l'étude des moyens de secours, de leur organisation administrative et des résultats obtenus. C'est en examinant ces *Berichte* que l'on peut mesurer l'effort et les bienfaits de cette administration, une des plus savantes de notre époque. Elle s'est proposé un triple but : d'abord, l'amélioration technique de l'outillage industriel par le prêt d'instruments de travail, d'outils et de machines, et aussi par la création d'ateliers centraux. Ensuite, le développement des institutions économiques par des protections accordées pour le développement du crédit et des sociétés coopératives. Enfin, le perfectionnement technique de l'éducation professionnelle et de l'apprentissage.

Pour atteindre ces divers buts, une foule de moyens ont été mis en œuvre : créations d'expositions temporaires ou permanentes concernant la petite industrie, avec indemnités de déplacement accordées aux artisans pour les visiter; envoi aux unions corporatives d'instruments de travail et de machines, sous des conditions très favorables d'acquisition et sous le contrôle d'inspecteurs spéciaux qui en enseignent l'usage et en surveillent le fonctionnement. Extension des affaires du *Kleingewerbe* par l'adjudication totale, aux métiers, des fournitures de l'armée et des administrations publiques qui leur sont payées même avant livraison. Création de cours de maîtres (*Meistercürse*) à Vienne, pour les industries les plus importantes (cordonniers, menuisiers, tailleurs, serruriers, charpentiers), avec indemnités pour suivre ces cours; tournées faites, hors de Vienne, par des professeurs techniques (*Wanderunterricht*); enfin, protec-

(1) *Bericht des K. K. Handelsministerium über die Förderung des Kleingewerbes*. Il paraît chaque année. V. surtout ceux de 1901, 1903 et 1905.

tions étatiques innombrables pour faciliter la création de sociétés coopératives et le développement du crédit (1).

I

Le Gewerbemuseum de Vienne et les expositions permanentes et temporaires.

La section exécutive chargée, sous l'autorité du Ministre du commerce, de la haute direction du service, a son siège au Muséum technologique de Vienne, fondé depuis 1885. Présidée depuis sa fondation par le directeur Exner, elle compte, à l'heure actuelle, une cinquantaine d'employés et de fonctionnaires et réunit l'ensemble des divers services organisés. C'est elle, notamment, qui est chargée d'étudier les nouvelles machines-outils, les petits moteurs et d'en organiser des expositions; de fonder et de subventionner les cours pour maîtres à Vienne et de régler les indemnités à accorder aux artisans qui les suivent, de statuer sur l'opportunité des cours analogues à établir hors de Vienne et d'examiner toutes les demandes qui en peuvent être faites. C'est encore à elle qu'incombent tous les règlements relatifs à la cession des instruments de travail par le ministère aux divers groupes corporatifs, le service des subventions, l'assortiment des échantillons et de modèles devant servir aux adjudications de fournitures militaires, etc.

A côté de l'administration officielle, de la chancellerie et des bureaux très nombreux, comme toujours, en Autriche,

(1) Philippovich, *op. cit.* *Positive Förderung des Handwerks durch den Staat*, p. 115. — V. aussi Dr A. Grunenberg, *Förderung des Handwerks in Oesterreich (neue Handwerkerbibliothek herausgegeben von Dr Grunenberg und Jos. Wilden)* 5^e Bändchen (Krefeld. Wilhelm Greven). W. Exner : *Staatliche Gewerbeförderung in Oesterreich (Zeitschrift für socialwissenschaft, 1902. Heft. III, p. 179.)*

le *G. F. D.* compte un grand nombre de conseillers. Un de ceux-ci, M. E. Th. Stratzkaney, qui s'est déjà fait une grande réputation dans des voyages de conférences auprès des diverses corporations, est chargé de toutes les questions se référant au développement de l'activité corporative (*Consulent in genossenschaftlichen Angelegenheiten*).

Les nombreux professeurs chargés de l'organisation des *Meistercürse* de Vienne, sont aussi membres de droit du *G. F. D.* Citons entre autres MM. Kuhn, Hulka, le professeur Hoffmann. Enfin, la direction de Vienne compte aussi parmi les membres correspondants, le directeur du *Gewerbemuseum*, de Brünn : M. Darilek. les présidents des *G. F. D.* subsidiaires fondés ces derniers temps avec les subventions du ministère et des divers gouvernements locaux à Brünn, Prague, Klagenfurt, Innsbruck et Bozen (1858). Chaque année des voyages d'information et d'inspection sont faits dans les diverses unions corporatives pour étudier sur place leurs besoins, encourager la création d'ateliers modèles, surveiller l'usage des subventions et des machines, etc., etc. (1).

Une des toutes premières œuvres et des plus importantes réalisée dès le début par le *G. F. D.* a été l'exposition permanente de la petite industrie établie dans un local spécial du *Gewerbemuseum* (*Severingasse*, n° 9). Elle comprend plusieurs divisions : Machines pour le vêtement et l'industrie textile, pour les travailleurs du bois, pour les métaux, pour la reliure, petits moteurs, moteurs électriques utilisables dans la petite industrie, plans d'ateliers-modèles, nouveaux procédés techniques. Les objets exposés sont changés au fur et à mesure que les nouveautés apparaissent ; mais les anciens restent exposés dans la galerie des machines qui a été encore agrandie (22 avril 1899).

Un règlement fait par le *G. F. D.* arrête les conditions aux-

(1) V. *Bericht über Förderung*, 1900 (Wien 1901), p. 14 et 15. — Année 1905 (Wien 1906), p. 19.

quelles sont soumis les objets à exposer, et les mesures destinées à faciliter aux artisans des divers métiers l'accès de l'exposition.

Les objets qui peuvent être exposés sont les petits moteurs jusqu'à 10 chevaux (10 PS), les outils et instruments à l'usage de la petite industrie, les appareils d'éclairage et de chauffage, les programmes d'enseignement et les modèles. Exception est faite pour tous objets pouvant occasionner des dangers d'explosion ou d'incendie. Ils sont d'ailleurs soumis à des épreuves préalables. Plusieurs dispositions règlent encore les conditions relatives à la place, aux mentions et à l'envoi.

Pour avoir le plus grand nombre possible d'exposants, le *G. F. D.* prend à sa charge, outre les frais relatifs à la mise en place, aux assises nécessaires des moteurs, ceux qui concernent l'établissement des courroies de transmission, les éléments nécessaires à la marche des machines : charbon, gaz, vapeur, électricité, la conservation des caisses, l'assurance contre l'incendie, etc., etc.

Pour faciliter le plus possible l'accès de l'exposition aux artisans qui demeurent hors de Vienne, le ministère fournit aux délégués (maîtres ou compagnons) désignés par les diverses corporations, une indemnité qui comprend le prix du voyage en 3^e classe et un traitement fixé, à l'heure actuelle, à 6 couronnes pour chacun des trois jours que la visite doit, au maximum, comporter ⁽¹⁾

Un service spécial établi dans l'exposition montre aux artisans l'usage des machines, leur en indique les avantages, les conditions d'acquisition facilitées, nous le verrons, par un système d'acomptes annuels. On leur fait aussi visiter les *Meistercürse* qui se tiennent dans le même établissement. On leur donne gratuitement tous les renseignements nécessaires à la fondation et aux statuts des coopératives diverses (*Pro-*

(1) En 1899 c'était 8 couronnes pendant 5 jours.

ductiv-Werk-Rohstoff-Magazin-Genossenschaften) et autres institutions analogues pour lesquelles l'État offre le concours de ses avances. En un mot, on essaye de réveiller leur initiative, de leur montrer la voie des améliorations professionnelles et du progrès économique. Les visites deviennent chaque année de plus en plus nombreuses (1).

D'autres expositions permanentes organisées hors de Vienne sous la direction du *G. F. D.* et dans un but analogue, reçoivent également des subventions du ministère du commerce. Ainsi en est-il du *Gewerbemuseum* de Prague, de Reichenberg, de Brünn, de Klagenfurt et du *Gewerbererein* de Styrie. Quant aux expositions temporaires généralement plus nombreuses, le ministère du commerce en partage assez souvent les frais avec les chambres de commerce ou les *Landesauschüsse*. Autant que possible les dépenses nécessaires sont couvertes par l'administration et des indemnités doivent être allouées aux délégués corporatifs.

II

L'organisation de Meistercourse et des Auswärtige Fachcourse.

Bien que très utiles comme aperçu général, les expositions ne peuvent jamais donner que des connaissances assez superficielles. Il est nécessaire encore de répandre, d'une manière plus complète, plus pénétrante, les progrès des méthodes d'enseignement et surtout de faciliter leur mise en pratique pour les métiers. C'est ce qu'a voulu le *G. F. D.* en organisant la très bienfaisante institution des cours pour maîtres.

(1) V. les graphiques mensuels des *Berichte über Förderung*.

Le but auquel répondent ces *Meistercürse* est tout à fait différent de celui des écoles professionnelles (*Fachschulen*) qui forment simplement les artisans et les mettent à même d'exercer le métier de leur choix. Elles ne sont, d'ailleurs, pas aussi nombreuses en Autriche qu'il serait nécessaire. Une fois son éducation générale terminée, celui qui est devenu maître n'y revient plus. Il garde ses vieux procédés, sa technique apprise, ses traditions et sa routine, sans songer à améliorer son art. Comment cela d'ailleurs lui serait-il possible ? Le travail de chaque jour l'oblige à rester à l'établi et absorbe tout son temps disponible. Il ne pourrait pas, sans un grave préjudice, l'employer à apprendre et à se perfectionner. Le *Meistercurs* a pour objet de faire part aux artisans des progrès réalisés dans leur branche industrielle et de leur fournir un enseignement qui évite, c'est là surtout ce qui est remarquable, toute espèce de préjudice matériel et toute perte quelle qu'elle soit.

Le *Meistercurs*, en effet, n'est pas comme on pourrait se l'imaginer un cours gratuit, c'est beaucoup mieux. C'est un cours qui paye tous ceux qui y assistent. Nécessitant, en effet, la présence constante des auditeurs pendant plusieurs semaines, il fournit en compensation, à tous ceux qui le fréquentent, des indemnités représentatives de leur bénéfice ou de leur salaire journalier moyen. C'est, on le voit, de la part du ministère un sacrifice considérable. Ces cours créés uniquement pour les artisans déjà formés (maîtres et compagnons) et pas pour les apprentis, sont professés au siège du *G. F. D.* à Vienne, dans des ateliers modèles dont l'aménagement a coûté plus de 100.000 Kr.

Depuis 1894, date de leur création ⁽¹⁾, on en comptait en 1900 six en activité pour les métiers suivants qui représentent, en Autriche, les plus fortes branches de la petite industrie :

(1) V. *Gewerbeförderungsbeirath*, 21 novembre 1894.

Date de création des cours.	Industrie.	Nombre des artisans de cette industrie en Autriche.
Février 1895	Cordonniers	60.000
Mars 1896	Menuisiers	51.000
Août 1897	Tailleurs	38.500
Janvier 1899	Serruriers	26.000
Janvier 1899	Charpentiers	4.300 ⁽¹⁾

Le succès de ces premiers cours en a fait créer, ces derniers temps, de nouveaux (galvanoplastie, reliure, dentelle, etc.) et on en compte actuellement plus d'une douzaine. Près de chaque cours est établi un comité technique comprenant les plus importants artisans de Vienne et chargé d'arrêter les programmes et de diriger l'enseignement ⁽²⁾.

Pour les cordonniers et les tailleurs le cours complet dure 6 semaines, pour les menuisiers 8 semaines, pour les charpentiers 12 semaines, le dimanche excepté naturellement. Les matins de 8 à 12 : leçons et conférences ; les après-midi de 2 à 7 : travaux pratiques.

Un mot maintenant sur la façon dont ont été fixées les indemnités, élément essentiel des *Meistercürse*. L'indemnité qui est de règle pour tout fréquentant, a pour base le bénéfice ou le salaire moyen dont il se trouve privé par sa présence au cours. Elle est plus élevée, en général, pour le maître que pour le compagnon, sauf cependant dans les cours pour charpentiers où tous deux touchent la même somme. Pour les artisans demeurant hors Vienne qui ont, eux surtout, grand intérêt à suivre ces cours, l'indemnité est aussi généralement plus élevée que pour les artisans de Vienne ; Mais quelle que soit la ville d'où l'on arrive, c'est toujours la même somme fixe qui est donnée et les frais de voyage aller et retour restent en tous les cas à la charge du bénéficiaire.

(1) Statistique du G. F. D., 1900.

(2) On trouvera le détail de ces programmes très suggestifs dans le *Bericht über Förderung* de 1899. (Wien 1900). Anlage III, p. 164-180.

Voici, à titre, d'exemple dans les années 1899 et 1900 (il n'a guère varié depuis) le taux des indemnités allouées à chaque assistant pour les divers cours, suivant leur durée.

Années	Cours de semaines	Pour les artisans hors Vienne		Pour les artisans demeurant à Vienne.	
		Maitres	Compagnons	Maitres	Compagnons
1899	6	180 Kr.	140 Kr.	120 Kr.	100 Kr.
»	8	240 »	190 »	160 »	140 »
»	12	240 »	240 »	200 »	200 »
1900	6	120 »	100 »	120 »	100 »
»	8	240 »	190 »	160 »	140 »
»	12	240 »	240 »	200 »	200 »

Comme on le peut penser, ce ne sont pas des artisans quelconques, les premiers venus qui peuvent obtenir de suivre les *Meistercürse* et profiter des indemnités allouées à cet effet. Il faut pour obtenir cette espèce de bourse d'études outre certaines conditions d'âge (24 ans au moins, 45 au plus), être spécialement désigné par la corporation comme capable (*tüchtig*). Les groupes corporatifs ont là un rôle bien intéressant de recommandation. A vrai dire, une pareille organisation ne paraîtrait guère possible sans leur concours. Souvent, d'ailleurs, l'artisan recommandé aux *Meistercürse* par une corporation devient pour elle un véritable chargé d'affaires. A l'occasion de l'enseignement qu'il doit recevoir, il connaîtra les machines et leur usage, il profitera d'utiles conseils qu'il transmettra, à son retour, à ceux qui l'ont envoyé. C'est donc, pour beaucoup de groupes, une occasion d'entrer en relation directe avec le *G. F. D.* et ils l'ont bien compris. Dans l'enseignement, une large part est faite aussi à la connaissance générale du droit et de l'économie politique pratique et les programmes, comportant même des conférences sur les fondations coopératives et les statuts, semblent tout à fait répondre au but qu'on s'est proposé. D'autre part, les ateliers modèles où se tiennent les cours sont des exemples utiles au point de vue des conditions d'hygiène, d'éclairage, d'aération. Les dimanches sont généralement

consacrés à des excursions et des visites aux ateliers et aux musées¹ de Vienne ou des environs, sous la direction de professeurs qui font connaître, par la pratique, les améliorations désirables. Enfin, des pauses, pendant le travail, permettent aux divers élèves venus de presque toutes les régions de lier connaissance et d'échanger des idées.

Pour qu'on puisse mieux tenir compte des besoins d'enseignement industriel de chacun et se mieux appliquer à sa formation personnelle, on n'en réunit aux *Meistercürse* qu'un assez petit nombre à la fois; pour les cordonniers et les tailleurs au plus 18 élèves, pour les menuisiers, charpentiers et serruriers seulement 12. Mais la durée de l'enseignement étant relativement courte à cause de l'emploi de toute la journée et le renouvellement des élèves fréquemment opéré, on arrive à en former un nombre considérable chaque année.

Ainsi, les cours des tailleurs au nombre de cinq en 1899 ont été porté à six en 1900. Les menuisiers ont quatre cours et il y en a trois pour les serruriers et charpentiers.

Quelques chiffres donneront une idée de l'importance des résultats obtenus et de ce qu'ils ont coûté au *G.F.D.* dès l'origine.

De 1895 à 1900, près de 1000 artisans ont pu bénéficier des *Meistercürse*.

Nombre des cours qui ont été successivement organisés.

Nombre total des artisans formés.

Cordonniers.....	27	396
Tailleurs.....	49	250
Menuisiers.....	19	225
Serruriers.....	6	71
Charpentiers.....	3	45
	74 (1)	987

(1) Au début de 1902, le nombre de ces *Meistercürse* organisés à Vienne avait encore augmenté. On en compte à cette époque 33 pour les cordonniers 25 pour les tailleurs, 23 pour les menuisiers, 10 pour les serruriers, 6 pour les charpentiers, 1 pour la galvanoplastie. (V. W. Exner: *Staatliche Gewerbeförderung in Oesterreich in Zeitschrift für Socialwissenschaft*, 1902. Heft III, p. 186).

Sur ces 987 bénéficiaires des *Meistercürse*, le Ministère du commerce a subventionné la plus grande partie, soit 820. Les autres ont reçu des subventions d'autres fondations.

Années	Sommes dépensées
1895.....	7.780 Kr.
1896.....	14.180
1897.....	14.861
1898.....	26.815 Kr. 52 heller.
1899.....	28.916 66 —
1900.....	49.020

On voit combien les sacrifices de l'Etat ont été considérables pour cette œuvre et encore ne voyons-nous dans ces chiffres que les pensions à payer aux élèves ; il faut faire aussi entrer en ligne de compte le traitement des professeurs, les primes de 20 Kr. en or données aux artisans qui se sont particulièrement distingués dans les concours professionnels, les frais d'aménagement, etc.

Quant aux objets fabriqués dans les ateliers des cours par les élèves (dessins ou objets façonnés) une partie reste à titre de modèles pour l'enseignement subséquent, le reste est livré sur commandes, d'après des prix calculés sur le coût de la matière première, plus un tarif de salaires moyens, fixé par le comité technique. Chaque cours bénéficie de la vente de ces objets, c'est toujours, au reste, assez peu de chose.

Les Auswärtige Fachcürse. — Les *Meistercürse* de Vienne ne sauraient suffire à tous les besoins ; les artisans des petites villes ou des campagnes ont parfois des difficultés à les suivre et ce n'est jamais qu'un nombre relativement restreint de personnes qui peuvent y avoir accès. Aussi, a-t-on créé hors Vienne, depuis 1896, partout où le besoin s'en faisait sentir, des succursales sous le nom d'*Auswärtige Fachcürse*.

Eux aussi ne s'appliquent qu'aux artisans déjà formés (maîtres et compagnons), ils ont un programme à peu près semblable, moins étendu cependant, et d'une moindre durée. Au fur et à mesure que l'expérience des cours de Vienne apparaît satisfaisante, on établit, des tournées de *Fachcürse* de trois ou quatre semaines, partout où se trouvent des agglomérations importantes d'artisans, pour les métiers intéressés. Pour cela, on détache du comité du *G.F.D.* un ou deux *Fachlehrer* chargés des cours. Le matin, le professeur va d'atelier en atelier, généralement avec un délégué corporatif, pour connaître ceux qui pourraient avoir besoin de son enseignement. Les cours professionnels n'ont jamais lieu que l'après-midi ou le soir, quatre ou cinq semaines, rarement six. En principe, l'Etat ne doit pas donner de subsides pour ces cours. Ce sont les autorités locales qui sont chargées de fournir la salle, les frais d'aménagement, les matériaux nécessaires aux démonstrations, etc. Les chambres de commerce en facilitent la fréquentation par de petites subventions données aux artisans. Mais souvent, il faut bien le dire le *G.F.D.* est aussi obligé d'ajouter quelques légers subsides pour suppléer à l'insuffisance de l'action locale, car ici comme pour les *Meistercürse*, l'indemnité de présence est de règle.

Depuis 1896 jusqu'à la fin de 1900, il y a eu, en Autriche, 84 *Auswärtige Fachcürse* organisés qui ont réuni 2.180 personnes (1.106 maîtres, 1.061 compagnons, 7 ouvriers, 2 assistants, 1 contre-maitre et 3 professeurs d'écoles régionales). Les objets fabriqués et les modèles restent aux élèves ; à la fin du cours on organise assez souvent de petites expositions.

Mentionnons enfin à côté des *Auswärtige Fachcürse* des tournées faites de ville en ville par les *Fachlehrer* (*Wanderlehrer*) en Styrie, Carinthie, Tyrol et Vorarlberg, tournées qui sont, pour la formation professionnelle, un supplément sérieux et de jour en jour plus important.

III

**Cession d'instruments de travail et de machines par le
Ministère du commerce aux groupes corporatifs. —
Les ateliers centraux.**

Si considérables que soient les sacrifices de l'Etat pour l'éducation de l'artisan, ces sacrifices vont paraître bien peu de chose à côté de l'action très neuve, très originale, entreprise en vue de l'amélioration de l'outillage technique. Par la cession d'instruments de travail et de machines perfectionnées aux groupes corporatifs, le ministère du commerce satisfait à cette revendication si souvent formulée par le *Handwerkerpartei* : la socialisation des moyens de production, l'acquisition des machines de la grande industrie, pour essayer de lutter contre elle avec ses propres armes. Mais par quels moyens se les procurer ? Les ressources corporatives sont toujours extrêmement réduites ; la corporation est composée en majeure partie d'artisans pauvres, le crédit réel est à peu près impossible et quant au crédit personnel, l'organisation en est encore embryonnaire. Aussi le capitaliste se tient-il prudemment à l'écart.

L'Etat a pensé qu'il était de son devoir de faire lui-même aux artisans ces avances de machines au coût de revient minimum et sans majoration, en donnant pour le remboursement les plus grandes facilités. Il a voulu, en un mot, faire l'office d'un capitaliste toujours disposé et jamais exigeant. C'est le côté le plus attachant de l'œuvre et aussi le plus réussi.

Le difficile était d'organiser un système évitant, autant que possible, les malversations et donnant les garanties désirables ; à ce point de vue le lien corporatif pouvait on le conçoit, présenter de grands avantages, car la corporation peut rem-

bourser plus facilement que l'artisan isolé. C'est pourquoi le *G.F.D.* a décidé de ne jamais faire des cessions qu'à des collectivités et non à des individus. Ce n'est d'ailleurs pas pour cette seule raison que ce système a été préféré. Non seulement, il présente plus de sûretés, mais surtout il permet encore à un plus grand nombre d'artisans de profiter d'une même machine dont l'usage simplement individuel ne permettrait pas d'utiliser toute la puissance productive.

Pour ces raisons, la cession à des groupes a été seule admise ; mais il y a, suivant les cas, de très grandes différences. Il est clair que pour l'usage d'une machine à coudre, l'entente et l'union de quelques tailleurs peut suffire amplement, pendant que pour l'usage de machines plus importantes, comme celles de l'industrie du bois, par exemple, il faut des unions plus considérables, entraînant parfois la création de sociétés de production. Un des exemples de ce cas est la formation de *Maschinengenossenschaften* qui permettent aux artisans d'une région de se faire envoyer pour l'usage commun de leurs membres, un certain nombre d'instruments de travail. Cette forme se recommande surtout dans les régions où la force motrice est à bon marché. Il importe d'observer alors que la cession de machines peut créer, en certains cas, une nouvelle situation de droit en transformant un atelier en petite fabrique collective. Si des ouvriers y sont employés, ils sont soumis à la loi d'assurance obligatoire contre les accidents, mais si, dans les objets envoyés, il n'y a simplement que des outils (tours, vrilles, machines à coudre, à forer, etc), les sociétés d'artisans gardent le caractère de petite industrie et la loi d'assurance-accident ne leur est pas applicable. C'est le *G.F.D.* qui précise les distinctions dans les cas douteux ⁽¹⁾.

Conditions de la cession. — La Commission du *G. F. D.* chargée de se prononcer dans tous les cas où des machines

(1) *Bericht über Förderung. V. Ueberlassung von Arbeitsbehelfen.*

ui sont demandées, a pour mission de connaître la valeur technique des unions d'artisans qui font la demande et le profit qu'elles pourront retirer de la cession, car il ne serait pas la peine de faire des tentatives vouées d'avance à l'insuccès. Une fois la demande agréée, elle a encore à indiquer les particularités d'usage de la machine (ses éléments, sa consommation moyenne de combustible, etc.), à en dresser le plan, à faire elle-même l'épreuve de son fonctionnement, à fixer enfin le lieu de livraison. Généralement, pour les installations très importantes, un contremaître (*Werkmeister*) est détaché par le *G. F. D.* et doit accompagner l'envoi, afin de donner tous les renseignements nécessaires; quelquefois même, on consulte les professeurs des *Meistercürse* de Vienne pour expliquer les particularités du mécanisme.

Après livraison, des inspecteurs spéciaux vont encore dans des tournées surveiller de temps en temps l'emploi, étudier sur place les frais et la marche des moteurs, les bénéfices qu'on en retire. Ils vérifient, par la même occasion, la tenue des livres et le règlement des acomptes. Par là aussi, ils sont mis à même de connaître les unions d'artisans qui sont le plus dignes de recevoir les commandes de fournitures publiques et collaborent, de la sorte, au service des adjudications réservées à la petite industrie, dont nous parlerons plus loin.

Au point de vue juridique, voici résumées d'après les règlements officiels, les conditions qui régissent les cessions consenties par le ministère :

A. — C'est seulement, comme nous l'avons dit, aux groupes professionnels et non aux artisans isolés qu'elles peuvent être faites; cette règle est absolument générale, mais le nombre de participants dépend de chaque cas particulier et est laissé à l'appréciation du *G. F. D.* qui juge souverainement. Les Corporations et Sociétés industrielles constituées sur les bases de la loi du 15 mars 1883, les Sociétés coopératives de production réglées par la loi du 9 avril 1873 peuvent, sur envoi de leurs statuts, être admises à recevoir des machines.

Les unions d'ouvriers, les communes et autres corps publics peuvent, de même, adresser des demandes au ministère en vue de la fondation d'ateliers centraux. Le *G. F. D.* s'attache particulièrement, nous le verrons, à favoriser ces sortes de fondations.

B. — La cession a toujours pour objet les machines elles-mêmes et non point les sommes nécessaires pour les acquérir. Le *G. F. D.*, profitant des crédits importants qui lui sont ouverts dans ce but, a voulu faire toujours l'acquisition lui-même au comptant et en gros, afin d'obtenir de la sorte tous les rabais possibles pour le plus grand avantage des artisans. Il se charge, en outre, de la mise en état.

C. — Les preneurs doivent répondre des conditions d'emplacement. Leurs petits ateliers ne pouvant, la plupart du temps, recevoir des moteurs, quelquefois ils louent un atelier, quelquefois ils sont obligés d'en bâtir un. C'est une première mise de fonds assez élevée. Dans ce cas, on compte cependant que les administrations locales leur faciliteront, autant que possible, l'acquisition des terrains. Quant aux machines achetées par eux, l'amortissement en sera obtenu par des taxes d'usage établies sur chaque membre proportionnellement au temps pendant lequel il s'en sert.

D. — Les envois sont payables par acomptes annuels. Le paiement doit en être achevé au bout de dix ans au plus. Mais c'est seulement le prix d'achat qui doit être remboursé et ce paiement *ne comporte jamais aucun intérêt*, condition extrêmement favorable et qu'aucun crédit privé ne pourrait réaliser. Le premier acompte échoit généralement un an après la livraison. Dans les cas particulièrement dignes de considération, on peut attendre jusqu'à trois ans pour le premier versement. Parfois, même, les machines sont prêtées à titre d'essai et sous toutes réserves. En tous les cas, le *G. F. D.* supporte les frais de transport. Il supporte aussi ceux d'assurance contre l'incendie, jusqu'à ce que les machines soient devenues, par le paiement intégral, la pro-

priété pleine et entière de la *Genossenschaft*. L'assurance est d'ailleurs faite par le ministère directement.

E. — Jusqu'au paiement intégral des sommes dues, les machines restent la propriété exclusive du ministère et elles peuvent être retirées lorsqu'on en fait un usage contraire au règlement. Dans ce cas, les acomptes versés sont restitués, sauf retenue proportionnelle au temps d'emploi. Les preneurs demeurent responsables de tout dommage ou détérioration, quand ces dommages ne sont pas une conséquence de l'usage normal.

F. — Les unions d'artisans, en possession de machines, doivent adresser chaque année au ministère un rapport sur leur emploi; elles doivent, en outre, obtempérer à toute réquisition des inspecteurs spéciaux ayant trait à la visite de l'installation ou à la vérification des livres. Enfin, elles doivent encore présenter des comptes annuels dans le délai de quatorze jours après l'assemblée générale des membres, indiquant soigneusement comment l'emploi des machines se trouve réglé entre eux et quelle somme, chacun pour son usage personnel, doit payer à la Société. Le plus souvent, en effet, un roulement de travail est établi entre les divers coopérateurs, afin que tous puissent profiter de la machine, au fur et à mesure des commandes qu'ils reçoivent, en payant une taxe fixée par heure d'usage. D'ailleurs, quand la Société est importante et assez riche, il n'est pas rare que plusieurs machines semblables soient acquises pour ses membres, afin de répondre à tous leurs besoins.

D'après la statistique de 1901, depuis le début de l'action, jusqu'à la fin de 1900, les crédits ouverts par le *G. F. D.* ont fait face à toutes les demandes et permis l'achat de 756 machines et appareils pour le compte de 164 groupes professionnels représentant, pour le ministère, un total brut d'achat de 436.000 Kr. en chiffres ronds (1).

(1) D'après les derniers, il y a actuellement plus de 1.000 machines pour plus de 200 groupes corporatifs.

Soit dans le détail :

51	moteurs	(gaz, vapeur, eau benzine, électricité).
265	machines	pour l'industrie du bois (menuisiers, tourneurs).
99	—	— des métaux (serruriers, couteliers).
243	—	— de l'habillement (tailleurs, cordonniers chapeliers).
70	—	— textile (tisserands, drapiers, cordiers).
28	—	— l'alimentation (boulangers, meuniers, industries diverses) (1).
756	machines.	

Parmi les 164 sociétés qui, de 1892 à 1900 ont fait des commandes au ministère, figurent 87 unions corporatives, presque toutes de cordonniers, de tailleurs et de menuisiers. Les groupes monoprofessionnels et ceux de métiers connexes représentent, sans doute, dans ce chiffre, la plus grosse part, mais, néanmoins, un certain nombre d'*Allgemeine* ou même de *Collectivgenossenschaften* (comme celles de Gleischsdorf, par exemple)(2) ont fait aussi d'importantes acquisitions pour certaines branches de métiers. Cela semble indiquer que le sentiment des intérêts industriels respectifs demeure, somme toute, assez vif dans les groupes composites.

Certaines administrations communales, malheureusement trop rares, ont pris à tâche de favoriser, elles aussi, les branches professionnelles de leur localité qui sont le plus intéressantes en faisant des commandes en leur propre nom et en érigeant même des ateliers. C'est du socialisme bien entendu. Ainsi, par exemple, à Schærding-sur-Inn (3), l'auto-

(1) Un tableau synoptique est dressé à la fin de chaque *Bericht* annuel relatant, par ordre chronologique, la liste des divers groupes et des instruments dont ils se sont rendus acquéreurs, en même temps que les délais fixés par le *G. F. D.* pour le paiement. V. *Bericht über Færderung*, 1901. Anlage II, p. 171.

(2) Registrée, n° 51. *Bericht über Færderung. Uebersicht.*

(3) *Ibid.*, *Uebersicht*, n° 92.

rité du *Gemeinde* a fait construire elle-même un atelier et demandé au *G. F. D.* 5 machines, dont un moteur pour le travail des métaux, 10 machines dont un moteur électrique pour le travail du bois, enfin 3 machines pour les cordonniers et les tailleurs, soit en tout une commande de 12.030 Kr. 96 heller, payables en huit ans, à partir du 1^{er} juillet 1898, date de la cession. Elle avait déjà, au bout de quatre ans, couvert en grande partie ses débours, en louant les machines aux artisans à des prix extrêmement bas.

Signalons aussi parmi les groupes qui ont fait des commandes, plusieurs *Katholiken Meistervereine*, comme par exemple celui de Brixen, fondé en 1857 et possédant, depuis cette époque, un immeuble lui appartenant ⁽¹⁾. La vieille institution des *Vereine* catholiques a fait de notables progrès depuis les fondations de Kœlping et elle tend, à l'heure actuelle, à dépasser de beaucoup son but primitif. Il est intéressant de la voir, elle aussi, en dehors de son œuvre religieuse de patronage, entrer de plus en plus dans le courant des préoccupations modernes et tenter, comme les corporations elles-mêmes, d'améliorer, pour ses membres, les conditions matérielles de la petite industrie ⁽²⁾. Il est vrai que l'établissement de Brixen a, pour président, un économiste des plus distingués : M. le professeur Dr Nicolas Nessler. Dans la grande salle du Verein, on a installé un atelier avec cinq métiers Jacquard, une tondeuse et d'autres instruments achetés pour 2.000 Kr. au *G. F. D.* A Prossniss ⁽³⁾, l'Union catholique des tisserands a fait une installation analogue où ses membres viennent travailler en commun.

(1) *Tabelle*, n° 129.

(2) On a déjà songé, d'ailleurs, à utiliser aussi les *Katholiken Gesellenvereine*, reconnus d'utilité publique comme auxiliaires de l'action de l'état pour les *Fachcürse*. Ainsi le *Technologische Gewerbemuseum*, de Prague, qui organise une action parallèle à celle de Vienne, a donné au *Gesellenverein*, de Prague, et à quelques autres, des subsides pour la création de cours de cordonniers.

(3) *Uebersicht*, n° 122.

La question de l'installation reste dans tous les cas la plus difficile à résoudre. Pour recevoir les machines, en effet, le petit atelier de l'artisan ne peut en général convenir et trop souvent les artisans se voient obligés de renoncer aux avantages de la cession, faute d'emplacement convenable. Dans les grandes villes surtout, le terrain est cher, et malgré le bon vouloir des communes, l'acquisition n'en est point encore facilitée autant qu'il le faudrait. Cette question se pose dès à présent, en Autriche, avec une acuité particulière. D'abord, parce que le *G. F. D.* réclame toujours pour ses machines une installation irréprochable, ensuite, parce qu'il importe qu'elles soient placées dans des conditions qui en rendent possible l'usage collectif. Il est donc urgent de substituer, au petit atelier incommode et généralement malsain, des ateliers plus vastes, plus rationnellement agencés et qui seront en même temps plus hygiéniques. De là une transformation profonde qui est en train de s'opérer dans les conditions générales d'exercice du métier. A côté des ateliers individuels et séparés, apparaît une forme nouvelle: celle de l'atelier central (*Centralwerkstatt*), véritablement propre à la petite industrie autrichienne, et dans laquelle vient se résumer, à l'heure présente, l'évolution corporative.

Par l'atelier central, les sociétés d'artisans s'élèvent matériellement et en fait, aux avantages de la grande entreprise, avec cependant cette différence précieuse *que tous leurs membres restent égaux et indépendants et décident librement entre eux*, par des règlements appropriés, l'ordre des travaux à faire, suivant leur degré d'importance et les contributions que chacun doit fournir pour l'amortissement des machines, suivant l'emploi qu'il en retire pour son compte.

A n'en pas douter, ce changement dans les conditions industrielles semble devoir être salulaire à tous les points de vue : économie, proportionnalité, commodités plus nombreuses et production mieux réglée, enfin, en général du moins, amélioration très sensible des conditions hygiéni-

ques par rapport aux petits ateliers. Beaucoup de problèmes modernes paraissent trouver là leur solution, autant ceux qui concernent les progrès techniques du *Kleingewerbe* que ceux de la lutte contre le travail en chambre.

Les ateliers centraux, créés exclusivement dans ce dernier but, sont encore cependant assez rares. Bien plus nombreux, au contraire, sont ceux dont la fondation a été déterminée par les cessions de machines. Beaucoup d'anciennes sociétés productives possédaient déjà certaines installations d'usage collectif (magasins et dépôts), dans lesquels leurs membres envoyaient leurs marchandises, pour en faciliter la vente, sous le contrôle d'un préposé (*Magazineur*). Dans ces dépôts, bien souvent, on achevait la fabrication de l'objet ou on faisait des réparations sur place. Par une évolution naturelle, l'emploi des machines d'usage commun a pu quelquefois trouver là, en même temps que des conditions d'emplacement assez favorables, une destination tout indiquée. Ainsi, on trouve déjà, en 1886, une société productive de menuisiers, à Mariano, qui prend l'initiative de placer, dans son dépôt, un petit moteur à vapeur de deux chevaux. Plus tard, elle achète au *G. F. D.* un moteur de quatre chevaux. Tout en travaillant d'une manière habituelle dans les petits ateliers, disséminés dans le village, chaque membre de la société peut employer pour son compte, quand il en a besoin, la machine du dépôt, moyennant une redevance fixée à l'heure.

Mais à mesure que le matériel devient plus important, les locaux primitifs ne peuvent plus suffire. Ainsi, les menuisiers de Villach, à côté de leur premier dépôt de bois brut, ont été obligés de construire, pour les machines demandées, un atelier mû par une roue hydraulique de 35 chevaux et éclairé à l'électricité. Pour faciliter l'acquisition des 10 machines achetées au *G. F. D.*, la corporation de cette ville leur a fourni une subvention de 300 Kr., avec un certain nombre d'instruments de travail, moyennant quoi la société devra permettre aux jeunes apprentis des visites hebdomadaires.

A Neutitschein (Moravie), une société semblable comptant 16 membres, a acheté pour recevoir des machines, le local d'une vieille fabrique. Les dépenses pour la mise en état de cet édifice, qui se sont montées à près de 3.000 Kr. ont été couvertes et bien au delà : l'autorité locale (*Landesausschuss*) a donné 1.600 Kr. plus une subvention de 2.400 Kr. pour l'achat des machines, la commune a ajouté 500 kr. et la corporation 300 Kr. Voilà un bel exemple de généreuse collaboration des administrations publiques pour la petite industrie et les ateliers centraux. Nous pourrions en citer bien d'autres du même genre. Le professeur Apitsch, venu pour présider la fête donnée le 6 Janvier 1900 par la société de Neutitschein a fait, dans son discours, l'éloge de ces protections. Il fait également ressortir avec beaucoup de force, combien les machines sont utiles pour la construction des meubles, combien elles économisent de temps à l'artisan, quels grands services le *G. F. D.* rend aux travailleurs du bois par les facilités d'acquisition qu'il leur procure. « Par l'atelier central, dit-il, ce sont les bases mêmes de l'existence économique de l'artisan qui vont se trouver modifiées. Le principe corporatif réalise en cette forme un progrès industriel d'une haute signification. Mais, pour son plein succès, il faut, avant tout, de l'entente, une organisation du travail qui soit à la fois libre et réglée, par laquelle les artisans puissent s'habituer à une discipline mutuelle favorable à leurs intérêts communs ».

L'associé garde comme par le passé son petit atelier où se font les travaux ordinaires et courants. Il ne vient à l'atelier central que dans les cas où il a besoin de la machine et il n'y reste, le plus souvent, qu'un temps assez court. C'est là la différence fondamentale que présentent les ateliers centraux des *Maschinengenossenschaften* avec ceux affectés à la suppression du travail en chambre. Dans ces derniers, il y a des places louées aux petits façonniers, afin qu'ils y puissent rester d'une manière continue. Dans les *Maschinengenossenschaften*, au contraire, les artisans ne font que passer et se succèdent d'après un roulement établi. Seul, un personnel

salarié, employé par la société, reste pour la manœuvre des machines ou pour le transport des matériaux.

Voici, à titre d'exemple, un de ces règlements de travail (*Betriebsordnung*) établi entre les membres de la société des petits industriels du bois de Neutitschein. Nous le traduisons d'après le texte :

ARTICLE PREMIER. — Chaque membre de la société a droit à l'usage de l'ensemble des machines d'après le tarif fixé et sous les conditions suivantes :

ART. 2. — Un roulement est établi d'après la date où les travaux sont annoncés et d'après celle à laquelle ils doivent être livrés. Dans le cas où plusieurs sociétaires ont simultanément besoin de se servir d'une machine, le premier inscrit n'a le droit de s'en servir que pendant un jour, de même les suivants, et ainsi de suite jusqu'à ce que le roulement ait repris son cours. Quant aux petits travaux qui ne doivent pas durer plus d'une heure, lorsque plusieurs sociétaires ont à en faire en même temps de semblables, il est de règle de faire passer les plus importants les premiers, si toutefois les derniers n'ont pas à subir, de la sorte, une trop longue interruption. Au cas où l'entente ne parviendrait pas à s'établir, un homme de confiance (*Vertrauensmann*), nommé par les parties intéressées, tranche la difficulté.

ART. 3. — Les travaux à faire dans l'atelier central sont toujours accompagnés de tous les devis, plans et dessins nécessaires pour éclairer l'appréciation du chef d'atelier.

ART. 4. — Le transport du bois, aller et retour, est fait par chaque membre pour son compte ; les travailleurs employés dans l'atelier peuvent, cependant, prêter leur aide pour la manutention intérieure, mais en aucun cas il n'en doit résulter de désordre.

ART. 5. — Les déchets importants de matériaux demeurent la propriété de celui auquel ils appartiennent et doivent lui être restitués, s'il les réclame, aussitôt après l'achève-

ment du travail. Une réclamation faite plus tard ne serait pas recevable.

ART. 6. — Aucun artisan ne peut travailler seul à la machine sans la permission du chef d'atelier.

ART. 7. — Les sociétaires ne doivent, sous aucun prétexte, donner des ordres aux travailleurs attachés à l'établissement. Ceux-ci ne relèvent que de l'autorité du contremaître. Les pourboires sont rigoureusement interdits.

ART. 8. — Relativement à l'usage des machines pour le compte de chaque membre, les taxes suivantes sont perçues par heure d'emploi :

Pour la scie à ruban	1	Kr.	30 heller	par heure
Pour la scie circulaire	1	—	30	—
Pour le rabotement d'affitage ..	1	—	50	—
Pour le rabotement en épaisseur.	1	—	50	—
Pour la vrille.....	1	—	60	—
Pour l'emporte-pièce.....	1	—	30	—
Pour la scie à découper.....	1	—	50	—

Enfin les membres qui n'utilisent seulement que la force motrice ont à acquitter une taxe fixe de 20 heller par heure et cheval vapeur.

ART. 9. — Les comptes relatifs à ces redevances d'usage sont réglés toutes les semaines.

ART. 10. — Sous aucun prétexte, le paiement ne peut être reçu par le chef d'atelier. Il doit être effectué seulement entre les mains *du caissier de la corporation*.

ART. 11. — Pour ceux qui, après deux avertissements successifs, n'ont pas payé les sommes dues pour leur usage, aucun travail ne peut plus être fait jusqu'à l'acquittement complet de leur dette.

ART. 12. — Quand un associé place pour son compte dans l'atelier des outils, établis, etc, il doit payer une location de place distincte des taxes d'usage et fixée par le président de la corporation d'accord avec le conseil administratif. Les

établis donnés par la corporation restent gratuitement à la disposition des membres pour les petits travaux et même après les heures de fermeture.

ART. 13. — Défense absolue de fumer dans l'établissement. Tout désordre est interdit aux travailleurs. Les commandements du chef d'atelier doivent être ponctuellement exécutés par les membres de la société. Toute réclamation contre lui doit être portée devant l'autorité corporative.

ART. 14. — Le chef d'atelier, nommé par l'assemblée corporative, a la surveillance de l'établissement. Il est, à l'égard de la corporation, responsable des machines, du matériel et des outils, et relève directement du comité nommé par le président. Il doit surveiller les travailleurs et répondre de leur activité et de leur conduite.

ART. 15. — Des règlements spéciaux de travail affichés dans l'atelier règlent les détails des rapports des ouvriers et de la société ⁽¹⁾.

Presque toutes les sociétés ont des règlements analogues qui doivent être communiqués au *G. F. D.* Les redevances d'usage sont toujours fixées par heures de travail (*Stundentaxen*) mais leur taux peut être plus ou moins élevé. La société de Villach est une de celles qui présentent les taxes les plus minimales (rabot, 56 heller, vrille, 44 heller; toutes les autres machines 40 heller par heure). Malgré ces chiffres extrêmement réduits, les taxes de machines ont donné dans cette société pour l'année 1899 un total brut de 6.160 Kr., soit, en retranchant 4.080 Kr. de salaires payés aux ouvriers de l'atelier central, un total net de 2.080 Kr. Et c'est assez satisfaisant si l'on remarque que les commandes faites par cette société au *G. F. D.* ne dépassent pas 8.837 Kr. et qu'elles sont payables en 10 années.

(1) Traduit d'après le texte : *Bericht über die Förderung des Kleingewerbes*, 1899, p. 52.

Les taxes d'usage sont aussi généralement très réduites, aux cas assez rares où c'est à la commune qu'appartient l'atelier central et pour son compte que les machines ont été acquises. A. Schärding-sur-Inn (Haute-Autriche), l'atelier des menuisiers construit entièrement aux frais de la commune et inauguré le 18 août 1898, a coûté à peu près 5.000 Kr. en partie couvertes par les subventions de la diète et des chambres de commerce. C'est seulement pour les machines qu'elle a achetées au *G. F. D.* que la commune perçoit des taxes, d'ailleurs très réduites. Une fois que le remboursement sera opéré, on espère encore abaisser ces taxes de manière à couvrir tout juste les frais courants (gaz, combustible, personnel, etc.). C'est aussi le désir de toutes les sociétés d'arriver après le délai de paiement, à procurer à leurs membres un usage presque gratuit.

La tendance, bien naturelle, à restreindre les frais, se fait un peu partout sentir. A Karlsbad ⁽¹⁾, on a supprimé le chef de l'atelier central et ce sont les artisans qui travaillent eux-mêmes à la machine avec le concours des aides qu'ils commandent directement. Ce système, qui doit être l'objet dans chaque cas particulier d'une ratification spéciale du *G. F. D.*, n'est guère pratique que dans le cas où les artisans s'entendent bien et se connaissent assez pour se passer d'une direction. On peut observer que, dans la grande majorité des cas, le nombre des associés pour une *Maschinengnossenschaft* est assez réduit; rarement il dépasse 20 membres. Au reste, l'autorité corporative se charge toujours d'assurer l'exécution du règlement établi.

Mais les économies importantes ne doivent point tant être cherchées dans la diminution du personnel et des frais généraux que dans l'acquisition d'un local à bon compte. Malheureusement, cela est extrêmement rare dans les grandes villes. A Vienne, le prix des terrains étant exor-

(1) *Bericht über die Förderung*, 1901, p. 52.

bitant, les sociétés ne peuvent raisonnablement songer, comme dans les petits centres, à se rendre propriétaires de locaux. Presque toutes celles qui ont reçu des machines les ont placées dans des maisons louées (*Mietehäuser*) et malheureusement, pas toujours très bien aménagées pour cet usage. Et puis il faut trouver des propriétaires qui consentent. Quand il ne s'agit que de machines autres que les moteurs et n'exigeant pas beaucoup de place, on peut assez facilement s'arranger. Pour les cordonniers, par exemple, dans la plupart des unions de Vienne, les machines du ministère sont placées au domicile de l'un des maîtres et cédées à son nom : les autres viennent travailler chez lui (1).

Quand l'associé principal qui reçoit ordinairement toutes les machines ne peut les loger à son domicile, on en dépose quelques-unes chez d'autres maîtres. C'est ainsi que dans la société : Johann Katzer u. Consorten, XIV, Kellingasse 4, le maître Karl Broger (XII Schönbrünnerstrasse, 250) a reçu les machines à coudre ; tous les membres réunis en une *Werkgenossenschaft*, sous le titre « *Einigkeit* », peuvent s'en servir chez lui. Ce système est assez peu pratique, car il entraîne de fâcheux déplacements.

Une autre société, l'« *Allgemeine Werkgenossenschaft, der Schumachermeister in Wien* » a loué, dans une maison (VII, Stiftgasse, n° 25), une pièce assez spacieuse pour y loger toutes les machines. Quoiqu'il en soit, ces diverses installations ont été trouvées momentanément suffisantes par les envoyés du *G. F. D.* (2).

Mais ce système de dépôt à domicile, possible quand il s'agit de machines peu volumineuses, comme les machines à coudre, les tables de coupe des cordonniers et des tailleurs,

(1) V. les renseignements intéressants donnés par le *Bericht über die Färderung*, 1901, p. 70, sur les sociétés Postrihae Stenzel u. Consorten (Tabelle n° 119) et Johann Katzer u. Consorten, Kellingasse 4 (Tabelle n° 110), etc.

(2) *Ibid.*

est absolument impraticable pour les industries exigeant de vastes locaux et des forces motrices. Les diverses sociétés viennoises qui ont demandé des moteurs ont eu toutes les peines du monde pour leur trouver une place convenable. Aidées cependant par les conseils que leur a donnés le ministère à la réception de leurs demandes, elles ont pris le parti le plus économique et se sont presque toutes décidées à louer, faute de mieux, des caves spacieuses dans des maisons d'habitation, en prenant à leur charge d'installer, s'il y a lieu, les fondements, le parquet et les assises nécessaires aux moteurs. Un nombre considérable de petites industries viennoises et de sociétés de machines ont pris cette forme souterraine pour avoir un atelier central.

Dans la société des potiers de Vienne, par exemple (*Erste Wiener Productivgenossenschaft für Hafner und Thonwaarenindustrie*) les machines ont été placées dans deux caves mitoyennes séparées par une porte ⁽¹⁾. Cette installation est tout à fait rudimentaire et les inspecteurs la considèrent, avec raison, comme très insuffisante au point de vue de l'hygiène; et puis la ventilation et l'éclairage se font mal et nécessitent de très grands frais ⁽²⁾.

Tout cela, on l'espère cependant, n'est que provisoire, car le *G. F. D.*, en quête de bonnes places pour les machines qu'il envoie, a eu le bonheur de trouver déjà quelques combinaisons plus satisfaisantes. Une des plus curieuses est celle dont a bénéficié la corporation des doreurs de Vienne.

Jusqu'à ces derniers temps, les doreurs achetaient leurs baguettes à l'étranger, bien qu'elles fussent frappées par le droit énorme de 30 Kr. les 100 kilos. L'idée leur est naturellement venue de les faire eux-mêmes. Pour cela, ils ont fondé une *Werkgenossenschaft* et demandé au ministère, des machines pour une somme de 22.000 Kr.

⁽¹⁾ Voir le plan de cet atelier. *Bericht über Förderung*, 1900, figure 13, p. 69.

⁽²⁾ *Bericht über Förderung*, 1901, p. 75.

Pour placer ces machines, l'administration du *G. F. D.* s'est directement entendue avec celle du chemin de fer de ceinture de Vienne qui a affecté, à l'atelier des doreurs, trois arceaux du viaduc de la ligne près de la station Alserstrasse (arceaux 92, 93, 94).

Jusqu'à présent, le loyer en a été très bon marché; chaque arceau est loué 180 Kr. par an. Mais pour en user, la société a été obligée d'installer, à ses frais, les portes, les planchers, les cloisons, les conduites d'eau et les assises; la ville, il est vrai, a subventionné une grosse partie de ces dépenses d'installation qui se sont élevées en bloc à 12.000 Kr., soit 4.000 Kr. pour chaque arceau. Au bout de cinq ans, toutes ces installations immobilières doivent passer en pleine propriété à la Compagnie du chemin de fer de ceinture, laquelle ne donne aucune garantie que le loyer alors, ne sera pas augmenté ⁽¹⁾. Elle se propose d'ailleurs d'affecter d'autres arceaux à d'autres ateliers, si bien qu'on peut espérer voir dans un avenir prochain, toute une petite cité du *Kleingewerbe* édifiée sous le viaduc ⁽²⁾.

Ce système, incontestablement préférable à celui des caves, ne réalise point encore pourtant, toutes les commodités qu'on pourrait souhaiter. Il est sévèrement interdit pour l'installation des arbres de couche sur lesquels s'embranchent les courroies, de dégrader les murs de l'arceau. De plus, la société des doreurs, ayant renoncé à utiliser l'énergie électrique à cause de son prix trop élevé à Vienne, aurait voulu des moteurs à vapeur qu'elle aurait économiquement alimenté par les déchets de bois; mais la police a interdit ce genre de moteurs, prétextant qu'ils dégageraient de la fumée sur le viaduc. On a donc été obligé de prendre des moteurs à gaz, ce qui, dans l'espèce, entraîne des frais trop élevés.

(1) Il ne l'a point encore été bien que les 5 ans soient expirés depuis le 18 mai 1906.

(2) D'après les derniers renseignements, il y a actuellement plus de 15 arceaux occupés.

D'autres inconvénients sont encore à déplorer, notamment la trop petite largeur de l'arceau où on ne peut travailler des bois de plus de 3 mètres et l'absence de cours en plein air qui pour certaines industries seraient extrêmement utiles.

Malgré ces difficultés, l'atelier central des doreurs a pu fonctionner assez bien. Un roulement analogue à celui que nous avons cité a été établi; on scie le bois dans l'arceau 94; dans l'arceau 93, on le rabote et on le polit; dans l'arceau 92, on le surmoule au plâtre. Un contremaître délégué pour le montage par le *G. F. D.* a surveillé l'installation des grandes scies mécaniques. Les mesures d'hygiène et de sécurité sont assurées par les inspecteurs du travail de Vienne. Enfin, l'inspecteur spécial du *G. F. D.* qui vient vérifier l'emploi et les livres, s'est montré très satisfait.

L'inauguration solennelle de l'atelier central des doreurs, qui a eu lieu sous la présidence du ministre du commerce, comte Guido von Call (18 mai 1901), a été, pour les artisans, une occasion de remercier chaleureusement la direction du *Gewerbeförderungsdiens*t, en même temps que la Chambre de commerce de Vienne, de leur constante sollicitude pour les intérêts de la petite industrie. Dans sa réponse, qu'il faudrait citer tout entière, le ministre a montré l'importance qu'il attachait aux ateliers centraux et promis d'apporter aux installations déjà réalisées les améliorations qu'elles nécessitent. Une commission a été instituée ces derniers temps, afin d'étudier les emplacements qui pourraient être utilisés, à Vienne, pour l'établissement de semblables ateliers centraux corporatifs et déjà elle a pu parvenir à quelques bons résultats (1).

Les ateliers centraux paraissent avoir eu partout un très grand succès. Ceux de la petite industrie du fer, établis dans les contreforts alpestres de la région tyrolienne, ont particu-

(1) Notamment, en utilisant certains magasins désaffectés de matériaux sur les quais du Danube.

lièrement bien réussi, entre autres celui de Fulpmes, qui est un véritable atelier modèle. Ces groupes industriels du Tyrol portaient en eux, d'ailleurs, le germe d'un développement auquel l'action de l'État a permis d'atteindre toute son ampleur en substituant à l'ancienne *Rohstoffgenossenschaft*, l'atelier central.

Le nouveau mode de production à la machine, a permis aux artisans, et principalement aux petits couteliers, si nombreux dans ces régions, de lutter très'avantageusement contre la production similaire de la grande industrie. Les résultats sont extrêmement heureux, soit qu'il s'agisse de marchandises entièrement faites à la machine, soit qu'il s'agisse de *Halbfabrikate*.

Dès les premières années de la transformation des anciens *Vereine* coopératifs en sociétés de machines, on a vu la production se relever dans des proportions considérables.

Ainsi à Fulpmes :

	Travail à la main	Travail à la machine	
	—	—	—
Valeur en Kr. des marchandises	1898	1899	1900
fabriquées par la société	5.000 Kr.	32.000 Kr.	55.800 Kr.

Mêmes progrès dans la société des potiers de Vienne :

	Kilos d'argile	Prix de revient total	Prix de revient du kilo
	—	—	—
1899. Argile travaillée à la main...	151,800	2,277 Kr.	1 Kr. 50
1900. » » à la machine.	207,000	2,028 Kr. 60	0 Kr. 98

Ces chiffres se passent de commentaires. Sans multiplier les exemples, on peut affirmer que, dans la très grande majorité des cas, l'expérience a donné des résultats excellents, tant au point de vue de l'augmentation des quantités produites que de l'abaissement du coût de production.

D'autre part, les intérêts du *G. F. D.*, en ce qui concerne les recouvrements de ses avances, ne se sont presque jamais trouvés lésés. Les inspecteurs s'accordent à louer l'usage très soigneux (*fleissig*) des machines, la régularité des livres et des versements. Rarement l'administration a eu à faire usage de la faculté de retrait des machines qu'elle s'est réservée. Si quelques sociétés, mal gérées, sont entrées en liquidation ⁽¹⁾, les machines qui leur ont été retirées ont trouvé très vite de nouveaux acquéreurs.

Les ateliers centraux contre le travail en chambre. — En présence du succès des ateliers centraux, l'administration devait être naturellement amenée à développer leur rôle et à leur trouver de nouvelles applications pratiques. Nous devons dire un mot de celles qui ont trait au travail en chambre, bien que cette catégorie industrielle soit, comme nous le savons, en dehors du régime corporatif et bien que les ateliers centraux destinés à ce but soient relativement rares et tout à fait subsidiaires dans l'action de l'Etat.

Le travail en chambre restant à la fois en dehors de la législation des fabriques et de celle des corporations, les réglementations et les lois protectrices n'ont, en quelque sorte, aucune prise sur lui. Il est socialement désintégré. Tantôt on propose, comme en Angleterre, de rattacher artificiellement le petit façonnier, par le système des listes, au propriétaire de la fabrique pour laquelle il travaille, et de rendre ce dernier responsable à distance, des mauvaises conditions hygiéniques et même des excès dans la durée du travail; tantôt, au contraire, comme en Amérique, c'est le propriétaire de la maison habitée par le *sweater* qu'on voudrait rendre responsable non seulement en ce qui concerne les règles d'hygiène du droit commun, mais même en ce qui concerne l'exécution des prescriptions industrielles! Entre

(1) *Tabelle*, n. 65, 66, 71.

ces deux systèmes également irrationnels et qui, en créant des responsabilités absurdes, contraires à tous les principes juridiques, n'ont d'autre but que de pourchasser par la terreur le travail en chambre, en intimidant ceux qui le donnent ou ceux qui l'abritent ⁽¹⁾, il y a place pour un autre système à la fois plus sage et plus généreux.

Ce qui manque surtout au travailleur en chambre, c'est un *milieu industriel* pouvant servir de base à la réglementation. En l'intégrant dans des ateliers centraux, non seulement on peut le faire bénéficier des lois protectrices qui y sont appliquées, mais encore on le soustrait aux conditions physiques déplorables de son petit atelier.

Les premières applications de cette idée, ont eu lieu en Suisse, dès 1883. Une enquête faite à cette époque sur les conditions du travail en chambre, avait révélé des résultats navrants. Dans 72 p. 100 des cas recensés, le petit atelier du *sweater* servait en même temps de couchette et de cuisine. Des familles entières, comprenant parfois deux ou trois enfants, se trouvaient entassées pêle-mêle, couchant parfois sur la terre nue, dans des conditions véritablement monstrueuses. Le directeur de la police de Berne, inquiété par cette situation qui menaçait la santé publique, conclut dans son rapport, qu'il fallait à tout prix faire disparaître ces « trous puants » (*Stinklochen*) et étendre au travail des petits ateliers les prescriptions des fabriques. Les tailleurs et les cordonniers consultés demandèrent que la commune mit à leur disposition un atelier central avec usage gratuit de toutes les machines nécessaires. La commune devait leur louer l'atelier; l'éclairage et le chauffage restant à ses frais. Pour les autres dépenses d'entretien, le fabricant au compte duquel travaillaient les *sweater*, devait fournir certaines

(1) Il y a aussi le système très américain qui consiste à marquer d'un signe spécial les marchandises provenant du travail en chambre, et même à les détruire sous prétexte d'infection épidémique.

contributions, ce qui était un moyen de le contraindre, indirectement, à améliorer le sort de ses ouvriers.

L'enquête faite en Autriche en 1896 sur les conditions du travail en chambre, révéla, elle aussi, une situation à laquelle il importait de remédier promptement. Une proposition de M. Schwiedland, tendant à étendre la responsabilité au propriétaire comme en Amérique, fut repoussée ⁽¹⁾ et on préféra le système des ateliers centraux.

Les premiers essais de ce système ont donné d'assez bons résultats. L'atelier des fabricants de pipes à Vienne comprend 14 bancs à la disposition des façonniers ; 5 sont la propriété de la société et 9 appartiennent à ceux qui les avaient à leur domicile et qui les ont apportés. Avec les autres matériaux, l'ensemble ressortit à peine à une centaine de Kr. — L'atelier des tourneurs de boutons placé dans la banlieue de Vienne, possède 20 bancs, propriété du groupe, et la chambre de commerce a avancé encore d'autres bancs et 1.000 Kr. pour l'achat d'un second local, mis en exploitation depuis 1905.

Pour les ouvriers en nacre, la Chambre de commerce a également avancé 1.000 Kr. pour l'achat d'un nouveau local. Le loyer se partage généralement entre les occupants habituels, ce qui fait pour chacun une somme annuelle assez minime. Voici les chiffres en 1900 :

Loyers				
—				
Fabricants de pipes de Vienne.	480 Kr.	pour 13 membres,	soit par tête	
			37 Kr. par an.	
» de boutons »	. 564 Kr.	» 18 »	soit par tête	
			31 $\frac{1}{3}$ Kr. par an.	
Ouvriers de nacre »	. 676 Kr.	» 25 »	soit par tête	
			27 Kr. par an.	

En certains cas, cependant, au lieu de diviser le loyer entre les occupants habituels, on peut établir une redevance fixe

(1) Schwiedland, *Rapport sur le Heimarbeit à la chambre de commerce de Vienne*, 1896, p. 48.

de place. Ainsi pour les tourneurs de pipes et de boutons, les places vacantes sont louées 1 Kr. par semaine. Pour les ouvriers de nacre, 20 heller par semaine plus une rétribution fixée pour le service. Les règlements de travail, et le salaire donné aux gens de service, diffèrent de groupe à groupe. Presque partout on a économisé les frais d'un contremaître et ce sont les membres eux-mêmes qui, à tour de rôle, s'occupent de l'ordre général. Enfin, quelques caisses facultatives de secours-maladie ont été créées sous la forme de caisses corporatives.

Dans certaines sociétés aussi, on a pris l'initiative intéressante d'égaliser entre les membres les commandes reçues. Chacun est tenu de transmettre celles qu'il reçoit à celui qui fait l'office de contremaître et qui indique, par règlements préalables, à qui elles devront être confiées. De la sorte, celui qui a des commandes supérieures au temps normal de travail usité dans le groupe doit céder cet excédent aux moins occupés ⁽¹⁾.

Généralement, les membres apportent eux-mêmes les objets qui leur sont nécessaires. Ainsi, chez les fabricants de boutons, chacun se procure l'huile, la ficelle, le vitriol, les chiffons à polir et ils transportent leurs outils.

Dans quelques ateliers cependant, les membres ont voulu, à frais communs, doter le local des machines nécessaires. Le *G. F. D.* a déjà envoyé aux tourneurs de pipes un certain nombre de tours et de foreuses qu'ils amortissent très régulièrement par des taxes à l'heure d'usage. Leur production y a beaucoup gagné en rapidité et en bénéfices. Nous voyons par là que les deux types d'ateliers centraux tendent à se confondre dans la forme plus générale de la *Maschinengenossenschaft*. Et, d'après les derniers rapports faits sur la

(1) V. encore d'autres détails intéressants dans Schwiedland : *Die Gewerkschafts-Ateliers zur Bekämpfung der Heimarbeit*. (Schmolle's Jahrbücher 1901, p. 609.

question, c'est surtout cette forme que veut développer le *G. F. D.* partout où, pour un but quelconque, des unions d'artisans se trouveront constituées.

On peut donc prévoir qu'avec les études nouvelles et les améliorations sans cesse apportées, cette modalité de la protection se développera de plus en plus. Il n'est pas, à notre avis, de remède meilleur à la crise de la petite industrie.

Si nous avons si longuement insisté sur la cession de machines, c'est qu'elle est incontestablement l'œuvre la plus considérable de l'administration. Peut-être aussi fait-elle mieux que les autres ressortir le service éminent que rendent les groupes corporatifs. En dehors en effet de leurs fonctions proprement légales, les corporations, en synthétisant les intérêts du métier, ont l'avantage précieux de constituer une base concrète pour l'organisation des secours de l'État. Une action de cette nature semble presque impossible dans des pays non corporatifs comme le nôtre, où les intérêts collectifs des métiers restent encore beaucoup trop épars.

IV

Adjudication des fournitures des administrations publiques et de l'Etat aux Unions Corporatives.

Après le grand sacrifice fait pour relever l'outillage de la petite industrie, l'Etat a voulu aller plus loin encore. Il a pensé qu'il était possible de donner au *Kleingewerbe* un encouragement des plus efficaces et de développer puissamment son chiffre d'affaires, en lui réservant, à titre exclusif, les importantes commandes de fournitures de l'armée et des administrations publiques.

Par la cession des machines, on pouvait d'avance espérer que les fournitures seraient livrées dans de bonnes condi-

tions, et que les unions d'artisans arriveraient à faire aussi bien, à tous les points de vue, que la grande entreprise. Quelques essais préalables avaient été suffisamment concluants. Depuis la loi de 1883, un certain nombre de cordonniers avaient, çà et là, reçu des commandes de chaussures pour l'armée et avaient en général, fort bien fourni. Le succès de ces premières tentatives devait pousser à généraliser le système.

L'action entreprise ces derniers temps en vue d'adjuger exclusivement à la petite industrie la *totalité* des fournitures militaires, montre combien la cause du *Kleingewerbe* est devenue une question vraiment nationale. Depuis la création du *G. F. D.*, non seulement on a voulu donner ces fournitures aux seuls *Handwerker*, mais encore, on s'est arrangé de manière à y faire participer le plus grand nombre possible d'artisans, en divisant l'adjudication entre eux, suivant certaines proportions; système, sans doute, un peu complexe, mais certainement aussi très démocratique. L'armée de l'Etat équipée par les corporations de l'Etat, tel est le but. Comment y est-on arrivé? C'est ce que nous devons indiquer brièvement.

Un principe est resté constant dans les divers modes d'adjudication jusqu'à présent en vigueur : c'est que la fabrique est toujours absolument exclue; seuls les artisans en doivent bénéficier. Jusqu'à 1899, le système était le suivant : Les artisans avertis par un avis public de la fourniture et du prix de l'adjudication, étaient tous invités à présenter leurs offres. Après délai, toutes ces offres rassemblées par les corps de l'intendance, étaient transmises au ministère de la guerre qui prenait connaissance du nombre des offrants. En divisant la totalité des fournitures à faire (par exemple des paires de souliers) par ce nombre, on établissait le quotient du lot qui devait échoir à chacun. Les lots ainsi composés étaient transmis de nouveau aux divers corps de l'intendance afin qu'ils procédassent eux-mêmes, sur ces bases, à l'adjudica-

tion définitive. Ce premier système, on le voit, était celui de l'égalité absolue et mathématique. Mais ses inconvénients se firent vite sentir, car les offres devinrent bientôt si nombreuses, que les parts tombèrent à des chiffres ridiculement petits. C'est ainsi qu'en 1898, nous dit le *Bericht*, on fit des adjudications telles qu'on ne put attribuer au lot de chaque offrant que trois paires de souliers. Résultat évidemment trop minime et à peu près nul au point de vue de la protection.

On se préoccupa bientôt d'améliorer le système, et tout d'abord, on exigea que tous les artisans qui voulaient participer à l'adjudication exerçassent le métier à titre de maîtres et qu'ils possédassent une patente. Il leur était, d'ailleurs, loisible de présenter leurs offres soit à titre personnel, soit comme membres d'une union.

Dans le courant de l'année 1899, le ministre de la guerre, d'accord avec le ministre du commerce, décida que 25 % des fournitures militaires afférentes à 1900 resteraient *réservées* pour des attributions spéciales qui seraient ultérieurement faites, suivant un mode de partage différent et plus avantageux que celui jusqu'alors en cours. C'était une nouvelle expérience qu'on voulait tenter avec cette réserve portant sur 60.000 paires de souliers environ. Les 75 % du total devaient être encore partagés par tête, en lots égaux entre tous les offrants. Quant à ces 25 % réservés, le ministre de la guerre laissait au ministre du commerce la liberté entière de les adjuger comme il l'entendrait, par exemple sous forme de lots primes supplémentaires à ceux qu'il trouverait plus particulièrement dignes de cette faveur. Les annonces de la fourniture et des modèles furent faites dans le courant du mois de septembre 1898, et les offres reçues jusqu'à la fin d'octobre aux Chambres de commerce. Celles-ci avaient pour mission d'apprécier chacune des offres, eu égard à l'activité, à la dignité des artisans et à la confiance qu'on pouvait leur témoigner. Ces appréciations furent achevées à la fin de

novembre 1899 et envoyées au ministère du commerce par l'organe du *G. F. D.* qui avait préparé, sur ses indications, un projet de partage approuvé par le *G. F. Beirath* (séance du 19 décembre 1899). La part attribuée à chacun devait de la sorte être fixée au début de janvier 1900. Pour cette fourniture, 203 unions professionnelles et 72 maîtres individuels se présentèrent, formant au total 10.497 offrants, ce qui donnait encore par tête, à peu près trois paires pour chacun.

Malheureusement, le nouveau projet de partage sur réserve, du ministre du commerce, ne put aboutir en temps utile et ce fut encore le ministre de la guerre qui fit, lui-même, l'adjudication totale pour l'année 1900; 75 % des quantités furent partagés par tête entre les offrants et les 25 % réservés au ministre du commerce advinrent en supplément aux maîtres et aux unions qui, dans les fournitures de l'année précédente, avaient mérité la mention « très bien fourni » (*sehr gut geliefert*) et à ceux qui possédaient des machines. Ce partage donna des résultats presque aussi insignifiants qu'en 1898. Il revint à chaque participant, sur les 75 %, un lot de seulement 4 paires et quand aux artisans plus favorisés, sur les 25 % réservés ils n'eurent guère davantage.

Il fallait décidément trouver un système plus pratique et le *G. F. D.* fut chargé de cette mission. Les observations qu'il publie dans le *Bericht* sont extrêmement intéressantes. Il constate, d'abord, que beaucoup de petits cordonniers qui s'offrent à l'adjudication, pensent à tort bénéficier de commandes importantes, alors qu'il ne leur échoit, en fin de compte, que de très petits lots. En considérant qu'un cordonnier habile peut faire par jour une paire de souliers, il établit qu'il suffirait de 200 cordonniers pour faire, à eux seuls, toute la commande dans un an. Or, 200 cordonniers représentent à peine 2 % de ceux qui ont offert. Il convient donc d'abandonner l'ancien système qui n'aboutirait qu'à créer des lots dérisoires. Mais il est encore une raison plus

importante: c'est que le bénéfice du petit cordonnier sur de telles commandes de 4 paires est, par rapport à ses prix de revient, tout à fait insuffisant et que son travail personnel est à peine payé. Voici d'ailleurs le calcul :

Prix de revient de 4 paires de souliers modèle n° 11 du ministère de la guerre.

Cuir avec forme, embauchoir, côtés, doublure, empeigne.....	15 Kr. 22
Semelles et ferrures	6 Kr. 08
Semelles intérieures, bouts.....	4 Kr. 46
Talons.....	1 Kr. 96
Matières diverses, fil ciré, à coudre, clous, fers, lacets, colle, poix, etc.....	2 Kr. 40
	30 Kr. 12

Soit pour une paire 30 Kr. 12 = 7 Kr. 53

4

Or, le tarif d'adjudication pour la paire de souliers est de 9 Kr. 42, ce qui donne sur le prix de revient établi à 7 Kr. 53, un surplus de 1 Kr. 89.

Il reste donc 1 Kr. 89 pour une paire de souliers et le cordonnier le plus appliqué doit employer lui-même tout un jour pour la faire. En faisant ressortir à 60 heller les coupons qui lui restent et qui peuvent encore être utilisés pour quelques réparations, on peut fixer, à une somme nette de 2 Kr. en chiffres ronds, ce que touche le cordonnier pour son travail. Là dessus on ne compte pas le temps employé à chercher les échantillons et les formes. On ne compte pas non plus l'éclairage, le chauffage, l'impôt, etc. Sans doute, il ne faut pas considérer les chiffres comme absolus à cause des différences de qualité que peuvent présenter les cuirs. Mais tout compte fait, il est clair dans tous les cas, que le bénéfice du cordonnier isolé n'est pas grand' chose. Une société, au contraire, qui reçoit une commande plus considérable, peut travailler à meilleur marché et réa-

liser de plus grands bénéfices. Les frais pour les offres et les fournitures se partagent entre tous les maîtres, de même l'achat en commun du cuir et l'usage des machines diminuent sensiblement le prix de revient. Les sociétés peuvent en outre, la preuve en a été faite, fournir des marchandises de qualité plus égale et plus conforme aux modèles. C'est pourquoi le *G. F. D.* conseille, dans les adjudications de chaussures qui suivront, de ne plus s'attacher comme autrefois, à donner à chaque maître, considéré individuellement, une part extrêmement minime et de développer le rôle des sociétés.

C'est sur ce principe que devait se faire l'adjudication de fournitures pour l'année 1901. Quelques garanties nouvelles ont été prises pour éviter certains abus. Entre temps, en effet, on avait remarqué que le nombre des maîtres soussignant les offres, ne concordait pas toujours avec celui de ceux qui s'occupaient réellement du travail ⁽¹⁾. Quelques sociétés d'*Handwerker* parvenaient à obtenir de plus grosses commandes en réunissant beaucoup de signatures fictives. Pour éviter cette fraude, un service d'inspection fut organisé par le *G. F. D.* afin de visiter les ateliers des maîtres dans toutes les unions qui obtiendraient des fournitures et les obliger à répondre, avec le président des corporations auxquels ils appartenaient, de la conformité au modèle, de la livraison à l'époque fixée, en même temps que de tous les défauts du travail. Avec ce nouveau contrôle et en considérant les livraisons antérieures, on pouvait se montrer très disposé à donner toutes les fournitures aux unions d'artisans. Un fait entre autres était concluant. C'est que 27 d'entre elles possédaient des machines envoyées par le *G. F. D.* et sur ce nombre 22 avaient, l'année précédente, fourni « bien » et deux autres « très bien ».

(1) *Bericht über Forderung*, 1901, p. 82.

Pour la première fois, sur avis du ministère de la guerre et de la Commission de partage, les offres des maîtres isolés (*Einzelpersonen*) furent absolument exclues de l'adjudication ; 60 % des quantités furent réparties, par parts égales, entre toutes les unions qui se présentèrent ; 40 % advinrent en surplus à celles qui avaient le mieux fourni. L'adjudication, en 1901, comprenait 60.871 paires de souliers d'une valeur totale de 637.826 kr. 27 h., soit un peu plus que l'année précédente (59,305 paires adjudgées à 609.923 kr. 14 h.)

Pour cette fourniture, 179 unions professionnelles se présentèrent, comprenant 13,075 maîtres ; mais 19 sociétés avec 1126 membres furent exclues, pour avoir mal fourni l'année précédente, et le partage définitif se fit entre 160 sociétés, comprenant en tout 11. 949 membres. Quant à la répartition du quantum de fournitures, suivant les provinces, on s'inspira de plusieurs éléments : le nombre des entreprises, la densité de la population, le contingent du recrutement, le nombre des maîtres payant impôt, etc.

Tel est le système qui semble, à l'heure actuelle, devoir être définitivement adopté. Dans l'adjudication pour 1906, on l'a conservé encore, car il a donné de bons résultats. Il paraît établi maintenant, que, dorénavant, c'est seulement aux sociétés d'artisans qu'on donnera les fournitures de chaussures. On se propose d'avantager principalement celles qui posséderont des machines. Cela ne peut, en effet, que les encourager à en demander au *G. F. D.*, dont l'influence et les recommandations vont exercer maintenant une action décisive.

Avec son intervention éclairée, la participation de la petite industrie aux fournitures publiques reçoit chaque jour de nouvelles extentions. Après les corporations de cordonniers ce sont celles des selliers et corroyeurs. En 1901, 37 corporations de cette industrie, avec 315 membres et 3 maîtres isolés se sont présentés à l'adjudication d'une fourniture se

montant à 201. 639 Kr., ce qui a fait pour chaque maître, un peu plus de 600 Kr. ⁽¹⁾.

Le partage par tête, eu égard au nombre relativement faible des adjudicataires, a pu être conservé, même jusqu'à présent. Pour les fournitures de cartouchières, il en est de même, et le nombre des adjudicataires étant également assez réduit, les lots échus par tête varient entre 400 et 450 Kr.

Toutes les livraisons ont été jusqu'à maintenant très satisfaisantes. Encouragé par les résultats obtenus, le ministre du Commerce commence à solliciter, dans toutes les adjudications publiques qui peuvent se présenter, le concours de la petite industrie. Pour les fournitures de toiles, 75 % ont été données l'année dernière aux sociétés possédant des machines et 25 % aux artisans isolés.

En dehors des fournitures générales, le ministère intervient aussi très souvent dans l'intérêt personnel de telle ou telle union, lorsqu'il s'agit de travaux faits pour le compte de certaines administrations publiques de leurs villes. Il a fait donner, par exemple, à la société des menuisiers de Villach, dont nous avons plus haut parlé, tous les travaux relatifs à l'édification de la nouvelle gare de Villach. Pour la société de Neutitschein, il a sollicité *lui-même*, de la manufacture des tabacs de cette ville, une fourniture de 13.600 Kr. de boîtes à cigares. Disons encore que la corporation des tailleurs de Vienne a reçu toutes les commandes concernant les uniformes des employés du service des postes et télégraphes de la Basse-Autriche. Ces recommandations particulières font peut-être encore plus grand bien aux artisans que les lots qui leur adviennent dans le partage des grandes adjudi-

(1) Voir pour les corporations de Vienne qui ont participé aux adjudications le *Bericht in N.*, 1901, p. LXVI. La corporation du vêtement de Zwettl (Basse-Autriche) notamment, a dans l'année 1900, fourni 150 pantalons et 150 blouses pour l'armée. La corporation des fabricants de peignes à Vienne a également fait une importante fourniture de peignes à l'armée de Roumanie.

cations. Elles leur montrent surtout que l'autorité centrale les connaît spécialement, les estime et a le désir de les aider.

Le *G. F. D.* d'ailleurs ne cache pas ses intentions de donner à ce mode d'encouragement de la petite industrie le plus de développements qu'il pourra. Et il faut reconnaître, qu'aucun pays n'a été jusqu'à présent aussi loin et n'a mieux compris qu'on peut ainsi apporter aux petits artisans un secours précieux qui développe leur émulation et leur permet de fournir aussi bien, sinon mieux que les gros adjudicataires.

V

Prêts de l'Etat pour le développement des diverses fondations coopératives (dépôts magasins, sociétés de production).

Attachée surtout au développement économique des institutions d'intérêt commun, l'action de l'Etat a voulu essayer encore de donner un élan nouveau aux diverses coopératives qui, on le sait, malgré les améliorations apportées par la loi de 1898, n'ont pas donné tout ce qu'on pouvait attendre d'elles.

Une division particulière s'est tout d'abord constituée en 1898 dans le *G. F. D.* sous le nom « *Anleitung zur Errichtung und Geschäftsführung gewerblicher Erwerbs und Wirtschaftsgenossenschaften* ». Cette division fournit gratuitement tous les modèles et statuts relatifs à la fondation des sociétés coopératives. Elle est en outre chargée d'étudier préliminairement les demandes d'avances qui peuvent être faites au ministère par les groupes corporatifs et de faire un rapport sur chacune (1).

(1) *Bericht über Förderung*, 1901, p. 76.

Le prêt du *G. F. D.* consenti sur avis du Conseil (*Gewerbe-förderungsbeirath*), n'est en principe accordé que pour créer ou augmenter le capital d'exploitation de la société coopérative (*Betriebskapital*) qui doit, comme nous le savons, former une société distincte avec statut spécial conforme au modèle adressé par l'autorité. Ce n'est qu'exceptionnellement que les avances peuvent être affectées à des fondations annexes ou particulières et seulement dans le cas où la société fournit elle-même la plus grosse part du capital de ces fondations ⁽¹⁾.

Les prêts sont consentis à un taux variant entre 3 et 3 $\frac{1}{2}$ %, déterminé chaque année par le *Gewerbeförderungsbeirath* avec approbation du gouvernement. On en fixe la durée, pour chaque société (3 ans au maximum) et les intérêts sont payés par semestre. Les prêts ne sont jamais accordés qu'après vérification des livres et de la comptabilité pendant les trois dernières années.

Chaque année d'ailleurs, les sociétés reçoivent la visite d'un inspecteur spécial qui doit s'assurer que le capital social et les capitaux étrangers prêtés, sont toujours dans les rapports fixés par le statut et que les crédits consentis aux membres à titre exceptionnel, restent proportionnés aux fonds de réserve.

Les prêts consentis par le *G. F. D.* ont principalement pour but de venir en aide à l'*exploitation sociale*. Pour les crédits dont les membres peuvent avoir besoin individuellement, on a d'autres sources d'avances, notamment la « *Kaiser Franz Josef Stiftung zur Förderung des Kleingewerbes Wiens* », le « *Wiener gewerblicher Credit Institut* » et la « *Landes Creditfond zur Förderung des Personalcredits des Kleingewerbes und des Kleinhandels* » en Bohême, etc. En 1900, les prêts du ministère aux sociétés coopératives s'élevaient déjà à 131,600 Kr. répartis entre une trentaine de sociétés, en des

(1) *Bericht über Förderung*, p. 76.

sommes variant pour chacune entre 600 et 24.000 Kr. D'une manière générale, les intérêts ont été ponctuellement payés et le capital, à l'expiration du prêt, entièrement remboursé.

Là encore, les résultats ont été remarquables. Beaucoup de coopératives nouvelles ont pu se fonder et, à côté de toutes petites, il en est maintenant à Vienne d'extrêmement importantes, par exemple celle des bouchers pour la vente des produits d'abattoir : « *Vereinigung der Fleischhauer von Wien und Umgebung zur Verwerthung der Nebenprodukte* » qui compte, à l'heure actuelle, plus de 700 membres et vend directement au commerce les cuirs et peaux des animaux tués. Les peaux sont avec mention de race, de qualité et de poids, inscrites sous le contrôle d'un surveillant, au compte personnel de chaque membre et payées tous les mois comptant. Cette société, dont le capital en 1900 s'élevait déjà à plus de 2 millions de florins, est devenue si puissante par suite de l'adjonction des bouchers de *Wiener-Neustadt*, qu'elle est maintenant considérée comme l'organe officiel qui fixe les cours des cuirs en Autriche ⁽¹⁾.

Citons encore la société des verriers viennois qui, sous le titre « *Hammonia* » étend ses relations jusqu'en Allemagne ; la société viennoise des industries d'approvisionnement qui a fondé la fabrique de glace dont nous parlions plus haut et dont les recettes augmentent de jour en jour ⁽²⁾ ; la société des boulangers de Vienne pour l'achat des farines en gros, etc.

Il faudrait plusieurs pages pour énumérer ici les nombreuses sociétés d'achat et de vente qui se sont fondées ces derniers temps avec le concours des subventions étatiques : plus d'une centaine de magasins de meubles pour les menuisiers, de cuirs pour les cordonniers. D'autres secours que ceux du *G.F.D.* ont agi également dans le même sens : notamment

(1) Chambre de commerce de Vienne. *Bericht in N.* 1899 p. LVII).

(2) *Bericht in N.* 1900, p. LIV, 1903, p. LII.

la fondation François-Joseph pour le relèvement de la petite industrie du fer en Basse-Autriche, la fondation *Karl Holdhaus*, et bien d'autres.

Les Chambres de commerce de Vienne, de Brünn et de Graz, notent toutes ce réveil intense du mouvement coopératif. En 1903, plus de 10 sociétés nouvelles ont été fondées, en 1905, plus de 20. Le *G.F.D.* s'est multiplié et a encore augmenté la division d'études. Enfin des voyages de propagande faits par M. le conseiller Stratzkaney vont porter, jusque dans les coins les plus reculés de l'empire, l'idée coopérative. Cette campagne de conférences contribue certainement beaucoup au succès.

VI

Conclusion.

On pourrait encore signaler une foule d'efforts intéressants dans cette œuvre si attachante de la protection positive du *Kleingewerbe* par l'Etat. Il faudrait mentionner les nombreuses écoles locales, les maisons et asiles d'apprentis à Vienne, à Prague, à Brünn, les expositions et récompenses spéciales. Il faudrait enfin montrer la part, de plus en plus grande, prise dans cette action par les gouvernements locaux (*Landesauschüsse*), dont les subventions nombreuses viennent se joindre à celles du ministère.

Nous ne nous sommes arrêté qu'aux points les plus importants, à ceux qui montrent, d'une manière évidente, que l'idée corporative entre, de nos jours, dans une phase nouvelle et se pénètre de plus en plus des préoccupations modernes.

Modernes d'ailleurs, quoiqu'on en puisse penser, les luttes pour la preuve de capacité qui tendent à créer, en face de cette marchandise-travail, informe] et anonyme, en face

de l'*Unskilled labour* de l'économie abstraite, le travailleur qualifié, le seul qui soit précieux pour l'industrie de nos jours, même pour la fabrique.

Modernes aussi les institutions qui font, de la poussière des petites entreprises, des sociétés organisées ayant un régime distinct déterminant la synthèse des intérêts généraux du métier et l'utilisation collective des améliorations techniques, des perfectionnements de l'outillage, de tous les moyens bien compris de défense et de progrès qui maintiennent debout une des plus importantes classes sociales (1).

Plus que tout autre pays, l'Autriche s'est attachée de tout son effort, à cette politique de relèvement des métiers et par là, elle a montré qu'ils n'étaient point simplement une catégorie historique, une forme industrielle appelée à disparaître. C'est une grande leçon de laquelle se dégage une conception plus compréhensive des fonctions de l'Etat. Car c'est, il ne faut point hésiter à le dire, l'Etat seul qui a fait tout : C'est lui d'abord qui a donné vraiment naissance aux groupes corporatifs, qui en a fait de véritables administrations territoriales ; c'est lui qui les a dotés ensuite d'un régime de droit public tout nouveau, répondant à la véritable représentation de leurs intérêts ; c'est lui enfin qui, en étudiant leurs besoins positifs, a fait leur éducation pratique, leur a mis en mains les armes pour lutter et les a entraînés à vivre.

On n'a point certes perdu du temps en Autriche à ces vaines et scholastiques discussions sur les rapports du travail et du capital, sur la liberté des conventions et sur le contrat.

On a vu tout de suite qu'il fallait, en elles-mêmes, **administrer des réalités industrielles** qui exigent une organisation particulière et c'est pour cela qu'on est arrivé à un résultat.

Sans cette action administrative, les groupes professionnels autrichiens ne seraient évidemment pas grand'chose. Il

(1) V. sur ce rôle de l'Etat : Kienbock ; *Ziel und Grenze der gewerblichen Mittelstand Politik*, Wien, 1899, p. 115-123 et Psenner, *Die neueste Gefarhr für den cesterreschischen Mittelstand*, Wien, 1893.

restent, c'est peut-être là leur faiblesse, des créations un peu artificielles qui ne peuvent vivre que sous l'énergique impulsion et les soins attentifs du pouvoir.

Nous allons voir, au contraire, que les métiers allemands ont conservé une vitalité plus originale et plus puissante et que l'Etat n'a eu qu'à confirmer progressivement leurs conquêtes.

Mais, à bien des égards, leurs efforts plus violents et plus confus sont loin encore d'avoir pu aboutir à des résultats aussi généraux et aussi parfaits.

DEUXIÈME PARTIE

L'ALLEMAGNE

INTRODUCTION

L'histoire de la réorganisation des petits métiers en Allemagne, au XIX^e siècle, passe par les mêmes phases qu'en Autriche. Les deux pays suivent dans leur évolution une marche à peu près parallèle et ce sont, au même moment, les mêmes courants d'idées et de tendances qui se retrouvent dans les luttes des Congrès comme dans les efforts du législateur. Malgré pourtant ce synchronisme, l'œuvre corporative allemande, que nous allons maintenant étudier, présente des caractères tout à fait originaux qui la différencient profondément. Elle est une construction *sui generis*, d'un autre style, moins artificielle peut-être et plus autochtone. Sans doute, le but qu'on veut atteindre est identique : conserver aux métiers, pendant que les fabriques s'organisent, leurs institutions particulières. Mais la méthode est toute autre et porte, pour ainsi dire, gravée en elle, l'empreinte du caractère national.

Ici, presque tout l'édifice du passé est resté debout, survivant aux commotions politiques et aux doctrines nouvelles. D'une manière générale, les anciens groupes montrent partout une vie assez intense pour que leur individualité ne disparaisse pas complètement. Ils demeurent

toujours des cadres tout prêts à recevoir une législation appropriée. Même au moment du triomphe de la liberté industrielle, il y a peut-être moins qu'en Autriche d'écroulements complets et de ruines définitives. Les métiers peuvent être très affaiblis, il ne meurent pas; ils se replient plutôt sur eux-mêmes. Aussi, quand le législateur voudra constituer le régime moderne de la petite industrie, il n'aura pas à créer de toutes pièces des corporations neuves, à refaire des structures disparues: il n'aura qu'à vivifier celles qui existent. Au lieu d'établir sur le vide social des cadres rigides rattachant pêle-mêle des individus sans affinités, il cherchera, plutôt, à ressusciter des sociétés existantes, bien réelles et bien connues et à faciliter leur développement.

C'est là l'idée fondamentale qu'on retrouve dans la politique des états allemands: Ne pas créer des corporations *modern-style*, purement formelles, dans lesquelles la vie est nécessairement très lente à s'établir, mais donner à celles qui existent des fonctions progressives de droit public dans la mesure où elles peuvent s'élever à les mériter.

Cette politique réaliste, dont toutes les vues reposent sur l'activité autonome des groupes, a eu pour résultats de faciliter graduellement l'éducation corporative, de laisser aux métiers leur spontanéité au lieu de les emprisonner, *à priori*, dans des moules géométriques, trop semblables et trop durs. Le régime juridique offre par suite une bien plus grande souplesse et une bien plus grande variété. La législation allemande, avec son sens délicat de la *Selbstverwaltung*, n'a pas voulu ce monisme étroit de la corporation obligatoire, partout identique. Elle a préféré amener, par des initiations successives, les groupes, à des prérogatives de droit qu'elle leur a simplement proposées et qu'ils peuvent faire consacrer officiellement, s'ils les jugent utiles et s'ils s'en montrent dignes.

Après un long travail historique, on est arrivé, nous le verrons, à un système d'ensemble qui présente une gradation

de trois types corporatifs correspondant à trois degrés, de plus en plus élevés, ayant chacun leur organisation propre et où les métiers peuvent choisir la forme qui leur convient pour jouir des droits attachés à chaque catégorie.

Ainsi, tout en offrant aux groupes des attributions de droit public, même très étendues, la loi ne leur impose proprement aucune forme et ne leur confère l'usage de certains droits, que dans la mesure où ils s'y élèvent d'eux-mêmes et se mettent en situation de les acquérir.

Au 1^{er} degré, le type simple est la corporation libre : l'*Innung*, l'union de fait des artisans associés, mais dans laquelle personne n'est forcé d'entrer. Si cette union montre des aptitudes suffisantes en certain ordre de questions, par exemple, dans le règlement des questions d'apprentissage, l'administration lui donnera l'autorité réglementaire sur tous les artisans de son ressort de la même profession, non seulement à l'égard de ses propres membres, mais même, et cela est remarquable, à l'égard des artisans qui n'en font pas partie et les décisions qu'elle prendra auront force de loi vis-à-vis de ces non-membres. Ceux-ci, sans être encore obligés d'entrer dans l'organisme corporatif, resteront soumis, sur certains points cependant, à son action. C'est le deuxième type, celui de la corporation qu'on peut appeler *impérative*, mais non encore obligatoire.

Enfin, lorsque la *majorité* des artisans d'un métier le demandera, et sous certaines conditions, *tous* ceux qui exercent le *même métier*, dans la *même région*, pourront être forcés d'appartenir, en qualité de membres, à un groupe érigé en corporation obligatoire : (*Zwangsinnung*). C'est le troisième type, le plus élevé, auquel sont attachés des droits encore plus énergiques.

Telle est, en gros, la trinité de formes à laquelle vient aboutir l'effort de la politique allemande. On voit que ce n'est pas à proprement parler l'Etat qui crée les corporations, ainsi que le remarque Hitze. L'Etat se contente de les laisser progresser

d'elles-mêmes, de reconnaître, suivant la classe où elles se sont élevées, leur degré de croissance et de développement. Sans les faire entrer de force dans une organisation rigide, il respecte la variété de leurs formes naturelles. En fait, celles qui parviennent à la troisième phase sont rares. L'aspect est donc tout autre qu'en Autriche.

La corporation allemande se développe ici ou là, spontanément et comme elle veut; le réseau est loin d'être partout complet; il n'embrasse guère que 25 p. 100 de la population des *Handwerker*. Mais partout où elle existe, elle exprime une vie plus réelle.

En Autriche, les métiers attendent tout des énormes sacrifices et du contrôle constant de l'autorité centrale. Ils n'ont, par suite, qu'une vie fictive; ce sont des cadres qui ne contiennent rien. Sans doute, la séparation rigoureuse d'avec les fabriques a doté la petite industrie d'organes propres tels que les *Genossenschaftsinstructoren*, par exemple, mais ces organes sont presque toujours des organes d'Etat, bien plus destinés à simplifier le travail de l'autorité centrale, qu'à traduire les aspirations des groupes organisés. L'Allemagne au contraire, grâce à sa haute culture sociale, a su, dans l'administration des métiers comme dans leur organisation, éviter cet écueil d'un centralisme excessif et leur donner des institutions adéquates exprimant véritablement ce qu'ils sont.

C'est notamment à ce principe qu'il faut rattacher encore la création des Chambres de la petite industrie (*Handwerker-Kammer*) que les métiers ont toujours réclamées, parce qu'elles sont beaucoup mieux appropriées à leurs besoins que les Chambres de commerce. Seule peut-être, entre toutes les nations modernes, l'Allemagne a réalisé ce desideratum. Par là, non seulement elle a résolu un problème que l'Autriche n'a pas su résoudre, mais elle a créé pour les revendications des métiers un organe officiel.

Cette esquisse très générale était nécessaire avant d'en-

trer dans l'étude détaillée du système. On conçoit qu'une organisation aussi complexe, où tant de nuances trouvent leur place, n'a pu se faire en un jour. Il a fallu beaucoup de luttes et d'efforts pour aboutir à cette originale conception tripartite, à ces trois degrés d'ascension. Comme les métiers auxquelles elle les propose, l'Allemagne s'est elle-même progressivement élevée à les construire et nous allons indiquer maintenant par quelles phases a passé sa politique.

CHAPITRE PREMIER

L'idée corporative et la législation au début du XIX^e siècle.

On a dit maintes fois que l'Allemagne est, par excellence, le terrain classique de conservation des vieilles sociétés industrielles. Son extrême division, au début du XIX^e siècle, favorise encore la permanence de l'esprit corporatif. C'est à peine si le lien impérial, trop faible, peut tenir tous les Etats en un même faisceau. « Plusieurs Etats ont encore, au milieu du XIX^e siècle, la législation qu'ils se sont donnée au XVII^e, quelques-uns, sans changement aucun, d'autres, avec des changements plus ou moins notables, suivant l'activité ou les tendances des gouvernants. Sur un espace de vingt lieues, on trouve trois ou quatre régimes d'âges différents, comme en suivant une tranchée dans un pays accidenté, on rencontre des couches géologiques d'époques diverses (1).

Au lendemain des guerres de l'empire, la Prusse, avec les ministres Stein et Hardenberg, entre résolument dans la

(1) Morisseaux, *La législation du travail* : L'Allemagne, p. 183.

voie des réformes, et, par la circulaire du 26 décembre 1808, pose le principe de la liberté industrielle, mais avec une extrême modération : « Il est antiéconomique, dit le baron de Stein, de troubler les conditions naturelles de l'industrie. Les administrations publiques, en réalisant le plus tôt possible la liberté industrielle, doivent le faire progressivement, par voie légale, en ménageant les préjugés existants, car toute réforme amène des tiraillements, et un passage trop brusque de la réglementation à la liberté pourrait produire des conséquences plus désastreuses encore que la réglementation elle-même. » Tout le programme législatif consiste d'une part sans doute, à n'accorder en aucun cas, en matière industrielle, de concessions ou de privilèges donnant naissance à des droits exclusifs, mais, — et c'est là la grande différence d'avec la France, — de ne supprimer en rien les groupements sociaux naturels, qui seuls permettent à la petite industrie, c'est-à-dire à la majorité des citoyens, de vivre et de se défendre.

La loi du 7 septembre 1811, qui règle l'exploitation de l'industrie au point de vue de la police générale, maintient formellement et d'une manière expresse les corporations ⁽¹⁾.

Stein a eu sur Turgot le mérite de comprendre que leur conservation ne compromet en rien le principe de la liberté industrielle, que les monopoles ne sont pas plus liés aux métiers qu'à la fabrique, et que, s'il faut délivrer l'industrie des privilèges que l'Etat est seul coupable d'avoir consentis, la suppression de ces privilèges n'entraîne pas celle des réalités auxquelles ils s'appliquent, car ils ne sont pas plus liés aux unités puissantes de la grande industrie, qu'aux groupes des petits métiers. La vraie liberté ouvre le champ à toutes les organisations économiques; son essence est de

(1) Die Zünfte, Gewerke, Innungen würden nicht aufgehoben; ihre Fortexistenz vielmehr ausdrücklich gestattet (Schoenberg : *Handbuch der politischen Ökonomie*. Volkswirtschaftslehre. T. II, p. 455.) 2^e Edition, Tübingen, 1886.

respecter toutes les formes sans en protéger spécialement aucune. La corporation restera donc libre et autonome. Au surplus, c'est même un avantage pour elle d'être débarrassée des restrictions d'autrefois qui paralysaient son essor et diminuaient la sphère de son activité, en lui consentant, souvent très chèrement, des parcelles d'un domaine de production artificiellement limitées.

La notion nouvelle et moderne du métier apparaît maintenant avec une ampleur singulièrement plus féconde. Au lieu de la *Zunft* d'autrefois, fermée et privilégiée, c'est la *Land-zunft* ouverte à tous les artisans d'un même métier d'une région donnée, sous la reconnaissance légale de l'Etat.

Il fallait un sens politique aussi profond que celui du baron de Stein pour penser qu'on peut amener, sans les détruire, et graduellement, ces anciens groupes à la liberté économique; et il jugeait sur ce point assez sévèrement notre Révolution française, à laquelle il reprochait de préparer un développement industriel orienté d'un seul côté (*enseitig*). Il se rendait compte de son intolérance, car la suppression *à priori* des institutions défensives de la petite bourgeoisie lui semblait une iniquité sans excuses, ayant pour résultats l'anéantissement de la classe moyenne ⁽²⁾.

Dans un *pro memoria* daté de janvier 1822, Stein déclare que le métier est avant tout un cadre et une règle indispensable au *Mittelstand*; une garantie pour tout individu d'avoir une éducation professionnelle et morale et de conformer sa conduite à cette éducation. « Ce n'est que de cette manière, ajoute-t-il, que les professions pourront être ouvertes aux

(2) Il est intéressant de rapprocher des idées du baron de Stein, celles du célèbre philosophe J.-Gottlieb Fichte qui voit, dans la suppression des corporations par la Révolution française, le principe de l'anarchie. V. Fichte (*Beiträge zur Berichtigung der Urtheile des Publikums über die französische Revolution* (1796).

vrais citoyens et non aux hommes nomades et inconnus (*Wilden*) (1). »

Au-dessus des intérêts industriels, Stein semble d'ailleurs, avoir même entrevu, de quelle importance sociale la Corporation peut devenir pour l'Etat en tant que système administratif. La stabilité corporative, pour lui, doit devenir un des facteurs principaux de l'économie urbaine, un trait d'union entre les intérêts généraux et les intérêts particuliers et, par là-même, une des garanties de la liberté personnelle (2).

En dépit donc des doctrines d'un libéralisme économique nettement affirmé, les corporations étaient maintenues et devaient résister, dans la suite, à tous les efforts du parti libéral.

Beaucoup de métiers conservent, comme le fait remarquer M. Morisseaux, en tant que *Corporations libres*, leur organisation ancienne.

« La France, sans doute avec les guerres de l'empire, introduit sa législation dans les pays soumis : en Westphalie (Décret du 5 août 1808 et du 12 février 1810), dans le grand

(1) On appelle encore Stein (né à Nassau, 1757, mort à Cappenberg, 1831) avec une finesse de langage intraduisible en français. Grundsteine des Guten zum Ecksteine des Bösen zum Edelsteine der Deutschen.

V. sur Stein : Roscher : *Die nationalökonomie des Ministers*, von Stein (cotta'schen Vierteljahrschrift, 1866. Heft III.

Roscher, *Geschichte der national Ækonomik in Deutschland* (Munich 1874, ch. 28, § 155, p. 702-732.

Pertz, *Das Leben des Ministers Freiherrn v. Stein* (Berlin 1849).

(2) « Ein gesundes Volksleben zwischen Staat und Individuum... noch mancherlei Mittelgruppen Interessengenossenschaften nothig hat an die sich der Schwäche vergængliche Einzelmench anlehnen kann um nach oben wie neben sich und nach unten seine persœnliche Freiheit zu behaupten. » (*Denkschriften herausgegeben V. Pertz*, 25. — Cf. Roscher, *Geschichte der national Ækonomik in Deutschland*, p. 709.

V. également sur l'idée corporative chez Stein un échange de lettres entre lui et son vieil ami Kunth. Cf. Roscher, *Ibid.* p. 720. V. aussi sur Stein une étude de M. Reichenbach. *Assoc. catholique*, 15 avril 1882, t. XIII, p. 405, sous ce titre : *Les transformations économiques de l'Allemagne*.

duché de Berg (Décret du 31 mars 1809) et dans les départements de la Hanse française ; mais cette métamorphose est très courte et ne laisse, pour ainsi dire, pas de traces. Bientôt, après la guerre de l'indépendance et la conclusion de la paix, les états allemands se reforment et le droit ancien reprend vigueur, avec les groupes corporatifs auxquels ont fait subir quelques modifications, dans le sens libéral, en abolissant les derniers privilèges. Ainsi en est-il, par exemple, dans le Hanovre, dans la Hesse, dans l'Oldenbourg et à Brême. Peu à peu, d'ailleurs, la Prusse étendant la sphère de son hégémonie, donne un peu partout sa législation pour modèle. » ⁽¹⁾

La politique prussienne ne s'en tient pas d'ailleurs à une attitude simplement passive qui consiste à respecter les groupes existants. Elle précise encore assez nettement leur mission et semble bien déjà les consacrer spécialement aux artisans, par opposition à la fabrique. En principe, toute personne qui veut ouvrir une entreprise à son compte le peut, si elle se munit d'une patente. Tous ceux qui n'ont pas pris de patente (c'est-à-dire les *Handwerker* en général), doivent, pour exercer le métier, s'inscrire à la corporation, quand il en existe une (loi du 7 septembre 1811). Elle devient, en quelque sorte, le cadastre obligatoire de tous les membres du métier. — Le gouvernement conserve, d'autre part, le droit de réunir en corporations les artisans dépourvus de patente, si l'intérêt public l'exige. C'est à cette époque la possession d'une patente *Gewerbeschein*, qui opère, le plus souvent, la distinction entre les deux régimes industriels et c'est là une notion qui sera longtemps conservée.

D'autre part aussi apparaît l'idée d'un pouvoir administratif autonome, conféré en propre à la corporation sur ses membres et distinct de l'administration communale. Car pour être considéré comme bourgeois, il faut être possesseur

(1) Morisseaux, *Ibid.* L'Allemagne, p. 189. Schœnberg, *Ibid.* — V. aussi Rehfuës, *Ueber das Zunftwesen*, Bonn 1818 et Rorhscheidt, *Vom Zunftzwange zur Gewerbefreiheit*, 1898.

d'une patente ; les non-patentés sont soumis exclusivement à la juridiction corporative ⁽¹⁾.

Ainsi la *Zunft* devient une expression territoriale, une organisation supplémentaire de police, grâce à la distinction du *Patentmeister* et de l'*Innungsmeister* ; et cette distinction se conserve dans presque toutes les lois particulières des divers pays. La plupart des états allemands maintiennent plus ou moins les corporations, ainsi en est-il en Saxe, en Kurhessen, Hanovre, Brunswick, Francfort, les villes de la Hanse, les pays Thuringiens et, nous l'avons vu, l'Autriche.

En Bavière, à l'exception de quelques professions libérales, presque tous les métiers exigent une preuve de capacité et souvent le nombre des maîtres est limité. Les *Zünfte* restent en l'état et l'essor de la grande industrie, d'ailleurs peu développée, est, dans toute l'Allemagne du Sud, comprimé encore par les barrières douanières.

Même situation à peu près, dans le Wurtemberg (loi du 22 avril 1828 et du 5 août 1838) : permanence de la corporation obligatoire et des *Meisterprüfungen*, sauf pour quelques métiers libres, importance numérique beaucoup plus grande des ateliers et de la petite industrie.

(1) V. les intéressantes remarques de G.-J. Bergius, *Die preussischen Gewerbegesetze*, 1857, chap. I. Cf. Schœnberg, *Ibid.* 455, note 136.

CHAPITRE II

L'agitation des métiers en 1848 et les ordonnances de 1849

La première loi dont toutes les dispositions s'étendent uniformément à toutes les provinces prussiennes est l'*Allgemeine Gewerbe Ordnung* du 17 juillet 1845. Elle repose encore sur le principe de la liberté industrielle. En dehors de certaines conditions spéciales exigées pour certaines industries dangereuses ou insalubres qu'elle énumère, les dernières restrictions à la liberté sont supprimées. Les derniers privilèges et monopoles disparaissent, notamment le monopole de l'exercice de certains métiers, jusque-là réservés aux villes. Comme en 1811, le législateur consacre de nouveau l'existence de la corporation et en précise les droits ; sans chercher à constituer des groupes nouveaux, sans imposer aucune organisation officielle, c'est aux anciennes corporations existantes qu'il s'adresse toujours, traitant semblablement celles de la ville et celles du plat pays ; il compte sur leur activité pour conserver un apprentissage sérieux et s'occuper, avec vigilance, des intérêts professionnels communs à tous ceux qui exercent le métier. Bien qu'en aucune

manière le droit à cet exercice ne dépende de l'affiliation forcée au groupe, celui-ci, de près ou de loin, doit cependant déjà faire sentir son influence aux artisans, notamment en surveillant l'admission et l'éducation des apprentis et ouvriers des patrons même non affiliés, en administrant les caisses communes de maladie, de funérailles, d'assistance et d'épargne. Tout en restant fidèle à la liberté, la loi cherche à éveiller un peu l'activité corporative et par une innovation intéressante, se réserve de sanctionner les droits de celles qui se montreront le plus vigilantes.

Ainsi, par exemple, bien que la *Zunft* ne soit pas légalement tenue de requérir une preuve de capacité à l'égard de ceux qui entrent dans son sein, ceux-ci n'ont le droit d'avoir des apprentis, qu'à cette condition ⁽¹⁾. Et les corporations qui exigent obligatoirement la preuve de capacité pour leurs membres ou qui leur font subir un examen devant un jury d'artisans présidé par un membre de l'administration communale, peuvent obtenir l'entérinement de leurs statuts et tous les droits afférents aux corporations complètes. En un mot, il leur est permis de se hausser, par cet effort personnel, à une catégorie supérieure. La loi de 1845 a jeté, en quelque sorte, les bases du système qui devait être repris par la suite : consacrer les efforts des corporations sans les leur imposer.

Quels furent les effets de cette loi de 1845 ? Les historiens, presque partout, reconnaissent que bien peu de groupes, à ce moment, font preuve d'initiative en exigeant de leurs membres une *Befähigungsnachweis*.

L'absence d'une réglementation légale et générale est, d'autre part, un obstacle au bon fonctionnement de la vie corporative. Ajoutons que les circonstances commencent à devenir critiques pour les métiers. Des crises commerciales intenses marquent les années 1846 et 1847. En 1848, la révolu-

(1) Jäger, *Die Handwerkerfrage*, p. 36. Schoenberg, *Ibid.*

tion éclate. La classe moyenne est en grande partie ruinée, le crédit épuisé.

Le flottement des *Handwerker* est toujours trop grand pour une action commune et les corporations de l'Allemagne, sous ce régime, ne donnent pas plus de résultats qu'en Autriche à la même époque. Les tendances générales ont cependant toujours pour objet la preuve de capacité conçue plutôt au point de vue défensif, que comme susceptible de réunir les intérêts.

Un mouvement profond contre le libéralisme commence à se dessiner d'ailleurs et des groupes importants se forment pour la résistance. Cette agitation, qui garde ses caractères bien spéciaux au milieu du mouvement socialiste, devait bientôt aboutir et se préciser au célèbre congrès des métiers tenu à Francfort sous le nom de *Handwerkerparlement*.

Le 19 avril 1848 parut à Bonn une pétition adressée au Ministre Kamphausen et signée par 391 maîtres qui conviaient à la lutte tous leurs frères des métiers : « Nous sommes, déclarait-elle, les premiers *Handwerker* en Allemagne qui, dans la lumière de la jeune liberté, formulons les vœux que réclament notre état. A vous, camarades, de les faire triompher. » (1)

Il faut assurer au travail des petits artisans une organisation légale dans toute l'Allemagne parce qu'il est la base même de toute formation morale et pour le protéger, il ne faut pas se contenter de conserver, il faut *réorganiser* les corporations et leur donner un pouvoir réglementaire énergique. Il faut qu'il leur appartienne de formuler certaines réglementations nécessaires, par exemple, limiter le travail de chaque maître à un seul métier, exiger, pour l'entreprendre une preuve de capacité obligatoire pour tout le monde, défendre d'avoir des apprentis si l'on n'est âgé au moins de

(1) Stieda, art. *Handwerk*, in *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* de Conrad, p., 370, col. 1.

25 ans. Il faut aussi limiter l'emploi des machines afin de sauver le travail manuel.... Mais, malgré une foule d'autres revendications contre le libéralisme, les artisans ne prétendent nullement revenir au système du moyen âge ; ce qu'ils demandent pour les métiers ce ne sont pas des monopoles, c'est une loi industrielle qui évite les privilèges, mais se garde aussi de l'anarchie du laisser-faire.

« Nous ne voulons, déclarent-ils, aucune réduction dans la concurrence ; ce que nous voulons, ce sont seulement des concurrents capables et honnêtes. (*Wir wollen keine Aufhebung der Konkurrenz aber wir wollen tüchtige Konkurrenten haben*) ⁽¹⁾.

Bonn avait donné l'exemple. Beaucoup d'autres villes le suivirent : Leipzig, Gotha, Magdebourg, Karlsruhe. Le 22 avril notamment, 22 *Innungen* de Leipzig publient à leur tour des lettres ouvertes où, chose à noter, on fait une amère critique du système français avec lequel on est arrivé à ce résultat pour les métiers que « les derniers restes de vertu et de bien-être s'en sont allés (*den letzten Rest von Tüchtigkeit und Wohlstand untergräbt*) ».)

Beaucoup de projets de réformes sont proposés encore et discutés au congrès préliminaire des artisans de l'Allemagne du Nord qui se tient à Hambourg, du 2 au 6 juin 1848.

Il comprend à peu près 200 représentants des villes de la Hanse, du Schleswig-Holstein, du Mecklenbourg, du Hanovre, du Brunswick et de la Prusse orientale. La plupart des maîtres figurent en qualité de délégués des diverses *Innungen* et *Innungsvereine*. Le professeur Winkelblech, de Cassel, connu plus tard en économie politique sous le pseudonyme de Karlo Marlo, présida la plupart des séances du congrès de Hambourg. Il ne se montre pas partisan de la corporation obligatoire et d'une forte intervention de l'État. — De la même façon spontanée qu'est née l'ancienne organisation corporative, de même

(1) Stieda, *Ibid.*

doit naître pour lui une nouvelle organisation naturelle des métiers. Les *Innungen* doivent être sauvegardées surtout, du sort qu'elles ont eu en Angleterre et en France et aussi de l'invasion du communisme ». Cependant, il reconnaît avec la majorité la nécessité de saisir le parlement d'un projet d'organisation légale, car leur reconnaissance ne suffit pas si elles ne sont point armées pour la résistance.

Ce fut le 7 juin 1848 que les membres de la ligue du Nord adressèrent aux métiers de Francfort-s/-Mein une proposition tendant à fusionner tous les congrès partiels en un congrès général ou *Sozialkammer* qui aurait pour mission de préparer un projet de loi spécial aux métiers. La proposition fut acceptée avec enthousiasme et, le 15 juillet 1848, s'ouvrit à Francfort s/ Mein, dans la Paulskirche, le célèbre *Deutsche Handwerker und Gewerbetag*. A plus d'un millier d'adhérents viennent se joindre encore 116 maîtres officiellement délégués par les divers états allemands. (1)

Stieda remarque l'absence de délégués des fabriques; à partir de ce moment, en effet, il n'y a plus de doute possible; les métiers tiennent à garder particulières leurs revendications et la séparation des deux régimes industriels s'accuse radicalement.

Il y eut à Francfort, jusqu'à la clôture du Congrès (18 août 1848), une agitation intense. On parvint enfin à rédiger un projet de loi touffu et complexe qui devait consacrer solennellement « la protestation d'un million de malheureux contre la liberté du travail » (2). Projet intéressant qui, s'il n'est pas immédiatement consacré par les lois subséquentes, dessine un programme social assez large et que nous retrouverons en partie, notamment dans la loi de 1881.

1° D'abord des *Innungen* devaient être créées dans toutes les villes allemandes, parce que la vieille organisation de

(1) On avait, dit Jäger, reçu plus de 500 pétitions avec plus d'un million de signatures.

(2) Georg. Bobertag, *Die Handwerkerfrage*, 1880, p. 37.

celles qui demeuraient ne pouvait plus suffire aux besoins présents. Elles devaient avoir, au minimum, douze membres; toutes celles qui n'atteindraient pas ce chiffre seraient complétées par l'adjonction de métiers similaires (*verwandte Gewerbe*), chaque métier ainsi incorporé conservant, d'ailleurs, son individualité propre. Les *Innungen*, obligatoires pour tous ceux qui exercent dans un même lieu le même métier, devaient être appelées à régler l'apprentissage, dont la durée est de trois ans au moins. Après ce temps, l'apprenti, pour devenir compagnon, recevra une preuve d'apprentissage. Chaque compagnon voyagera au moins trois ans (*Gesellenwanderung*) et n'acceptera d'emploi que chez les maîtres de son métier. Pour acquérir le titre de maître et s'établir à son compte, il faut, outre l'âge nécessaire de vingt-cinq ans, une preuve d'un temps de voyage et un examen de maître (*Meisterprüfung*), ou un chef-d'œuvre (*Meisterstück*). Il sera défendu d'entreprendre plusieurs métiers à la fois et une organisation à la preuve de capacité est projetée. Absolument dégagées de toute influence des administrations locales et de toute action externe, ces *Innungen* seront de véritables organes administratifs, de petites communes industrielles, obligatoires pour leurs membres, recevant pour elles-mêmes toutes leurs fonctions de l'Etat. C'est la conception classique d'autrefois. Une autorité directrice (*Innungsvorstand*) devait être élue à la tête de chaque corporation, dans la forme prévue par le statut. A côté d'elle siégerait un tribunal arbitral pour juger les conflits professionnels entre les membres et les compagnons ou apprentis. Le projet permettait encore l'adjonction de sociétés de compagnons (*Gehilfenversammlungen*), mais seulement au cas où les statuts l'autoriseraient, ne leur donnant, comme toujours, qu'un rôle effacé dans l'administration générale.

L'*Innung* ainsi constituée doit, d'une manière générale, s'occuper, sous la protection de l'Etat, des intérêts professionnels, de l'amélioration matérielle et morale de ses membres, et devenir par là un moyen de secourir la misère des artisans.

2° Au-dessus de l'*Innung*, le projet instituait des organes plus complexes : un Conseil d'artisans (*Gewerberath*), réunissant tous les représentants élus des *Innungen* d'une même ville ou d'un même cercle ; sa mission consistait à déterminer les limites des compétences professionnelles respectives de chaque métier et à servir d'instance supérieure pour les conflits. Il devait, en outre, prendre soin de réunir les compagnons en sociétés et de former, dans chaque ressort, des caisses de maladie et des caisses de voyage obligatoires pour les compagnons. Il devait encore surveiller l'apprentissage et retirer au maître qui se serait mal acquitté de ses devoirs, le droit d'avoir des apprentis. Les *Gewerberäthe* devaient enfin régler, entre les maîtres, les adjudications de travaux publics, veiller à la formation de caisses pour les veuves, les vieillards et les orphelins, etc.

3° Enfin, au-dessus de ce second organe, il devait y avoir une Chambre d'industrie (*Gewerbekammer*), réglant supérieurement l'ensemble des intérêts industriels et préparant les projets de loi. Beaucoup de délégués, désirant séparer les deux catégories industrielles, eussent désiré des Chambres spéciales pour la petite industrie, mais aucune Chambre industrielle n'existant encore en Allemagne, il fallait bien, pour l'instant au moins, se contenter d'une institution générale, embrassant à la fois les fabriques et les métiers. La séparation commencée en bas restait incomplète en haut. Le projet comptait cependant remédier à cet inconvénient si l'Etat, comme on l'y sollicitait, délimitait de façon précise la sphère de la fabrique et celle des métiers, en exigeant, pour ces derniers seulement, une preuve de capacité (1).

(1) On réclamait encore bien d'autres réformes, par exemple la limitation du nombre de maîtres dans chaque commune, l'obligation, pour les ouvriers de fabrique dont le travail ne tend pas à la formation immédiate du produit fabriqué et qui restent en son sein des *Handwerker* proprement dits, de faire partie d'une corporation de l'endroit, la dispense pour les maîtres d'avoir plus de deux apprentis afin de pouvoir mieux se consacrer à leur éducation, la réglementation du travail manuel et du colportage de maison en maison, etc., etc. — V. Stieda, *loc. cit.*, p. 372, col. 2.

Dans ce projet d'organisation se rencontrent, çà et là, quelques revendications révolutionnaires des compagnons qui demandent la création d'ateliers nationaux, de banques du peuple, etc. Mais, à la vérité, dit Jäger, « ceux-ci ne savent pas trop ce qu'ils veulent et leurs réclamations, tantôt corporatives, tantôt socialistes, restent sans but précis et dépourvues de moyens pratiques (1). »

Il n'est pas douteux que les résolutions du Congrès de Francfort, appuyées d'ailleurs par des pétitions innombrables, eurent, sur la politique prussienne, un immense retentissement. Le Parlement leur fit un accueil très favorable et Frédéric-Guillaume IV affirme également son intention de secourir les métiers et de les ramener à leur ancien honneur. Presque aussitôt le gouvernement modifie la loi de 1845 par les deux importantes ordonnances du 9 février 1849, que nous examinerons tout à l'heure, restreignant cette fois, et d'une manière très accusée, la liberté au profit des corporations. Avec les députés Degenkolb, Weith, Becker de Gotha et Lette, l'idée d'un projet général de *Handwerkerordnung* pour tout l'empire commence aussi à se faire jour, avec le principe de la preuve de capacité obligatoire, et l'obligation pour l'artisan d'appartenir à un groupe corporatif. De tels projets parlementaires, trop absolus, suscitent, il fallait s'y attendre, les plus vives colères de la part des économistes libéraux, qui les qualifient de communards, réactionnaires et ténébreusement moyenageux (*finsterer Mittelalter*) (2).

Une foule de pétitions libérales conjurent le gouvernement de ne pas céder à cet entraînement. Cependant, le mouvement des artisans gagne progressivement à lui l'esprit public, avec d'autant plus de succès d'ailleurs, que le libéralisme a de la peine à dégager sa formule définitive et surtout à montrer qu'il répond aux nécessités présentes. Il reste un

(1) Jäger, *Die Handwerkerfrage*, p. 40 et suiv.

(2) Jäger, p. 42 et la note.

programme d'avenir fait d'espérances encore mal définies et d'aspirations plutôt théoriques.

Notons à ce moment, car elle est intéressante, l'ardente propagande que fait, pour la corporation obligatoire, le prince de Bismarck Schönhausen qui plus tard, chancelier d'empire, devait se montrer un fanatique champion de l'idée libérale et capitaliste. Lui qui, à partir de 1866, essaye de faire du libéralisme économique une doctrine nationale, en basant sur les principes de cette école toute la politique du *Kulturkampf*, lui qui, appuyant pour des raisons politiques tout son plan sur la grande industrie, devait faire plus tard la guerre aux métiers, se prononce, dans ses deux grands discours des 18 et 19 octobre 1849, pour la corporation obligatoire, dans les termes suivants :

« Les artisans, dit-il, forment le cœur même de la classe moyenne et le maintien de cette classe est absolument nécessaire au salut de l'Etat. La liberté industrielle a sans doute donné un grand nombre d'avantages au public. Elle a permis le bon marché des produits, mais ce bon marché aggrave l'isolement et la misère des artisans et prépare leur ruine.

» Les causes de l'appauvrissement des *Handwerker* sont diverses. Quelques-unes restent hors de la portée d'une législation. Toutefois, il en est d'autres qui proviennent aussi de ce que le capital l'emporte sur le travail, de ce que la liberté industrielle tend, en définitive, à la surproduction. C'est seulement par les corporations obligatoires que les artisans pourront résister à cette concurrence excessive; c'est seulement par elles que le grand nombre des maîtres pourront être protégés contre cette domination oppressive des capitaux d'un seul et de la grande industrie. Celle-ci pousse si loin la division du travail, que l'ouvrier qui a passé un temps souvent très long à apprendre son métier, est incapable de l'exercer, tant la machine le divise et le subdivise. Si l'affiliation à l'*Innung* n'est pas rendue obligatoire, la première condition manque pour fonder des traditions professionnelles durables.

« Des *Patentmeister*, en effet, chercheront alors des ouvriers à bon marché et ceux-ci, pour un profit immédiat, sortiront de leur métier, se désintéressant de son sort.

» La Corporation obligatoire seule, permet la collaboration économique vers des buts communs. Elle seule permet, en fixant les limites des professions, d'éviter en certaine mesure la concurrence. Elle peut devenir une puissance susceptible de lutter contre la grande industrie et, si elle est durable, c'est-à-dire obligatoire, les avantages constitués par elle demeureront pour l'avenir et feront la force du métier » (1).

Les ordonnances du 9 février 1849 n'admettaient pas la corporation obligatoire d'une manière générale, mais elles l'admettaient cependant dans quelques cas; elles donnaient en outre une large satisfaction aux vœux généraux des métiers. Le gouvernement avait compris, après le Congrès de Francfort, que l'intervention de la loi était nécessaire et, ne pouvant effectuer une refonte complète de la législation industrielle, il essayait, par ces deux ordonnances provisoires, de porter remède aux plus pressantes revendications (2).

De longtemps la petite industrie ne devait pas obtenir un aussi éclatant succès. Les ordonnances de 1849 ont ceci surtout d'original que, déjà, elles énumèrent d'une façon détaillée et limitative, les professions considérées comme métiers proprement dits (*Handwerkmæssige Gewerbe*) (3) afin de pouvoir leur donner un régime distinct.

Tous les maîtres qui veulent exercer ces « métiers » compris dans l'énumération légale (au nombre de 70 environ), sont **obligés de s'affilier** à une corporation, s'il en existe une du métier considéré, et doivent, dans tous les cas, fournir un certificat de capacité ou justifier d'un examen subi devant un jury. (*Prüfungscommission*). La liste des métiers, pour

(1) V. Jäger, *Die Handwerkerfrage*, p. 41-47.

(2) V. sur les motifs Schönberg, *loc. cit.*, p. 458-459. — Stieda, *loc. cit.*, p. 375-376.

(3) V. cette énumération dans Schönberg, *loc. cit.*, p. 459, note 149.

lesquels la preuve de capacité est obligatoire, peut être d'ailleurs augmentée ou réduite à volonté par l'administration⁽¹⁾. C'est, on le voit, le système limitatif que nous avons plus haut étudié en Autriche.

Pour être admis à l'épreuve de capacité, il faut avoir vingt-quatre ans au moins, avoir travaillé comme apprenti chez un maître *befähigt*, et, en règle générale, avoir terminé son apprentissage depuis trois ans⁽²⁾.

Le nombre des apprentis et ouvriers pour chaque maître est limité. Peut être limité aussi l'exercice simultané de plusieurs professions par une seule personne.

Pour les métiers non énumérés, la preuve de capacité n'est point requise, non plus que l'affiliation corporative. Les fabriques restent, en principe, en dehors des dispositions de la loi. Cependant, chose très remarquable, les fabricants pouvaient être eux-mêmes astreints à une preuve de capacité toutes les fois qu'ils exerçaient en annexe un métier pour lequel cette épreuve était obligatoire. Ceci vise spécialement les *Halbprodukte* ou *Halbfabrikate* dans lesquels le travail de l'artisan est un élément constitutif.

On interdisait encore aux compagnons d'accepter de l'ouvrage ailleurs que chez un maître ayant le certificat et les maîtres, en sens inverse, ne pouvaient non plus sans dispense, prendre à gages d'autres ouvriers ou apprentis que ceux de la corporation. Le temps d'apprentissage et de travail des *Gehilfen* et des *Lehrlinge* était clos par une *Prüfung*, selon les vœux du Parlement de Francfort.

Enfin, toute nouvelle *Innung* pouvait être fondée par n'importe quel métier, à la seule condition qu'elle se *montrât utile*, c'est-à-dire que ses statuts exigeassent de ses membres une preuve de capacité et de ses apprentis une *Prüfung*, qu'ils facilitassent l'érection de caisses de secours, etc.

(1) Stieda, *Ibid.* V. Th. Hampke, *Der Befähigungsnachweis*, p. 40.

(2) Schœnberg, *Ibid.*, p. 459.

Il ne faut donc point s'étonner si les *Innungen* de certains métiers reprennent, à cette époque, une force nouvelle. L'historien Biebahn affirme que c'est grâce à elles qu'un grand nombre d'écoles professionnelles ont pu être fondées (1). Il faut en dire autant des caisses de secours corporatives rendues obligatoires par les ordonnances de 1849 et organisées par les statuts locaux.

Ce n'est point seulement d'ailleurs, à l'égard des métiers qu'elle représente que la corporation exerce maintenant une autorité ; son action se fait sentir même bien au delà. Ainsi, elle est appelée à donner à l'administration communale son avis nécessaire sur l'ouverture des magasins, et elle peut exiger que ceux qui tiennent ces magasins subissent l'épreuve de capacité s'ils veulent s'occuper de la préparation des marchandises (2).

Il y a plus ; toute corporation établie dans un ressort a une part active dans la surveillance de l'éducation technique et du traitement des jeunes ouvriers en apprentissage chez tous les maîtres du ressort, même ceux qui ne sont pas tenus de s'affilier. *Obligatoire* donc pour les artisans qui exercent les métiers visés par la loi, elle est déjà *impérative* à l'égard des autres, c'est-à-dire qu'elle possède le pouvoir énorme de leur imposer des décisions, bien qu'ils ne soient pas légalement ses membres.

On voit combien considérables étaient les pouvoirs que l'*Innung* de 1849 avait à son service. Aussi, beaucoup d'anciennes corporations mirent-elles leurs statuts en harmonie avec ce régime pour les métiers réorganisés, et toutes les nouvelles se fondèrent sur ces bases (3).

Comme couronnement du système, les ordonnances créaient enfin des conseils d'industrie (*Gewerberæthe*) récla-

(1) Biebahn, *Statistik Deutschlands*, III, p. 542-555. — Cf. Schœnberg, *Ibid.*, p. 461.

(2) Schœnberg, *Ibid.*, p. 460.

(3) Biebahn, *Ibid.*

més depuis longtemps; ces conseils représentant les artisans de toutes les industries devaient être établis dans tous les districts où la nécessité s'en ferait particulièrement sentir, afin de sauvegarder les intérêts respectifs et faire observer les dispositions de la loi. Organes encore mixtes, malheureusement, leurs membres élus moitié par les patrons, moitié par les ouvriers étaient pris, en nombre égal, parmi les représentants des artisans, des fabriques et du commerce. Il y eut, comme on pouvait l'attendre, au sujet de ce mode de représentation des contestations assez vives. Les *Handwerker* prétendaient, non sans raison, que le système ne donnait pas une exacte représentation des intérêts industriels de chaque catégorie. Plus nombreux et de beaucoup que les membres de la grande industrie, ils demandaient aussi un plus grand nombre de représentants dans le conseil. Le mécontentement, ainsi que le manque de solidarité entre des éléments trop disparates, donna lieu à des manifestations violentes et fut très probablement la cause du discrédit dans lequel tombèrent, à peu près partout, ces conseils d'artisans, dont l'organisation restait, il faut bien l'avouer, un peu flottante. L'expérience, au dire de Schœnberg, fut malheureuse et sur 90 conseils créés en 1849, il n'en restait, en 1860, que quelques-uns à peine⁽¹⁾.

A bien des égards, d'ailleurs, la nouvelle législation, avec ses restrictions multiples, ne pouvait être favorablement accueillie. Avantageuse pour les métiers qu'elle visait spécialement, c'est-à-dire, en définitive, pour une minorité d'*Handwerker*, elle était mal vue des autres qu'elle laissait sans organisation définie. On lui reprochait surtout de reconstituer une aristocratie parmi les artisans et de n'aboutir qu'à une réforme trop partielle. Les autorités administratives, plutôt libérales, profitèrent-elles de ces griefs pour ne pas appliquer rigoureusement la loi ? Cela paraît probable,

(1) Schœnberg, *Ibid.*, p. 460, note 152.

car beaucoup de ses dispositions demeurèrent lettre morte. Au point de vue de la situation générale de la petite industrie, cette étape de progrès ne devait point être très fructueuse. Les temps d'ailleurs commençaient à devenir mauvais et des tendances très accusées vers la liberté économique n'allaient pas tarder à se manifester plus gravement encore en Allemagne, avec une concurrence croissante de la fabrique.

Une période néfaste s'ouvrait.

CHAPITRE III

Le libéralisme et la loi de 1869.

L'orientation nouvelle de l'industrie allemande, du côté des doctrines libre-échangistes, provient de causes multiples. Tant que les petits états morcelés ont pu conserver leur individualité et rester séparés les uns des autres par des barrières douanières, toute l'activité économique se concentrait dans un marché local assez limité. Dans cette phase de l'économie urbaine, la production se restreint aux besoins de la population ambiante. Les fabriques sont rares parce qu'elles ont besoin, pour se développer, de marchés externes. Bien loin que ce soit le produit fabriqué qui suscite le courant des échanges, ce sont les commandes faites suivant des besoins définis qui déterminent la production. Le métier travaille pour des besoins qu'il connaît, tandis que la fabrique travaille pour des demandes non encore faites et qu'elle ne connaît pas ⁽¹⁾.

Mais par suite de la suppression des barrières douanières, la grande industrie va se développer plus largement et ouvrir

(1) Roscher et Stieda, *Nationalökonomik des Handels und Gewerbetreibenden*, 7^e éd., 1899, p. 708.

sur de plus vastes étendues, des courants d'échange, diminuant d'autant les relations de la population avec ses pourvoyeurs naturels. Le processus économique change donc complètement.

Les tentatives faites jusqu'alors sur l'initiative de la Prusse, pour arriver à une union économique complète des états allemands en vue du développement du grand commerce, n'avaient guère réussi. De 1815 à 1828, ce n'est qu'un très petit nombre d'états qui, soit en totalité soit en partie, se rattachent à son système de politique douanière. (Schwarzbourg-Rudolfstadt, Saxe-Weimar, Anhalt, Lippe-Detmold, Mecklenbourg). La plupart des états qui veulent résister à l'hégémonie de la Prusse constituent, avec leurs voisins, des unions douanières partielles et dans une forme à peu près analogue.

En 1827, c'est l'union de la Bavière et du Wurtemberg qui comprend en 1828 le Hohenzollern. En 1834, c'est la célèbre union des taxes (*Steuerverein*) comprenant le Hanovre, le Schaumbourg-Lippe, auxquels, en 1836, vient s'adjoindre l'Oldenbourg.

De telles unions portent encore sur des territoires trop peu étendus pour que la situation générale du commerce et de l'industrie en puisse être profondément modifiée. Les progrès de la fabrique sont en cette période assez peu sensibles (1). Le *Steuerverein* d'ailleurs se démembre assez vite et successivement de nouveaux états adhèrent à la politique douanière prussienne : Hesse-Hombourg (1835), Francfort (1836), Luxembourg (1842), Hanovre (1851), Oldenbourg (1852).

Ce n'est vraiment que dans le nouveau traité conclu en 1854, qu'une union générale et complète parvient à se constituer. C'est l'union connue sous le nom de *Zollverein* qui, jusqu'en 1865, comprendra tous les états allemands à l'exception de la Bavière, des deux Mecklenbourg et des villes han-

(1) V. Schmoller, *Zur Geschichte der deutschen Kleingewerbe*.

séatiques. L'influence qu'allait exercer cette union sur la politique industrielle de l'Allemagne devait être considérable et décisive.

En même temps en effet que la fabrique commence à se développer, tous les états participants adoptent, presque au même moment, des lois industrielles basées sur les doctrines du plus large libéralisme. (Nassau 1860, Oldenbourg, Saxe, Brême 1861, Wurtemberg, Saxe-Weimar, Bade 1862, Gotha 1863, Brunswick 1864, Lubeck 1866, etc.).

Ce revirement équivalait à la ruine de la petite industrie. La lutte contre le libéralisme devient pour elle une question de vie ou de mort. Plus que jamais on demande que la séparation fondamentale des deux formes industrielles soit tranchée à tout prix. Qu'on laisse les grandes entreprises se déchirer entre elles, le métier doit être mis à part parce que son rôle social est différent. L'opposition contre le programme gouvernemental d'une *Gewerbe Ordnung* générale, embrassant à la fois fabriques et métiers s'accuse avec violence.

Le professeur Stahl, de Berlin, reconnaît la nécessité d'une organisation défensive des artisans. Ce n'est pas un maintien des anciennes corporations qui peut suffire, il faut véritablement une restauration générale débarrassée des privilèges d'autrefois et orientée vers les nécessités actuelles. Ces tendances se manifestent surtout dans la grande diète de Berlin, des 27-31 août 1860, en vue d'assurer et d'étendre les conquêtes des ordonnances de 1849. En 1862, se fonde à Weimar, la *Deutsche Handwerkerbund*, comprenant seulement les métiers du nord de l'Allemagne. Dans ses réunions tenues à Francfort-sur-Mein, le 28 septembre 1863 et à Cologne, les 26-28 septembre 1864, elle adopte des résolutions tendant à une restauration générale des corporations obligatoires et déclare « que ce fléau et cette peste de la liberté industrielle doivent être combattus jusqu'à la mort » (1).

(1) Jäger, *op. cit.*, p. 61.

La haute autorité de l'illustre évêque de Mayence, Ketteler, soutient encore ces revendications. Dans son grand ouvrage : *la Question ouvrière et le Christianisme*, paru en 1864 et qui eut un si profond retentissement, il s'élève, avec éloquence, contre les doctrines nouvelles au nom de son devoir pastoral et de la charité chrétienne.

Ce n'est pas seulement la misère de l'ouvrier des fabriques soumis à la loi d'airain qu'il dénonce en des termes d'une grandeur saisissante en montrant « la société violemment ramenée à l'état sauvage et le marché aux esclaves ouvert partout dans l'Europe moderne » ; c'est aussi celle de l'artisan que garantissait autrefois l'organisation corporative et qui, aujourd'hui, jeté sans défense dans une concurrence affolée, ne peut même plus gagner son pain quotidien. La loi lui reconnaît toutes les libertés ; elles ne sont précieuses qu'en théorie. Le vrai devoir de l'État serait de dégager ce qui, dans les corporations obligatoires d'autrefois, peut encore servir aux fins modernes, et, *sans admission de privilèges*, peut ramener la *Handwerkestand* à son âge d'or. A une classe désagrégée, il faut rendre la cohésion, la stabilité indispensables. Privé de toute consolation, de toute espérance, de toute résignation, ce n'est que par la renaissance de l'idée corporative et de l'idée chrétienne que l'artisan pourra redevenir ce qu'il était. Les abus de la liberté, aujourd'hui, ajoute le prélat, sont bien pires pour notre société que ceux de la corporation d'autrefois (1).

Le Congrès de Mayence (1864) reprend ces idées dans un vaste programme assez diffus, demandant la révision des lois industrielles, exaltant les institutions de Kœlping, les *Gesellenvereine*, fondées depuis 1847, la préservation de la vie morale et religieuse, la sanctification du dimanche, enfin l'application des principes chrétiens dans le domaine industriel (2).

(1) Ketteler, *Die Arbeiterfrage und das Christenthum*. — V. surtout p. 30 et suivantes.

(2) V. Lavollée, *Les classes ouvrières en Europe* (Allemagne).

Malheureusement, ces tendances religieuses sont extrêmement vagues et traduisent bien l'état de désarroi profond des *Handwerker*.

En face d'elles, le parti libéral ne trouve guère de forces organisées à combattre. Aussi, affecte-t-il une sorte de générosité un peu hypocrite en essayant, lui aussi, d'apporter son remède à la crise sociale. Comme Menger en Autriche, Schulze-Delitsch voit, dans les institutions coopératives et l'organisation des banques de crédit dont il est le promoteur, la panacée universelle et, comme il le dit, l'*Innung* de l'avenir.

Sans vouloir diminuer le très grand mérite intrinsèque de son œuvre, Jäger la juge parfaitement insusceptible d'apporter aux artisans le moindre secours. Les vues de l'associationnisme supposent des liens déjà constitués et ce sont précisément ces traditions qui manquent. « Le dur langage de la pratique a vite contredit cette séduisante fantaisie qui part d'un cœur bienveillant. Ce n'est pas avec ces palliatifs de simple bon sens (*plattrationalisch*!) qu'on peut résoudre des problèmes aussi complexes.... Toute politique, toute science et tout bonheur humain ne tiennent pas dans les quatre règles de l'arithmétique! (1).

Mais qu'importent ces critiques; il y a en ce moment partout une poussée de rationalisme théorique véritablement irrésistible. On pense qu'il est possible de résoudre tous les problèmes avec les principes d'Adam Smith. Bien que beaucoup plus tardive qu'en France, l'action déterminée par les doctrines de l'école de Manchester aboutit en Allemagne, à un mouvement scientifique et politique peut-être plus profond que chez nous et d'une intensité telle qu'il va réduire à néant l'organisation séculaire, les antiques mœurs industrielles et transformer de fond en comble l'esprit public.

C'est surtout la jeune économie avec Michaelis, Soetbeer, Delitsch, qui mène l'opinion, forçant, petit à petit, l'attention

(1) Jäger, *op. cit.*, p. 64 et 68.

du pouvoir. Le professeur Huber, de Berlin, lui-même, se convertit aux nouvelles doctrines. Par des victoires électorales successives, le parti national libéral représentant les intérêts de la grande industrie et de la haute finance se rend maître du Reichstag.

L'année 1866 marque une date considérable. Bismarck abandonne les conservateurs qui l'avaient jusqu'alors soutenu et passe au libéralisme. C'est avec cette nouvelle majorité gouvernementale secondant d'ailleurs admirablement ses vues, qu'il prélude à la formation de l'unité allemande basée sur le suffrage universel. (Projet du 10 mai 1866). La création de la confédération de l'Allemagne du Nord consomme, d'autre part, l'union des Etats dans un programme de politique libérale. Leurs lois industrielles particulières disparaissent, car la législation sur l'exercice de l'industrie doit ressortir désormais à la fédération (constitution fédérale du 26 juillet 1867, art. 3). Le Reichstag se trouve donc ainsi constitutionnellement appelé à élaborer une loi générale basée sur la liberté et destinée à faire l'unité entre les règlements industriels des divers états.

Malgré les efforts du parti conservateur qui désirait reprendre les ordonnances de 1849, malgré les pétitions des métiers notamment de ceux du Schleswig qui demandent d'abord une *Handwerkerordnung* avant toute *Gewerbeordnung*, le Reichstag poursuit le projet d'un régime uniforme et général pour toutes les formes industrielles et pour tous les états. A la fin de la session de 1868, n'ayant pu encore aboutir, il décide, sur la proposition des députés Lasker et Miquel, de sanctionner, avant de se séparer, les diverses dispositions sur lesquelles l'accord a pu s'effectuer. C'est la loi provisoire du 8 juillet 1868 qui ramenait à néant le long effort des métiers et les résultats obtenus. Le droit des corporations (*Zünfte*) d'exclure autrui de leur métier est aboli (art. 1^{er}). Il n'est plus besoin d'aucune preuve de capacité pour exercer un métier, sauf disposition ultérieure (art. 2). Est abolie éga-

lement l'interdiction pour les artisans de ne vendre que leurs propres produits et toute distinction entre la ville et la campagne est supprimée (art. 3). Tout entrepreneur peut désormais engager autant de compagnons et d'apprentis qu'il le voudra (art. 4). Aucune permission ne pourra plus être exigée pour l'exercice d'un métier dans l'Etat où cette permission dépendait de la police à moins que la confédération n'en décide autrement (art. 5). Les *Gewerberäthe* sont supprimés. Les corporations, enfin, peuvent être dissoutes comme de simples associations privées, si la majorité des ayants droit le demande. Mais tous ceux qui exercent un même métier ou des métiers similaires peuvent encore se donner des statuts et être reconnus comme nouvelles corporations.

La corporation n'était donc pas supprimée⁽¹⁾. Même à ce moment de triomphe ultra-orthodoxe, l'Allemagne n'admet pas le système de Turgot. Mais l'idée corporative perd toute sa signification théorique pour se confondre dans celle d'association.

Le rôle propre des corporations est d'ailleurs profondément méconnu ainsi que l'utilité particulière qu'elles peuvent présenter pour les métiers. « Il ne faut pas, dit-on, distinguer les corporations des associations libres, autrement on pourrait dire trop ou trop peu... Ainsi le soutien des veuves et des orphelins rentre dans les attributions de l'assistance publique. Pourquoi faire intervenir ici les corporations ? Les communautés ont déjà cette charge. Veut-on les en dépouiller et transférer leurs droits comme leurs devoirs à la corporation ? Encore une fois, ne faisons pas une place à part aux corporations »⁽²⁾.

L'œuvre provisoire du Reichstag, malgré une très grande émotion dans l'opinion publique, est reprise l'année suivante.

(1) M. Demolins a le tort de dire que c'est de la loi du 18 juillet 1868 que date la suppression des corporations. V. *Association catholique*, 15 juillet 1880, *Chronique du travail à l'étranger*.

(2) Morisseaux, *op. cit.*, p. 246.

A raison de sa complexité, le projet d'une *Gewerbeordnung* générale est élaboré d'une manière extrêmement fragmentaire. Fidèle au principe d'Adam Smith, la division du travail, c'est entre une infinité de commissions que le Reichstag répartit la besogne (commission du colportage, du régime des gens de mer, de l'exercice de la médecine, de la liberté des coalitions etc., etc.). Aussi l'œuvre se ressent infiniment de ce manque d'unité.

La loi, après une vive discussion sur certaines dispositions qui passent avec une très faible majorité, est enfin promulguée le 21 juin 1869.

Sans avoir à analyser ici ⁽¹⁾ les dispositions de cette loi très complexe qui ont trait à une foule de catégories industrielles, nous devons simplement montrer la situation qu'elle fait aux métiers (art. 81 à 104). Toute exigence préalable de capacité est en principe abolie sauf pour quelques industries spéciales, artistiques ou scientifiques. Il n'y a plus de différence entre la ville et la campagne ; chacun a le droit d'entreprendre les métiers les plus divers sans qu'aucune corporation lui en puisse interdire l'accès. Les anciens privilèges d'alimenter le marché dans un certain rayon (*Bannrecht*), comme aussi de contraindre les consommateurs à faire moudre leur grain dans des moulins déterminés ou d'acheter leurs boissons à certains commerçants (*Mahlzwang*, *Brauzwang*, *Brennereizwang*) sont supprimés. Le marché devient entièrement libre et les prix ne restent fixés, suivant les localités, que pour les boulangers et les hôteliers.

Les *Innungen* pour un métier ou plusieurs métiers connexes *peuvent être maintenues*, mais personne ne peut plus être contraint d'en faire partie et chacun peut s'en retirer à son gré en abandonnant sa part dans le patrimoine corporatif. D'un autre côté, l'accès n'en peut être non plus

(1) On en trouvera une analyse fort bien faite et très détaillée dans l'excellent ouvrage de M. Morisseaux, déjà cité, p. 207-222.

interdit, sauf les cas de droit commun ⁽¹⁾. On peut même faire partie de plusieurs corporations (§ 85). Les droits d'entrée à payer doivent être les mêmes pour tous, sans aucune faveur pour les fils de maîtres et ne peuvent, en aucun cas, dépasser 15 marks. Quand par exception une *Innung* exige de ses membres une preuve de capacité, celle-ci ne peut-être requise que pour *les travaux ordinaires et bien définis du métier* et cette exigence doit disparaître à l'égard de l'artisan qui exerce, à titre indépendant depuis un an, ce métier dans la commune. Les contrats et conventions immobilières de l'*Innung* qui peut ester en justice représentée par son bureau, sont soumis à la ratification des autorités communales, et le recouvrement des diverses taxes en la forme administrative n'est plus autorisé. L'*Innung* peut, en tout état de cause, se dissoudre quand elle a payé ses dettes et peut partager son actif entre ses membres à la façon d'une simple association ⁽²⁾ Enfin, l'autorité communale reste compétente sur tous les différends relatifs à l'admission ou à l'exclusion des membres, à la nomination des bureaux, aux modifications statutaires, etc. C'est la subordination complète.

(1) Le législateur a maintenu les dispositions réglementaires qui, dans l'ancienne corporation, étaient de nature à sauvegarder l'honneur professionnel et à favoriser l'assistance mutuelle. Il exclut les indignes du droit de vote (§ 86) et conserve à la veuve ou aux enfants d'un membre défunt s'ils continuent le métier les mêmes avantages et les mêmes obligations.

(2) Jager, *loc. cit.*, p. 70-72. L'actif est consacré en premier lieu au paiement des dettes et à l'accomplissement des obligations. De plus, quand une partie de la fortune corporative était auparavant consacrée à des fondations, à des établissements d'instruction ou autres buts d'utilité publique, elle ne peut être soustraite à cette destination. Si ces fondations ne sont pas administrées d'une manière satisfaisante, la commune en devient propriétaire et en assume les charges. Les membres de la corporation n'ont, dans tous les cas, droit que sur la partie de l'avoir formé par leurs cotisations. Le surplus passe à la commune qui doit l'affecter à des buts industriels. Tout différend, à ce sujet, est tranché par l'autorité administrative supérieure. Enfin les caisses, écoles, et autres fondations de la corporation peuvent, après sa disparition, conserver leur administration à part et leur autonomie (§ 94).

Le maintien théorique des *Innungen* était certainement en lui-même quelque chose ; mais en perdant leurs droits et leur caractère obligatoire, en étant ainsi forcées d'accepter n'importe quel gâte-métier, pourvu qu'il ait exercé un an l'industrie pour laquelle elles sont instituées, elles perdent leur haute signification au point de vue de la formation professionnelle pour devenir de simples réunions sans aucun caractère public. En fait, la plupart disparaissent et celles qui demeurent, soutenues par leur fortune, ne se maintiennent guère que comme caisses de secours ou de fêtes.

Les rapports entre artisans et ouvriers deviennent un simple louage de services. Les mots *Handwerker* et *Meister* sont même évités. Aucune trace ne subsiste plus des rapports moraux d'autrefois. Pourtant, l'apprenti est encore soumis à la discipline paternelle du maître. A la fin de l'apprentissage qui comporte un contrat écrit, le patron délivre un certificat et l'*Innung*, s'il en existe, une *Lehrlingsprüfung*.

Quant aux diverses caisses de secours, l'articipation des ouvriers y devient entièrement libre. Il peut en être fondé de nouvelles avec approbation de l'autorité, mais elles ne sont pas obligatoires⁽¹⁾.

Enfin, l'interdiction des coalitions, qui exista en Allemagne jusqu'en 1861, est supprimée. Les patrons et les ouvriers restent face à face sans que leurs rapports soient réglés. Il n'y a plus que deux forces déchaînées et sans limites : ici le capital, là le travail, qui est lui-même, en réalité, soumis à la puissance capitaliste. Les *Handwerker*, comme le dit fortement Jäger, sont complètement « atomisés » (*atomisirt*). Chacun reste libre et sans aucun lien vis-à-vis des autres. C'est la guerre de tous contre tous⁽²⁾.

Il ne reste plus, aux maîtres d'autrefois, ruinés par la concurrence, qu'à désertier leur profession pour devenir

(1) Jäger, *op. cit.*, p. 72-74.

(2) Jäger, *op. cit.*, p. 75.

ouvriers de fabrique. « Et non seulement il y a des intérêts lésés, mais le sentiment public lui-même est offensé par les mœurs qu'a introduites la grande industrie. La fièvre de production, la spéculation éhontée, la hausse puis la baisse extravagante des valeurs, les faillites retentissantes qui en sont la suite, les fluctuations des prix, le chômage forcé des usines, enfin les souffrances trop réelles d'une partie notable de la population et les progrès de l'instruction qui les font ressentir d'avantage, tous ces faits nouveaux, dans la vieille Allemagne, qui heurtent les traditions et le tempérament allemand, préparent sûrement une réaction » (3).

(3) Morisseaux, *op. cit.*, p. 224-225.

CHAPITRE IV

La réaction contre le libéralisme et les efforts du Handwerkerpartei.

La transformation économique de l'Allemagne et son rapide développement industriel ne pouvaient échapper, en effet, aux crises violentes qui en sont partout la contre-partie fatale. Après l'année 1871 et l'immense poussée industrielle suivie bientôt par l'effondrement extraordinaire de la « crise des milliards », après les premières victoires électorales des socialistes et leur fusion au congrès de Gotha (25 Juin 1875), c'est une armée de mécontents qui se dresse devant l'œuvre libérale : les socialistes avec Karl Marx, Lassalle et Bebel ; les agrariens et les *Bauernvereine* avec le baron de Schorlemer-Alst ; le parti catholique ou parti du centre, illustré par des hommes considérables comme Jäger, Aldbertus, Ratzinger, Joerg, Schings, enfin, le *Handwerkerpartei* dont l'influence électorale est énorme et qui se prépare, dans des congrès extrêmement nombreux, à une résistance acharnée.

Un premier mouvement contre la nouvelle législation avait été tenté, dans les congrès de Hanovre et de Halle, en

1868 et 1869, sans d'ailleurs grand résultat. Après l'élaboration d'un nouveau programme arrêté à Dresde en 1872, une importante « Union des artisans et industriels indépendants », se constitue à Leipzig le 23 octobre 1873, comprenant 170 délégués de 42 villes de l'Allemagne. Elle prend l'initiative d'adresser au Reichstag plusieurs pétitions tendant, sous l'admission du régime actuel des corporations libres, à l'organisation générale des *Prüfungen* pour les apprentis et au développement d'écoles professionnelles, à l'institution de tribunaux arbitraux pour les compagnons, à la réorganisation des caisses corporatives et à la fondation de chambre d'artisans. Elle veut aussi que le livret qui, d'après la loi de 1869 ne servait qu'à marquer, pour l'ouvrier, l'entrée et la sortie d'une entreprise sans qu'aucun certificat y pût paraître, serve désormais d'indication de moralité et de travail. Le Reichstag juge que ces pétitions ne sont pas même dignes d'un examen se ralliant à l'exposé dédaigneux du député libéral, professeur Birnbaum qui déclare que la question des métiers ne saurait être élevée à la hauteur d'une question politique (1).

Entre temps, une autre union beaucoup plus importante se constitue à la fin de septembre 1872 à Dresde, sous le nom de diète générale des artisans allemands (*Allgemeine deutsche Handwerker-tag*) avec un programme analogue et elle tiendra tous les ans un congrès dans diverses villes allemandes : Leipzig (1873), Cassel (1875), Cologne (1876), Darmstadt (1877), Magdebourg (1878), Brême (1879), Berlin (1880), Berlin (1881). Ces diètes tendent à une réorganisation générale de la petite industrie basée sur la reconstitution des corporations obligatoires entre métiers semblables ou similaires ; à l'admission de la preuve de capacité, enfin, à la séparation des dispositions concernant la grande industrie de celles qui ont trait aux métiers.

(1) Jäger, *op. cit.*, p. 85-87.

« Le parti des artisans et industriels allemands répudie d'ailleurs les principes de la propagande du socialisme..... Il ne veut pas non plus le retour aux procédés surannés d'une tutelle policière et bureaucratique » (1). Il considère simplement qu'un régime spécial est nécessaire pour la petite industrie et il demande qu'on l'organise.

L'action des partis contre le libéralisme reste, en définitive, d'une importance assez médiocre au point de vue de ses résultats d'ensemble. Elle est trop personnelle, trop intéressée, trop cantonnée dans des visées toujours les mêmes et assez étroites. C'est d'un autre côté que le débat prend une portée singulièrement plus haute.

Vers 1874, la science allemande, en effet, cessant de s'enfermer dans les axiomes d'Adam Smith, se ressaisit dans une merveilleuse renaissance d'esprit critique. Des savants illustres, des professeurs comme Brentano, Schmoller, Wagner, Schanz, Schœnberg, Rudolf Meyer, avec des ouvrages d'une valeur considérable, des congrès et des conférences, engagent le procès contre les doctrines Manchesteriennes, à la lumière de la statistique et de l'histoire.

L'influence exercée sur le sentiment public par ces « socialistes de la chaire » *Kathedersocialisten*, comme on les appelle communément, devait être très profonde, à partir surtout du grand congrès d'Eisenach (11 octobre 1874). Ce n'est, pensent-ils, ni la liberté, ni l'intérêt privé qui suffisent pour faire régner l'ordre dans les sociétés et satisfaire les classes sociales ; le problème est bien plus complexe. Comme instruments de production, les individus peuvent être régis par les formules d'Adam Smith. Ce n'est là qu'un côté de la question. Ils appartiennent encore à des milieux, à des collectivités, à des mœurs et à des traditions, à des organisations industrielles et sociales, qui ont, elles aussi, leur vie propre, modifiant sur bien des points et suivant les cas par-

(1) Morisseaux, *op. cit.*, p. 232.

ticuliers, les rapports individuels. C'est de l'étude de ces réalités que se dégagent les véritables lois économiques et non pas de principes *à priori*. Il faut voir, non ce que font les individus, mais quels sont les besoins internes des sociétés. Alors on reconnaîtra que la liberté ne suffit point à leur fonctionnement, que, si elle est une force utile, elle doit être aussi bien des fois contenue dans les bornes d'une organisation qui a besoin de durer, qui comporte des lois restrictives limitant, pour les mieux assurer, les intérêts particuliers.

L'intervention de l'Etat, son rôle modérateur et conservateur dans l'économie nationale devient un dogme nouveau, comme aussi le maintien des organismes protecteurs assurant, à travers l'évolution, la permanence des réalités économiques et la représentation des intérêts (1).

« Depuis vingt ans, dit M. Morisseaux, nulle part mieux qu'en Allemagne, on n'a scruté les phénomènes sociaux contemporains; nulle part on n'a consacré plus d'attention aux efforts qui tendent à y conformer la législation. L'ensemble des travaux de l'école forme un monument définitif, le plus imposant, sans aucun doute, de tous ceux qu'ont édifiés les économistes de la seconde moitié du xix^e siècle, le plus riche d'érudition et le mieux dégagé de parti pris » (2).

A partir du Congrès d'Eisenach, la politique prussienne change encore d'orientation. Après les lois d'exception du *Kulturkampf* et l'attentat de Kissingen (1874), Bismarck, frappé par les désastres financiers qui ont suivi de si près les succès militaires de l'Allemagne et par les excès du capitalisme, se rapproche de nouveau du parti conservateur, grâce à l'appui duquel il peut effectuer la réforme du tarif douanier dans un sens protectionniste. Supérieur en force autant qu'en doctrine, et en unité aux autres fractions du

(1) Jäger, *op. cit.*, p. 92.

(2) Morisseaux, *op. cit.*, p. 238. — V. aussi Ch. Grad, *Le peuple allemand, ses forces et ses ressources*, p. 127 et s.

Parlement, le *Deutsche conservativen Partei* reprend encore une fois le problème des métiers auquel il apporte un important appoint d'idées nouvelles.

Dans son remarquable livre : « *La lutte d'émancipation du quatrième Etat* » ⁽¹⁾. Rudolf Mayer reconnaît que l'Etat ne doit pas, à proprement parler, créer des corporations, mais qu'il a le droit sinon le devoir de les maintenir et de leur donner une organisation particulière en face de celle des fabriques. Il revient encore sur ce thème dans une série d'articles très remarquables parus en 1876 dans la *Germania*, sous le titre d'*Histoire des Métiers* (*Geschichte der Handwerker*).

Plus radical encore, le Dr Perrot, dans une courte et un peu étrange brochure : « *La réorganisation du métier et sa libération de la puissance capitaliste* » ⁽²⁾, demande la révision de la loi de 1869 et la création, dans chaque commune, de corporations *obligatoires* pour les principales branches industrielles, avec tribunaux arbitraux et caisses de secours pour les ouvriers; il demande également toutes les mesures susceptibles de développer la solidarité des membres : institutions diverses d'intérêt commun, maison commune du métier (*Innungscasino*) avec salle de lecture, salle de réunions, bibliothèque. Redoutant le crédit pour le patrimoine corporatif, il veut que toutes ses opérations se traitent au comptant. Dans les communes pauvres, il n'y aura qu'une maison commune pour tous les métiers, lesquels se syndiqueront en vue de la fondation d'ateliers spéciaux pour l'éducation des apprentis.

Au-dessus de cette organisation, il y aura des chambres d'industrie (admettant à la fois les représentants des fabriques et des métiers) chargées d'étudier les questions géné-

(1) Rudolf Mayer, *Der Emancipationskampf des Vierten Standes*, Berlin, 1875.

(2) F. Perrot, *Das Handwerk, seine Reorganisation und seine Befreiung von der Uebermacht des Grosscapitals*, Leipzig 1876.

rales, et chaque *Innung*, comme chaque fabrique, tiendra une statistique spéciale qui leur sera adressée.

Ce projet, un peu fantaisiste⁽¹⁾, préjugait évidemment beaucoup trop de l'initiative des groupes. La vie corporative s'était, depuis 1868, singulièrement ralentie. Pourtant, quelques corporations nouvelles avaient été fondées. Mais leur activité est presque nulle.

Le professeur Schoenberg, de l'Université de Tubingen, dans une réunion tenue à Heidelberg, le 26 septembre 1876, signale cette déplorable situation : une foule de branches industrielles déclinent par suite de la concurrence; avec les petits artisans qui disparaissent, c'est en même temps la valeur professionnelle qui s'en va. Il n'y a plus d'apprentissage et c'est là une véritable calamité car, celui qui n'apprend rien ne peut devenir ni bon ouvrier ni bon maître. La fabrique prend pour elle ce qu'il y a de meilleur, mais ce n'est pas grand'chose, et, comme le constatait le commissaire Reuleaux à l'exposition de Philadelphie, dans cette même année 1876 en parlant de l'industrie allemande : « L'Allemagne fait bon marché et fait de mauvais produits⁽²⁾, c'est le manque de formation professionnelle qui est la cause de cette infériorité ». Schoenberg demande une réaction énergique contre ce funeste laisser-faire et se déclare partisan d'une organisation corporative, recevant de l'Etat, comme représentant de la puissance publique, des pouvoirs de contrainte en vue d'une amélioration de l'apprentissage.

La réaction est pourtant lente à se produire, surtout à cause de l'extrême éparpillement des efforts. Les congrès des *Handwerker* s'égarent le plus souvent dans des questions oiseuses. Celui de Cologne, en 1876, passe presque tout son temps à dresser un programme électoral, un petit cahier de parti, sur lequel devront jurer les futurs candidats au

(1) V. le détail dans Jäger, *op. cit.*, p. 95-97.

(2) Cité par Jäger, p. 84.

Reichstag, mais qui, par la suite, ne les gênera guère; puis à élever de 20 à 30 pfennigs les cotisations annuelles des 12.000 adhérents de la ligue pour l'organisation de la résistance et à modifier l'organisation du journal du parti « *Die Gewerbezeitung* » (1). Celui de Magdebourg (7-10 août 1878), remarquable pourtant par le nombre de villes qui y envoient des délégués, discute des points de détail, déplore le travail des prisons auquel on adjuge un grand nombre de fournitures militaires dont les métiers pourraient profiter, se plaint des usuriers qui ruinent le petit commerce, et demande l'érection de chambres d'artisans (2). Il n'y a guère que la ligue *Handwerker und Gewerbepartei* constituée à Berlin, le 28 octobre 1878, et bientôt malheureusement fractionnée, qui s'occupe un peu de questions législatives générales en demandant l'organisation, *sur tout le territoire*, de groupes corporatifs autonomes et recevant de l'Etat des droits de puissance publique, et la séparation rigoureuse d'avec les fabriques, par une *Kleingewerbeordnung* propre aux métiers.

L'attitude générale du Reichstag, vis-à-vis des réclamations corporatives et des très nombreuses pétitions reçues, reste encore entièrement indifférente. Le parti socialiste et social-démocrate (Fritsche, Bebel et consorts) veut demeurer en dehors de la question et déclare ne s'occuper que des ouvriers et de la grande industrie. Le parti du centre, avec Windthorst, admet les corporations libres et demande faiblement leur réorganisation. Enfin, le parti libéral avec Rickert et Vehrenpfennig, frappé par les déplorables résultats de l'enquête de 1874-1876 sur la condition des apprentis, accepte un projet de révision présenté par M. Von Seydewitz sur le règlement du *contrat d'apprentissage*, mais il entend, et il insiste sur ce point, réserver entièrement la question corporative.

(1) Jäger, *op. cit.*, p. 101.

(2) Jäger, *op. cit.*, p. 127.

Ce projet est devenu la loi du 17 juillet 1878 sur l'apprentissage *qui reste commune à la grande et à la petite industrie*. Sans avoir à l'examiner ici, disons que les principales modifications qu'elle apportait, en dehors de devoirs respectifs toujours de même nature, étaient l'admission d'un temps d'essai de quatre semaines, au bout desquelles le contrat pouvait être rompu, sous certaines conditions, par l'une ou l'autre des parties. Le contrat écrit, bien que n'étant pas absolument obligatoire en principe, était particulièrement protégé, car le patron pouvait, dans ce cas seulement, faire intervenir l'autorité de police pour contraindre l'apprenti qui le quittait sans son consentement à rester en apprentissage, jusqu'à ce que le contrat fut résilié judiciairement et même, dans certains cas, à le ramener par la force chez lui. L'apprenti, à moins qu'il ne fût majeur, ne pouvait se dégager lui-même sans notification adressée au patron par le père ou le tuteur et après un délai de quatre semaines postérieurement à cette notification. Le motif de la rupture devait être mentionné dans le livret de l'apprenti et pendant neuf mois, il ne pouvait plus être employé dans la même industrie par un patron nouveau sans le consentement de l'ancien. Des indemnités étaient admises même dans certains cas pour rupture prématurée, mais seulement si le contrat était écrit.

Bien que faite, on le disait, en dehors de toute préoccupation corporative, la loi admettait pourtant que, lorsque des corporations existent pour le métier, elles peuvent intervenir au moment de la libération de l'apprenti pour délivrer des *Prüfungen*. Mais leur initiative reste à ce point de vue bien médiocre et elles demeurent, en majorité, de simples sociétés privées, uniquement préoccupées de leur patrimoine.

Au 31 décembre 1878 on comptait, dans toute la Prusse, 6.018 corporations. Leur développement est d'ailleurs bien plus important à l'Est qu'à l'Ouest : 1.428 en Silésie, avec 22.948 membres, contre 34 dans la Province Rhénane, avec

1.718 membres, et encore certaines grandes villes comme Aix-la-Chapelle et Trèves en sont presque dépourvues.

En Westphalie, on en trouve seulement 6 avec 408 membres et pas une à Munster! Sur le chiffre total, les villes ressortent pour 5.745 et le plat pays seulement pour 273. Depuis 1869, il n'y en a eu que 157 de fondées et 31 de réorganisées conformément à cette loi ⁽¹⁾. Résultats bien faibles, on le voit, on peut presque dire insignifiants. D'ailleurs les Innungen n'ayant d'après la loi de 1878, aucune nouvelle obligation positive, végètent comme des associations ordinaires d'artisans, comme de simples *Gewerbevereine* ⁽²⁾ et ne s'occupent nullement de l'apprentissage.

« Que signifie s'écrie plus tard l'abbé Hiltze, cette obligation imposée au patron d'enseigner à l'apprenti tout ce que comporte l'éducation professionnelle, si l'exécution de ce devoir n'est soumise à aucune surveillance? » ⁽³⁾.

Il est clair que l'effet de la loi de 1878 était bien compromis si on ne trouvait pas le moyen, en développant le rôle des corporations, de les intéresser à l'organisation des *Prüfungen*.

Aussi c'est à cette préoccupation particulière de l'apprentissage que vont être dus, on peut le dire, tous les efforts, qui à partir de ce moment seront faits en vue de la réorganisation corporative. L'évolution législative commence sur ce point, bien nette et bien caractéristique, sous l'influence des

(1) Jäger, *op. cit.*, p. 136.

(2) Les *Gewerbevereine* sont des associations économiques d'artisans dans lesquelles l'identité de métier n'existe pas et qui cherchent, au contraire, à amener un échange mutuel d'avantages entre les diverses professions, sous forme de réductions, d'ententes réciproques, etc. Ce sont plutôt des syndicats de petits industriels d'une localité; nombreux dans l'ouest à l'inverse des *Innungen* et plutôt rares à l'est, ils peuvent aussi jouer un rôle intéressant. On s'en est beaucoup occupé au Congrès de Gera (20 octobre 1877), ainsi que des *Gewerkvereine* (syndicats ouvriers de la grande industrie). Mais l'examen de ces questions nous entraînerait trop loin de notre sujet.

(3) Frantz Hiltze, *Schutz dem Handwerk!* Paderborn, 1883, p. 52.

partis et des doctrines. Si la direction maîtresse en appartient au parti du centre et aux socialistes de la chaire, elle a aussi pour elle l'appui du gouvernement impérial et il est également vrai d'affirmer que les libéraux montrent beaucoup moins d'intransigeance qu'autrefois et qu'ils admettent déjà comme possible une tentative de ce côté. N'est-ce pas, notamment, à un des plus importants des chefs de ce parti, au député Miquel, bourgmestre d'Onabrück, qu'est dû un intéressant projet de statut modèle pour l'*Innung* des cor-donniers de cette ville, projet qui essaye de déterminer ses devoirs actuels en posant au premier rang le relèvement de l'apprentissage ? Bien des points intéressants y sont proposés comme toutes les mesures *d'initiative libre* susceptible de relever l'honneur du métier, la création de caisses de secours, l'organisation des *Prüfungen*, l'apprentissage de 3 ans au moins, la composition de l'assemblée qui doit, au moins une fois l'an, réunir tous les membres, la création d'un livre corporatif (*Innungsbuch*) sur lequel se trouvent écrites les clauses habituelles du contrat d'apprentissage et les certificats donnés aux apprentis, le rôle du bourgmestre dans les contestations corporatives, etc., etc. (1).

C'est encore un libéral, le ministre du commerce prussien Maybach, qui se déclare favorable à une restauration *libérale* des anciennes *Innungen*. Dans une lettre ouverte du 4 janvier 1879, il considère, bien que la loi de 1869 ait dépouillé les *Innungen* de leurs anciennes prérogatives de droit public, qu'un développement autonome est encore possible pour elles si les unions des artisans du même métier ou de métiers voisins veulent bien se constituer pour surveiller leurs intérêts professionnels. Il ne voudrait pas qu'elles se limitassent au territoire de la commune et demande qu'elles arrivent à constituer entre elles de véritables fédérations de métiers. Il exprime aussi le désir que les autorités en facili-

(1) Jäger, *op. cit.*, p. 130-132.

tent le fonctionnement; « en essayant de mettre d'accord leurs vieux statuts avec les lois actuelles et en favorisant le plus possible la création de nouvelles corporations ». L'amélioration de l'apprentissage et l'organisation des *Prüfungen* est, comme toujours, leur but essentiel. Enfin, le ministre approuve formellement tous les efforts faits, jusqu'à présent, en vue de l'organisation de chambres de petite industrie distinctes des Chambres de commerce et demande, en terminant, que le gouvernement institue des *Berichte* spéciaux pour noter l'activité corporative des diverses provinces (1).

Ces *Berichte* furent dressés, dès cette même année, d'après le vœu du ministre et ils ont permis de faire la statistique que nous mentionnions tout à l'heure. Ils ont aussi largement contribué à donner un caractère officiel aux réclamations corporatives. Dès ce moment, en effet, le parti libéral accepte franchement d'examiner ces réclamations dont un des chefs du centre, M. de Hertling, se fera plus tard le zélé défenseur. Au nom des libéraux, le député Miquel fait lui-même de nombreuses tournées en Allemagne pour étudier, un peu partout, l'état de la question et essayer de déterminer dans quel esprit les réformes devront être faites. Sans que l'obligation proprement dite puisse être admise comme principe, il serait, selon lui, désirable que partout où des corporations sont instituées elles pussent arriver à être la représentation exacte de tous les membres du métier qu'elles concernent. Afin d'arriver à ce résultat, la mesure, qui, à son point de vue serait la meilleure et la plus décisive pour déterminer un grand nombre d'affiliations et entraîner une renaissance corporative, serait que la corporation rendit obligatoires, dans tous les cas, les *Prüfungen*, pour les apprentis qui ont servi chez des maîtres non affiliés.

(1) Jäger, *op. cit.*, p. 133-135.

Miquel déploie, en cette question, une activité considérable et son effort, fait de très bonne foi, entraîne presque tous les libéraux, Rickert et bien d'autres, dans une propagande progressiste. Les artisans n'ont guère confiance pourtant et sont assez peu convaincus de la valeur d'une restauration libérale. L'*Innung* qu'on leur propose n'a que des devoirs qu'on cherche à rendre le plus fructueux en matière d'apprentissage et bien peu de droits. Pourquoi donc un maître libre irait-il se livrer à elle, puisque n'importe quel gâtemétier a, vis-à-vis de l'Etat, les mêmes droits que lui ? Comme le dit la *Frankfurter Zeitung* (1879 n° 35), ce que Miquel pose comme but de l'*Innung* peut être réalisé par chaque maître particulier sans qu'il ait besoin d'en devenir membre pour cela ! Rien n'est amélioré du moment que le groupe n'est pas susceptible d'imposer ses décisions et de protéger l'accès de la profession par certaines conditions de mérite. C'est une duperie que d'amuser les artisans avec ces rêves d'*Innungen* libres. Tant que la corporation ne contiendra pas *tous les maîtres d'un métier* dans une même discipline, on aura beau « étudier doctement, comme dit Jäger, les pulsations du corps social » ⁽¹⁾ ce sera comme si on ne faisait rien.

Mêmes critiques, extrêmement vives aussi au Congrès des cordonniers westphaliens, à Paderborn (7-9 juin 1879), qui demande la corporation obligatoire, le rétablissement de la preuve de capacité et le droit, pour les seuls maîtres qui la possèdent, d'avoir des apprentis. Mais ce sont-là malheureuses opinions isolées. L'idée d'une restauration libérale des *Innungen* gagne du terrain et rallie la majorité des opinions ; malgré son manque de précision, elle semble indiquer, au moins, un programme minimum sur lequel pourrait peut-être se faire une révision.

Dans une grande consultation nationale organisée par les Chambres de commerce de Hambourg et Zittau (1879), un

(1) Jäger, *op. cit.*, p. 138.

questionnaire est adressé à un grand nombre de Chambres de commerce allemandes, sous ce titre : Qu'est-ce que pense la petite industrie d'une réforme de la *Gewerbeordnung*? (1).

Presque toutes les Chambres s'opposent dans leur réponse, à l'affiliation imposée, mais elles demandent énergiquement que des fonctions de droit public nouvelles soient largement conférées aux corporations et que leur mission devienne plus étendue afin que, de cette manière, *il puisse être souhaitable pour les Handwerker d'en faire partie et qu'ils soient ainsi indirectement sollicités à s'affilier.*

La même thèse est soutenue par les divers délégués des Chambres de commerce réunis à l'assemblée de Munich (4-5 juin 1879) : la formation de corporations professionnelles nouvelles est nécessaire, elle doit être favorisée par l'administration, mais toute contrainte légale doit être écartée. Enfin, les *Handwerker* eux-mêmes, au congrès des artisans indépendants tenu à Brême les 6-9 août 1879, se prononcent par soixante-cinq voix contre dix, contre l'*Innung* obligatoire.

Etrange attitude des partis en vérité ! On voudrait certainement entraîner tous les maîtres à être membres d'un groupe corporatif, mais on n'ose pas, par dernier scrupule envers le libéralisme, prononcer le mot d'obligation. Ce sont des moyens détournés que l'on cherche afin de mettre les besoins d'accord avec les théories !

Il était nécessaire d'indiquer très vite, ainsi que nous l'avons fait, les phases de ce mouvement quelque peu diffus et incohérent vers la réorganisation libérale des *Innungen*. Une chose en paraît au moins résulter : c'est qu'à partir de ce moment, tout le monde est d'accord sur la nécessité de réviser la loi de 1869 et si le Reichstag est resté longtemps

(1) *Wie das deutsche Kleingewerbe über die Reform der Reichsgewerbeordnung denkt*, par Arthur Löbner, secrétaire de la Chambre de commerce de Zittau. V. le questionnaire dans Jäger, p. 146-149. V. également : Heitz : *Studien zur Handwerkerfrage* (Stuttgart 1889).

indifférent aux pétitions des *Handwerker*, il commence à comprendre, en présence de l'intensité du mouvement politique, qu'il faut agir.

CHAPITRE V

La loi du 18 juillet 1881

C'est sur l'initiative d'une importante fraction du parti du centre qu'une proposition, invitant le chancelier à examiner bienveillamment la présente situation des *Innungen*, est présentée au début de mars 1880 par les députés von Seydewitz, Helldorf-Bedra, Ackermann et le comte Kleist-Schmenzin. Les signataires demandent, tant pour les corporations existantes que pour celles à constituer, un développement plus étendu des fonctions de droit public, afin qu'elles puissent désormais être considérées comme représentant véritablement le métier pour lequel elles existent et qu'elles aient le pouvoir, *sans considération pour ceux qui n'en font pas partie*, de remplir l'office de tribunal professionnel, d'élire une assemblée exerçant une surveillance sur l'ensemble de l'apprentissage du ressort et pouvant trancher toutes contestations qui s'y rattachent, même à l'égard des maîtres n'appartenant pas à la corporation. Elles devront aussi surveiller les écoles professionnelles, organiser des *Prüfungen* comme elles y sont conviées par la loi de 1878, enfin, rendre obligatoires toutes les règles qu'elles considéreront comme

utiles au métier et les imposer à leurs membres, en même temps d'ailleurs qu'aux maîtres non affiliés.

Malgré l'opposition très vive de l'ancien ministre ultra-libéral Delbrück, cette proposition est prise en considération à une très forte majorité et une commission est nommée le 17 mars 1880, pour l'étude de la question. Le député Kleist-Retzow, dans un éloquent discours, retrace les efforts jusqu'à ce moment faits par Miquel et Maybach et montre quelle importante recrue peut devenir, si on le protège, le parti *Handwerker* pour la démocratie sociale.

M. de Hertling, rapporteur de la commission rend compte, dans la mémorable séance du 5 mai, de ce que l'on pourrait appeler la philosophie du projet. « Il est impossible, évidemment, de reconstituer en sa forme primitive l'*Innung* du moyen-âge. Il y a lieu toutefois d'espérer que la renaissance et la réorganisation que l'on se propose, pourront servir grandement au relèvement de l'honneur professionnel, au réveil des vertus bourgeoises, à l'ancienne dignité de la profession, en même temps qu'à la formation meilleure, à tous points de vue, de la jeunesse des métiers » (1).

« Mais, pour cela, dit-il, il faut s'élever à un concept nouveau. Il faut, quand une *Innung* d'un certain métier réunit dans une commune au point de vue technique, économique et civique la majorité des bons artisans de ce métier qu'elle peut posséder, quand, d'autre part, les intérêts de la commune exigent que l'on protège sérieusement, dans la personne de l'*Innung* elle-même, cette branche professionnelle, il faut, dit de Hertling, qu'une *protection extérieure et publique et une prérogative supplémentaire* soit conférée à l'*Innung*, en lui donnant le droit d'exercer sa surveillance d'une manière absolue et générale sur la *totalité* des apprentis et compagnons du métier considéré, sous la réserve cependant de tenir compte des besoins et des circonstances locales ». M. de Hert-

(1) Jäger, *op. cit.*, p. 155.

ling, à l'appui de sa motion, insiste longuement pour montrer que ce système reste tout à fait étranger à celui de l'affiliation obligatoire (1). C'est en effet celui de la corporation que nous avons appelée *impérative*.

Son exposé très brillant en même temps que sa haute autorité emportent l'assentiment du Reichstag qui, dans cette même séance du 5 mai, présente, à une énorme majorité à l'appréciation du gouvernement, quelques propositions préliminaires dont voici les plus importantes.

1.— Ceux qui exercent le même métier ou des métiers similaires pourront, sans qu'ils y soient légalement contraints, devenir membres d'une *Innung* sous la condition de la jouissance de leurs droits civils et cesseront d'en être membres par la perte de ces droits (propos. 1 et 3).

2.— Le but de l'*Innung* sera le développement des intérêts et de l'esprit communs, de la connaissance du métier, la surveillance des devoirs des maîtres à l'égard de leurs collègues, des compagnons, des apprentis, et du public (propos. 2).

3.— L'*Innung* pourra fixer un temps d'apprentissage ou de compagnonnage ainsi que des épreuves pour les compagnons et les maîtres et certains droits d'entrée. Quand des *Meisterprüfungen* seront instituées, les maîtres pourront, dans certains cas, les transformer en preuves de capacité et ils auront le droit de porter le titre de maîtres corporatifs (propos. 4).

4.— Sur règlement statutaire, l'activité de l'*Innung* pourra s'étendre encore :

- a* — A la surveillance des écoles professionnelles ;
- b* — A la surveillance des apprentis de ses membres, principalement au point de vue de la durée de l'apprentissage ;
- c* — A la surveillance des différentes caisses de secours ;
- d* — A l'assistance des compagnons infirmes, des veuves et des orphelins des membres ;

(1) Jäger, *op. cit.*, p. 160.

e — Au jugement des conflits professionnels entre les maîtres et entre ceux-ci et les compagnons.

5. — *Enfin, sur décision de l'autorité administrative supérieure et après avis de l'autorité communale, il pourra être donné à l'Innung le droit d'exercer sa surveillance sur la totalité des apprentis et compagnons du métier* (propos. 5) *et même (c'est ce qu'on désirerait surtout) décider que seuls ses membres réguliers pourront former des apprentis* (propos. 7) ⁽¹⁾

A la rentrée d'automne 1880, Bismarck, sentant toute l'importance de la question, prend en mains le portefeuille du commerce ; ce fait est salué comme un heureux présage par les journaux conservateurs qui rappellent, à cette occasion, les discours tenus par le chancelier le 18 octobre 1849. Les différents congrès des *Handwerker*, principalement celui de Berlin (10 novembre 1880) et celui de Francfort (18 mai 1881) s'en félicitent également ; à ce dernier congrès, le président Bierberg, un des chefs les plus importants du parti progressiste, déclare accepter les propositions de Hertling. « Les remèdes sont pressants, dit-il. En 1866, on comptait sur 1600 *Handwerker* 1500 patentés, il n'y en a plus aujourd'hui que 800 dans cette situation, bien que le nombre de maîtres indépendants soit monté à plus de 6000 ⁽²⁾ ! »

L'attitude que devait prendre Bismarck à l'égard des propositions sanctionnées le 5 mai par le vote du Reichstag, se précise dans le rapport qu'il adresse au conseil économique (*Volks-wirthschaftsrath*) et au *Bundesrath*, à la fin de janvier 1881, comme préliminaire du projet du gouvernement sur les *Innungen* :

⁽¹⁾ Suivent quelques autres propositions moins importantes. V. Jäger, p. 161-163.

⁽²⁾ Jäger, *op. cit.*, p. 178. A noter aussi l'ardente propagande de M. de Fechenbach, à partir de 1880, pour la création d'une Union générale de la protection des métiers. (*Verein zum Schutze des Handwerks*) qui, en 1881, compte déjà des sections dans plus de 50 grandes villes allemandes et près de 30.000 adhérents. (V. Jäger, p. 180).

« Il ne saurait être un devoir pour l'Etat, dit-il, de favoriser positivement la formation de nouveaux groupes corporatifs ; mais il doit donner à ceux qui existent un ensemble de fonctions de droit public susceptibles d'en faire, pour le métier auxquels ils sont préposés, de véritables organes d'administration. Les *Innungen* ont une importance capitale pour le relèvement de la petite industrie et l'intérêt public exige qu'elles soient restaurées. A ce point de vue, la *Gewerbeordnung* nécessite de sérieuses réformes parce qu'elle a profondément méconnu leur rôle. Deux causes ont surtout contribué à l'affaiblissement de la classe des artisans : d'une part, le relâchement des rapports de compagnonnage et d'apprentissage et le manque de formation professionnelle ; d'autre part, la concurrence que les métiers ont eu à subir tant du dehors que du dedans par l'usurpation des gâtes-métiers. (*Pfuschertum*). Au premier de ces maux, la loi de 1878 a essayé de porter remède. Mais la loi ne peut rien contre le développement naturel des rapports économiques, elle ne peut pas, non plus, enrayer l'essor de la grande industrie. C'est aux corporations qu'il appartient d'essayer elles-mêmes de se défendre par l'amélioration de leur technique, par l'union des forces de leurs membres et leurs efforts personnels vers des conditions meilleures de production. L'Etat ne peut rien faire pour la création de corporations obligatoires en vue de l'exclusion de ceux qui n'ont pas un certificat de capacité ou en vue de la limitation du commerce et de la grande industrie. Il ne peut davantage donner aux *Handwerker* des privilèges spéciaux et doit rester entièrement étranger à toute revendication qui tendrait à ce but. Mais il peut, en redonnant à l'*Innung* l'autonomie industrielle et en développant ses droits, chercher à amener indirectement les artisans à profiter des avantages qu'elle représente au point de vue de l'honneur et de la science professionnelle, en lui permettant d'accepter ou de refuser tels ou tels membres, en lui permettant aussi, de s'entremettre

de la manière la plus large en tout ce qui concerne l'apprentissage, *même à l'égard des non-affiliés*, car l'intérêt public ne peut que gagner à cette entremise » (1).

Le conseil économique, tout en acceptant en principe les conclusions de M. de Bismarck et les résolutions préliminaires du Reichstag, reconnaît, avec les comtes Landsberg-Steinfürt, Hammerstein, et les représentants Heszcl et von Below, que le système actuellement préconisé, c'est-à-dire, celui de la corporation impérative, va simplement aboutir à une demi-mesure qui, si elle est présentement acceptée en ces limites, laissera néanmoins toujours ouverte pour l'avenir, la question de la corporation obligatoire. L'observation était judicieuse et semblait déjà prévoir tous les progrès qui devaient être effectués depuis cette époque jusqu'à la loi de 1897.

Ce fut le 26 mars que la discussion s'engagea au Reichstag sur le projet du gouvernement. L'essentiel de ce projet était contenu dans un article nouveau et d'une capitale importance, le § 100 *e* qui, pour permettre à la corporation d'exercer son influence sur l'apprentissage, donnait à l'autorité administrative supérieure le droit de décider :

1° Que les différends relatifs à l'apprentissage seraient soumis à la corporation, alors même que le maître n'appartient pas à la corporation.

2° Que les dispositions arrêtées par la corporation, pour le règlement de l'apprentissage ainsi que pour l'éducation et les *Prüfungen* des apprentis, seraient obligatoires, alors même que le maître n'y serait point affilié.

Ces deux dispositions ont été admises, nous le verrons, par la loi.

Le projet allait plus loin encore et aurait voulu :

3° Enlever au maître non affilié à la corporation le droit d'avoir des apprentis.

(1) V. Jäger, *op. cit.*, p. 188.

4^o Le contraindre bien que non affilié, à participer aux diverses caisses de secours instituées par l'*Innung*.

Ces deux dernières dispositions (3^o et 4^o) ne devaient malheureusement pas passer dans la rédaction définitive. Malgré les efforts de Ackermann et de Hertling, le Reichstag a une forte majorité les écarta en deuxième lecture, n'étant pas encore d'avis de consacrer un véritable privilège d'apprentissage en faveur des maîtres corporatifs et au désavantage des autres maîtres ; on y arrivera bientôt pourtant, moins de trois ans après. Mais, pour l'instant, on craignait d'évoquer de la sorte trop directement, l'idée de corporation obligatoire ; cette crainte était même tellement générale que le § 100 *e* ne fut voté en 2^e lecture qu'à une très faible majorité (125 contre 122) et ne passa qu'après une véritable bataille du parti du centre contre les libéraux. Voté en 3^e lecture (9 Juin 1881) l'ensemble fut bientôt promulgué et le projet gouvernemental devint la loi importante du 18 Juillet 1881, dont il faut préciser maintenant les dispositions essentielles.

*
**

Avec la restauration corporative qu'organise la loi du 18 juillet 1881, le métier reprend, dans la législation allemande, une place à part, une autonomie et une juridiction propres. Le législateur arrive enfin à la notion d'un régime distinct et d'un système social particulier, parce qu'il comprend mieux les conditions spéciales de la petite industrie (1).

Malgré son importance, l'effort garde cependant des caractères tout différents de celui qui, deux ans après, devait se produire en Autriche et que nous avons étudié. La restauration corporative n'a, pour le législateur allemand, qu'un intérêt de relèvement technique, de perfectionnement dans

(1) V. Jacobi, *Die Innungen nach dem Reichsgesetz*, vom 18 juli 1881 (Berlin 1883.)

l'éducation professionnelle. En aucune façon, ni maintenant ni plus tard, malgré les multiples vœux des congrès, il ne s'aventura dans une réglementation proprement *économique*, tendant à fixer, pour les métiers, une preuve de capacité et un domaine d'action propre, tendant en un mot à leur assurer un terrain *absolument à eux*. Cette distinction est capitale et il importe de bien la comprendre, car elle aboutit à deux systèmes complètement différents.

Les modifications introduites par la loi du 18 Juillet 1881 portent principalement sur le chapitre II du titre VI de la loi du 21 juin 1869. L'ancien art. 97 exigeait que les corporations fussent formées d'artisans exerçant un même métier ou des métiers *connexes*. Cette condition a été supprimée pour permettre aux corporations de se former dans les petites communes où chaque industrie compte un faible nombre de représentants. Partout où les artisans le jugent nécessaire pour leurs intérêts communs, ils peuvent instituer une corporation et celle-ci n'est plus nécessairement un *corps de métier*, elle peut être aussi un *corps des métiers*. On la laisse en un mot se créer comme elle veut, sans qu'aucune administration cherche, comme en Autriche, à concilier les intérêts professionnels et les situations locales, ce qui est peut-être une lacune. Mais cela s'explique un peu. On ne veut pas faire du régime corporatif une *discipline générale*, on sait bien que la corporation ne prendra naissance que dans le cas d'intérêts professionnels conscients et bien définis. Ce sont, nous l'avons dit tout au début, les seuls que le système allemand veut consacrer sans se préoccuper de créer des cadres généraux et théoriques d'une portée universelle. La corporation — c'est là la seule limite fixée — ne doit pas, en principe, s'étendre au delà du ressort de l'autorité administrative la plus élevée dans lequel elle est établie; les exceptions à cette règle ne peuvent avoir lieu qu'avec la permission de l'autorité centrale (art. 98).

La tâche des corporations est : 1° d'entretenir l'esprit de

corps et fortifier le sentiment de l'honneur professionnel; 2° développer les bonnes relations entre maîtres et compagnons, pourvoir à l'hospitalisation (*Herberge*) et au placement de ceux-ci; 3° régler l'apprentissage et assurer l'éducation professionnelle et morale des apprentis; 4° s'entremettre aux lieu et place des autorités communales dans les différends qui peuvent s'élever entre les maîtres et les apprentis (art. 97).

Il est certains points auxquels le législateur attache une particulière importance; sans cependant pouvoir les rendre obligatoires, il les recommande spécialement à l'initiative des nouvelles *Innungen* :

1° Pour développer la valeur technique, il leur appartient, notamment, d'instituer et d'administrer des écoles professionnelles pour les apprentis (*Fachschulen*), d'organiser des *Prüfungen* spéciales, tant pour les apprentis que pour les compagnons et les maîtres et de délivrer des certificats spéciaux après ces *Prüfungen*.

2° La corporation peut encore réaliser toutes les institutions économiques communes qu'elle juge utile aux intérêts de ses membres.

3° Elle peut aussi établir des tribunaux d'arbitres (*Schiedsgerichte*) pour juger les différentes contestations qui peuvent s'élever, et organiser des caisses de secours pour les membres, les compagnons et apprentis en cas de décès, maladie ou incapacité de travail (art. 97 a). Tout cela est facultatif.

La loi énumère ensuite minutieusement tout ce que doivent obligatoirement contenir les statuts qui règlent les relations des membres entre eux, ainsi qu'à l'égard de leur personnel. Relativement à l'apprentissage, qui est toujours le point le plus important, les statuts doivent préciser dans quelles conditions les membres peuvent recevoir des apprentis, la durée de l'apprentissage, les règlements relatifs à la moralité, à la conduite, à l'hygiène, à l'observation des devoirs religieux par l'apprenti et à sa fréquentation obligatoire d'une école de perfectionne-

ment (*Fortbildungsschule*) ⁽¹⁾, les conditions de l'examen de sortie et de la délivrance des lettres d'apprentissage qui doivent être données — souvenir du passé — en grande assemblée corporative ⁽²⁾.

Les statuts règlent ensuite les conditions d'admission et d'exclusion des membres, leurs cotisations et l'emploi de celles-ci, le comité d'exécution, la direction corporative (*Vorstand*), l'assemblée générale et toutes ses opérations : convocations, votes, délibérations, publications, modifications des statuts, emploi des biens dans le cas de dissolution de la corporation, vérification et reddition des comptes annuels. Les statuts règlent enfin les tribunaux arbitraux, mais seulement, cela est à noter, ceux qui sont destinés à juger les contestations entre maîtres et apprentis.

La « *décentralisation* » corporative n'est pas en effet une règle absolue et la loi interdit de régler par le statut : 1^o l'organisation du travail en commun dans les associations de production ; 2^o l'organisation de diverses caisses de secours ; 3^o l'établissement de tribunaux d'arbitres pour les compagnons. Ces points, considérés comme plus importants pour l'ordre public, à raison de la responsabilité financière ou morale qu'ils entraînent, sont mis à part et doivent former l'objet de règlements spéciaux auxquels l'administration supérieure peut toujours refuser son homologation (art. 98 *a* et art. 98 *c*). Pour les matières obligatoires et proprement statutaires, au contraire, l'homologation ne peut jamais être refusée, sauf le cas de dispositions contraires à la loi et sous la réserve d'un recours à l'autorité centrale (art. 98 *b*

(1) Cette fréquentation devient obligatoire quand il s'agit de l'apprenti d'un maître corporatif et la corporation doit assurer l'exécution de cette obligation.

(2) L'abbé Hitze eût même voulu rétablir complètement les anciennes solennités d'autrefois « Pareille cérémonie, dit-il, serait aussi intéressante que les concerts, bals et réjouissances des fêtes populaires ». Hitze, *Schutz dem Handwerk*, p. 53.

et 98 c). La corporation a enfin la personnalité civile, peut acquérir, contracter, ester en justice, comme demandeur ou défendeur, mais ses obligations ne sont jamais exécutoires que sur les biens corporatifs (art. 99).

Les conditions nécessaires, pour être membre d'une corporation, sont de deux ordres : *a* professionnelles, *b* civiles.

Comme conditions professionnelles l'art. 100 décide : « Ne peuvent faire partie de la corporation en qualité de membres (*Mitglieder*) que les personnes qui exercent à leur *compte* dans le ressort, une des industries pour lesquelles la corporation a été créée ⁽¹⁾ ». Quant aux conditions civiles, sans renouveler les dispositions anciennes : « être de naissance honorable et avoir de quoi », la loi allemande jalouse de la dignité du corps de métier, prescrit néanmoins que « ne peuvent entrer dans une corporation ceux qui ne jouissent pas de leurs droit civiques ou qui, en vertu d'un jugement, sont privés de la libre disposition de leurs biens » ⁽²⁾.

En dehors de ces conditions, l'admission comme maître peut dépendre d'un temps déterminé d'apprentissage et d'une *Meisterprüfung*, quand elle est organisée par les statuts, sauf les cas de dispense, notamment, quand le maître a fait déjà partie ailleurs d'une corporation du même genre ou quand il s'agit de l'admission d'un membre d'honneur.

L'entrée ne peut, en aucun cas, être refusée aux artisans qui remplissent les conditions légales et statutaires. Le législateur s'est naturellement opposé à ce que l'exercice du métier devint, pour la corporation, un monopole fermé, ou restreint comme autrefois aux fils de maîtres.

La sortie de la corporation est libre comme l'entrée. Certains statuts exigent néanmoins un préavis qui ne peut, en aucun cas, dépasser six mois. Les membres sortants restent

(1) Ou tout au moins comme contremaitre, ou à un titre équivalent dans une exploitation appartenant à une de ces industries (V. Morisseaux, *op. cit.*, p. 259).

(2) Morisseaux, *Ibid.*

tenus des obligations particulières qu'ils ont contractées envers la corporation, ainsi que des taxes et contributions exigibles au jour de leur démission. Ils perdent leurs droits dans les fonds communs et même dans les diverses caisses de secours corporatives. Cependant, au cas de décès d'un membre, les statuts peuvent subroger dans ses droits sa veuve ou ses enfants.

Les compagnons, comme on le sait, ne sont pas à proprement parler membres de la corporation. Ils sont simplement *Angehörige* et ne peuvent prendre part à l'assemblée et à l'administration qu'autant que les statuts l'ont prévu. Mais ils sont appelés à participer au jugement des *Gesellenprüfungen*, quand la corporation en institue, et le législateur, par un scrupule d'équité hautement louable, décide également que les compagnons participeront à l'établissement et à l'administration de toutes les institutions pour lesquelles ils paient des taxes, qui exigent leur concours ou sont destinées à les secourir. Les conditions civiles d'admission ou d'indignité qui font exclure les maîtres du droit de vote s'appliquent également aux compagnons (art. 100 a).

La capacité de la personne morale corporative est limitée très étroitement aux buts précis que déterminent la loi et les statuts, et son patrimoine ne peut être employé à d'autres fins. Les diverses cotisations et amendes auxquelles le législateur de 1869 avait refusé l'avantage de la perception par voie administrative, redeviennent assimilées à de véritables impôts perçus en la forme des taxes communales. Un recours contre ces taxes et amendes est ouvert auprès de l'autorité qui juge en dernier ressort (art. 100 b).

Fidèle à la théorie dominante en Allemagne du patrimoine affecté à un but distinct (*Zweckvermögen*), le législateur a voulu complètement séparer, tant au point de vue des statuts, qu'au point de vue de l'administration financière proprement dite, les diverses caisses de secours en faisant des organismes à part, distincts de l'organisme corporatif, en pres-

crivant pour elles une comptabilité, une gestion et un règlement absolument particuliers.

La loi de 1881 accorde, sur le modèle des caisses de secours communales organisées par la loi du 7 avril 1876, une personnalité civile propre aux caisses de secours corporatives. Ces caisses sont principalement, et presque toujours, des caisses de maladie pour les apprentis et compagnons, rarement pour les maîtres eux-mêmes. D'après l'art 100 *c.* la participation à la caisse corporative dispense les compagnons de participer à la caisse communale, et inversement ⁽¹⁾. Leur décision est laissée, à ce point de vue, complètement libre. Dans les cas d'affiliation à la caisse corporative, le maître a le droit de faire des retenues sur les salaires des compagnons ou des apprentis, et les secours qui leur sont distribués sont incessibles et insaisissables. L'obligation qu'on voulait imposer aux maîtres non-membres de la corporation de participer aux caisses instituées par elle et que la commission du projet avait admise, fut repoussée, nous le savons, par le Reichstag.

Quant aux tribunaux d'arbitres (*Schiedsgerichte*) qui sont destinés à juger les conflits entre les maîtres et les compagnons, ils sont, eux aussi, réglés par statut spécial. Il se composent : d'un président choisi en dehors de la corporation sur désignation de l'autorité, de deux assesseurs, au moins, choisis par leurs pairs, moitié parmi les maîtres, moitié parmi les compagnons, et qui ne peuvent, sous peine d'amende, se récuser en dehors du cas admis ordinairement pour la récusation d'une tutelle.

L'appel contre les décisions du tribunal arbitral est, pour toute affaire, recevable pendant dix jours, nonobstant la possibilité d'exécution provisoire du jugement par les auto-

(1) Un certain nombre de communes ont, en effet, comme le leur permet la loi du 7 avril 1876, prescrit l'affiliation *obligatoire* des ouvriers résidant sur leur territoire à une caisse de secours mutuels enregistrée, pour l'assistance en cas de maladie.

rités de police en les formes du droit commun, et même par voie de contrainte, notamment à l'égard des apprentis.

Le tribunal arbitral, en vertu de l'importante innovation admise dans le nouvel article 100 *e*, peut également sur décision de l'autorité administrative supérieure juger *toute contestation qui s'élève, même entre les patrons non affiliés et leurs apprentis*, bien plus, la corporation peut toujours, avec l'avis conforme de l'autorité, décider *que les règlements d'apprentissage et les épreuves à faire subir aux apprentis, pourront être rendus obligatoires pour tous les maîtres d'un métier de la corporation, que ceux-ci en fassent partie ou non*. Toutefois, en ce dernier cas, le jury n'est composé que pour moitié des membres de la corporation et l'autorité locale désigne les autres jurés (art. 100 *e*). Cette mesure, dont nous avons caractérisé l'esprit dans l'analyse du projet, a été admise, avec assez de difficulté par le Reichstag, mais il n'a pas voulu aller plus loin et a refusé d'adopter la proposition qui voulait interdire aux patrons non affiliés de recevoir des apprentis.

L'article 101 règle enfin les attributions de la direction corporative (*Innungsvorstand*) qui peut être composée d'une ou de plusieurs personnes élues par les membres et qui représente la corporation dans tout acte judiciaire ou extra-judiciaire, et même dans les cas où la loi exige une procuration spéciale. Ses pouvoirs lui sont directement conférés par un certificat dressé par l'autorité de surveillance qui doit être avisée de tout changement dans la composition du comité directeur, pour pouvoir rendre ces changements opposables aux tiers de bonne foi.

Au-dessus de la corporation, organe de la représentation officielle des métiers qui la composent, le législateur de 1881 a admis la possibilité d'une délégation (*Innungsausschuss*) émanant de toutes les corporations placées sous le contrôle d'une *même* autorité administrative et qui peut être chargée de tout ce qui concerne les droits et obligations des groupes

dont elle émane, sauf cependant *tout ce qui est relatif aux biens et aux droits pécuniaires*.

La délégation, qui est facultative, peut être accordée sur simple demande, avec approbation de l'autorité administrative supérieure. Mais l'*Innungsausschuss*, étant donné la nature très diverse des motifs qui en peuvent déterminer la formation, n'a pas la personnalité civile (art. 102).

En fixant d'une manière précise les attributions des nouvelles corporations, la loi a voulu en faire des personnes morales à *compétence limitée* qui ne peuvent excéder leurs fonctions. Dans tous les cas où il en serait autrement, où les corporations dépasseraient leur compétence par des délibérations interdites, des actes illégaux ou même des menées contre l'autorité, leur suppression pourrait-être prononcée. L'art 103 a déterminé les divers cas de suppression, soit que la corporation se rende coupable d'actes ou d'abstentions contraires à la loi et qui peuvent compromettre l'intérêt public, soit qu'elle poursuive un but autre que celui qui est défini par la loi, soit enfin qu'elle n'introduise pas dans ses statuts les modifications que demande l'autorité, ou qu'elle apporte des négligences dans sa gestion. La suppression peut même être prononcée quand il est établi « que l'approbation demandée à l'autorité administrative aurait dû être refusée par elle ». L'*Innungsausschuss* qui ne remplit pas ses obligations ou excède sa compétence statutaire peut être également supprimé de la même façon.

Enfin, il est un cas où la suppression de la corporation a lieu de plein droit : c'est le cas de faillite (art. 103). Dans tous les autres cas, l'autorité prononce la suppression, sauf le recours à exercer contre sa décision conformément à la procédure prescrite par l'art. 98 *b*.

La liquidation est confiée, en cas de dissolution volontaire à l'*Innungsvorstand* sous le contrôle de l'autorité de surveillance. En cas de dissolution par voie administrative, où si l'*Innungsvorstand* ne peut se charger lui-même de la liqui-

dation, c'est l'autorité qui l'effectue seule. Le partage de l'actif net, entre les membres, ne permet, en aucun cas, qu'il leur soit attribué une somme supérieure au montant de celles qu'ils ont versées (art. 130 a).

Les diverses autorités administratives sous le contrôle desquelles les corporations peuvent se trouver placées sont les suivantes : l'autorité communale, quand le ressort est limité à la commune, l'autorité administrative supérieure, quand il embrasse plusieurs communes, enfin, l'autorité désignée par le gouvernement, quand le ressort dépasse celui du district.

Outre le contrôle exercé sur les statuts et l'application des pénalités pour les diverses infractions, l'autorité est appelée à statuer encore sur les différends qui ont pour objet l'admission ou l'exclusion d'un membre, l'élection aux fonctions corporatives et, en général, les droits et obligations de chacune. Elle a toujours le droit de se faire représenter à la délivrance des *Prüfungen* et aux assemblées générales chargées de modifier les statuts. Elle a, vis-à-vis des délégations de corporations, des pouvoirs analogues (art. 104).

En dehors des *Innungsausschüsse* (délégations de corporations placées sous la même autorité administrative), la loi a prévu la constitution d'unions de corporations de métiers semblables non placées sous la surveillance d'une même autorité administrative. Ce sont des fédérations corporatives (*Innungsverbände*) en vue, dit l'article 104 a de remplir leur but en commun et de s'occuper de leurs intérêts industriels. L'accession d'une corporation à cette fédération ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un vote conforme de son assemblée générale. Les statuts de la fédération doivent, eux-aussi, contenir certaines dispositions obligatoires que précise l'article 104 b : (nom, but et ressort de la fédération, conditions d'entrée et de sortie, constitution, siège et pouvoirs de la direction, participation aux charges de l'union, représentation de l'union et pouvoirs de ses représentants, révision des statuts, disso-

lution). Les assemblées fédératives, qui ne peuvent jamais avoir lieu que dans le ressort de l'union, doivent être notifiées à l'autorité administrative supérieure, qui peut les interdire et envoyer un représentant ayant le pouvoir de dissolution, si les délibérations portent sur des objets étrangers au but de l'union, ou si les motions ou projets sont contraires à l'ordre public. Les changements dans la composition, la direction ou le transfert du siège fédératif doivent être notifiés à l'autorité. Chaque année aussi, au mois de janvier, un rapport doit lui être transmis par la direction, avec une liste de toutes les corporations participantes (§ 104 d).

Les statuts fédératifs ainsi que leurs modifications sont soumis à l'approbation de l'autorité qui *doit* la refuser lorsqu'ils ne sont pas conformes aux buts et conditions de la loi, et qui *peut* la refuser, si le nombre des corporations participantes paraît insuffisant pour atteindre efficacement le but de l'union. La décision qui refuse l'approbation est toujours susceptible de recours.

La direction fédérative constitue une représentation élevée des intérêts de la petite industrie du ressort. Elle doit faire sur les questions industrielles tous les rapports qui lui sont demandés par l'autorité et elle est également autorisée, ce qui est remarquable, à présenter à celle-ci des adresses ou des projets concernant les industries représentées dans l'union (§ 104 f).

L'autorité compétente, pour approuver les statuts, peut de même supprimer les fédérations dans des cas à peu près analogues à ceux qui entraînent la suppression des corporations (§ 104 g).

Tels sont les nouveaux organismes créés par la loi du 18 juillet 1881. On ne peut nier qu'il y a là un effort sérieux de restauration, essayant de doter les métiers des cadres généraux d'une organisation nouvelle. Mais cette organisation est encore, il faut l'avouer, bien peu souple et bien peu indépendante. A tout instant, les corporations sont soumises

au contrôle de l'autorité communale, régionale ou centrale, qui peut intervenir en tout et pour tout. On les empêche d'être libres de peur qu'elles n'attendent elles-mêmes à la liberté. Par là, les groupes ne peuvent faire preuve d'aucune initiative propre, et c'est là certainement un grave défaut.



Toute cette organisation (§ 97 a, § 104 g) forme le très long article I de la loi du 18 juillet 1881.

L'art. II crée deux nouvelles pénalités : L'une, ajoutée à l'art. 148, n° 10 de la *Gewerbeordnung*, a trait à la rupture du contrat d'apprentissage prévue au § 131, et aux contraventions touchant les *Prüfungen* (§ 100, alinéa 2); l'autre punit d'une amende de 30 marks au plus, et en cas d'insolvabilité, des arrêts pendant huit jours au plus, celui qui, n'appartenant pas à une corporation, se présente cependant comme maître corporatif. On a voulu ici, en empêchant l'usurpation du *Meistertitel*, sauvegarder l'honneur professionnel. Enfin, ~~est~~ passible de la même pénalité, la direction d'une corporation ou d'une union, si la direction omet d'adresser à l'autorité les avis prescrits par les lois ou les statuts, ou transmet des avis inexacts.

L'art. III et dernier règle enfin les dispositions transitoires et oblige les corporations existantes en 1881, à modifier leurs statuts avant le 1^{er} janvier 1886 au plus tard, sous peine d'être mises en demeure par l'autorité centrale de le faire dans un délai déterminé, passé lequel cette autorité pourra prononcer leur dissolution et la liquidation de leurs biens.

CHAPITRE VI

Les propositions Ackermann. -- L'art. 100. e. et l'article 100. f.

Le parti *Handwerker* ne se montra guère satisfait de la loi du 18 juillet 1881, malgré les concessions réelles qu'elle faisait à la cause corporative. On lui reprochait, principalement, d'avoir laissé entièrement de côté la réglementation proprement économique pour se borner exclusivement à l'organisation de l'apprentissage.

Aussi dans la période qui va suivre, la question de la preuve de capacité va se poser de nouveau et déterminer une lutte et un mouvement d'idées extraordinairement intenses et dont on pourrait difficilement, chez nous, se faire une idée. A ce courant d'opinions, après des attaques réitérées, le gouvernement, malgré un vote purement théorique du Reichstag, résistera toujours avec une opiniâtre fermeté. Les déclarations faites, sous ce rapport, par les différents ministères, resteront identiques : *La preuve de capacité, on n'en veut pas* ; l'Etat déclare rester étranger et neutre en matière économique. De ce côté, la partie est d'avance perdue.

Tous les progrès qui se réaliseront encore n'auront simplement pour but que d'augmenter les pouvoirs des membres de la corporation par rapport aux non-membres, en plaçant les seconds plus étroitement sous la dépendance des premiers, soit au point de vue des règles de l'apprentissage et de la tenue des apprentis, soit au point de vue de la contribution forcée aux charges corporatives. Même en 1897, quand on arrivera à admettre la corporation obligatoire (*Zwangsinning*), elle sera conçue, non comme une affiliation directement imposée à tous par la loi, ainsi qu'en Autriche, mais simplement comme un avantage surérogatoire des maîtres corporatifs, qui auront, en certains cas spéciaux, la *faculté de contraindre* les autres à l'affiliation *totale*.

Conception vraiment originale et bien allemande qui réalise la corporation obligatoire par l'option des maîtres corporatifs et par l'extension progressive de leurs droits. Quoi qu'il en soit, de ce système, que nous aurons à examiner plus loin avec détails, c'est certainement la loi de 1881 qui a, la première, posé le principe d'où naîtront tous les progrès, du maître corporatif titulaire de droits doués à l'égard des autres d'une force impérative.

Prise en elle-même pourtant, la loi de 1881 était loin d'être parfaite. D'abord elle ne précise même pas ce point très important que l'organisation corporative est propre à la petite industrie, aux métiers et que les fabriques en doivent être exclues. L'art. 97 sans doute le suppose tacitement en exigeant, pour la formation d'une corporation nouvelle, que tous les membres exercent une même industrie, ou des industries connexes; mais il ne donne aucun critère permettant de distinguer si une industrie est *handwerkmaessig* ou *fabrikmaessig betrieben*. Il faudra attendre la loi de 1897 pour que cette distinction, sans être d'ailleurs précisée davantage, soit au moins formulée. Mais ce ne sont là que des critiques de détail. C'est le fond du système et la loi elle-même qui sont surtout critiquables. Devant cette organisa-

tion extrêmement complexe et un peu artificielle, les artisans auxquels on la propose restent à peu près indifférents parce qu'ils n'y ont personnellement aucun *intérêt direct*. On en fait des agents chargés de régler l'apprentissage du ressort, voilà tout, et c'est le public seul qui bénéficie des progrès réalisés par la corporation en matière d'instruction technique. Mais que leur importe à eux puisqu'ils n'ont aucun moyen de défendre la profession ! La corporation est obligée de recevoir et de laisser sortir tout artisan. Même les non-membres qui négligent les règles corporatives et les *Prüfungen* ne sont frappés d'aucune sanction. Comment agir alors ? Si l'on fait preuve de quelque initiative, l'autorité intervient pour l'empêcher dans une multitude de cas. L'organisation nouvelle est sans effet. Comme le dit l'abbé Hitze : « La loi est belle sur le papier, elle a seulement un grand défaut, elle ne lie personne dans la pratique. Elle renferme un ensemble d'obligations et de devoirs élevés. Elle ne garantit ni les droits correspondants, ni les moyens d'exécution » (1).

Aussi, on le verra plus loin par les statistiques, la formation corporative déterminée par la loi de 1881 a été extrêmement faible, et partout où elle s'est un peu manifestée, c'est avec l'espoir, plus ou moins avoué, d'obtenir dans l'avenir la corporation obligatoire.

C'est ce que dénoncent, à ce moment, les chefs du parti du centre et l'école des réformateurs sociaux qui avec Droste (2), Albertus (3) et surtout l'abbé Hitze attaquent, avec une extrême violence, la loi de 1881. Au point de vue de la défense politique et sociale du *Mittelstand* elle n'apporte rien de nouveau et rien d'utile. Bien plus, elle fait fausse route, elle dénature la direction rationnelle des efforts en laissant subsister deux

(1) Hitze, *Schutz dem Handwerk*, p. 6.

(2) Droste, *Die Handwerkerfrage*, 1884.

(3) Albertus, *Ueber die Nothlage des Handwerks und die Mittel zu seiner Hebung*. 1889.

sortes de maîtres : ceux qui sont affiliés et ceux qui ne le sont pas, ce qui augmente encore l'anarchie.

Dans une vive et pénétrante critique de la loi de 1881, l'abbé Hitze montre l'inconséquence du système. On a adopté pour la corporation un concept extrêmement équivoque : on ne veut pas qu'elle soit obligatoire et cependant elle n'est pas vraiment libre. Il faut choisir pourtant entre les deux termes du dilemme ; ou bien la corporation est une organisation de classe et une organisation du travail, et alors elle doit être obligatoire ou dotée en droit public de privilèges tels que tout artisan ait un intérêt direct à en devenir membre ; ou bien c'est une association purement morale et privée, et alors il faut la laisser libre et lui permettre de régler, comme elle l'entend, *l'entrée ou l'exclusion de ses membres*. Aux deux points de vue, le système de la loi de 1881 est contradictoire et montre que la conception corporative ne correspond véritablement pas à son but.

Or, le but, pour Hitze, est suffisamment précis : « Ce n'est pas la petite industrie qu'il faut sauver, disait déjà M. de Hertling dans son discours du 5 mai 1880, mais la classe moyenne des petits industriels. Il ne s'agit pas de maintenir une forme industrielle dont on peut objecter la décadence en face de l'avenir de la grande industrie, mais de protéger une classe sociale » (1). Qui songerait, d'ailleurs, à mener campagne pour conserver les vieux métiers comme une commission de monuments conserve les vieilles maisons ? Ce programme absurde ne peut être celui de personne. Si l'on veut arrêter leur disparition, c'est, comme le dit M. Brants, qu'il y a une organisation sociale qui paraît succomber avec ces formes mêmes, c'est qu'on voit détruire ces classes moyennes libres, auxquelles on reconnaît des forces, des qualités. » (2).

(1) De Hertling, *Reden und Aufsätze*. Discours du 5 mai, 1880, Fribourg, 1884, p. 130. V. aussi de Hertling : *Naturrecht und Socialpolitik*. (Gärresgesellschaft) Köln 1893, p. 71.

(2) Brants, *La petite industrie contemporaine*, p. 8.

Cette idée de classe moyenne, de *Mittelstand*, est l'idée maîtresse du parti conservateur allemand : « C'est contre les effets de la concurrence libérale qu'on s'insurge... Sans doute, les transformations industrielles se font et on ne doit pas les exclure, mais il ne faut pas leur sacrifier la liberté des masses.... Il faut, suivant l'expression d'Albertus, que la pyramide reste sur ses pieds et pour cela elle doit comprendre une classe moyenne, une *Mittelstand* solide » (1).

« La tombe de nos classes moyennes, dit Hitze, est la tombe de toute liberté personnelle et professionnelle. Si nous n'avons plus nos paysans et nos artisans, si toute l'humanité est menée par la cloche de la fabrique, alors nous pourrions porter le deuil de nos pays allemands. » (2) « On parle le cœur léger, aussi, s'écrie-t-il encore, de laisser faire la liberté industrielle et de sacrifier le métier à la grande industrie : on pense qu'une autre classe moyenne s'élèvera plus tard ; mais nous en avons déjà jusque par-dessus la tête de revendications des ouvriers de la grande industrie. Tâchons de conserver la classe moyenne que nous avons ». Et, reprenant ici une thèse à tendance communiste chère aux *Handwerkerpartei* : « Le métier, dit-il, a en lui-même un droit primordial à l'emploi de la machine et celle-ci doit être mise au service du travail, non du capital. Le métier organisé en corporation saura éviter les dangers du machinisme et de la division du travail, et mettre la machine au service de la communauté, tandis qu'aux mains du capital elle est un instrument de tyrannie pour la société. » (3).

Si l'on compare entre eux les chiffres des recensements du 5 juin 1882, on trouve que la grande industrie donne l'existence à 3.345.555 personnes, et la petite industrie à 5.775.504.

(1) Brants, *La petite industrie contemporaine*, p. 9. V. Albertus. *Ueber die Nothlage des Handwerks und die Mittel zu seiner Hebung*. Paderborn, 1889.

(2) Brants, *Ibid.*, p. 11. Hitze, *Schutz dem Handwerk*, p. 33.

(3) Hitze, *Ibid.*, p. 20-21, cité par Morisseaux, *op. cit.*, p. 271.

Le métier a donc encore plus d'importance sociale que la grande industrie⁽¹⁾. Mais les progrès de cette dernière ont marché depuis 1861 d'un pas si rapide, qu'ils menacent de tout envahir. Contre ce danger, dont il trace le tableau en des traits saisissants, l'abbé Hitze ne voit qu'un remède : la réorganisation professionnelle des groupes corporatifs sur le même type social que dans le passé, car ce type est pour lui la réalisation la plus parfaite du système qui peut assurer à l'artisan, avec sa vie de famille et les ressources d'un travail régulier, sa représentation politique et civile.

Le plan que l'abbé Hitze trace de cette réorganisation, dans un véritable petit projet de loi très curieux et passablement utopiste, reste, malgré tout, assez vague.

Devant la difficulté de préciser l'expression de métier, il n'admet d'abord l'organisation corporative que pour le grand groupe historique et immuable (*unveraenderlich*) des industries qui ont et qui auront toujours l'incontestable caractère de métier (*Handwerkmæssig betrieben*). Ce sont selon lui :

Industrie du vêtement : tailleurs, cordonniers.

- » alimentaire : bouchers, boulangers, pâtissiers.
- » du bâtiment : charpentiers, menuisiers, maçons, ardoisiers, ramoneurs, peintres, stucateurs.
- » de la toilette personnelle : coiffeurs, barbiers chirurgiens.

Autres industries : carrossiers, forgerons, serruriers, ébénistes, selliers, rempailleurs, relieurs, typographes.

Pour ces métiers (*handwerkmæssige*) assez différents, on le voit, de la liste autrichienne et dont l'énumération est bien arbitraire et bien incomplète, l'affiliation à un groupe sera *obligatoire* et s'il n'y en a pas, l'autorité doit être tenue d'en

(1) Cité par Morisseaux, *Ibid.*, p. 272.

constituer un. Pour les autres, au contraire, l'affiliation sera facultative. L'autorité est chargée de décider, pour chaque industrie, où commence et où finit le caractère de fabrique.

Indépendamment de l'obligation corporative, les métiers caractérisés *handwerkmæssige*, exigeront, comme en Autriche, une preuve de capacité résultant d'un temps obligatoire d'apprentissage et de compagnonnage et par suite, ils devront avoir un domaine d'activité propre assuré. Hitze admet même, comme au moyen-âge, les *rewards* et les marques corporatives. A la vérité, malgré quelques préoccupations d'organes représentatifs comme les Chambres de métiers et les commissions d'industrie, le projet Hitze tend bien moins à organiser socialement le *Mittelstand* qu'à intervenir très énergiquement dans les rapports *économiques* en faveur de la petite industrie, en lui donnant, avec un terrain inviolable et sacré toutes les faveurs et tous les privilèges possibles. Il va jusqu'à demander à l'empire un fonds de 3 millions pour prêter aux corporations (intérêt 2 p. 100 remboursable 5 à 10 ans) pour les fondations coopératives de celles-ci, qui auront même le droit d'émettre des warrants, et à obliger les fabriques à occuper de préférence les artisans sans travail, à leur payer un salaire fixé par l'autorité judiciaire, plus fort de 30 p. 100 pour les maîtres que pour les compagnons!!⁽¹⁾

Malheureusement, tous les efforts qu'on pourra faire du côté des revendications *économiques*, alors qu'elles seraient même plus réalisables que celles de l'abbé Hitze, resteront sans succès avec le programme dans lequel s'enferme le gouvernement. Or, c'est pour ces revendications économiques, surtout, que luttent les *Handwerker*. Elles sont formulées encore à la diète générale de Magdebourg (juin 1882), à celle de Ratibor présidée par le comte Fechenbach (2 juin 1882), où l'on redemande la preuve de capacité, des

(1) On trouvera une traduction très exacte de ce projet dans Morisseaux, *op. cit.*, p. 273-280.

lois combattant le colportage et assurant les adjudications publiques aux seuls artisans. Une députation envoyée auprès du ministre von Bötticher à Gladbach (septembre 1882), est accueillie par lui avec une extrême bienveillance, mais elle se heurte à un *non possumus* inexorable et définitif. « Le gouvernement, dit M. de Bötticher, a constamment devant les yeux le relèvement de la classe des artisans; mais lui promettre la corporation obligatoire et la preuve de capacité est chose impossible : *il faut d'abord chercher ce relèvement sur les bases de la loi de l'année dernière (1881) et prendre la chose à cœur, car il y a, avec les Innungen libres, beaucoup de bien à obtenir.* Une réforme dans le sens des corporations obligatoires rencontrerait, au contraire, des difficultés énormes. Le gouvernement pourra peut-être prendre des mesures pour diminuer le colportage, mais par la corporation obligatoire, on arriverait à ce résultat, de faire pénétrer dans le sein de l'*Innung*, à son grand détriment, une foule d'éléments nuisibles, sinon redoutables. *Il faut, avant toute chose, développer encore dans une conquête progressive les pouvoirs de l'Innung libre et lui accorder des fonctions nouvelles* (1) ».

Cette déclaration de M. de Bötticher est, selon nous, d'une importance capitale. Elle indique d'une manière extrêmement nette, dans quelle voie le gouvernement entend continuer les réformes. Sa ligne de conduite est tracée, il ne s'en départira pas. Hautement approuvé d'ailleurs par Schmoller et par les feuilles gouvernementales, comme la *Kölnische Zeitung*, l'*Innung* libre reste pour lui une notion extrêmement commode et élastique parce qu'elle est mal définie et comporte un développement de fonctions théoriquement illimité.

*
**

(1) Cité par Jäger, *op. cit.*, p. 216.

La question est reprise au Reichstag, au début de l'année 1883, sur un point unique et bien précis. Dans le vote de l'art. 100 *e*, on avait, on s'en souvient, repoussé, par crainte d'aller trop loin, la disposition consacrant pour les maîtres membres de la corporation le droit exclusif d'avoir des apprentis.

C'est ce privilège exclusif d'apprentissage que MM. Ackermann et de Hertling viennent redemander encore au Reichstag. Il n'avait été repoussé que par 7 voix de majorité en 1881. « La loi restera sans effet, dit M. Ackermann, tant que n'existera pas cette mesure. A quoi sert que vous reconnaissiez à l'*Innung* le droit de régler l'apprentissage, si tout maître peut, en restant hors de son sein, ignorer et méconnaître, sans la moindre sanction, les règles qu'elle impose ». Il faut aller jusqu'au bout, ajoute M. de Hertling : le droit d'avoir des apprentis ne peut être partagé ; ni la législation ni l'administration ne pourront restaurer et protéger l'*Innung*, tant que cet avantage positif ne sollicitera pas à y entrer ».

Contre cette proposition, le parti libéral avec le député Baumbach s'élève encore avec violence. Les efforts des réformateurs sociaux vont, selon lui, tout droit à un anachronisme industriel, parce que les conditions de la production se trouvent totalement changées par suite de l'intervention des forces naturelles : gaz, vapeur, électricité, qui font que les institutions corporatives ne sauraient plus avoir les avantages qu'elles présentaient autrefois dans la concurrence économique. La mesure est inutile et inique. Pratiquement d'ailleurs, on ne sait pas trop comment on ferait pour distinguer le jeune ouvrier de l'apprenti et l'apprenti des fabriques de l'apprenti des métiers.

Toutes ces complications ne sauraient être d'aucun profit pour les *Handwerker*. Le député social démocrate Köhl, de Würzburg, insiste également dans le même sens. Aussi, malgré un discours extrêmement pressant du député Kleitz-

Retzow, la proposition Ackermann se voit encore une seconde fois repoussée par 170 voix contre 148. C'est, dit mélancoliquement Jäger, un enterrement de 2^e classe. « On ne renvoie même pas la proposition à une commission d'examen'; on l'exécute en pleine séance, à la grande joie du parti social-démocrate qui est dans l'espèce le « *tertius gaudens* » (1).

La persévérance infatigable de M. Ackermann devait cependant, au troisième effort, obtenir la victoire. Le discours du trône, en 1884, semble déjà approuver sa proposition, en disant que l'*Innung seule* peut garantir la formation sérieuse des apprentis. Aussi, après une lutte parlementaire extrêmement passionnée, la proposition reprise et discutée finit par être admise avec une très faible majorité dans sa forme primitive, et elle devient la loi du 8 décembre 1884.

Par cette loi, le § 100 *e* reçoit simplement un alinéa additionnel, en vertu duquel *les membres réguliers de la corporation, c'est-à-dire les maîtres affiliés, ont seuls le droit d'avoir des apprentis*. C'est, on le voit, un véritable privilège d'apprentissage pour les maîtres corporatifs; mais l'autorité corporative ne peut interdire aux non-membres la tenue des apprentis, qu'en agissant avec l'avis conforme de l'autorité administrative, ce qui, en bien des cas, paralyse beaucoup, on le verra plus loin, l'application de la mesure.

Immédiatement, huit jours après cette première victoire, M. Ackermann présente une nouvelle proposition (2) (16 décembre 1884) tendant à faire admettre que, quand une corporation comprend la moitié au moins des membres du métier, l'autorité administrative *est tenue* de soumettre à la juridiction corporative les patrons non *affiliés et de les faire contribuer et participer aux caisses et autres institutions corporatives*. Après des échecs successifs, elle finira, elle

(1) Jäger, *op. cit.*, p. 241.

(2) C'est l'ancienne résolution n° 4, repoussée elle aussi en 1881.

aussi, par aboutir sous une forme un peu atténuée et deviendra la loi du 6 juillet 1887.

C'est à l'occasion de ce nouveau projet que le gouvernement, désirant se rendre compte des progrès effectués, fit faire une enquête sur la situation actuelle des *Innungen*. Il en résulte qu'au 1^{er} janvier 1886 il y avait, dans tout l'empire, 9.185 *Innungen* et ce nombre comprenait 4.995 *Innungen* qui n'étaient pas réorganisées, malgré l'obligation prescrite par l'art. III de la loi de 1881; 1.299 avaient été, après la loi de 1881, nouvellement constituées et 2.891 réorganisées sur ses bases, le reste étant en voie de l'être. Le privilège d'apprentissage de la loi de 1884 avait été accordé à 144 (1). « C'est, dit M. Brants, en Prusse, en Saxe et dans les villes hanséatiques, qu'on a constaté le plus de résultats. Ces faits contenus dans l'exposé des motifs sont officiels. Un membre autorisé du *Bundesrath*, le conseiller intime Lohmann, les a confirmés et complétés au cours du débat. De ces 144 concessions, 137 sont pour la Prusse seule. En Bavière, il n'y a pour ainsi dire pas de corporations. Au 1^{er} janvier 1887, le chiffre de 144 est monté à 323. L'honorable conseiller trouve cela un résultat assez beau, car tout était à organiser. S'il s'en exprimait ainsi, c'est que, sur ce dernier point, il devait défendre l'administration du reproche d'excès de sévérité. A plusieurs reprises, les députés conservateurs Ackermann et Kleist-Retzow avaient exprimé l'avis que ce chiffre de 144 prouvait la sévérité excessive de l'administration. Les *Innungen*, disait-on, ne savent pas quand elles sont en mesure de bénéficier de l'art. 100 *e*; et il n'y a que de l'arbitraire. L'administration pressée fit connaître que les 323 demandes accueillies en Prusse provenaient d'un total de 644, dont 72 étaient en instance et 249 avaient été rejetées sans protestation » (2)!!

(1) Chiffres cités par Morisseaux, p. 281, et Brants, *Le régime corporatif*, p. 94.

(2) Brants, *Le régime corporatif*, p. 94-95.

On voit à quel point l'application de l'art. 100 *e* dépend de l'administration. On peut dire que c'est elle seule et non l'autorité corporative qui juge souverainement.

En ce qui concerne les fédérations corporatives (*Innungsverbände*), on en trouve au 1^{er} janvier 1886, quinze pour tout l'empire qui comprennent plus de 80.000 artisans et groupent un nombre considérable de corporations. Ainsi la fédération des cordonniers, par exemple, en compte plus de 200 ⁽¹⁾.

Cet organisme nouveau, dont les corporations puissantes des grandes villes et des centres industriels importants pourraient, à la rigueur se passer, était certainement appelé à rendre, surtout aux petites corporations des localités peu étendues et peu actives, de grands services, en leur permettant de fonder des écoles, d'unir leurs ressources en vue de la lutte contre la grande industrie, de faciliter aussi l'assurance-maladie par des conditions meilleures résultant de la répartition des risques sur un plus grand nombre d'affiliés.

Le grand tort de la loi de 1881 était d'avoir omis de doter ces fédérations de la personnalité civile sans laquelle il leur était impossible d'ester en justice et de réaliser leur mission.

Un important rapport de M. Bödiker ⁽²⁾ met ce point en lumière, insistant surtout sur le rôle que les fédérations corporatives sont destinées à jouer dans l'avenir, en matière d'assurance, rôle analogue à celui des *Berufsgenossenschaften* de la grande industrie, et aussi sur la plus grande force du lien qui rattachera entre elles les corporations participantes, dès l'instant où la fédération, acquérant la personnalité civile, possédera des biens. Aucune corporation ne voudra alors s'en séparer et perdre le bénéfice de sa participation dans la fortune fédérative.

⁽¹⁾ Morisseaux, *op. cit.*, 281.

⁽²⁾ Bödiker, *Die Gewerbe und Versicherungsgesetzgebung des Deutschen Reichs*, Berlin, 1887, p. 67 et suiv. — V. la traduction qu'en donne M. Morisseaux, *op. cit.*, p. 283.

Ces conclusions passent au Reichstag presque sans débat, et la loi du 23 avril 1886 reconnaît définitivement aux *Innungsverbände* la personnalité civile, la faculté d'acquérir des droits, de contracter des obligations et d'ester en justice, en même temps qu'elle règle, à partir du § 104 *g* jusqu'au § 104 *o*, les mesures d'intérêt général dont elle peut prendre l'initiative (écoles professionnelles, institutions communes de travail, caisses de secours), mais pas les examens d'apprentissage, de compagnonnage et l'établissement de tribunaux d'arbitres qui restent de compétence exclusivement corporative. La loi de 1886 règle enfin les cas de dissolution et l'emploi des biens dans des formes d'ailleurs analogues à celles que prévoit, pour la dissolution des corporations, la loi de 1881 (§§ 104 *m* à 104 *o*). Ici comme partout, l'autorité est encore au premier plan et surveille étroitement la fédération. L'octroi de la personnalité civile ne peut même avoir lieu que par un arrêté du Conseil fédéral, justifié par l'étendue du ressort de l'*Innungsverband* et le danger très réel qu'elle peut constituer si elle mésuse de ses pouvoirs.

Cette nouvelle amélioration apportée à la loi de 1881 est à peine remarquée, car son intérêt est un peu lointain et demeure en définitive assez platonique. Le débat est bien plus important sur le fond de la deuxième proposition Ackermann, repoussée en 1884, et qui tend à faire contribuer les non-membres aux dépenses corporatives.

Dès le début de 1887 elle est reprise avec acharnement par le parti conservateur. Après avoir essayé de solliciter les maîtres à l'affiliation par le privilège d'apprentissage, on veut aller plus loin encore et « frapper les abstentionnistes d'une pénalité, ou si l'on veut d'un impôt » ⁽¹⁾. Et cet impôt paraît fondé sur des considérations assez équitables. En bien des cas, en effet, les artisans restés en dehors de l'*Innung* retirent un profit direct de ses institutions. En employant, par exemple, des compagnons formés dans les écoles

(1) Morisseaux, *op. cit.*, p. 286.

corporatives, en profitant des améliorations entraînées par l'éducation professionnelle qu'elles donnent, ils recueillent une partie des avantages de la corporation sans avoir participé à ses charges. Cela n'est pas juste et c'est cette situation qu'il faut faire cesser.

Les protestations des divers Congrès de la ligue des artisans allemands, en appelant sur ce point l'attention du pouvoir, finissent par être prises en considération. Le gouvernement prépare un projet assez semblable au projet Ackermann, et qui, sans trop de discussions, devient la loi du 6 juillet 1887, ajoutant à la *Gewerbeordnung* les §§ 100 *f* à 100 *m*.

Le principe de la contribution forcée aux charges ne soulève guère de difficultés. Les débats ne se produisent que sur un point : les non-affiliés ne sont pas de plein droit déclarés contribuables ; il faut, pour cela, une décision spéciale. De qui doit-elle émaner ? Est-ce de l'autorité administrative supérieure, comme le veut le projet du gouvernement ; est-ce de la majorité corporative, comme le propose le projet Ackermann et la commission ? Malgré un effort très sérieux de ce côté, le Reichstag n'accepte pas de donner à la majorité corporative ce pouvoir de décision propre, faisant ressortir que dans certains cas, cette majorité corporative pourrait n'être, en fait, qu'une minorité d'artisans. Pour cette raison surtout, le projet du gouvernement, repris en troisième lecture comme amendement, est définitivement voté.

D'après le très important § 100 *f* introduit par cette loi du 6 juillet 1887 : « Il peut être décidé par l'autorité administrative supérieure, sur la demande d'une corporation et pour l'étendue de son ressort, que les maîtres qui n'appartiennent pas à la corporation et qui exercent un métier pour lequel elle existe, seront tenus, avec leurs compagnons, de la même manière et dans la même proportion que les membres de la corporation et leurs compagnons de contribuer aux frais :

1° Des institutions établies ou à établir pour le logement des ouvriers (*Herbergswesen*) et leur placement (art. 97, n° 2) ;

2° De la création ou du maintien des écoles techniques corporatives et autres institutions similaires;

3° Des tribunaux d'arbitres. »

L'autorité administrative ne prend cette décision, d'ailleurs toujours révocable, que si la corporation dont il s'agit paraît appropriée à son but, c'est-à-dire est à la hauteur de sa mission *et se montre digne de cette mesure* ⁽¹⁾. Elle entend d'abord les patrons non-affiliés, l'autorité locale et, s'il y a lieu, le bureau de la fédération (§ 100 g). La décision doit spécifier les institutions pour lesquelles la contribution est exigée; cette décision doit être publiée et ne peut être attaquée en justice (§ 100 h). Le paiement des contributions donne aux maîtres, compagnons et apprentis, le droit de profiter des institutions corporatives au même titre que les affiliés. Quand ce paiement concerne le tribunal d'arbitres, celui-ci devient également compétent à leur égard dans tous les cas mentionnés au § 100 a (§ 100 i). Les cotisations sont fixées pour chaque année budgétaire (*Rechnungsjahr*); le montant en est signifié par écrit au contribuable et elles sont recouvrées comme des taxes communales (§ 100 k). Un compte particulier des dépenses et des recettes doit être tenu pour les institutions objets de la contribution, compte administré séparément des autres biens corporatifs et soumis à l'examen de l'autorité de surveillance qui peut faire des observations, sauf recours de la corporation auprès de l'autorité supérieure (§ 100 l).

Sont exempts de la contribution :

a) *Les patrons dont l'établissement est compris parmi les fabriques et leurs ouvriers.* (Remarquons ici la naissante préoccupation de séparer la grande industrie du régime corporatif.)

b) Ceux membres d'une autre corporation et y payant déjà, en vertu de l'art. 100 f, des cotisations obligatoires;

¹ V. *Annuaire de législation étrangère*, 1887, p. 189, note 4.

c) Les industriels n'employant ni ouvriers, ni apprentis.

d) L'autorité peut exempter également, ceux qui, à raison des circonstances locales, ne peuvent profiter des institutions corporatives (§ 100 *m*).

Enfin, l'art. II de la loi, afin d'assurer la portée du privilège d'apprentissage, punit d'une amende de 150 marks maximum et d'un emprisonnement subsidiaire de quatre semaines au plus, quiconque, sciemment occupe un apprenti, contrairement aux dispositions légales, ou contrevient à une disposition prise par application du § 100 *e*.

Telle est cette très curieuse loi du 6 juillet 1887. Avec elle nous atteignons le sommet le plus élevé où se parachève l'évolution de la corporation impérative.

Une même idée est au fond de tous les efforts : le législateur veut la restauration corporative, mais, n'osant la prescrire obligatoire, il cherche à solliciter l'affiliation par l'intérêt puissant du privilège d'apprentissage, comme en 1884 (art. 100 *e*), ou même à la préétablir et la préinscrire en quelque sorte par la contribution forcée aux charges (art. 100 *f*) (loi de 1887). L'organisme corporatif reste en théorie libre, on n'y intègre de force personne et les principes semblent satisfaits. Mais, graduellement, comme les deux branches d'une tenaille, l'emprise de la corporation sur les non-membres va se resserrant de plus en plus. Il s'en faut de bien peu maintenant, pour que l'intégration arrive à être totale et que le cercle se referme complètement. Il est impossible d'aller plus loin sans aboutir à ce résultat absolu.

Aussi restera-t-on sur cette position extrêmement tendue jusqu'en 1897, sans qu'on ose même une loi nouvelle. A ce moment alors on se rendra compte de la situation réelle, on verra que la corporation obligatoire n'est plus qu'une simple question de terminologie, et on n'hésitera pas à l'admettre ; mais toujours par la même méthode, c'est-à-dire en octroyant simplement aux affiliés le droit d'y intégrer les non affiliés.

CHAPITRE VII

Les résultats pratiques. Progrès du développement corporatif.

Nous venons de passer en revue les étapes successives de la législation corporative jusqu'en 1887, en essayant d'en dégager les caractères essentiels. Il nous reste à montrer maintenant ses résultats pratiques et dans quelle mesure les artisans ont fait usage des institutions qu'elle leur proposait. On a pu voir, par les chiffres cités plus haut, combien le développement des *Innungen* était resté faible. En 1878, pour la Prusse seule, on n'en comptait encore que 6018, chiffre brut. Depuis, certaines ont disparu, d'autres se sont fondées, d'autres enfin ont été réorganisées. La nouvelle statistique commencée en 1882 et qui permet de constater les progrès annuels de la formation, mentionne simplement les *Innungen* nouvelles ou réorganisées dont les statuts sont d'accord avec la loi de 1881, car ce sont les seules qui ont une existence légale. On peut voir par les chiffres suivants que la réorganisation a été, en général, assez lente, mais que,

cependant, la formation nouvelle n'est pas sans importance. Voici les résultats pour la Prusse ⁽¹⁾.

Innungen.

ANNÉES	Nouvelles	Réorganisées	Total	ACCROISSEMENT ANNUEL		
				des Nouvelles	des réorganisées	du Total
1882	56	30	86			
1883	251	316	567	195	286	481
1884	422	867	1289	171	551	722
1885	813	2373	3186	391	1506	1897
1886	1305	4271	5576	492	1898	2390
1887	1555	5144	6699	250	873	1123
1888	1757	5667	7424	202	523	725
1890	1898	5925	7823	141	258	399
1892	1928	5997	7925	30	72	102

C'est l'année 1886 qui marque, comme on peut le voir, l'accroissement total le plus considérable, tant des nouvelles que des réorganisées. Comme toujours ce sont les provinces de Silésie et de Brandebourg qui ont, à ce point de vue, le développement le plus important. La Westphalie et la province Rhénane, arrivent encore avec les résultats les plus faibles. Voici quelques chiffres pour les plus intéressantes provinces prussiennes ⁽²⁾.

Chiffre total des Innungen existant :

Provinces	au 1 ^{er} décembre		
	1885	1888	1892
Prusse orientale	128	736	754
Brandebourg	421	1201	1266
Berlin (ville).....	58	69	70
Hanovre.....	195	425	480
Westphalie.....	83	186	199
Province du Rhin	139	274	243
Silésie	690	1466	1561
Schleswig-Holstein.....	192	316	356

⁽¹⁾ Thilo Hampke. *Die Innungsentwicklung in Preussen* (Schmollers Jahrbücher, 1894, p. 206).

⁽²⁾ Hampke, *loc. cit.*, p. 206.

Par rapport au chiffre total des *Innungen* de l'Empire, la Prusse représente, à elle seule, plus des deux tiers, soit en 1892, 7.925 *Innungen* avec 221.337 membres, contre 10.325 *Innungen* pour tout l'Empire avec 316.507 membres (statistique de 1888)⁽¹⁾.

*
**

Quelle est maintenant l'importance sociale du groupement par rapport à la population totale des *Handwerker* ? En d'autres termes, sur 100 artisans de la petite industrie, combien en trouve-t-on qui soient membres des *Innungen* ?

Nous avons, sur ce point, des statistiques assez récentes et bien significatives, citées par Voigt dans la Revue de Schmoller⁽²⁾. Il observe d'abord que la Prusse, qui, en 1890 comptait 7.823 *Innungen* avec 226.049 membres, compte en 1896, 7.940 *Innungen* avec 224.956 membres seulement. Le nombre des groupes a augmenté, mais celui des membres a diminué, ce qui est assez fréquent aussi pour les autres États, surtout dans la période récente.

Pris comme tels, les chiffres de l'année 1896 pour la Prusse, font ressortir, en face d'une population totale de 734.456 *Handwerker*, 224.956 membres d'*Innungen*, soit 30,7 %.

La proportion est encore plus faible pour le reste de l'Empire. D'après une statistique de 1893, le nombre des *Handwerker* dans l'Empire, moins la Prusse, est de 588.817, parmi lesquels on compte seulement 106.408 membres d'*Innungen*, soit une proportion de 18,1 % seulement.

En réunissant ces deux chiffres on arrive au résultat d'ensemble suivant :

(1) V. Stieda. *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, IV, p. 590. (Après la Prusse, c'est la Saxe qui a le plus haut chiffre, 1 264 *Innungen* avec 55.574 membres. Le Mecklembourg, 272, avec 5.338 membres; la Bavière n'a que 156 *Innungen* avec 11.144 membres; Hambourg, 28 *Innungen* avec 4.258 membres). V. ce tableau général dans Hampke, *loc. cit.*, p. 227.

(2) Paul Voigt. *Die deutschen Innungen*. Schmoller's, Jahrbücher, 1898, p. 713.

ÉTATS	Nombre des Patrons indépendants des usines et de la grande industrie	Nombre des Handwerker	Nombre des membres des Innungen	Proportion
Prusse (1896)...	855.453	734.456	224.956	30,7
Empire moins la Prusse (1893).	686.877	588.817	106.408	18,1
Total.....	1.542.330	1.323.373	331.364	25,0

C'est donc exactement le quart de la population totale des *Handwerker* qui, dans la moyenne générale de l'Empire, appartient aux *Innungen*. C'est certainement un résultat assez important, mais qui est trop faible encore pour entraîner dans la petite industrie un changement très profond de traditions et de régime. Rudolf Græzer ⁽¹⁾ fait, il est vrai, quelques critiques aux chiffres cités par Voïgt et estime, s'appuyant sur Stieda ⁽²⁾, que les membres des *Innungen* sont peut-être encore plus nombreux.

Néanmoins, les comparaisons entre les statistiques générales n'entraînent pas des différences très considérables.

Plus intéressantes sont les comparaisons entre provinces, au point de vue des maxima qui dépassent quelquefois 50 % et des minima qui sont parfois extrêmement faibles. Nous les citons d'après Voïgt ⁽³⁾.

Prusse — Provinces		Empire — Provinces	
Königsberg.....	51,6	Bavière.....	6,6
Berlin.....	43,5	(Nuremberg).....	34,1
Posen.....	61,0	Wurtemberg.....	1,7
Breslau.....	50,3	Meckl-Schwerin.....	50,2
Erfurt.....	49,3	Grand Duché de Saxe.....	17,3
Munster.....	19,0	Lippe-Detmold.....	5,1
Cassel.....	8,5	Lubeck.....	43,1
Dusseldorf.....	7,7	Brème.....	33,5
Köln.....	10,9	Hambourg.....	35,9
Aachen.....	4,6	Alsace-Lorraine.....	1,0
Trèves.....	3,2		(*)

(1) Rudolf Græzer : *Zur Statistik der Innungsmeister unter den deutschen Handwerker*, (Schmollers Jahrbücher, 1898, p. 680).

(2) Stieda. V. *Innung in Handwerkerbuch der Staatswissenschaften*.

(3) Voïgt. *Ibid.* V. les chiffres un peu différents surtout pour Köln, cités par Græzer, p. 686.

(4) D'après Pabst : *Stat. Jahrbücher*, 6 Jahrg., p. 245, cité par Græzer, *Ibid.*

D'une manière générale, l'affiliation à l'Est est à peu près aussi intense à la ville que dans le plat pays. A l'ouest et au sud, au contraire, l'*Innung* apparaît surtout comme un produit des grandes villes et la proportion des affiliés à l'*Innung*, par rapport au nombre total des artisans, est de beaucoup plus intense dans les centres urbains que dans le reste du cercle.

Proportion des Membres de l'*Innung* pour 100 artisans.

DANS LE CERCLE ADMINISTRATIF		A LA VILLE	
Königsberg.....	51,6		48,1
Danzig.....	41,3		45,3
Potsdam.....	51,1	Charlottenburg.....	15,1
Stettin.....	49,0		53,4
Breslau.....	53,3		42,6
Merseburg.....	43,4	Halle.....	46,8
Royaume de Saxe.....	42,3	Dresde.....	44,8
—		Leipzig.....	31,5
—		Chemnitz.....	59,0
Magdebourg.....	26,2		49,7
Schleswig.....	24,8	Altona.....	39,3
Hannover.....	28,0		41,2
Brunswick.....	39,8		50,0

PLUS A L'OUEST

Arnsberg.....	16,9	Dortmund.....	32,9
Wiesbaden.....	5,3	Francfort-sur-Mein.....	9,1
Dusseldorf.....	7,7	Dusseldorf.....	15,9
—		Elberfeld.....	17,0
—		Barmen.....	11,7
—		Crefeld.....	16,7
Köln.....	10,9		20,8
Aachen.....	4,6		16,3

Etats Fédérés

Bavière.....	6,6	Munich.....	19,4
—		Nuremberg.....	34,1
Wurtemberg.....	1,7	Stuttgart.....	10,0
Alsace-et-Lorraine.....	1,0	Strasbourg.....	8,9

Au point de vue de la valeur sociale du groupement nous pouvons donc conclure, avec Voigt, que l'*Innung* présente une importance :

Très significative à l'est de l'Elbe.

Médiocre au nord-ouest.

Nulle à l'ouest et au sud-ouest ⁽¹⁾.

*
* *

L'*Innung* ayant pour but essentiel la formation de l'apprenti et les progrès de l'éducation professionnelle, il est tout d'abord nécessaire de savoir dans quelle mesure elle peut s'intéresser à ce but.

Pour les *Innungen* prussiennes, les seules pour lesquelles existent des renseignements bien précis, les chiffres suivants donnent la proportion du nombre des maîtres par rapport à celui des apprentis :

Années	Apprentis	Maîtres
—	—	—
1890	139.552	226.049
1892	136.201	221.339
1896	138.272	224.956

La moyenne des résultats, pour 1896, donne environ 61,5 %/o apprentis pour 100 maîtres membres d'*Innungen* ⁽²⁾. Le nom-

(1) Voigt. *Ibid.*, p. 716. Quant à la densité spécifique du groupement au 1^{er} déc. 1887 on compte en moyenne 30,3 membres pour une *Innung* en Prusse.

— 1888	—	29,6	—
— 1890	—	28,8	—
— 1892	—	27,9	—

V. Hampke, *loc. cit.*, p. 207.

(2) Osnabrück (92,6 %/o), Merseburg et Bromberg (82 %/o), Hanovre (83,8 %/o), Hildesheim (80,9 %/o), Lunebourg 61,5 %/o (comme la moyenne générale), Stettin (59,4 %/o), Berlin (49,6 %/o), Dusseldorf (44,6 %/o), Kœln (39,9 %/o), Coblenz (34,5 %/o), Wiesbaden (32,9 %/o seulement), (statistique de 1896). Voigt, *Ibid.*, tableau II, p. 701.

bre des maîtres se trouve donc supérieur de 40 % et comme certains maîtres ont plusieurs apprentis, le résultat est qu'une bonne moitié des *Innungsmeister* n'est point directement intéressée à la réglementation de l'apprentissage. Cela, remarque Voigt, a son bon et son mauvais côté. Il est fâcheux sans doute, que le plus grand nombre des *Innungsmeister* se montrent indifférents à l'égard d'une loi qui a la formation de l'apprenti pour but principal. Mais cette indifférence semble garantir aussi, dans une certaine mesure, qu'ils ne s'opposeront point aux réformes (1). Ces résultats nous amènent à nous demander dans quelle mesure les *Innungen* ont fait usage des privilèges de la corporation impérative conférés par la loi de 1884 (art. 100 e) et celle de 1887 (art. 100 f). Pour l'article 100 e d'abord (droit exclusif pour les membres des *Innungen* d'avoir des apprentis).

ANNÉES	Total des Corporations prussiennes	Privilège de l'article 100 e.			Obtention du privilège % des demandes
		demandé	accordé	refusé	
1 ^{er} Déc. 1885	3186	320	137	113	42,81
— 1886	5576	644	323	249	50,15
— 1887	6699	1069	613	328	57,06
— 1888	7424	1406	818	458	58,17
— 1890	7833	1758	1097	601	62,45
— 1892	7925	1904	1220	677	69,32

L'administration prussienne se montre, nous le voyons, d'année en année plus accueillante et rejette de moins en moins les demandes du privilège d'apprentissage. Cela est vrai, du moins dans l'ensemble, car il y a de très grandes différences locales. En 1892 par exemple, tandis que Marienwerder donne satisfaction à 96 % des demandes, Berlin, à 81,4, Minden, à 93,7, Cologne n'en admet que 56 %, Stettin,

(1) Voigt. *Ibid.*, p. 703.

33,7 %, Dantzig, 32 % et Aurich seulement 25 %⁽¹⁾. Ces grandes divergences proviennent, moins peut-être de la situation dans laquelle se trouvent les *Innungen* pour l'acquisition du privilège, que de l'état d'esprit de l'administration plus ou moins favorable aux institutions corporatives.

L'administration montre d'ailleurs beaucoup plus de réserve en ce qui concerne le droit de l'article 100 f (contribution forcée des non-membres aux charges). En 1890, sur l'ensemble des corporations prussiennes, 115 avaient réclamé ce droit et 54 seulement l'avaient obtenu; depuis cette époque, malgré les révocations qui se sont produites, le chiffre s'est un peu relevé. En 1896, 90 corporations seulement dans toute la Prusse sont en possession de ce privilège, sur 177 qui l'ont demandé, et sur ces 90 corporations, Potsdam, à lui seul, en compte 34⁽²⁾.

Dans le reste de l'empire (statistique de 1893), sur 84 demandes, on ne trouve que 55 obtentions; sous ce rapport donc, les résultats de la loi sont à peu près nuls.

*
**

Arrivons maintenant aux institutions corporatives proprement dites. En ce qui concerne d'abord les assemblées de compagnons (*Gesellenanschüsse*), bien qu'il n'y ait pas sur ce point de statistiques précises, tous les renseignements concordent pour montrer que ces assemblées ont été instituées dans la très grande majorité des corporations et qu'elles fonctionnent d'une manière régulière⁽³⁾.

A un questionnaire sur la situation des compagnons, la presque totalité des corporations a répondu qu'elle était plus

(1) Hampke, *loc. cit.*, p. 215.

(2) Voigt, *Ibid.*, p. 700-701.

(3) Hampke, p. 218 et le tableau qu'il en dresse pour quelques cercles politiques, p. 225, col. 4.

satisfaisante que par le passé. De même, les institutions de placement et les *Herberge* semblent s'être développées.

Pour les tribunaux d'arbitres (*Innungsschiedsgerichte*), la statistique générale ne contient non plus aucun renseignement. Une statistique spéciale, parue en 1895, mentionne en Prusse 474 tribunaux d'arbitres seulement, dont 165 pour Marienwerder, 54 en Schleswig, 48 pour Magdebourg, 20 à Potsdam, 46 à Oppeln, 35 à Francfort-sur Oder, 24 à Breslau. En Saxe 73, 30 à Brunswick, 15 en Bavière, 7 dans la vieille Reuss, 5 en Anhalt, 4 en Saxe-Weimar, 3 en Hesse, 1 en Saxe-Altenburg et Lippe et dans les autres Etats, aucun. « Cette institution, dit Voigt, paraît condamnée à n'être qu'une institution sur le papier » (1).

Pour les caisses de secours corporatives, elles ont une plus grande signification et les progrès en sont assez sensibles. On compte en effet :

				Membres.
En 1885 dans la totalité de l'empire	224	caisses d' <i>Innungen</i>	avec	24.879
1890	—	—	452	—
1895	—	—	545	—
				102.857

Malgré cela, cependant, leur importance dans le système général de l'assurance est assez secondaire. Sur les 8 millions d'assurés, en chiffres ronds, que comptaient les diverses caisses en 1895, les caisses d'*Innungen* ne représentent guère que 1 p. 100 et sur les 1.500.000 compagnons et apprentis occupés à un titre quelconque dans la petite industrie, il n'y en a guère que 7 p. 100 à peine, qui appartiennent en qualité d'assurés aux caisses corporatives.

*
**

En ce qui concerne les unions de corporations différentes soumises à la même autorité administrative (*Innungsau-schüsse*) la statistique prussienne constate également de sensibles progrès.

(1) Voigt, *Ibid.*, p. 702.

Au 1 ^{er} décembre 1887 il y avait en Prusse	63 <i>Innungsausschüsse</i> .
— 1890 —	133 —
— 1892 —	156 —
— 1894 —	210 —

Mais il y a de très grandes différences suivant les régions dans le nombre des corporations groupées. C'est Berlin qui paraît posséder l'*Innungsausschuss* le plus important. Il réunissait en 1894, 44 corporations avec 12.867 membres et en 1896, 46 corporations avec 12.405 membres.

La vie des *Innungsausschüsse*, dans la grande majorité des cas, reste cependant assez peu active surtout quand il existe des *Gewerbevereine*. Les artisans des divers métiers, bien que se trouvant dans le même cercle politique n'ont pas souvent à agir ensemble et les questions qui peuvent intéresser à la fois toutes les diverses branches industrielles de l'union se présentent assez rarement.

Beaucoup plus vivantes au contraire se montrent les *Innungsverbände* qui réunissent les corporations de la même industrie appartenant à différents cercles politiques.

Ces fédérations, forme élevée, presque nationale, de la représentation du métier (*Fachvertretung*) sont partout extrêmement précieuses pour ses membres parce qu'elles tiennent entre leurs mains les grands intérêts et l'avenir de la profession. Aussi ont-elles réussi en Prusse d'une manière très satisfaisante. En 1892, il y a déjà 27 grandes fédérations constituées dont 18 ayant leur siège à Berlin. On en comptait également 2 dans le Schleswig-Holstein et une dans chacun des cercles politiques suivants : Marienwerder, Potsdam, Oppeln, Magdebourg, Stade, Dusseldorf, Köln. On peut voir par le tableau qui suit, quelle grande importance présentent celles de Berlin par rapport surtout au nombre parfois considérable des corporations participantes. Beaucoup de ces fédérations ont déjà demandé et obtenu la personnalité civile dans les formes et sur les bases de la loi du 23 avril 1886, et ont constitué à Berlin, depuis 1884, une direction supérieure et un bureau général commun à toutes sous le de : « *Centralausschuss der Vereinigten Innungsverbände* ».

T A B L E A U
DES
Innungsverbände ayant leur siège à Berlin

PROFESSIONS	AUTORISATION de la CHANCELIERIE	NOMBRE DES PARTICIPANTS		DATE de l'obtention de la personnalité civile
		Corporations	Membres	
1. Tailleurs	9 Janvier 1884	276	12.082	
2. Cordonniers.....	10 Mars 1884	302	20.115	
3. Selliers, Ceinturiers.....	9 Avril 1884	59	1.439	
4. Forgerons	17 Mai 1884	141	5.144	26 Mai 1887
5. Vitriers	16 Juin 1884	64	1.494	15 Décembre 1887
6. Fumistes	18 Juin 1884	55	1.773	31 Mars 1887
7. Barbiers, Friseurs, Perruquiers.....	1 Juillet 1884	312	9.255	26 Mai 1887
8. Menuisiers.....	18 Juillet 1884	124	6.138	30 Juin 1887
9. Boulangers	15 Avril 1885	886	21.865	22 Mai 1890
10. Tuiliers et Couvreurs.....	6 Juin 1885	14	244	
11. Fourreurs.....	8 Juin 1885	14	219	
12. Charrons	23 Juin 1885	61	2.327	26 Mars 1888
13. Relieurs.....	25 Juillet 1885	35	1.288	22 Mai 1890
14. Maçons	17 Septembre 1885	244	5.236	
15. Tourneurs.....	21 Janvier 1886	24	967	5 Juin 1888
16. Vanniers	23 Mai 1886	24	711	5 Juin 1888
17. Serruriers	9 Mars 1887	92	3.132	
18. Carreleurs.....	28 Novembre 1889	20	289	
TOTAL.....		2.758	93.708	

Dans 4 de ces *Verbaende* (1^o forgeron, 2^o fumistes, 3^o barbiers, friseurs et perruquiers, 4^o vanniers) des caisses spéciales de funérailles ont été constituées, dont les statuts ont été ensemble approuvés par la chancellerie, dans le courant de l'année 1890.

*
**

Nous venons de donner un sommaire aperçu des institutions corporatives telles qu'elles apparaissent vers 1890, alors que les réformes ont pu déjà produire un certain résultat pratique. « Cette étude statistique montre assez clairement, dit Hampke, qu'en restant sur le terrain de la liberté industrielle, on est néanmoins déjà arrivé à affilier aux corporations et aux organismes dérivés d'elles, un nombre de *Handwerker* d'une notable importance, et que l'*Innung* a pu également, à une foule de points de vue, faire preuve d'initiative et d'utilité réelle ». Et il conclut en disant que « l'affiliation forcée ne paraît point nécessaire » ⁽¹⁾. Le Reichstag, néanmoins, reste sur une position bien dangereuse qui lui rend extrêmement difficile la résistance. Après les importantes réformes qu'il a consacrées, la brèche est largement ouverte à d'autres revendications. Aussi, dans la nouvelle période qui va s'ouvrir, nous allons le voir peu à peu glisser sur la pente des concessions dernières et accepter, jusqu'au bout, tout le programme du *Handwerkerpartei*.

C'est maintenant ce que nous devons préciser.

(1) Hampke, *loc. cit.*, p. 228.

CHAPITRE III

Nouveaux efforts. — Vote théorique de la preuve de capacité par le Reichstag.

Ce mouvement progressiste, ces conquêtes successives de la corporation libre n'ont pas désarmé le parti *Handwerker*. Certes, son amour-propre est un peu flatté et le sentiment très fervent, en Allemagne, de la représentation autonome des intérêts, a reçu, par les institutions nouvelles, une première satisfaction. En bien des endroits, l'*Innung* ne parvient à vivre que grâce à ce sentiment d'orgueil très réel. On tient à elle comme on tient à une victoire; mais au fond, elle reste étrangère et comme à côté des vœux profonds et essentiels des métiers. Elle est une organisation de l'apprentissage, elle n'est pas une organisation économique. C'est comme un minimum qu'on l'accepte. On s'y attache surtout dans les vieux pays corporatifs, Berlin, le Schleswig, autant par tradition que dans l'espoir des progrès futurs; quelquefois aussi parce qu'elle peut servir à exprimer une sorte de dignité supérieure de l'artisan. « Dans les statistiques professionnelles de certaines villes, dit M. Brants, on distingue ainsi la corporation des artisans ayant subi une épreuve

(*Geprüfte*), la corporation des artisans sans épreuve, et les artisans non membres d'une corporation et cela dans un même métier. Il est curieux de parcourir ainsi le livre d'adresses d'une grande ville : Berlin ou Leipzig, par exemple » (1).

Ces remarques sont exactes. Nous avons pu observer nous-même pareille chose dans une région pourtant assez peu corporative, à Düsseldorf. Les *Innungsmeister* constituent une espèce d'aristocratie du métier, dont ils sont très fiers et qui est aussi extrêmement considérée par la population.

Il est très regrettable que nous n'ayons pas, à ce point de vue, une statistique générale de l'empire, surtout en ce qui concerne l'organisation des *Prüfungen*. Le Dr Hirschberg, en 1889, s'étonne avec raison que le Reichstag, si souvent saisi de la question corporative, n'ait point jugé utile de s'éclairer sur la situation par une statistique impériale (2). Lui-même s'est d'ailleurs attaché à combler, en partie cette lacune, en faisant paraître chaque année, un annuaire statistique extrêmement bien fait sur la situation des *Innungen* de Berlin. M. Brants s'en est servi dans sa petite étude et en cite, en passant, quelques chiffres pour 1890 (3).

Les résultats que rapporte Hampke, pour 1893, affectent un léger progrès (4), mais restent assez peu différents dans l'ensemble. Les 70 *Innungen* de Berlin réunissent, à la fin de 1893, 17.979 artisans incorporés. Ensemble elles ont employé un capital qui atteint 18.854 Marks pour les écoles professionnelles visitées par 4.955 apprentis et 428 compagnons. Elles comptent également 101 caisses diverses pour

(1) Brants, *Le régime corporatif*, p. 101.

(2) Dr Hirschberg : *Blätter für Genossenschaftswesen*.

(3) V. Brants, *Ibid.*, p. 104-106.

(4) Hampke : *Die Innungsentwicklung in Preussen*, Schmollers Jahrbücher, 1894, p. 226. On y trouvera l'ensemble coordonné des renseignements pour 10 corporations particulières.

maîtres et 11 caisses de compagnons; quant aux *Herberge*, elles sont assez nombreuses, mais leur chiffre total manque. Certaines corporations présentent des capitaux assez importants, comme celle des tisseurs, par exemple, avec 13.100 Marks et elle paraît chaque année en progrès. Enfin, ce qui nous intéresse surtout, c'est que les *Prüfungen* sont très sérieusement organisées tant pour les maîtres que pour les compagnons. Des examens de capacité pratiques, parfois même théoriques existent dans presque toutes les corporations et ils sont assez rigoureusement demandés. Sans parler de celles, très nombreuses, qui ont déclaré obligatoires les *Lehrlingsprüfungen*, il en existe beaucoup qui paraissent tenir extrêmement à la distinction des maîtres *Geprüfte*, par opposition à ceux qui n'ont pas subi l'examen de capacité (1).

Mais ces *Meisterprüfungen* restent malheureusement, il faut bien le reconnaître, de pures distinctions honorifiques, sans aucune sanction légale; si elles disposent quelquefois assez favorablement l'esprit public pour la personne de celui qui les obtient, elles n'ont aucune influence sur l'exercice proprement dit du métier.

Le but du *Handwerkerpartei* serait de les voir partout où elles existent transformées en preuves de capacité avec tous les effets exclusifs et restrictifs de la *Befähigungsnachweis* et il semble même, que si on les organise, c'est en attendant d'arracher à la longue aux pouvoirs publics cette concession ultime.

La lutte est partout intense : « Pour les uns, la preuve de capacité apparaît comme un summum, pour les extrêmes, ce n'est qu'un acompte, un pas vers l'obligation » (2).

Les journaux corporatifs (*Fachzeitungen*) aussi bien d'ailleurs que ceux du grand public, comme la *Berliner Tage-*

(1) Voir les enquêtes de M. Brants sur la corporation du bâtiment à Leipzig. *Ibid.*, p. 108.

(2) Brants, *Ibid.* p. 97.

blatt et la *Koelnische Zeitung* notent cet état d'esprit, ainsi que « les faits divers » de la vie corporative. A Flensburg, c'est un peintre qui se voit poursuivi, nous dit M. Brants, pour avoir pris un apprenti sans faire partie de l'*Innung* dotée du privilège 100 *e* ⁽¹⁾ Dans le Schleswig-Holstein, les congrès sont innombrables et les enquêtes se multiplient. On voudrait que l'administration fit un usage plus étendu de l'art. 100 *e*. On réclame aussi les faveurs de l'État pour la participation de la petite industrie aux entreprises de travaux publics et l'intervention gouvernementale pour la création d'écoles professionnelles. Enfin, la plupart des métiers demandent énergiquement, malgré l'opposition des Chambres de commerce, que les branches d'industrie indiscutablement et historiquement *handverkmæssige*, soient soumises à la preuve de capacité. Mais les énumérations qu'on en fait et sur lesquelles on ne peut se mettre d'accord, sont la pierre d'achoppement de tous les projets.

*
**

Le Reichstag, malgré l'attitude très nette du gouvernement en matière corporative, et en dépit de l'indifférence qu'il voudrait affecter sur la question capacitaire, est en réalité profondément troublé. Nous devons noter sommairement, car elles ont un certain intérêt, les grandes phases de cette bataille passionnée où il devait finir par être vaincu.

A. — Une première proposition (Ackermann, Biehl, Kleist-Retzow, Schorlemer-Alst) (16 décembre 1884) engage la lutte et passe en discussion le 10 Mars 1885. M. Ackermann, dans un discours véhément, montre l'exemple récent de l'Autriche dont son projet voudrait, presque intégralement, reproduire le système, en adoptant l'énumération des métiers et la règle de trois ans d'apprentissage. « Vous demandez, dit-il, une

(1) Brants, *Ibid.* p. 107.

preuve de capacité même à un domestique. Comment un artisan qui a le droit d'enseigner à d'autres n'y serait-il pas contraint ? » Il prie qu'une commission soit nommée immédiatement pour son projet et conclut en ces termes énergiques comme un défi. « Patience ⁽¹⁾. Nous porterons notre proposition au Reichstag aussi longtemps qu'il ne voudra pas l'accueillir ». ⁽²⁾

Malgré les éloquents plaidoyers de Hitze et de Biehl en faveur de la preuve de capacité, la victoire reste au parti libéral. Le député Baumbach, dans un discours très étudié, d'une forme caustique et familière, attaque à fond le projet Ackermann. Puisque la preuve de capacité, dit-il, ne peut exister pour la fabrique, sa concurrence impossible à régler triomphera toujours ! En Allemagne, entre 1849 et 1869, la preuve de capacité n'a donné aucun résultat, cela est un fait acquis. L'Autriche est bien téméraire de recommencer une expérience sur l'insuccès de laquelle tout le monde est d'accord. Les limitations entre métiers sont incompatibles avec l'état actuel ; on gênera infiniment ceux qu'on veut protéger. Pour des résultats extrêmement problématiques, on voudrait engager le Reichstag dans une besogne interminable : la séparation des fabriques, l'énumération des métiers *handwerkmaessige*, la question des *verwandte gewerbe* ! Jamais on ne s'en sortira.

Avec Baumbach, les députés du parti social démocrate Harm et Boettger, s'opposent, eux aussi, à la mesure. « Vous voulez une preuve de capacité disent-ils ; mais les lois immanentes de la concurrence sauront la dégager d'elles-mêmes. On n'a rien à craindre des moins capables, ils seront, par la seule force des choses, vaincus facilement ».

Une commission est cependant nommée pour l'étude du projet Ackermann qui suscite, dans tous les milieux artisans,

(1) « *Ausdauer und Geduld erringen des Glückes Huld* ».

(2) *Stenographische Berichte der Verhandlungen des deutschen Reichstages. 6 Legislaturperiode I. Session 1884-1885. T. III, 63 Sitzung.*

un véritable enthousiasme. Approuvé à la grande diète de Berlin (27 mars 1885) par 247 voix contre 4, il est l'objet d'un rapport très documenté du président du *Central Ausschuss* de Berlin. M. Fester, patron fumiste « L'État, dit-il, doit considérer que la formation de l'apprenti ne pourra être sérieusement assurée si le maître n'est pas *befähigt*. C'est seulement la preuve de capacité qui justifie le titre de maître, en même temps d'ailleurs qu'elle est une garantie pour le public ». Le congrès de Cologne (16-18 août 1885) dans de semblables conclusions, déclare à l'unanimité se rallier, lui aussi, au projet Ackermann et demande une définition pratique et commode de la fabrique et du métier, la désignation des branches d'industries protégées, enfin la juridiction exclusive de l'*Innung* sur les questions capacitaires ⁽¹⁾.

B. — Le 25 décembre 1885, le premier projet est repris par MM. Ackermann, Biehl, Hitze, Kropatchek et Letocha en vue d'un amendement très important : Considérant que les *Innungen* ont organisé des *Prüfungen* à peu près partout, les auteurs du projet se ravissent et pensent, dans un intérêt de simplification et de commodité, que le Reichstag, s'il veut consacrer la preuve de capacité, n'a pas à créer une législation spéciale, il n'a qu'à donner à ces examens déjà existants une valeur légale, pour un certain nombre de métiers au moins. Ce système sera même meilleur que le système autrichien qui ne prouve pas la capacité, mais simplement le temps de travail (*Verwendungsnachweis*). De plus, il évitera des mesures nouvelles, il sera la vraie consécration des mérites effectifs et réellement obtenus. On pourrait, ajoutent-ils, en laissant aux *Innungen* la plus large compétence sur l'organisation des *Prüfungen*, décréter seulement que le candidat à l'épreuve (*Prüfling*) devra être âgé de vingt-quatre ans au moins et avoir déjà fait trois ans d'apprentissage et trois ans de compagnonnage. Les auteurs du projet présentent

(1) Hampke, *Der Befähigungsnachweis in Handwerk*, p. 66-67.

en outre une liste d'environ 80 métiers dits *handwerkmaessige* pour lesquels l'obtention d'une *Prüfung* devra être revêtue de tous les effets légaux de la preuve de capacité, c'est-à-dire être absolument exigible pour qu'on puisse entreprendre ces métiers. Cette nouvelle proposition, discutée au Reichstag le 30 janvier 1886, se heurte à la même hostilité des partis quant au principe général. En ce qui concerne l'organisation et la valeur nouvelle des *Prüfungen*, il y a lieu de craindre aussi les chicanes et la partialité de ceux qui les délivreront et qui pourront être jaloux d'un futur concurrent. Enfin, la liste des 80 métiers est en deuxième lecture extrêmement critiquée et on en écarte une bonne vingtaine. Après une étude approfondie de M. Letocha sur la preuve de capacité dans son état actuel, le Reichstag, ne voulant pas encore conclure, renvoie de nouveau le projet à la commission compétente (1).

C. — Un an se passe sans apporter à la question de notables changements. Au début de mars 1887, une troisième proposition sur la preuve de capacité est présentée par les députés Kardorff et Lohren. Celle-ci est particulièrement originale et mérite qu'on s'y arrête. L'admission de la preuve de capacité, d'après les discussions antérieures du Reichstag, semblait rallier le plus grand nombre d'adhésions, en ce qui concerne surtout les industries du bâtiment et le titre d'architecte. Pour ce groupe important d'industries on aurait eu peut-être quelque tendance à l'admettre, parce que la vie ou la sécurité du public pouvait sembler menacée par le manque de capacité technique des artisans qui collaborent à la construction des maisons. La proposition Kardorff-Lohren élargit encore le débat et recherche tous les métiers dans lesquels la vie ou la santé publique semblent plus ou moins intéressées à la capacité de l'artisan.

Pour les puisatiers, les couvreurs, les bouchers (?) les maçons, les fumistes, les stucateurs et les charpentiers, les

(1) Hampke, *Ibid.*, *Der Befähigungsnachweis*, p. 68-69.

auteurs demandent qu'ils ne puissent exercer le métier sans une preuve de capacité, *mais résultant d'un temps de travail et non pas d'une Prüfung*, afin d'éviter les chicanes des concurrents. Dans ce même but aussi, ils demandent que le certificat en soit délivré, non par la corporation, mais par une commission technique. Le Reichstag, une fois encore, se refuse à conclure et vote le 27 mars 1887 le renvoi à la commission.

Il fallait cependant sortir de cette situation équivoque que déplore vivement le congrès de Dortmund (13-17 août) en réclamant, d'une manière pressante, l'adoption de la 2^e proposition Ackermann-Biehl. Le 25 janvier 1888, sur de nouvelles interpellations demandant enfin une solution, le Reichstag accepte de reprendre la 2^e proposition Ackermann-Biehl et le 29 février et 1^{er} mars commence le vote par articles dont quelques-uns passent avec quelque majorité (1).

La mort du vieil empereur Guillaume I (2) interrompt malheureusement ce travail et précipite la clôture de la session.

L'œuvre commencée n'est pas reprise tout de suite, tant s'en faut ! Au congrès de Munich, 13-15 août 1888, tous ces retards sont déclarés intolérables. Une adresse est envoyée au « *Central Ausschuss der Vereinigten Innungsverbände* » de Berlin pour lui demander, si oui ou non il entend soutenir la 2^e proposition Ackermann-Biehl et pour le mettre en demeure d'agir au nom du *Handwerkerpartei*.

Malgré une réponse affirmative, le *Central Ausschuss*, qui poursuit surtout le but de l'incorporation générale aux *Innungen* et aux *Verbände*, se montre relativement tiède pour la preuve de capacité. Il pense que l'organisation des *Innungen* n'est pas encore en Allemagne assez développée et assez générale pour que la preuve de capacité y puisse vraiment protéger l'artisan. Soumettre à cette obligation les

(1) Hampke, *Ibid.*, p. 73.

(2) Le 8 mars 1888.

seuls incorporés, c'est-à-dire en somme une très faible partie du *Handwerker*, c'est bien inutile. — Il faut que l'incorporation soit totale d'abord et obligatoire pour tous. — A cette seule condition, la *Befähigungsnachweis* pourra avoir quelque résultat. Les groupes sont d'ailleurs trop neufs encore et trop mal préparés pour engager les luttes inévitables qu'entraîne la limitation des compétences professionnelles, luttes qui n'auraient d'autre effet que de rendre les *Innungen* adversaires et rivales entre elles, et de supprimer le sentiment de la fraternité.

Malgré ces remarques, le *Central Ausschuss* déclare ne pas refuser son concours et envoie des adresses au Reichstag, de même, d'ailleurs que presque tous les chefs du mouvement, et notamment un des plus illustres : Brandes, de Berlin.

Enfin, le Reichstag, en vertu de la force acquise reprend le travail au point où il l'avait laissé et poursuit, assez mollement d'ailleurs, le vote des articles de la seconde proposition Ackermann-Biehl. Ce n'est que le 18 janvier 1890 que s'achève la troisième lecture et le 20, l'ensemble définitif est voté par 130 voix contre 92 ; mais cet ensemble ne forme encore qu'une décision unilatérale qui nécessite, pour devenir loi définitive, l'adhésion du Bundesrath. Nous verrons tout à l'heure comment cette adhésion fut refusée, et comment le Bundesrath, d'accord avec le gouvernement, résista énergiquement dans une déclaration de principes très nette contre l'admission de la preuve de capacité.

Nous devons nous arrêter, un instant, à ces propositions extrêmement importantes votées par le Reichstag, car elles marquent un fait capital et comme un moment solennel dans l'histoire des métiers en Allemagne.

Une énumération des métiers qui exigent la preuve de capacité est donnée tout d'abord, reproduisant en partie celle du projet Ackermann-Biehl avec les modifications qu'on lui a fait subir et qui réduisent leur nombre total à 63.

Ce sont :

1. Raseurs et friseurs. — 2. Boulangers. — 3. Bandagistes. — 4 Ton-
neliers. — 5. Puisatiers. — 6. Relieurs. — 7. Imprimeurs. — 8. Brossiers. —
9. Pâtisseries et fabricants de pains d'épices. — 10. Tourneurs. — 11. Tein-
turiers. — 12. Tailleurs de limes. — 13. Perruquiers. — 14. Fondateurs de
cuivre et laiton. — 15. Fondateurs de zinc. — 16. Tanneurs. — 17. Vitriers. —
18. Fondateurs de cloches. — 19. Bijoutiers. — 20. Joailliers. — 21. Batteurs
d'or. — 22. Batteurs d'argent et autres métaux. — 23. Ceinturiers. —
24. Gantiers. — 25. Chapeliers. — 26. Fabricants de peignes. — 27. Ferblan-
tiers. — 28. Vanniers. — 29. Fourreurs. — 30. Chaudronniers. — 31. Pein-
tres, vernisseurs et doreurs. — 32. Monnayeurs. — 33. Mécaniciens. —
34. Opticiens. — 35. Couteliers. — 36. Bouchers. — 37. Meuniers. —
38. Constructeurs de moulins. — 39. Fabricants d'aiguilles. — 40. Fabricants
de treillis. — 41. Passementiers. — 42. Ombrelles et parapluies. — 43. Sel-
liers et layetiers. — 44. Couvreurs en ardoises. — 45. Serruriers. — 46. For-
gerons. — 47. Tailleurs. — 48. Menuisiers. — 49. Fabricants de chaises. —
50. Potiers. — 51. Fumistes, ramoneurs. — 52. Cordonniers. — 53. Construc-
teurs de bateaux. — 54. Savonniers et ciriers. — 55. Fabricants de chan-
delles. — 56. Cordiers. — 57. Tailleurs de pierres. — 58. Stucateurs —
59. Tapissiers-décorateurs. — 60. Horlogers. — 61. Charrons. — 62. Tisse-
rands. — 63. Charpentiers.

Pour ces 63 métiers, le Reichstag adopte les dispositions
suivantes : (1)

§ 14 b. — Le Bundesrath aura le pouvoir, suivant les
circonstances locales, de dispenser certains des métiers
susnommés de la preuve de capacité ou de la prescrire pour
d'autres, là; par exemple, où d'autres dénominations sont
usitées pour les mêmes artisans.

§ 14 c. — La preuve de capacité consiste en une *Prüfung*
qui est délivrée par un bureau d'artisans (*Prüfungsausschuss*)
pris dans le sein de l'*Innung* compétente, s'il en existe.

§ 14 d. — Dans le cas où de pareilles *Innungen* manque-
raient ou dans le cas où le candidat refuserait d'y accéder,
les *Prüfungen* seront délivrées par des commissions spécia-
les, instituées pour chaque Etat particulier d'après des ins-

(1) Nous les traduisons d'après Hampke : *Der Befähigungsnachweis im Handwerk*, p. 88.

tructions du Bundesrath, qui fixeront leur nombre et leur constitution et qui, au cas où l'*Innung* existerait, devront comprendre, au moins pour moitié, des membres pris en son sein. Au cas où elle n'existerait pas, ils seront *pris entièrement parmi les artisans indépendants*. Remarquons, en passant, cet important article qui semble prévoir l'objection plus haut signalée par le *Centralausschuss* de Berlin et qui montre clairement que la *Befähigungsnachweis* peut avoir une portée générale, même en l'absence d'*Innung* et même sans qu'il soit nécessaire de s'y affilier !

§ 14 *dd.* — Après cette *Prüfung* subie avec succès, la commission a à remettre au candidat un diplôme (*Zeugnis*) qui le dispense, s'il veut entrer dans la corporation, de subir à nouveau les épreuves qui y sont en usage.

§ 14 *e.* — La *Prüfung* peut également consister en un diplôme délivré par une école professionnelle reconnue par l'État fédéré, comme susceptible de donner une éducation pratique dans le métier considéré. La désignation de ces établissements, comme aussi celle des métiers pour lesquels la délivrance par eux faite d'un diplôme équivaut à une preuve de capacité, appartient au gouvernement local.

§ 14 *f.* — Pour être admis à subir la *Prüfung*, le candidat doit avoir au moins 24 ans, avoir travaillé 3 ans comme apprenti et 3 ans comme compagnon dans le métier. Le *Bundesrath* pourra fixer dans quelles conditions ces temps exigés d'apprentissage et de compagnonnage pourront être réduits.

§ 14 *g.* — Une preuve de capacité nouvelle, au cas de passage à un métier de même nature ou en cas d'exercice simultané d'un métier connexe, n'est pas exigible. La détermination des groupes de métiers connexes appartient à l'autorité administrative supérieure, qui aura aussi à discriminer (*entscheiden*), quels travaux doivent être considérés comme ressortissant de telle ou telle branche industrielle. Pour l'exécution de tous les travaux *subsidiaries ou communs*

nécessaires au métier, la preuve de capacité n'est pas exigible.

§ 14 *gg.* — Les femmes qui veulent exercer à leur compte les métiers susvisés ont à acquérir la preuve de capacité dans les formes de la présente loi, ou à désigner un représentant qualifié pour subir les épreuves à leur place. En ce dernier cas, les dispositions du § 14 *f.* ne seront pas applicables. La preuve de capacité n'est pas exigible pour les femmes qui exercent ledit métier seules, ou avec les membres de leur famille.

§ 14 *h.* — Les diverses prescriptions relatives à la preuve de capacité sont également applicables aux chefs d'industries commerciales qui s'occupent de la fabrication des marchandises ou de la préparation des produits.

§ 15. — Les diverses autorités peuvent, par ordonnance de police, interdire l'exercice de l'industrie à ceux qui l'ont entreprise sans autorisation et sans preuve de capacité, sauf recours contre cette décision réglé par les paragraphes suivants.

Telle est dans ces lignes essentielles ⁽¹⁾ la loi unilatérale du Reichstag sur la preuve de capacité. Elle est, comme on peut le voir, extrêmement étudiée surtout dans ses conditions d'application qu'on essaye de rendre le plus commodes possible. Prise en elle-même, elle aurait pu, nous n'en doutons pas, fonctionner d'une manière assez satisfaisante et il est à bien des égards regrettable, qu'elle n'ait point été consacrée par l'adhésion de la Chambre fédérale.

Le *Bundesrath*, qui était jusqu'à présent resté étranger à la question, manifeste tout de suite, à l'égard du projet du Reichstag, une hostilité unanime et le repousse presque sans discussion. Le Congrès de Berlin (1-3 juin 1890) réunissant pour la première fois les représentants de la ligue des

(1) Voir pour les détails Hampke, *Der Befähigungsnachweis*, p. 88-93.— Hugo Böttger, *Für das Handwerk*. 1894.

artisans et ceux du *Centralausschuss*, décide en apprenant cette nouvelle, d'envoyer immédiatement auprès de l'empereur Guillaume II une députation pour le prier de nommer une commission compétente chargée d'étudier les vœux des métiers et surtout la preuve de capacité. L'empereur reçoit cette délégation le 3 juin et lui promet toute sa sympathie.

Après quelques études préliminaires, une commission ministérielle est réunie (15-17 juin 1891) comprenant le ministre de l'intérieur de l'empire, le ministre du commerce de la Prusse et un comité de 21 membres pris parmi les corporations. Les discussions furent longues et confuses et un questionnaire fut adressé aux divers états fédérés.

Le 24 novembre 1891, n'ayant pas encore de nouvelles, les députés Hitze, Haberland, Letocha et consorts interpellent le gouvernement. Dans sa réponse, le ministre, M. Von Botticher déclare en des termes péremptoires, qu'il ne peut être d'aucune façon donné suite au projet de loi sur la preuve de capacité. « Le questionnaire des États fédérés est revenu, dit-il, et partout il repousse, dans ses conclusions, la mesure qu'on lui demande d'admettre. Le *Bundesrath* montre également la même hostilité. Aucune transaction n'est possible ; mais le gouvernement, qui ne peut accepter la preuve de capacité, se déclare prêt, néanmoins, à préparer un projet de révision complète de la loi de 1881, et notamment à reprendre toute la législation des *Innungen* pour les mettre à même de répondre aux besoins présents ; à améliorer la situation de l'apprentissage et surtout à essayer, enfin, d'organiser les chambres d'artisans. »

Telle est l'histoire de ce projet du Reichstag qui aurait pu devenir une loi sur la preuve de capacité et que cette fin de non recevoir absolue ensevelit pour toujours.

Sur le point de céder aux vœux du *Handwerkerpartei*, le gouvernement s'est ressaisi et il est revenu encore à son ancien programme : celui qui tend à faire des *Innungen* des

administrations industrielles par l'extension progressive des pouvoirs des affiliés.

Nous devons voir, maintenant, à quels résultats devait conduire ce système.

CHAPITRE IX

Les projets du gouvernement et la loi du 26 juillet 1897.

Un an se passe encore à attendre le projet promis par le gouvernement. Le 6 décembre 1892, répondant à une interpellation de Hitze, M. von Bötticher déclare que ce projet extrêmement difficile exige une étude préalable très sérieuse. La commission du Bundesrath, ainsi que les diverses Chambres de commerce se sont, après enquête reçue le 26 novembre 1892, montrées, en principe, très favorables à la création des chambres d'artisans, dont la délimitation devra être fixée par les ministères du commerce et de l'intérieur. Sur ces bases, le ministre du commerce est, dès à présent, en train de préparer un projet qu'il fera connaître sous peu (1).

C'est seulement le 18 juillet 1893 que M. de Berlepsch, ministre du commerce, présente enfin les premiers résultats

(1) *Stenographische Berichte über die Verhandlungen des Reichstages*, 8 Legislaturperiode, II^e session, 1892-1893, I Bd., 9 Sitzung, p. 253.

de son travail. Ce n'est pas un projet, mais bien deux projets parfaitement distincts qu'il soumet à l'appréciation du Reichstag, le premier concernant l'organisation proprement dite des métiers et des chambres d'artisans, le deuxième la réglementation de l'apprentissage.

D'après le premier de ces projets, les *Innungen* actuellement existantes, tout en pouvant subsister encore comme simples sociétés coopératives, perdront complètement les attributions légales qui s'étendent au delà de leurs membres (100 e et 100 f), lesquelles devront passer à des institutions nouvelles. Tout l'ancien système des corporations impératives est supprimé. A la place des *Innungen* anciennes devront être créés de nouveaux groupes professionnels (*Fachgenossenschaften*), constitués par les artisans de même métier ou de métiers similaires, *auxquels tous seront obligatoirement tenus de s'affilier*. Au-dessus de ces groupes, des Chambres d'artisans seront constituées, non seulement en qualité d'organes représentatifs des métiers, mais encore avec des devoirs positifs destinés à assurer l'autonomie industrielle et l'organisation de l'apprentissage.

Les tendances générales du projet de Berlepsch soulèvent, de toutes parts, les plus vives critiques. D'abord, on ne veut pas ces groupes nouveaux, ces *Fachgenossenschaften* obligatoires, mais bien les *Innungen* actuelles qui ont déjà fait leurs preuves. C'est elles seules qu'on doit rendre obligatoires, si vraiment le gouvernement veut s'élever jusque-là, et il ne faut pas chercher à constituer de nouvelles unions d'artisans qui, *à priori*, supprimeraient les traditions déjà existantes. Dans une importante réunion des Chambres de commerce, tenue à Eisenach (11-14 octobre 1893), de même qu'à la diète générale des artisans à Berlin (9-10 avril 1894), on refuse de sacrifier l'*Innung* à la *Fachgenossenschaft*, parce que l'*Innung* obligatoire peut faire davantage et qu'on obtiendra par elle de bien meilleurs résultats.

A la suite de ces critiques, M. de Berlepsch promet de

revoir son projet. Du temps se passe encore, et l'interpellation nouvelle du comte Heyl d'Herrensheim (14 janvier 1895), n'a d'autres résultats que de faire excuser par le ministre von Bötticher, ces nouveaux retards dus à l'extrême difficulté de la question.

Entre temps, les conseillers intimes Dr Wilhelmj et Dr Sieffert et l'assesseur Hoffmann sont, au nom du gouvernement, envoyés en Autriche, où fonctionne depuis dix ans la corporation obligatoire, afin d'en étudier la législation. Dès leur retour, M. de Berlepsch convoque pour l'étude de son nouveau projet, le *Central Ausschuss* et la Chambre de commerce de Berlin, ainsi que diverses délégations d'artisans. Ce nouveau projet, comme l'ancien, en comprend toujours deux tout à fait distincts : a) affiliation obligatoire des artisans aux actuelles *Innungen* ; b) institutions des chambres d'artisans.

Le comité d'examen s'attache surtout à préciser ce point : qu'on devra s'en tenir encore aux *Innungen* libres, actuellement existantes et leur donner des *pouvoirs spéciaux et progressifs* afin qu'elles puissent réaliser l'affiliation obligatoire, mais ne créer aucune institution nouvelle, à part les chambres d'artisans. Il est en outre décidé que le projet sera renvoyé à l'étude des Chambres de commerce, qui devront le préparer dans le plus bref délai.

Ce fut le 5 décembre 1895, que M. de Berlepsch se présenta de nouveau au Reichstag, avec seulement une toute petite partie de son œuvre nouvelle, partie qui consistait simplement en un projet « provisoire » sur les *Handwerkerkammer*, considérées comme organes de représentation.

Venu en discussion le 16 décembre, ce projet provisoire souleva la colère de la grande majorité du Reichstag énérvé, demandant enfin, après tant d'années de tâtonnements et de retards, un projet *définitif et total* sur l'organisation des métiers. Le gouvernement lui-même, en présence du mécontentement général, finit par se ranger à cet avis, et, quelque

temps après, M. Berlepsch se retire et est remplacé au ministère du commerce par M. Brefeld ⁽¹⁾.

Celui-ci, d'un esprit politique extrêmement avisé, devait, à force d'habileté et de tact, triompher des difficultés multiples et en apparence insurmontables que la question allait susciter. Doué d'une activité prodigieuse, il termine son projet le 6 août 1896; projet cette fois complet et général qui tend à donner le caractère obligatoire à toutes les *Innungen* actuellement existantes, et qui organise dans les ressorts administratifs, des chambres d'artisans. Avec une grande sagesse, M. Brefeld décide de présenter ce projet, tout d'abord au Bundesrath. Le récent échec de la proposition Ackermann-Biehl est une leçon profitable qui montre clairement que c'est au Bundesrath surtout que s'amoncellent les obstacles et que si on n'a pas avant tout son adhésion certaine, on court inévitablement à un échec.

Dès la première séance, M. Brefeld prend une attitude adroite, qui est pour beaucoup dans son succès. « La Prusse a par lui, dit-il, l'honneur de proposer au Bundesrath le projet actuel, pour savoir si elle peut le présenter au Reichstag ! » ⁽²⁾.

Cet hommage verbal de la Prusse aux autres Etats fédérés, cette soumission apparente qui ne trompe en réalité personne, mais qui étonne un peu tout le monde, en flattant la dignité de la haute assemblée, a certainement contribué à la disposer en faveur de M. Brefeld. Mais la lutte n'en est pas moins extrêmement ardente, surtout à cause de l'opposition opiniâtre des Etats du Sud, qui, comme le dit familièrement Hampke, « ne veulent rien savoir au sujet des *Innungen* ».

Après de longues discussions, quelques idées générales

(1) Thilo Hampke, *Die neue Organisation des Handwerks und die Regelung des Lehrlingswesens in Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 1897, p. 481-488.

(2) *Ibid.*, p. 488 et suiv.

très importantes finissent cependant par se dégager. On veut bien accepter les *Innungen* obligatoires, mais simplement comme un développement des actuelles *Innungen* facultatives *qu'on ne veut, à aucun prix, supprimer*. Ce sont même ces groupes actuels restant encore facultatifs et libres qui seuls existent en principe, et qui, sous certaines conditions et avec une certaine majorité, pourront *facultativement* se constituer en corporations obligatoires pour les non-membres (*fakultative Zwangsinnungen*). Il n'y aura plus désormais que ces deux formes : ou bien l'*Innung* absolument libre, ou bien l'*Innung* libre devenue obligatoire, et les anciens privilèges 100 e et 100 f disparaîtront. En un mot, l'autorité administrative ne créera pas, à proprement parler et de son plein gré, des organismes nouveaux et généraux, mais développera simplement les pouvoirs des anciens, toujours facultatifs dans leur origine, susceptibles seulement, en certains cas, de pouvoir obliger tous les non-affiliés à s'y intégrer, ou même pouvant se constituer originairement sous la forme obligatoire, lorsque la majorité des intéressés le demandera (1). Dans tous les cas, la volonté libre du groupe déjà existant ou de la majorité qu'il réunit pour se constituer, permet seule à l'administration de consacrer, sur sa demande, l'affiliation obligatoire, et cette affiliation essentiellement conditionnée par cette demande des intéressés, ne pourra jamais être imposée par une prescription légale, absolue et universelle comme en Autriche. C'est, nous le savons, l'idée maîtresse que consacrera bientôt la grande loi du 26 juillet 1897.

Le projet Brefeld est renvoyé à la commission du commerce et de la justice du Bundesrath qui doit, sur les bases que nous venons de préciser, lui faire subir un remaniement, ayant pour but de maintenir avant tout les anciennes

(1) Hoffmann, *Organisation des Handwerks und Regelung des Lehrlingswesens auf Grund des Reichsgesetz, von 26 Juli 1897*, p. 17.

Innungen facultatives en déterminant, cependant, les cas où elles pourront se transformer ou se constituer en corporations obligatoires. Le Bundesrath ne cache d'ailleurs nullement, à M. Brefeld, que c'est là une condition *sine quâ non*. Force est donc au ministre de subir cet ultimatum et d'accepter comme le dit Hampke ⁽¹⁾, que son projet devienne un véritable compromis (*Kompromisentwurf*).

C'est ce nouveau projet qui, au sortir de la commission du Bundesrath, est porté au Reichstag (15 mars 1897) où l'on commençait à s'impatienter. Déjà, le 18 février 1897, une interpellation violente du député Levetzow et consorts avait redemandé au gouvernement jusqu'à quand enfin, il faudrait attendre le projet d'organisation du *Handwerk*. A partir de ce moment, on a hâte d'en finir et le travail s'accélère. En moins de quatre mois, le Reichstag parvient à terminer le vote définitif d'une des plus longues et des plus difficiles lois industrielles, qui a environ 50 pages de texte et qui contient des dispositions d'une extrême complexité.

Ce n'est point dire que les discussions manquèrent ! Jamais peut-être, en Allemagne, il n'y eut, dans le monde industriel, pareil mouvement d'idées. Tandis que la conférence des artisans de Berlin, 8-10 septembre 1896, et la ligue des artisans de Munich est favorable au système du *compromis*, le *Central Ausschuss* de Berlin (20 mars 1897) se prononce énergiquement contre les *fakultative Zwangsinnungen* et exige la constitution *générale et exclusive* de corporations partout obligatoires.

Mêmes conclusions à peu près au Congrès de Hambourg (24 avril 1897). En sens inverse, l'union des *Gewerbevereine*, tout en se montrant favorable à la création des chambres d'artisans, proteste vivement contre toute réorganisation des *Innungen* : « Qu'elles soient libres, qu'elles soient obligatoires, on ne pourra jamais y incorporer qu'une faible

(1) Hampke, *Ibid.*

partie des artisans. Prospères dans le Nord peut-être, il n'en faut rien attendre dans le Midi! ». De toutes parts le projet est en butte aux appréciations diverses et, à vrai dire, il ne satisfait complètement personne.

Au Reichstag, où il passe en première lecture les 30 mars-1^{er} avril, il est encore l'objet d'un débat passionné. Tous les partis (jusqu'aux antisémites, dit Hampke!) le mettent en discussion. Les uns veulent la corporation obligatoire partout, absolument et sans aucune condition (*unbedingt*). Les autres, et notamment le parti social-démocrate, refusent d'admettre toute obligation quelle qu'en soit la nature et la portée. Enfin, les membres les plus en vue du parti du centre, comme Hitze et Jakobscötter, désirant avant tout aboutir à un résultat, se placent résolument sur le terrain du compromis et acceptent définitivement les *fakültative Zwangsinnungen*.

Il faut la grande autorité du ministre von Bötticher et ses instances réitérées pour entraîner la majorité à l'adoption de ce système et triompher des dernières oppositions. A maintes reprises, il vient presser le Reichstag et lui dire que toute modification est impossible, qu'on est en présence d'une décision irrévocable et, qu'en dehors de ce système du compromis, le Bundesrath est décidé à refuser toute organisation nouvelle des *Innungen*.

Cette attitude énergique finit par s'imposer à tous et malgré maintes pétitions venues d'une foule de groupes industriels et ayant toutes pour but de faire modifier le projet dans le sens des diverses opinions, le Reichstag poursuit son œuvre. Le 14 mai, le rapport de la commission est présenté par M. Jakobscötter et l'on passe à la deuxième lecture (20-25 mai).

Entre temps, le *Central Ausschuss* de Berlin fait savoir qu'il se décide enfin à adhérer au compromis, auquel, peu après, l'union des *Gewerbevereine* donne aussi son adhésion. La troisième lecture a lieu du 21 au 23 juin. Enfin, le 24 juin,

l'ensemble est voté par 183 voix contre 113, et la loi, peu de temps après, promulguée le 26 juillet 1897.

*
**

Nous venons de retracer, dans ses grandes lignes, l'histoire passablement agitée et complexe de cet important projet dont la forme définitive ressemble bien peu à la conception première. En lui tous les programmes sont venus se heurter et il a essayé, tant bien que mal, de les fondre dans un système d'arrangement transactionnel dont le résultat est de faire des *Innungen* des organismes un peu hybrides, amphibies, si l'on peut dire, puisqu'ils sont susceptibles, suivant les cas, d'exister comme corporations libres ou de se constituer en corporations obligatoires.

On a reculé devant le système d'affiliation générale et absolue de tous les artisans qui aurait nécessité, comme en Autriche, un immense travail de construction d'un réseau corporatif. Par le système de la *fakültative Zwangsinnung*, on se condamne à l'avance, à ce que l'incorporation ne soit pas plus importante qu'autrefois. Il n'y aura de groupes libres ou obligatoires que là où les artisans auront l'initiative d'en constituer, c'est-à-dire, dans des cas où ils ont déjà une certaine force d'organisation. On ne fait rien pour les autres, pour les plus faibles, pour ceux qui auraient le plus besoin d'une institution protectrice et d'un consortium d'intérêts. C'est là, incontestablement, la grande lacune de la loi.

Il nous faut maintenant en faire l'analyse de détail et montrer la constitution et le fonctionnement des nouveaux organismes qu'elle règle : les corporations libres, base de tout le système, les conditions en vertu desquelles elles peuvent se constituer en corporations obligatoires, les commissions de corporations qui sont maintenues, les chambres de la petite industrie et leur compétence, les fédérations corpo-

ratives, enfin les nouvelles dispositions réglant la situation des apprentis, des artisans et le titre de maître.

C'est ce que nous allons maintenant examiner.

La loi du 26 juillet 1897.

§ 1. Les corporations libres.

C'est presque sans aucun changement que l'*Innung* libre est maintenue dans sa forme antérieure. La loi reproduit par endroits, souvent mot pour mot, les termes de la loi de 1881.

Les plus importantes innovations sont la constitution, désormais obligatoire pour chacune, d'un comité de compagnons et les droits assez étendus de réglementation, de surveillance et de police du travail que la corporation doit maintenant exercer sur les exploitations de ses membres. Mais, tout ce qui concerne la constitution, l'organisation, le ressort, la compétence de l'*Innung*, présente, à quelques termes près, les plus grandes similitudes.

Comme autrefois, ceux qui exercent une industrie pour leur propre compte, peuvent, en vue de la sauvegarde des intérêts communs de cette industrie, faire partie d'une corporation (art. 81) dont les buts généraux sont toujours d'entretenir l'esprit de corps et de développer l'honneur professionnel, d'assurer les bons rapports entre les maîtres et les compagnons, ainsi que de veiller aux conditions matérielles d'existence et au placement de ceux-ci, de régler les détails de l'apprentissage et assurer l'éducation technique, professionnelle et morale des apprentis, enfin, de statuer ainsi que par le passé sur les différends qui peuvent s'élever entre les maîtres et leurs apprentis et notamment — c'est une précision que la loi fait — (art. 81 *a*) sur les contestations prévues par l'article 3 de la loi sur les tribunaux industriels (Loi du

29 juillet 1890) ⁽¹⁾, et par l'article 53 de la loi sur l'assurance-maladie (Loi du 10 avril 1892) ⁽²⁾ qui n'étaient pas encore réglées en 1881.

Comme autrefois aussi, la loi, en dehors de ces buts généraux et de ce programme d'ensemble, propose encore à la corporation toutes les mesures *facultatives* susceptibles de favoriser l'intérêt de ses membres : mesures dans l'intérêt de l'instruction professionnelle, technique et morale des maîtres, compagnons et apprentis : écoles, institutions d'éducation, épreuves, examens et certificats ; mesures d'assistance : caisses de maladie, décès, incapacité de travail ou autres nécessités pour les maîtres, compagnons et apprentis ; mesures concernant l'institution de tribunaux arbitraux destinés à juger les contestations entre maîtres et compagnons, enfin, dans le but de la défense économique de la petite industrie, exploitations en commun et sociétés coopératives diverses en vue de développer l'industrie exercée. (Art. 81 b).

Le ressort doit encore, en règle générale, concorder avec celui de la plus haute autorité dans lequel la corporation a son siège, sauf les exceptions consenties par l'autorité centrale d'Etat et, s'il y a lieu, l'accord des diverses autorités centrales dans le cas où la corporation s'étendrait sur le territoire de plusieurs Etats confédérés. Chaque corporation doit également porter un nom qui lui soit propre et distinct de celui des autres corporations (art. 82).

Ce sont les statuts que la corporation se donne elle-même

(1) Ce sont les contestations relatives à la conclusion, la prorogation ou la rupture du contrat de travail, la remise ou le contenu du livret ouvrier ou du certificat, les prestations de services et demandes d'indemnités résultant du contrat de travail, ainsi que les peines conventionnelles stipulées à l'occasion de ce contrat, le calcul et l'emploi des cotisations d'assurance-maladie, enfin les droits que les ouvriers qui ont entrepris en commun un travail pour le même patron peuvent faire valoir les uns contre les autres.

(2) Ce sont les contestations relatives au calcul, aux imputations et au paiement des indemnités d'assurance-maladie.

qui règlent, comme toujours, l'administration générale et les relations juridiques des membres. La loi énumère minutieusement les matières qu'ils doivent contenir et qui sont à peu près les mêmes qu'autrefois : nom, siège, ressort et branches d'industries incorporées, institutions permanentes pour l'accomplissement des devoirs corporatifs, en particulier pour la réglementation de l'apprentissage, admission, sortie et exclusion des membres ; leurs droits et devoirs, cotisations, emploi des fonds, établissement et vérification du compte annuel ; organisation de la direction (*Vorstand*), ses pouvoirs et son fonctionnement ; assemblée de corporation, délibérations, votes, légalisations des décisions, publications des communications dans des feuilles publiques ; enfin, conditions et formes à observer pour modifier les statuts et pour dissoudre la corporation.

Quelques matières statutaires sont, nous l'avons dit, nouvelles et dignes d'être remarquées. Ce sont : la constitution et le fonctionnement de la commission des compagnons (*Gehilfenversammlung*) que tout statut doit dorénavant et obligatoirement organiser et la surveillance de l'observation des dispositions formulées pour l'occupation des compagnons, apprentis et ouvriers, c'est-à-dire des mesures de protection ouvrière et de réglementation du travail que la corporation est appelée à formuler par règlements spéciaux, faits pour tous les artisans qui en sont membres, système analogue à celui que nous avons examiné plus haut en Autriche, mais que la loi allemande⁽¹⁾ a le grand mérite de préciser (§ 83).

Il faut, au demeurant, la louer d'avoir donné aux compagnons un rôle moins effacé qu'autrefois et d'avoir requis leur concours dans une foule d'objets dont nous verrons maint exemple.

L'homologation des statuts doit être refusée par décision

(1) V. plus loin, art. 94 e.

motivée et toujours susceptible d'appel s'ils ne répondent pas aux exigences légales, si la délimitation du ressort corporatif n'a pas été approuvée, ou s'il existe déjà une corporation dans le ressort, pour les mêmes industries (art. 84). Toutes les décisions relatives à l'institution de caisses, de tribunaux arbitraux ou d'institutions coopératives communes, matières essentiellement spéciales et facultatives, n'ont pas place dans les matières obligatoires du statut général et doivent faire l'objet de statuts annexes que l'autorité administrative homologue séparément et dans les mêmes formes, l'autorité communale et l'autorité de surveillance entendues. Pour ces institutions annexes, la comptabilité et la gestion, suivant les principes habituels, doivent être distinctes de celles de l'avoir corporatif et leurs fonds ne peuvent être affectés à aucun autre emploi (art. 85).

Enfin, la loi maintient aux corporations la personnalité civile. Elles peuvent acquérir des droits, contracter des obligations, ester en justice, soit en demandant, soit en défendant. Mais les obligations contractées par elles n'engagent que les biens corporatifs (art. 86).

En ce qui concerne les conditions requises pour être membre d'une corporation, la loi de 1897 ne mentionne pas, ainsi que le faisait celle de 1881, les conditions d'ordre civil comme la jouissance des droits civiques et la libre disposition des biens.

Mais ces conditions de droit commun sont naturellement sous-entendues, car la corporation gardienne de l'honneur professionnel peut refuser les indignes, ainsi d'ailleurs que les incapables civils ⁽¹⁾.

Pour ce qui est des conditions professionnelles, le récipien-

(1) L'article 93 a, en effet, ne décrète pas une déchéance absolue et dit simplement : Il *peut* être décidé que des membres de la corporation, qui ne sont pas en possession de leurs droits civils ou qu'une décision judiciaire a privés de la libre disposition de leur fortune, sont exclus de la participation aux affaires de la corporation.

daire doit exercer, à son compte, une des industries représentées dans la corporation ou tout au moins y être occupé comme contremaître, ou à un titre analogue, ou bien encore, avoir exercé l'industrie à un de ces titres et s'en être retiré sans en embrasser de nouvelle. D'autres personnes peuvent, également, être admises comme membres d'honneur. Indépendamment de ces conditions de personne, l'admission peut être encore subordonnée à une épreuve technique destinée à prouver l'aptitude au métier et dans ce cas, le programme de cette épreuve doit être défini et réglé par les statuts et ne doit jamais porter que sur les *travaux habituels* et constitutifs de l'industrie considérée, mesure évidemment judicieuse. L'admission peut également dépendre d'un temps d'apprentissage ou de compagnonnage. Des dispenses, cependant, peuvent être accordées dans des cas prévus par les statuts. Elles doivent être accordées toujours à ceux qui, à la suite d'épreuves, ont été déjà admis par des corporations du même genre. Comme autrefois, le législateur, afin d'éviter l'esprit d'exclusion et de monopole, défend de refuser l'admission à tout industriel qui remplit les conditions légales et statutaires. En sens inverse, aucune personne quelle qu'elle soit, qui désire entrer dans la corporation, ne peut être dispensée de ces conditions (art. 87).

La sortie de la corporation est libre comme l'entrée. Comme autrefois, tout membre peut la quitter sauf avis préalable de six mois au plus qui peut être prescrit par les statuts. Les membres sortants perdent tous droits sur l'avoir corporatif de même que sur les caisses annexes sauf dispositions contraires. Ils restent obligés au paiement des cotisations déjà réparties et des obligations déjà contractées par eux. La veuve et les héritiers mineurs peuvent succéder aux droits et obligations du défunt et même, si les statuts le permettent, au droit de vote, que les mineurs dans ce cas, exercent par représentants (art. 87 a).

Pour éviter tout excès de pouvoir à l'égard des membres,

l'art. 88 dispose qu'ils ne peuvent être assujettis à aucune obligation de faire ou de ne pas faire qui n'aurait aucun rapport avec les devoirs corporatifs, notamment: des cotisations ne peuvent être perçues sur eux dans d'autres buts, et l'avoir de la corporation ne peut être employé qu'à ses fins normales ou pour les installations fixées par elles (écoles professionnelles, institutions de placement), pour lesquelles elles ont également le droit de prélever des taxes (art. 88). Les dépenses d'institution et de fonctionnement de la corporation et de la commission de compagnons sont supportées par les membres, dans la mesure où elles ne sont pas couvertes par les revenus de l'avoir ou par d'autres recettes. Les cotisations, ainsi que les amendes disciplinaires peuvent être recouvrées en la forme des taxes communales et par voie d'exécution forcée, sauf contestations réglées par l'autorité de surveillance et définitivement, en dernier ressort, par l'autorité administrative supérieure (art. 89). Une comptabilité minutieuse de toutes dépenses et recettes, ainsi que le placement des fonds suivant certains modes et la garde des valeurs, sont prescrits par la loi (art. 89 a). Pour toute acquisition, aliénation, charge réelle ou emprunt excédant les prévisions financières, la corporation, personnalité limitée, doit recourir à l'approbation de l'autorité de surveillance (art 89 b).

Les caisses-maladie facultatives des corporations sont réglées par la loi d'assurance-maladie. L'administration de la caisse peut être, si les statuts le décident, *confiée exclusivement aux compagnons*. Dans d'autres cas, le président et la moitié des membres du comité directeur et de l'assemblée générale peuvent être nommés par la corporation, si ses membres payent de leurs propres deniers la moitié, au moins, des cotisations de la caisse (art. 90).

Les tribunaux arbitraux qui, conformément à l'art. 81 b, sont appelés à régler les différends entre les membres de la corporation et les compagnons, doivent se composer : d'un

président, qui peut ne pas appartenir à la corporation, de deux assesseurs, au moins, pris ainsi d'ailleurs que leurs suppléants moitié parmi les membres, moitié parmi les compagnons, et élus par chaque assemblée respective. Des statuts annexes fixent leurs allocations. Au cas de manque d'élection ou de refus d'acceptation, l'autorité nomme d'office les assesseurs parmi les membres de la corporation et les compagnons. La loi prescrit la plus grande célérité possible dans l'examen des différends et la première audience doit avoir lieu huit jours au plus après l'introduction de la demande. Dans le cas contraire, l'affaire peut être retirée au tribunal arbitral corporatif et portée devant les tribunaux industriels, là où il en existe, ou, à défaut, devant les tribunaux ordinaires qui peuvent être saisis par requête écrite directe (art. 90). Les formes de procédure ainsi que d'appel et d'exécution, analogues d'ailleurs aux formes ordinaires, sont réglées en détail par la loi. L'appel est ouvert pendant le délai de rigueur d'un mois. Jusqu'à une valeur de 100 Marks la décision peut être déclarée immédiatement exécutoire (v. art. 91 *a* et *b*).

Les affaires de la corporation sont gérées par un comité directeur élu et par l'assemblée de corporation qui l'élit elle-même au scrutin secret pour un temps déterminé. Celle-ci se compose, selon les dispositions statutaires, soit de tous les membres de la corporation, soit de représentants élus par ceux-ci. Les premières élections qui suivent l'institution de la corporation, ainsi que le contrôle des élections ultérieures, sont dirigés par un mandataire de l'autorité de surveillance et des procès-verbaux sont dressés pour les opérations électorales (art. 92). Le comité directeur prend soin de l'administration courante, représente en justice ou extra-judiciairement la corporation, même pour les actes exigeant procuration spéciale. Pour établir ses pouvoirs, il suffit d'un certificat exempt, comme les statuts, de frais et de timbre et constatant les noms de ses membres, délivré par l'autorité à

laquelle il doit faire connaître les changements survenus, afin de les rendre opposables aux tiers. Les membres du comité directeur ont, de leur gestion, une responsabilité analogue à celle des tuteurs envers leurs pupilles (art. 92 *a* et *b*). Enfin, c'est le comité directeur qui prononce les peines disciplinaires et les amendes (20 Marks au plus) contre les membres coupables d'infractions aux statuts, lesquels ont toujours un recours devant l'autorité de surveillance. Les amendes sont versées à la caisse corporative (art. 92 *c*).

L'assemblée corporative a compétence à l'égard de toutes affaires dont le règlement n'incombe pas au comité directeur d'après les prescriptions légales ou statutaires. La loi lui réserve compétence *exclusive* :

1° En tout ordre de questions financières : établissement du budget, vérification du compte annuel, dépenses extraordinaires, recours à des emprunts, poursuite contre les membres du comité directeur à l'occasion de leurs fonctions. Elle décide souverainement aussi en matière d'acquisition ou d'aliénation de propriété foncière, de constitution de charges réelles, d'aliénation d'objets ayant une valeur scientifique, historique ou artistique.

2° Pour toute prescription relative à l'apprentissage et pour l'élection des membres des commissions d'examen et des tribunaux arbitraux dans la mesure où ils sont pris parmi les patrons.

3° Enfin elle a le droit de décision en matière de modification de statuts, de statuts annexes et aussi en matière de dissolution de la corporation (art. 93).

Pour l'électorat et le vote à l'assemblée corporative, la loi exige formellement la capacité civile et la libre disposition des biens. Pour l'éligibilité, sont seuls éligibles ceux qui sont capables de remplir les fonctions d'échevin. Il peut être, décidé, en outre, que ceux qui sont, à plusieurs reprises, restés en retard pour le paiement des cotisations, ne sont ni électeurs ni éligibles et sont exclus, pour un temps, de la

participation aux affaires. Un recours est, sous certaines conditions, ouvert contre les élections devant l'autorité de surveillance qui statue en dernier ressort. Les fonctions aux comités directeurs, aux commissions d'examen et aux comités de compagnons peuvent être récusées dans certains cas énumérés par la loi. Bien qu'honorifiques, en principe, il peut leur être alloué, sur disposition statuaire, une indemnité pour remboursement de frais et perte de temps (art. 94 a).

Nous devons maintenant nous arrêter à une nouvelle et importante fonction que le législateur confère à l'*Innung*. C'est celle qui a trait à la surveillance et à la police du travail dans les exploitations de ses membres. Cette surveillance est exercée par l'intermédiaire de mandataires spéciaux, mais elle n'est pas obligatoire pour l'*Innung*. La loi dit simplement que les corporations ont le *droit* de veiller par l'intermédiaire de mandataires, à l'observation des prescriptions légales et statutaires dans les exploitations qui appartiennent à la corporation et de prendre connaissance des locaux affectés à l'exploitation et de ceux destinés à recevoir les apprentis. Ce service d'inspection, bien que facultatif, a été organisé d'une manière assez générale et ses résultats très heureux se sont, un peu partout, fait sentir. Les noms et domiciles des mandataires doivent être déclarés à l'autorité de surveillance et les assujettis doivent leur permettre l'entrée dans les locaux, même pendant le travail et leur donner tous les renseignements nécessaires. Ils peuvent y être contraints par l'autorité de police locale. Les mandataires doivent, en outre, quand ils en sont requis, communiquer au service de l'inspection du travail les résultats de leur surveillance. L'assujetti peut, s'il craint un dommage pour ses intérêts industriels, récuser la personne du mandataire et demander, à ses frais, un autre expert au comité directeur ; à défaut d'entente, l'autorité de surveillance tranche le conflit. (art. 94 c).

La loi règle ensuite, dans le détail, la constitution et les pouvoirs de la commission de compagnons, maintenant toujours obligatoirement exigée, nous l'avons dit. La commission de compagnons élue, dans certaines formes par les compagnons eux-mêmes (art. 95 *a*) est appelée à participer à la réglementation de l'apprentissage, aux *Gesellenprüfungen* et à toutes institutions pour lesquelles les compagnons paient des cotisations.

Un membre au moins de la commission des compagnons doit être admis dans le comité directeur et *tous les membres de la commission des compagnons dans l'assemblée corporative, avec la plénitude du droit de vote*. On peut voir par là que les compagnons sont traités vraiment en égaux et non pas en subordonnés comme en Autriche. Enfin, si un des membres de la commission des compagnons cesse d'être occupé dans une entreprise de l'*Innung*, il conserve néanmoins, pendant trois mois, sa qualité de membre de la commission (art. 95, 95 *a*, *b*, et *c*).

Les *Innungen* sont, comme autrefois, sous la surveillance assez étroite de l'autorité qui contrôle l'exécution des statuts et peut appliquer des pénalités au cas d'infraction. Elle statue sur les différends concernant l'admission ou l'exclusion d'un membre, l'élection aux emplois corporatifs, les droits et devoirs des titulaires de ces emplois. Elle peut se faire représenter aux diverses *Prüfungen* ainsi qu'aux assemblées générales pour la modification des statuts ou des statuts-annexes. Elle convoque et dirige enfin l'assemblée de corporation, si le directeur de la corporation néglige de la convoquer (art. 96).

Les cas de dissolution de la corporation et leurs conséquences sont à peu près les mêmes que par le passé. La fermeture peut être prononcée par l'autorité administrative supérieure s'il est établi que l'homologation aurait dû être refusée, si les statuts ne sont pas modifiés comme il a été prescrit, si la corporation néglige ses devoirs ou se rend

coupable d'actes ou d'abstentions contraires à la loi, si le nombre des membres a diminué au point d'empêcher la corporation de remplir ses fonctions, enfin, de plein droit, au cas de faillite. Si la direction ne peut liquider elle-même, c'est l'autorité de surveillance qui se charge de la liquidation. L'emploi des fonds est réglé par la loi. L'avoir doit être d'abord employé à acquitter les dettes existantes et autres obligations corporatives. Le surplus peut être, sur décision de la corporation, réparti entre les membres, à condition toutefois qu'il provienne de leurs cotisations ; aucun ne peut recevoir plus que le montant des sommes qu'il a versées et il reste tenu encore des paiements auxquels il serait obligé au cas d'abandon individuel de la corporation. Les diverses caisses de secours, ayant un budget séparé, conservent leurs anciens fonds. Le reste de l'avoir, après répartition, est remis, sauf disposition contraire, à la commune du siège corporatif en vue de l'affectation à des buts industriels et les contestations à ce sujet sont réglées par l'autorité administrative supérieure (art. 98 et 98 a).

Telle est l'organisation de l'*Innung* libre dont les grandes lignes, on a pu le voir, rappellent beaucoup celles de la loi de 1881. Sauf la part plus grande laissée dans l'administration générale à la commission de compagnons et la surveillance nouvelle sur les exploitations des membres au point de vue de la police du travail, les dispositions restent presque identiques et le fonctionnement à peu près le même que par le passé. Voyons maintenant les nouveaux organismes, les *Innungen* obligatoires, que la loi, — c'est sa principale innovation, — institue à côté des *Innungen* libres.

§ 2. Les Corporations obligatoires.

L'idée qui domine tout le système et que nous avons trouvée à la base du compromis du Bundesrath, est de concevoir

toujours la corporation obligatoire comme le résultat de l'option de l'*Innung* libre ou de la majorité qui pourrait la constituer. Rompant avec l'ancien système de la corporation impérative dont les pouvoirs sur les non-membres étaient pourtant déjà considérables, le législateur a franchi le dernier obstacle et a donné au groupe constitué, non point seulement le droit d'imposer des ordres et de faire contribuer à ses charges les récalcitrants, mais le pouvoir encore plus énergique de les absorber d'une manière intégrale ⁽¹⁾. Aussi, dans ce système désormais radical et absolu, les anciennes demi-mesures d'autrefois disparaissent complètement. La loi ne reconnaît plus le privilège d'apprentissage et celui d'imputation des charges. Elle anéantit les anciens articles 100 e et 100 f ⁽²⁾ et avec eux, le type mixte de la corporation impérative, pour ne plus laisser en présence que deux formes bien nettes et bien tranchées : l'*Innung* libre et la *Zwangsinnung*.

« Pour la défense des intérêts communs de métiers identiques ou similaires de la petite industrie ⁽³⁾, dit l'article 100, l'autorité administrative supérieure *peut, sur la demande des intéressés*, prescrire que, dans un ressort déterminé, *tous les industriels* qui exercent le même métier ou des métiers similaires doivent appartenir en qualité de membres à une corporation nouvelle à instituer (corporation obligatoire) ».

La demande peut émaner, soit d'une *corporation existant*

⁽¹⁾ Pour employer l'intraduisible expression allemande le droit de « majoriser » la minorité « *Die widerstrebende Minderheit zu majorisieren* »...—V. Grünenberg, *Die Praktische Ausgestaltung der Handwerkerinnungen und Genossenschaften*, Crefeld, 101. — V. Hoffmann, *op. cit.*, et Rohrseidit : *Die Normalstatuten für freie und Zwangsinnungen*, 1898.

⁽²⁾ Voir dispositions transitoires : Section VI, n° 2.

⁽³⁾ L'exposé des motifs indique que le législateur n'a pas donné une liste des métiers de la petite industrie ni une définition du mot artisan en raison de la variété des éléments à définir et aussi pour ne pas, par une liste des branches industrielles visées, encourir le reproche de privilégier certaines industries.

déjà pour le métier considéré, soit d'artisans qui désirent s'affilier à une nouvelle corporation.

Pour qu'elle soit recevable, il faut :

1^o Que la majorité des artisans intéressés à l'affiliation obligatoire y consente.

2^o Que le ressort soit délimité de telle façon qu'aucun membre ne soit empêché par l'éloignement de son domicile par rapport au siège, de prendre part à la vie et aux institutions corporatives.

3^o Enfin que le nombre des artisans existant dans le ressort suffise pour la création d'une corporation capable de fonctionner.

Pour s'assurer du consentement de la majorité, l'autorité administrative supérieure doit, par une notification ou une communication spéciale, suivant les usages locaux, inviter les industriels intéressés à se prononcer pour ou contre l'affiliation obligatoire. La majorité qui décide est seulement celle des personnes qui ont effectivement pris part au vote.

La demande, enfin, peut être repoussée, si ses auteurs ne constituent qu'une faible partie des intéressés, si des mesures autres qu'une corporation ont déjà assuré une sauvegarde suffisante aux artisans ⁽¹⁾ ; enfin si semblable demande a été repoussée au cours des trois dernières années par le vote des intéressés (art. 100 et 100 a). En prescrivant l'affiliation obligatoire, l'administration précise, en même temps, la date de son entrée en vigueur, le nom et le siège de la future *Zwangsinnung*. Cette prescription, ainsi d'ailleurs que son refus, peuvent, sous certaines formes et certains délais, être attaqués par les intéressés devant l'autorité centrale d'Etat.

Dès l'instant où une corporation obligatoire est prescrite, les corporations libres des mêmes branches industrielles,

(1) Par exemple : un *Gewerbeverein*. L'administration juge souverainement.

qui ont leur siège dans son ressort, *doivent être fermées*. Mais, si outre ces branches industrielles elles en comprennent d'autres encore, elles subsistent pour ces dernières seulement et sont simplement abandonnées par ceux qui doivent devenir membres de la nouvelle corporation obligatoire (art. 100 b).

Ces transformations donnent naturellement lieu à des changements importants dans les patrimoines. Au cas de suppression totale de la corporation libre, son avoir passe intégralement, avec ses droits et obligations, à la corporation obligatoire qu'il lui succède, mais qui n'a à répondre des dettes que jusqu'à concurrence de l'avoir qui lui échoit. Au cas où la corporation perd seulement une partie de ses membres, une partie correspondante de l'avoir est remis à la corporation obligatoire, en tenant compte du rapport du nombre des membres sortants à celui des membres restants. L'autorité administrative du siège, et en appel, l'autorité centrale d'État statue sur ce point.

Les caisses de secours suivent, en principe, la même dévolution totale ou partielle, sauf différence dans le nouveau ressort d'assurance ou dans la nature des industries assurées, différences que la loi règle en détail, fermant, en certains cas définitivement les caisses anciennes, transférant dans d'autres, l'avoir total ou partiel aux caisses correspondantes de la *Zwangssinnung* ou même à l'assurance communale (1).

Enfin, les exploitations coopératives communes peuvent aussi être maintenues par la corporation obligatoire si leur conservation est désirable dans l'intérêt public et avec l'approbation de l'autorité. Au cas contraire, elles doivent être dissoutes et leur avoir employé conformément aux prescriptions statutaires. Elles peuvent également, dans certains cas,

(1) V. sur ces points spéciaux les articles 100 l et 100 m.

et sous un délai de six mois être transformées en associations indépendantes ⁽²⁾.

Telles sont les principales conséquences juridiques de la transformation de l'*Innung* libre en *Zwangsinnung*.

Pour ce qui est de l'organisation intérieure de la corporation obligatoire, elle est absolument semblable, au point de vue des statuts et des organismes constitués, à celle de la corporation libre et les prescriptions des articles 81 à 99 s'appliquent intégralement (art. 100 c).

Cependant, eu égard aux difficultés qui peuvent se présenter dans la rédaction des statuts, l'autorité administrative supérieure doit, quelquefois, en rédiger le texte, par exemple, lorsque l'homologation a été refusée par deux fois, et faire les modifications prescrites lorsque la corporation a négligé de les faire elle-même. Cette intervention de l'administration paraît justifiée par le haut intérêt que présente, pour les artisans actuels ou à venir, la corporation obligatoire. Il ne faut pas que par l'impéritie de ses membres actuels, l'institution puisse être supprimée pour cause d'irrégularité statutaire (art. 100 d). Les statuts doivent dans tous les cas être portés à la connaissance des intéressés (art. 100 e).

Les membres qui appartiennent de plein droit à la corporation sont tous ceux qui exercent pour leur propre compte et à titre permanent, une des industries pour laquelle la corporation a été instituée, s'ils en exercent plusieurs, on considère celle qu'ils exercent principalement. Sont exceptés :

1^o—Ceux dont l'entreprise est gérée sous forme de fabrique (*fabrikmæssig*). Ni la loi, ni aucune disposition ultérieure n'en définit, d'ailleurs, les caractères distinctifs.

2^o — En principe, ceux qui appartiennent à l'industrie domestique, pour laquelle il n'existe non plus aucune définition, et ceux qui sont occupés contre rémunération dans

(2) Associations coopératives d'industrie et d'économie réglées par la loi du 1^{er} mai 1889 (*Erwerbs und Wirthschaftsgenossenschaften*).

des exploitations agricoles ou industrielles, et occupent normalement des compagnons ou des apprentis ; mais les statuts peuvent définir, sous réserve de l'homologation de l'autorité supérieure, dans quelle mesure ces diverses personnes doivent appartenir à la corporation. Avant l'homologation, les personnes intéressées doivent être mises en mesure de formuler leur avis. Il y a donc ici une faculté pour la *Zwangsinning*, de s'étendre à des personnes qui ne sont pas de plein droit ses membres, si elle considère que l'intérêt supérieur de l'industrie, à laquelle elle est préposée, l'exige. Cela peut avoir de bons résultats, par exemple pour le travail en chambre qui peut être ainsi un peu plus surveillé. En fait, un assez grand nombre de corporations ont usé de cette faculté.

En dehors des personnes que la *Zwangsinning* absorbe de plein droit ou par extension statutaire, il en est qui peuvent facultativement s'affilier à elle comme elles le feraient à une simple corporation libre. Ce sont :

1° — Les diverses personnes qui peuvent faire partie d'une corporation libre.

2° Les artisans occupés, contre rémunération, dans des exploitations agricoles ou industrielles, qui n'ont normalement ni compagnons ni apprentis.

3° Enfin, avec le consentement de l'assemblée corporative, *même ceux qui gèrent leur exploitation sous la forme de fabrique.*

Ces membres facultatifs peuvent sortir de la corporation à la fin de chaque exercice sous condition d'un préavis de six mois au plus, et toutes contestations relatives à l'affiliation obligatoire, ou libre, sont réglées par l'autorité de surveillance.

On voit quelle extrême variété de membres la corporation obligatoire peut contenir. Son caractère est par là un peu imprécis et un peu flottant. Notons, en outre, qu'elle peut encore sur nouvelle demande des intéressés, s'étendre à un

ressort plus considérable ou à des branches d'industries nouvelles et similaires à celles qui y étaient déjà comprises. Il suffit pour cela des mêmes conditions que celles qui ont présidé à sa formation. Elle peut de même, et sous de semblables conditions, se diviser avec l'approbation de la majorité de ses membres et de l'assemblée corporative et en suivant les règles prescrites pour la dévolution de l'avoir (art. 100 u).

Au point de vue financier, les dépenses résultant de l'institution de la corporation obligatoire doivent être, sur la demande des intéressés, avancées par l'autorité centrale d'Etat. (100 i). Le budget doit être établi tous les ans et soumis à l'autorité de surveillance, de même que les dépenses extraordinaires. Pour faire face aux dépenses résultant de l'institution et du fonctionnement de la corporation et de la commission des compagnons, le taux de cotisation est fixé, dans les statuts, *suivant les capacités financières de chaque exploitation* et prélevé le plus souvent comme impôt industriel supplémentaire.

Les membres qui n'occupent pas de compagnons ni d'apprentis payent, en général, des cotisations plus réduites, de même les personnes qui s'affilient volontairement payent des cotisations fixées d'après des bases spéciales. Enfin, les personnes qui exercent, en outre, des industries autres que celles pour lesquelles la corporation est instituée, ne sont taxées que pour la ou les industries appartenant à la corporation (100 s).

La corporation étant obligatoire, il n'est pas prélevé de droit d'entrée; même la corporation ne peut prélever de taxes pour l'usage des installations créées par elle, qu'avec l'homologation de l'autorité de surveillance. Les exploitations coopératives communes, comme d'usage, restent toujours en dehors du budget corporatif, et aucune cotisation ne peut être directement prélevée, dans ce but. Par contre, la corporation a le droit de provoquer des mesures en vue de l'inté-

rêt commun, industriel et économique de ses membres, et même de subventionner les diverses fondations coopératives sur ses réserves, quand elle le juge à propos (art. 100 *n*). Enfin, la corporation ne peut imposer à ses membres aucune réglementation *ni dans les prix des produits ou des services, ni dans l'admission des clients*. Ceci pour éviter les abus anciens et les monopoles.

La loi consacre enfin des dispositions spéciales au but principal de la corporation obligatoire qui est la réglementation de l'apprentissage. Les 2/3 au moins des membres du comité directeur doivent avoir le droit de diriger des apprentis et d'occuper des compagnons et tous les membres des commissions d'exécution doivent également être en possession de ce droit que nous verrons défini plus loin. Les compagnons qui ont accompli une certaine période d'instruction peuvent également collaborer à ces fonctions (art. 100 *r*).

La cessation et la dissolution de la corporation obligatoire peut avoir lieu sous les conditions suivantes :

1° Une demande d'un quart au moins des affiliés obligatoires.

2° Une convocation, quatre semaines à l'avance, à l'assemblée de corporation pour le vote.

3° Un vote réunissant l'adhésion des trois quarts des affiliés obligatoires. Si moins des trois quarts des affiliés obligatoires sont présents, une deuxième assemblée a lieu où la décision est alors prise à la majorité des trois quarts des membres présents.

A la suite de la décision de suppression, la corporation doit être fermée par l'autorité administrative supérieure, au plus tard à l'expiration de l'exercice courant.

Les conséquences de la fermeture diffèrent de celles qui concernent la corporation libre, sur ce point seulement qu'après paiement des dettes, aucun partage de l'actif n'a lieu entre les membres. Le reste de l'avoir doit, en effet, suivant

les dispositions prises par l'autorité de surveillance, être remis soit aux caisses de secours existant jusqu'alors auprès de la corporation, soit à une corporation libre qui se trouverait instituée pour les branches d'industrie qui participaient à l'ancienne corporation obligatoire, soit enfin à la Chambre de la petite industrie qui doit être chargée, sur homologation de l'autorité administrative supérieure, sauf recours à l'administration Centrale d'Etat, de disposer de l'avoir de la manière la mieux appropriée aux buts anciens (art. 100 *t*).

Telle est l'organisation assez complexe, on a pu le voir, de ces corporations nouvelles d'une nature mixte puisqu'elles peuvent être à la fois composées d'affiliés obligatoires et d'affiliés libres, mais qui gardent, malgré tout, à bien des égards, un caractère d'établissement public dont les fonctions et les biens ont une affectation bien distincte de la personne de leurs membres.

Voyons maintenant les organismes que la loi constitue supérieurement à ces groupes et qui forment, si l'on peut employer cette expression, la superstructure du système.

§ III. — *Commissions. Chambres de petite industrie.* *Fédérations.*

Des commissions de corporations soumises à la même autorité administrative (*Innungsausschüsse*), la loi ne dit presque rien ; elle se borne à régler leur constitution et leur dissolution dans les formes habituelles, et à permettre à l'autorité centrale d'Etat de leur conférer la personnalité civile. Il n'y a aucune remarque nouvelle à formuler sur leur organisation et leur fonctionnement qui sont toujours les mêmes qu'autrefois et conservent leur physionomie antérieure.

Au-dessus d'elles, la loi institue un organisme tout à fait nouveau : la chambre de petite industrie (*Handwerker-*

kammer) depuis si longtemps réclamée par le programme des *Handwerker* et dont le but est de régler supérieurement les intérêts de la petite industrie du ressort, et, notamment, — c'est sa tâche essentielle, — d'organiser la réglementation de l'apprentissage et des diverses *Prüfungen*. Le ressort est défini par arrêté de l'autorité centrale d'Etat. Plusieurs Etats confédérés peuvent même s'unir pour instituer des Chambres de petite industrie communes. Dans ce cas, sauf convention différente, c'est l'Etat du siège de la Chambre qui exerce les droits conférés par la loi.

Les membres dont le nombre est déterminé par les statuts sont élus :

1^o Par les corporations qui ont leur siège dans le ressort ;

2^o Par les associations d'une autre nature telles que les *Gewerbevereine*, par exemple, à condition qu'elles aient leur siège dans le ressort et qu'elles se composent au moins, pour moitié, d'artisans. Une ordonnance règle la répartition des membres à élire et la procédure électorale. Pour être éligible, il faut avoir trente ans, être éligible aux fonctions d'échevin, exercer un métier depuis trois ans au moins dans le ressort et posséder le droit de diriger des apprentis. Les pouvoirs sont conférés aux élus pour six ans, avec renouvellement triennal par moitié, et rééligibilité. D'autres personnes peuvent figurer comme membres de la Chambre et des experts peuvent y être appelés, ainsi que dans ses commissions, avec voix consultative.

Les fonctions que la loi confère à la Chambre de petite industrie peuvent se ramener aux suivantes :

1^o Formuler la réglementation de détail de l'apprentissage et veiller aux prescriptions légales le concernant sous l'homologation de l'autorité centrale d'Etat ;

2^o Assister les autorités communales et d'Etat par toute communication ou avis concernant la situation de la petite industrie ;

3^o Faire des rapports annuels et soumettre aux autorités

des vœux sur ces différents points, en même temps que sur ses propres opérations. La Chambre doit être entendue dans toute affaire importante concernant la petite industrie du ressort, au point de vue de ses intérêts d'ensemble ou de ceux de ses branches isolées ;

4^o Constituer des commissions pour les examens des compagnons et statuer sur les oppositions relatives à leur décision.

Enfin, d'une manière générale, prendre toute mesure qu'elle juge utile à l'instruction technique ou morale des maîtres, compagnons, apprentis, ainsi que subventionner les écoles professionnelles.

Ce programme, fort étendu, ouvre un vaste champ à l'activité des Chambres de petite industrie. Un comité-directeur est constitué dans les formes habituelles. L'ensemble des membres forme une assemblée qui a l'initiative des différents vœux et qui règle, notamment, le budget et toutes affaires financières (art. 103 *g*). Une commission de compagnons élus par les commissions de compagnons des corporations et quelquefois des *Gewerbevereine* (1) est instituée *obligatoirement* auprès de la Chambre pour collaborer à la réglementation de l'apprentissage et des diverses *Prüfungen* (art. 103 *i*). Enfin, l'autorité de surveillance nomme un commissaire, assistant à chaque séance, qui doit être entendu, quand il le désire, et qui peut mettre opposition, avec effet suspensif, aux décisions de la Chambre ou de ses organes qui excèderaient les lois (art. 103 *h* et *k*).

L'autorité de surveillance peut même, dans certains cas, et en réservant la décision souveraine de l'autorité centrale d'Etat, dissoudre la Chambre et ordonner de nouvelles élections (art. 103 *o*).

En dehors de ces droits, les diverses autorités sont, dans les limites de leur compétence, tenues de satisfaire aux

(1) Quand l'autorité centrale d'Etat le permet.

demandes qui leur sont adressées par les Chambres ou leurs organes et réciproquement (art. 103 p). De même, les corporations et commissions de corporations sont tenues de se conformer aux prescriptions formulées par la Chambre, et notamment les dispositions qu'elles auraient prises sur la réglementation de l'apprentissage demeurent sans effet, si elles sont en contradiction avec les prescriptions formulées dans les limites de sa compétence.

Les dépenses résultant de l'institution et du fonctionnement des Chambres sont, en l'absence d'autres ressources, supportées par les communes du ressort ou par des associations communales qui peuvent les répartir entre les diverses entreprises de la petite industrie suivant une base de répartition déterminée par l'autorité administrative supérieure (art. 103 c). Il peut être décidé que les personnes qui n'occupent normalement ni compagnons, ni apprentis, sont dispensées de payer des cotisations.

Ainsi est réglée la nouvelle organisation des Chambres de petite industrie, dont nous avons essayé, en bref, de caractériser le rôle. Elles sont, en quelque sorte, l'ensemble des délégués élus de tous les groupes professionnels constitués, libres ou non, qui forment des délégations permanentes investies d'importantes missions et destinées, surtout, à surveiller et à réglementer supérieurement tout l'apprentissage de leur ressort.

En ce qui concerne les fédérations de corporations *non placées sous la surveillance d'une même autorité administrative* (Innungsverbände), la loi de 1897 ne formule, à proprement parler, aucune nouvelle disposition importante et les maintient à peu près dans leur forme antérieure. Elles doivent, comme autrefois, en vue de la sauvegarde des intérêts industriels auxquels elles sont préposées, assister les corporations, les commissions de corporations, et, en outre, les Chambres de petite industrie nouvellement créées, ainsi d'ailleurs que les autorités, par des propositions et des

motions. Elles veillent particulièrement aux institutions de placement, peuvent créer, subventionner des écoles professionnelles (art. 104) et instituer, par statuts annexes revêtus de l'homologation du chancelier d'Empire, des caisses de maladie, décès, incapacité, régies par les mêmes règles que les caisses de *Zwangsinnungen* (art. 104 *i*). Leurs statuts contiennent les mêmes matières qu'autrefois. L'homologation doit en être faite par des autorités qui diffèrent suivant l'étendue de leur ressort, et doit être refusée sans appel si les statuts ou les buts de la fédération excèdent les exigences légales, ou si le nombre des corporations affiliées ne semble pas suffisant pour poursuivre efficacement les buts de l'Union.

Le comité directeur doit, chaque année, présenter à l'autorité une liste des corporations fédérées, faire des rapports, adresser des demandes, etc., etc. Accrédité dans les formes habituelles, il représente la Fédération. Les assemblées sont toujours assistées d'un représentant de l'autorité administrative supérieure qui peut les interdire ou les fermer si elles s'occupent de sujets étrangers à l'Union ou de propositions tendant à des excitations coupables. La Fédération peut également être supprimée suivant les motifs ordinaires (illégalité, irrégularité des statuts, cas où l'homologation aurait dû être refusée, faillite) et la liquidation se fait dans les formes habituelles (paiement préalable des dettes, répartition de l'avoir entre les corporations, maintien, en certains cas, des diverses caisses à titre indépendant). Enfin, comme autrefois, une décision du Conseil fédéral, publiée dans le *Moniteur de l'Empire*, peut conférer aux Fédérations la personnalité civile.

Nous venons de passer en revue tous les organismes créés par la loi pour les intérêts de la petite industrie et montré leur collaboration mutuelle. Il nous faut, maintenant, étudier les prescriptions juridiques nouvelles que la loi formule en ce qui concerne la condition et la tenue des apprentis, objet de ses essentielles préoccupations.

§ IV. *Conditions et tenue des apprentis. Dispositions spéciales aux artisans. Titre de maître.*

Prescriptions générales. — Avant toute chose, la loi envisage le droit d'avoir des apprentis dans son exercice général, qu'il s'agisse de patrons de la grande ou de la petite industrie et subordonne ce droit à des conditions primordiales. Elle exige, en effet, dans tous les cas, la pleine possession de la capacité civile. Le droit d'avoir ou de diriger des apprentis n'appartient pas aux personnes qui ne sont pas en possession de leurs droits civils, il peut être retiré à celles que des infirmités mentales ou physiques rendent incapables à diriger convenablement un apprenti, comme aussi à celles qui se sont rendues coupables d'omissions graves et répétées de leurs devoirs à cet égard, ou qui, à raison des circonstances de fait, sont jugés incapables, au point de vue moral, à avoir ou à diriger des apprentis. Le retrait de cette capacité est effectué par l'autorité administrative inférieure, sauf appel, et l'autorité administrative supérieure peut, au bout d'un an, la conférer à nouveau (art. 126 et 126 a).

Les formes du contrat d'apprentissage toujours écrit, et les mentions qu'il doit contenir (désignation de l'industrie, durée de la période d'instruction, devoirs réciproques, conditions de résolution, double exemplaire dont un est remis au père ou au tuteur), sont réglées par l'art. 126 b. Les établissements d'apprentissage, reconnus par l'Etat, en sont dispensés.

Les devoirs généraux du maître sont toujours à peu près de même nature. Le maître est tenu d'enseigner le métier d'une manière conforme au but de l'apprentissage, de diriger lui-même, ou par l'intermédiaire d'un représentant ayant les qualités nécessaires, l'instruction de l'apprenti, de veiller à sa fréquentation d'une école professionnelle ou de perfectionnement, de même qu'à sa bonne conduite et à ses bonnes mœurs; il doit le protéger contre les mauvais traitements de

ses compagnons de travail et de logement et veiller à ce qu'il ne soit pas chargé de travaux en disproportion avec ses forces. Il doit également lui accorder le temps nécessaire à son instruction et à l'exercice de ses devoirs religieux. En outre, l'apprenti, s'il ne reçoit ni la nourriture, ni le logement dans la maison du maître, ne doit pas être appelé à concourir à des services domestiques (art. 127). L'apprenti soumis à l'autorité paternelle du maître est tenu aux devoirs d'obéissance, de fidélité et de zèle, mais ne peut être l'objet de corrections excessives et contraires aux convenances, ainsi que de traitements qui compromettraient sa santé (art. 127 a).

Les autres dispositions se bornent à reproduire celles des lois antérieures. Une précision nouvelle est cependant faite dans le but d'éviter l'exploitation de l'apprenti (*Lehrlings-Züchtereï*). Il faut que le maître n'ait pas un nombre permanent d'apprentis disproportionné avec l'importance ou la nature de son entreprise ; car, dans ce cas, il est présumé qu'ils ont été simplement pris comme force de travail à bon marché et que leur instruction peut être compromise. L'autorité administrative inférieure peut interdire au maître d'accepter des apprentis au delà d'un nombre déterminé et l'obliger à renvoyer ceux qui excèderaient ce nombre. En dehors de ce pouvoir, l'autorité centrale d'État, sur l'initiative de la Chambre de petite industrie, peut, pour chaque branche professionnelle, fixer le nombre maximum des apprentis dans les établissements qui en ressortissent, soit par rapport au nombre des compagnons, soit par rapport à l'importance de l'entreprise (art. 128).

Prescriptions spéciales à la petite industrie. — En dehors de ces règles générales applicables aux fabriques comme aux métiers, le législateur a entouré de précautions toutes spéciales la tenue de l'apprenti dans la petite industrie et donné aux *Handwerkerkammer* en même temps qu'aux corporations, un rôle prépondérant et des fonctions importantes de

contrôle. C'est toujours, depuis 1878, le même système qui est mis en pratique : la corporation a été instituée pour l'apprentissage, c'est là véritablement son but essentiel et toutes les réformes qui ont été faites dérivent, nous le savons, de cette conception première.

Pour avoir le droit, dans une entreprise de la petite industrie (*handwerkmeässig Betrieben*), de tenir à titre permanent des apprentis, il faut d'abord, outre les conditions générales plus haut mentionnées, avoir au moins vingt-quatre ans, avoir accompli une certaine période d'instruction ⁽¹⁾ prescrite par la Chambre de petite industrie, ou à défaut de cette prescription, avoir achevé une période d'instruction de trois années et passé l'examen de compagnon. Si l'on ne peut justifier de cette période d'instruction et de ce grade de compagnon il faut, tout au moins, avoir exercé le métier personnellement, pendant cinq ans, à son compte ou comme contre-maitre.

Cependant, l'autorité administrative supérieure peut conférer le droit de tenir des apprentis à des personnes ne satisfaisant pas à ces conditions, mais elle doit toujours, avant de prendre une décision sur ce point, *entendre la corporation* quand il en existe une, pour l'industrie visée, que la personne qui veut tenir des apprentis y soit, d'ailleurs, affiliée ou non.

Le législateur a à dessein laissé, nous le voyons, le choix entre divers groupes de conditions afin de ne pas apporter des entraves trop grandes dans la tenue des apprentis, désirant seulement que, dans tous les cas, il y eut au moins une certaine garantie de compétence professionnelle. Il va sans dire que les initiations partielles ou isolées d'un apprenti par un compagnon à des opérations de métier ou des procédés techniques, ne sont nullement visées par ces prescriptions.

(1) Dans un atelier d'apprentissage, dans une entreprise de grande industrie ou dans un établissement d'instruction technique institué par l'État.

En satisfaisant à l'une de ces conditions pour une industrie donnée, le chef d'une entreprise où plusieurs industries sont réunies, a le droit de diriger des apprentis dans toutes ces industries. Il acquiert également, s'il possède une seule industrie exploitée séparément, le droit de diriger des apprentis dans des industries similaires. La *Handwerkerkammer* détermine les industries qui doivent être regardées comme similaires à ce point de vue (*verwandte Gewerbe*), car le certificat n'est en principe établi que pour une seule industrie.

Prescriptions spéciales aux membres d'une corporation. — La loi enfin formule des dispositions encore plus minutieuses pour le maître corporatif qui veut tenir des apprentis, et associe, dans ce cas, la corporation d'une manière encore plus étroite à la formation, aux effets du contrat et aux épreuves qui en sont la suite.

Si le maître appartient à une corporation (libre ou obligatoire), il est tenu de lui envoyer une copie du contrat d'apprentissage dans un délai de quinze jours après sa conclusion, et il peut y être contraint par les autorités de police locale.

La corporation peut même décider en certains cas, que la conclusion du contrat s'effectuera par devant elle (art. 129 *b*). Au cas où le conseil fédéral, l'autorité centrale d'État ou la Chambre de petite industrie n'a pas formulé de prescriptions relatives au nombre maximum d'apprentis que peut admettre une entreprise donnée, la corporation a également le droit de formuler elle-même ces limitations (art. 130).

Dès le premier instant donc, l'*Innung* a un rôle prépondérant dans le contrat d'apprentissage et préside à sa conclusion, comme une véritable autorité. Ce caractère sera toujours au premier plan dans toutes les suites du contrat.

La période d'instruction doit être en général de trois ans et ne peut excéder quatre années. Cependant, la Chambre de petite industrie peut, sur avis des corporations intéressées et après les avoir entendues, fixer pour des industries ou des branches d'industries isolées une durée différente (art. 130 *a*).

A l'expiration de la période d'instruction, les apprentis doivent être mis en mesure de se soumettre à l'examen de compagnon, lequel est subi devant une *Prüfungscommission*. Il en existe toujours une dans chaque *Zwangsinnung*. Pour les *Innungen* libres, elles ne peuvent en constituer que si le droit de faire passer des examens leur a été conféré par la Chambre de petite industrie. Lorsque pour les branches d'industries isolées, aucun service d'examen n'est assuré ni par les commissions d'examens de corporations, ni par les ateliers d'apprentissage, ni par les divers établissements d'instruction, la Chambre de petite industrie doit instituer les commissions d'examens nécessaires (art. 131).

Composées d'un président nommé par la Chambre de petite industrie, et de deux assesseurs au moins, nommés pour trois ans, moitié par la corporation, moitié par l'Assemblée de compagnons et choisis parmi ceux qui ont subi une *Gesellenprüfung* (1), ces commissions font subir à l'apprenti un examen qui, d'après les termes mêmes de la loi « doit fournir la preuve que l'apprenti pratique avec une sûreté suffisante les travaux ordinaires de son métier, connaît la valeur, la nature, la conservation et l'emploi des matières à élaborer et sait discerner les caractères distinctifs de leur qualité bonne ou mauvaise. » (Art. 131 b). La forme, la procédure, les droits d'examen, sont fixés par un règlement d'examen formulé par l'autorité administrative supérieure, de concert avec la Chambre de petite industrie et, en cas de désaccord, c'est l'autorité centrale d'Etat qui statue. Le règlement peut décider aussi qu'une partie de l'examen portera sur la tenue des livres et la comptabilité, auquel cas un expert est nommé avec plénitude de droit de vote. La voix du président est prépondérante en cas de partage.

(1) Ou ont accompli une période d'instruction de deux ans au moins. Cette condition est également exigée quand les assesseurs sont nommés par la Chambre de petite industrie; la moitié des assesseurs est toujours formée de compagnons.

Cet examen dont nous venons de tracer sommairement le programme n'est pas obligatoire en principe, mais la loi demande que la corporation et le maître engageant, d'un commun accord, l'apprenti à se soumettre, à la fin de la période d'instruction, à l'examen de compagnon (art. 131 c).

L'apprenti doit, dans ce but, adresser à la *Prüfungscommission* une demande en vue de subir l'examen en y joignant un certificat d'apprentissage et, s'il y a lieu, les certificats relatifs à la fréquentation de l'école de perfectionnement. Si l'examen n'est pas subi avec succès, la commission d'examen fixe un délai avant l'expiration duquel l'examen ne peut pas être renouvelé, sauf opposition suspensive du président, et règlement différent prescrit par les autorités centrales d'Etat (art. 132 et 132 a).

Titre de maître. — Au dessus de l'examen de compagnon (*Gesellenprüfung*), la loi institue, dans des formes à peu près analogues, un examen supérieur, celui de maître (*Meisterprüfung*) à la suite duquel peut être conféré le titre de maître (*Meistertitel*) qui ne donne, à vrai dire, aucun droit propre, mais simplement une dignité supérieure. Les artisans ne peuvent porter le titre de maître, associé à la mention d'un métier, que s'ils ont le droit général de diriger des apprentis dans leur industrie et s'ils ont passé l'examen de maître. L'admission à ce dernier exige au moins trois ans d'exercice comme compagnon. L'examen est passé devant une commission d'examen spéciale, composée d'un président et de quatre assesseurs et nommée pour trois ans. La procédure est arrêtée par règlement particulier. Enfin aux termes de la loi (art. 133), l'examen doit fournir « la preuve de l'aptitude à l'exécution indépendante, au calcul des prix de revient des travaux usuels de l'industrie, ainsi d'ailleurs que des connaissances nécessaires à l'exercice de cette industrie comme patron et notamment la tenue des livres et la comptabilité. »

On voit que l'épreuve est parfaitement appropriée à son but. Elle cherche à faire des petits patrons intelligents et

instruits. Mais elle est purement formelle. Le titre de maître ne confère aucun avantage exclusif ou positif comme la *Befähigungsnachweis*, il n'ouvre ni ne ferme aucune carrière et n'est la condition d'exercice d'aucun droit nouveau. C'est un simple titre honorifique, un « doctorat professionnel » comme le dit M. Brants ⁽¹⁾, auquel le public cependant, comme les artisans eux-mêmes, peuvent attacher une certaine valeur.

Nous en avons fini avec cette grande œuvre corporative, créatrice à la fois d'organismes inédits et de dignités presque médiévales. On ne dirait certes pas une loi moderne d'industrie, mais plutôt une espèce de loi d'Université, car les corps qu'elle constitue n'ont guère d'autre raison d'être que de conférer des grades. Dans cette renaissance corporative, tout le tempérament de l'Allemagne se reflète : amoureuse à la fois de traditions et de distinctions, fidèle au passé dont elle emprunte toujours la vieille hiérarchie, profondément soucieuse aussi de donner à ces dignités archaïques une orientation actuelle, utile, pratique dans la vie d'aujourd'hui, et une consécration officielle.

C'est, en définitive, un effort vigoureux en vue de la restauration des métiers et de l'amélioration de l'apprentissage en tenant compte des diversités régionales d'esprit et d'état social. « Si les défenseurs des métiers, dit M. Brants, ne voient pas se réaliser tout leur programme, ils ne peuvent contester qu'on avance dans la voie qu'ils ont indiquée » ⁽²⁾. Aux artisans groupés il appartient de tirer parti de ces institutions car, l'organisation toute seule ne peut suffire sans les bonnes volontés actives dans l'ordre économique et dans l'ordre social.

⁽¹⁾ Brants, *Le régime de la petite industrie et l'apprentissage en Allemagne (Réforme sociale)*, 1898, t. XXXV, p. 800.

⁽²⁾ Brants, *Ibid.*

CHAPITRE X

Les premiers résultats. Essai d'une protection positive de la petite industrie par l'État.

Il faut maintenant apprécier et juger l'édifice imposant de cette législation neuve et complexe, qui a coûté à l'Allemagne tant d'efforts à construire pour essayer d'y faire renaître la vie corporative moderne. Cette œuvre, de quelque esprit qu'on l'envisage, a assurément quelque grandeur. Mais a-t-elle donné les résultats pratiques qu'on pouvait en espérer ? Cela est douteux. On a peut-être trop compté sur l'initiative libre des groupes, on a trop fait d'elle la cause unique et le facteur primordial de tout le développement futur, tant de la formation que de l'activité proprement dite. La loi est surtout *proposée* aux *Innungen* ; elle ne leur est point assez *imposée*. Aussi ne peut-on guère voir en elle une véritable protection de la petite industrie. Elle est plutôt une organisation qu'on lui conseille, sans l'y contraindre. Voyons l'usage qu'elle en a fait (4).

(1) Observons que toutes les dispositions de la loi n'entrent pas en même temps en vigueur. Seules celles qui ont trait aux corporations reçoivent une application immédiate. Les dispositions relatives aux Chambres de petite industrie entrent en vigueur seulement en avril 1900, celles relatives à l'apprentissage en avril 1901 et celles relatives au titre de maître au 1^{er} octobre 1901.

§ 1. *La nouvelle formation corporative.*

Les statistiques générales sur la formation des *Innungen* dans tout l'empire, manquent encore malheureusement. Une réunion, à Leipzig, des délégués des différentes chambres de commerce (25-27 septembre 1902) a pu cependant obtenir un résultat suffisamment appréciable, en parvenant à réunir les enquêtes de 63 chambres de petite industrie, sur 71 qu'en compte l'Empire.

En tenant compte, seulement, de toutes les *Innungen* qui ont mis leurs statuts en harmonie avec la nouvelle loi, on a trouvé, dans les ressorts de ces 63 chambres de petite industrie à la fin de 1902, un chiffre global de 8.835 *Innungen* et 1.642 *Gewerbevereine*, comprenant en tout une population d'à peu près 472.000 *Handwerker* incorporés. Le chiffre des *Innungen* recensées se décompose ainsi :

6.271 libres	avec 201.000 membres.
2.564 obligatoires	avec 171.000 —
8.835	372.000

La densité des *Innungen* obligatoires est, en général, plus forte que celle des *Innungen* libres, à cause de conditions de majorité exigées : le chiffre moyen des membres incorporés est, pour les obligatoires 67 et pour les libres 34 environ. En comprenant aussi les *Gewerbevereine*, le pourcentage des *Handwerker* organisés dans les ressorts de ces 63 Chambres de petite industrie ressortit à peu près à 42,9 % (1).

Presque partout la formation nouvelle des *Zwangsinnungen* semble avoir été assez importante. Chose curieuse, à l'ouest, son importance dépasse même celle de la forma-

(1) Dr August Engel, *Fünf Jahre unter dem Handwerkerschutzgesetz, in Arbeiterwohl*, 1903.

tion des *Innungen* libres. Ainsi, dans les ressorts réunis des Chambres de Dusseldorf, Arnsberg, Wiesbaden, Bielefeld, Saabrücken, Munster et Dortmund, de 1897 à 1902, le chiffre des *Innungen* libres et des *Gewerbevereine* s'est accru de 166, pendant que celui des *Innungen* obligatoires s'accroissait en une bien plus forte proportion, de 474.

Dans le sud, l'*Innung* obligatoire cependant, ne paraît pas avoir eu, de beaucoup, un aussi grand succès que dans le Nord. A Ulm, par exemple, d'après le *Bericht* 1901 de la Chambre de petite industrie, sur 115 organisations d'artisans on ne compte qu'une seule *Zwangsinnung* et 18 corporations libres. Le reste se compose presque exclusivement de *Gewerbevereine*. Même situation à peu près à Constance, Heilbronn, Stuttgart, Darmstadt. Dans la haute Bavière pourtant, on compte, en 1901, 21 corporations obligatoires avec 4.795 membres, contre 30 libres avec 1.614 membres.

C'est dans le Nord, presque toujours, que l'organisation corporative apparaît plus forte que partout ailleurs. Mais il y a encore là de très grandes différences suivant les villes considérées et les pays de l'Est semblent avoir conservé, de préférence, l'*Innung* libre, comme on peut le voir par les quelques données suivantes (1) :

Fin de 1902.

Ressort de la Handwerkerkammer de :	Zwangsinnungen.	Innungen libres.
Köln	24	23
Cassel	55	23
Gera	42	48
Liegnitz	81	402
Königsberg	111	320
Hamburg	9	8
Zwickau	139	321
Dresde	105	148
Leipzig	88	142

(1) Dr August Engel, *Ibid.*

Quoi qu'il en soit de ces résultats sur lesquels le manque de données complètes nous empêche de formuler des conclusions d'ensemble, il paraît bien résulter des divers rapports que, si les corporations libres, toujours de même nature, n'ont pas entraîné un travail de formation sensiblement plus intense que par le passé, les corporations obligatoires, au contraire, ont intéressé, à divers titres, presque toutes les régions et déterminé, dès les débuts, un travail de formation d'une importance assez grande. L'administration, d'ailleurs, s'est montrée bien moins exigeante qu'elle l'était autrefois pour la concession des privilèges 100 *e* et 100 *f*, et elle a accepté l'option, pour la corporation obligatoire, dans presque tous les cas où cette option lui était présentée.

A Berlin, au 31 mars 1899, on comptait 62 *Innungen* qui avaient survécu, dont 30 s'étaient prononcées pour la corporation libre et 27 étaient en instance pour la constitution de *Zwangsinnungen*. Au sein du même métier, souvent la constitution des nouvelles corporations s'est heurtée à des difficultés, soit qu'il existe deux corporations du même métier, comme par exemple les boulangers et les barbiers de Berlin qui ont chacun deux groupes organisés que l'administration a laissé libres tous deux parce qu'ils ne parvenaient pas à se mettre d'accord, soit que les récalcitrants, en minorité, s'arrangeassent pour faire voter par l'assemblée la dissolution du nouveau groupe obligatoire, comme cela est arrivé, par exemple pour les cordonniers de Cologne. « Les plaintes sont encore nombreuses, dit M. Brants, sur les difficultés de la lutte économique elle-même et aussi sur l'inertie, le manque d'initiative et d'activité. Il faut éclairer les récalcitrants et les traînants, il faut faire l'éducation sociale, il faut décider les intéressés à supporter une charge et aussi à agir, à s'unir, à renoncer à la routine et surtout à la défiance, à l'individualisme qui règne parmi les membres des métiers. Sans union, sans groupement actif on ne fera rien qui vaille. La loi ne peut faire qu'un groupement matériel : évidemment,

cela ne suffit pas à fonder des caisses, des unions de crédit, etc. Voilà ce qu'il faudrait comprendre. Dans la corporation libre, il y avait l'avantage d'avoir groupé des convaincus, mais ils étaient désarmés ; dans la corporation obligatoire, on a l'ennemi chez soi : s'il est peu nombreux, il a l'avantage de grossir la caisse sans pouvoir nuire, mais s'il est remuant et si l'inertie des artisans est prédominante, tout est perdu... Les premiers pas de la réorganisation ont naturellement fourni déjà des expériences et on s'est demandé comment tourner les difficultés. Au 4-5 juillet 1899, par exemple, eut lieu à Weimar une réunion importante de députés, fonctionnaires, représentants des métiers pour s'entendre sur une ligne de conduite. A cette réunion figuraient, outre les députés Hitze et Jakobschötter, le conseiller Stegemann auteur d'un manuel d'application de la loi nouvelle. On s'est prononcé *en faveur de la création de corporations obligatoires*, en donnant quelques indications pratiques sur les préférences à donner, par exemple aux groupes purement professionnels sur les groupes mixtes, ce qui est difficile à contester (1). »

Dans l'ensemble, la constitution des nouvelles *Zwangsinnungen* n'a pas été marquée par beaucoup d'incidents car, dans presque tous les cas, elles ne faisaient que succéder à d'anciennes *Innungen* libres dont la dévolution des biens était réglée sans difficulté conformément à la loi. Dans d'autres cas, cependant, où il s'agissait d'une formation originaire de *Zwangsinnungen*, il a fallu déterminer les entreprises à incorporer et séparer notamment les fabriques et les petites entreprises. Aucun critère n'était donné ni par la loi, ni par des arrêtés postérieurs, car d'après les motifs, aucune difficulté ne pouvait exister sur ce point. En fait, cette manière de voir a été d'accord avec la réalité car, d'après une statistique

(1) Brants, *Les métiers de la petite industrie en Allemagne. — Réforme Sociale*, 190, p. 434-435.

citée par M. Harms ⁽¹⁾, dans un recensement d'environ 61.000 entreprises, l'administration ne s'est trouvée que 58 fois en présence de cas douteux. Malgré cela pourtant, les nouvelles *Innungen* obligatoires ont eu assez fréquemment la tendance de vouloir englober de grandes entreprises dans l'espoir de profiter surtout de leurs capacités financières et dans ce but, ont engagé contre elles des procès qu'elles ont aussi quelquefois perdu. Les motifs de chaque jugement sont intéressants et les critères distinctifs de la fabrique et du métier y sont très diversement appréciés suivant les opinions personnelles et les circonstances de fait; souvent, d'ailleurs, l'autorité administrative supérieure a recours à l'avis des Chambres de commerce pour trancher la difficulté.

A Leipzig, par exemple, l'ancienne *Innung* libre des imprimeurs, a sur demande de la majorité, exigé l'affiliation obligatoire de toutes les entreprises d'imprimerie de Leipzig. A la suite du refus de plusieurs d'entre elles, le conseil de ville fut appelé à donner son avis et une plainte de l'*Innung* à l'autorité administrative supérieure jugeant en dernier ressort, eut pour résultat d'obliger, à l'exception des deux imprimeries de journaux entièrement mécaniques, toutes les grandes maisons d'édition de Leipzig à l'affiliation obligatoire. Telles par exemple les maisons Brockhaus, Meyer et la célèbre maison d'éditions musicales Breitkopf et Härtel ⁽²⁾. Ce n'est ni le nombre du personnel ni l'emploi de machines qui a servi dans ce cas de base d'appréciation, mais simplement « la prédominance constatée de la production manuelle et de métier proprement dite ». Ce critérium, néanmoins, reste assez particulier. Dans presque tous les cas, la grande entreprise se reconnaît aux caractères ordinaires et communs d'un certain nombre d'ouvriers, de l'emploi de machi-

⁽¹⁾ B. Harms, *Zur Entwicklungsgeschichte der deutschen Buchbinderei*, 1902, p. 68.

⁽²⁾ B. Harms, *Ibid.*, p. 69.

nes et de la non participation du patron aux besognes manuelles. Il est même relativement rare qu'il y ait à discuter sur ce point. L'incorporation s'est faite, dans la grande généralité des cas, d'une manière régulière et presque sans difficultés.

Voyons maintenant comment se sont comportés les nouveaux groupes et ce qu'ils ont fait.

§ II. — *L'activité corporative. Les membres. Les institutions communes.*

L'*Innung* a beaucoup de choses à faire par elle-même. Libre ou obligatoire, elle doit, tout d'abord, se suffire : la vie matérielle et pratique est déjà une tâche assez difficile. Il arrive que beaucoup gèrent maladroitement leurs ressources, dépensent trop pour leurs institutions et élèvent ensuite, pour se couvrir, les cotisations à des taux qui découragent les petits artisans pour lesquels la corporation serait surtout nécessaire. Quand il s'agit de *Zwangsinnung* encore, le droit d'entrée n'est pas usité et la contribution annuelle est réglée suivant l'importance des entreprises affiliées. Cette contribution est représentative des avantages que l'*Innung* fournit à ses adhérents. En dehors des diverses fondations professionnelles elle a, en général, des frais pour local, livres, outils ; elle a aussi des abonnements avec divers fournisseurs. Il est rare que, pour chaque service spécial, elle fasse payer à ses membres des taxes particulières. Ce système de taxes d'usage est usité cependant dans quelques corporations, notamment à Altona et à Rostock. Mais presque partout, les membres sont traités semblablement quel que soit l'usage que chacun puisse faire des avantages communs. Pour les *Innungen* libres, de groupe à groupe dans une même ville, on trouve parfois des droits d'entrée variant dans des proportions très sensibles. A Berlin, à côté de corporations prélevant 1 Mk. de droit d'entrée, il en est qui prélèvent jusqu'à 15 Mk. Pour les contribu-

tions annuelles on peut constater aussi de très grandes différences. A Fribourg en Brisgau, par exemple, l'*Innung* des cordonniers prélève 1 Mk. par an et celle des verriers 10 Mk ! Ces taxes annuelles sont d'ailleurs fréquemment modifiées, entraînant dans les *Innungen* libres, quand elles s'abaissent, un plus grand nombre d'adhésions. Ainsi, les perruquiers de Fribourg qui, en 1894, prélevaient 4 Mk. d'entrée et 8 Mk. de contribution annuelle, avaient, à ce moment 7 membres ; en 1897, ils abaissent les taux respectifs à 1 Mk. 50 et à 2 Mk. et le chiffre des membres s'élève à 26. Il y a certainement une relation entre les deux faits, mais on ne peut savoir au juste si c'est l'abaissement de la taxe qui est cause de l'augmentation des membres, ou inversement.

Quoi qu'il en soit, il y a souvent des membres qui veulent se retirer à cause de l'élévation des taxes et bien des fois, pour se maintenir, l'*Innung* est obligée de demander sa transformation en corporation obligatoire. L'administration procède alors à une imputation directe des charges, suivant les capacités de chacun.

Dans la grande majorité des cas, l'*Innung* libre répugne à user de rigueur pour le recouvrement des taxes afin de ne pas froisser le sentiment de fraternité mutuelle. Elle est en général accommodante, et on en voit certaines, comme celle des *Schreiner* de Lahr, par exemple, qui ont passé deux ans sans percevoir la moindre cotisation. Par une juste compensation, les membres sont quelquefois requis de couvrir les déficits antérieurs par des contributions extraordinaires fixées par l'assemblée, ou des dons volontaires (*Geschenke*). C'est le caractère d'association familiale, de sacrifice mutuel en vue du bien commun qui domine presque toujours, comme aussi, peut-être même davantage, dans les *Gewerbevereine*.

Ces habitudes humanitaires dans les relations fiscales ne réussissent malheureusement pas toujours. Les *Innungen* obligées de se procurer des ressources en cherchant d'un

autre côté et il arrive alors que, pour épargner les membres, elles spéculent sur les apprentis. La délivrance des lettres d'apprentissage (*Lehrlingsbriefe, Prüfungszeugnisse*) atteint parfois un taux très élevé. Ainsi, l'*Innung* des ramoneurs (*Kaminfeger*) à Karlsruhe, perçoit 9 Marks pour la signature de la *Lehrbriefe* ce qui est véritablement excessif étant donné que cette profession ordinairement composée de pauvres gens est essentiellement peu technique. Cela est même d'autant plus choquant que les tailleurs et les cordonniers de la même ville ne perçoivent que 1 Mark pour les *Lehrlingsbriefe* ⁽¹⁾. Et pour tant les ramoneurs à Karlsruhe sont organisés en *Zwangsinnung*. Ils se sont plaints, avec raison, de l'insuffisance du contrôle administratif sur ce point, et la Chambre de petite industrie a fait, ces derniers temps, un peu abaisser les taxes.

De pareils abus sont de nature à décourager l'apprentissage et il serait désirable, surtout dans les *Zwangsinnungen*, que non seulement la contribution annuelle, mais aussi le montant des lettres d'apprentissage, malgré leur caractère facultatif, fut tout de même fixé par l'autorité.

Les membres ne sont pas les seuls à souffrir des exigences financières de la corporation. Le public est aussi, quelquefois, victime de véritables petits *trusts*, assez rares, disons-le tout de suite, car ils ne se présentent guère que dans les *Innungen* monoprofessionnelles assez peu nombreuses en somme. Certes, la loi défend d'une manière formelle de réglementer les prix ; mais cela veut simplement dire qu'aucun tarif ne doit figurer dans le statut. Tout en respectant au point de vue formel cette exigence, les maîtres qui constituent un syndicat perpétuel ne se trouvent nullement empêchés de faire, à l'amiable, une entente économique et on a vu, en 1898, les *Rasiere*, de Mayence, qui rasaient pour 10 pf., faire payer, pendant toute une année, une barbe 15 pf.,

(1) Ludwig Frank, *Ueber die Entwicklung der Innungen in Baden*, 1899.

sous prétexte qu'ils venaient d'être constitués en *Zwangsinnung* (1) !

Quoi qu'il en soit, ces expédients, d'ailleurs assez rares, n'augmentent pas sensiblement le revenu corporatif ! Il faut en dire autant des amendes qui sont, en général, assez légères (0 Mk. 50 à 1 Mark) mais néanmoins plus importantes pour le *Vorstand* que pour les membres. Beaucoup d'*Innungen* sont obligées d'user de rigueurs pour entretenir l'esprit de corps, et quelques-unes paraissent comprendre le devoir qui leur incombe à ce point de vue.

Le local des réunions n'appartient pas, en général, aux *Innungen*, car la plupart des corporations n'ont pas d'immeubles à elles et tiennent leurs réunions dans les locaux des *Gesellenvereine*, ou même dans de simples *Herberge*. Les *Gesellenvereine*, surtout dans la région rhénane, ont profité, depuis longtemps, de subventions nombreuses qui leur ont permis d'élever, un peu partout, des immeubles commodes et bien appropriés. Aujourd'hui encore, les secours publics vont volontiers à ces fondations de *Kœlping*, nombreuses surtout dans l'Allemagne occidentale. Certains *Gesellenvereine*, comme celui de Mayence, ont un aspect magnifique. Un jubilé en 1902, a solennisé par des fêtes superbes son cinquantième anniversaire. Presque tous ceux de la région rhénane, à Cologne, à Coblenz, à Dusseldorf, ont également de beaux hôtels à plusieurs étages, avec des salles de réunion sous-louées aux diverses *Innungen*.

Les petites corporations plus pauvres tiennent, en général, leurs séances, dans une *Bierwirtschaft* où l'on place quelques meubles, dont la valeur, pour certaines, ressortit à l'inventaire pour à peine 50 Marks.

Nous nous sommes souvent arrêté à Duisburg, à Ruhrort, à Essen, à Dusseldorf, dans ces hôtelleries populaires et il nous a été donné d'assister même, à quelques réunions cor-

(1) Heinrich Darmstadt, *Die Innungen in Mainz*, 1900.

poratives. L'aspect des salles de réunion est curieux. Le long des murs se trouvent disposés une multitude d'armoires et de placards; chacun appartient à une corporation et porte son écriteau et sa devise. On y enferme des outils, des livres, un peu de linge. La valeur de ce matériel est souvent bien peu de chose. On laisse au *Wirth* (*Hausvater*), le soin d'établir un roulement pour sérier les réunions; ce règlement est affiché dans la salle. Le *Hausvater* fait aussi, quelquefois, le service des convocations pour chaque *Innung*. C'est d'ailleurs, en général, un homme très étendu.

Les réunions se font le plus souvent le dimanche et on rencontre, un peu partout dans la campagne, dans les trains de banlieue, des compagnons et des maîtres en redingote et chapeau haut-de-forme escortant le drapeau enveloppé de l'*Innung*. Le jour de la Fête-Dieu, toutes les corporations sortent avec leurs drapeaux éployés (*Innungsfehne*). Ce sont des défilés magnifiques, presque aussi solennels, à part les costumes, que ceux du 3^e acte des « *Maîtres Chanteurs* ». Les *Gesellenvereine* sortent aussi, groupes plus imposants encore, avec de magnifiques bannières dont quelques-unes coûtent jusqu'à 300 Marks. Enfin, il y a aussi des excursions nombreuses à la campagne pendant la belle saison (*Ausflüge*) et chaque *Innung*, même la plus pauvre, a toujours une caisse spéciale (*Vergnügungskasse*) sur laquelle sont prélevés les frais des parties de plaisir ainsi que des bals corporatifs.

En dehors de cela, c'est encore l'*Innung* qui est chargée de faire les annonces dans les journaux pour l'ouverture et la fermeture des magasins, d'indiquer que la boutique d'un de ses membres sera fermée tel jour, de recevoir les cadeaux ou les primes des fournisseurs, de souscrire des abonnements aux pompes funèbres, etc., etc. (1). Elle est, en un mot, l'agent

(1) A Mayence les prix des enterrements pour les membres de l'*Innung* sont exceptionnellement bon marché : 42 Marks la 1^{re} classe, 10 à 12 Marks la 2^e et 3 Marks la 3^e. (V. Darmstadt, *op. cit. Ibid.*).

général de ses membres auprès de tous les services collectifs et c'est à elle, d'autre part, qu'on vient demander tous les renseignements qui les concernent.

Institutions de coopération. — Il est assez malaisé de mesurer l'influence que la loi de 1897 a pu avoir sur les institutions coopératives des artisans.

Malgré la propagande infatigable de l'école de Schulze-Delitsch, et bien qu'il y ait des sociétés assez anciennes qui ont déjà fonctionné avec quelque succès, le chiffre ne s'en est accru qu'assez faiblement. La renaissance de l'*Innung*, ne paraît pas avoir ni en 1881, ni en 1897, beaucoup contribué à hâter leur éclosion. Pourtant, en offrant aux artisans un « point de concentration économique » il eût pu sembler qu'elle devait être la base naturelle, nécessaire à toute œuvre coopérative. Malheureusement, les difficultés n'ont pas diminué. On se plaint toujours de la concurrence et de la jalousie entre confrères, du manque de connaissances techniques et de pratique commerciale, empêchant les artisans de s'élever à l'idée de l'entente et aussi de la dépendance étroite dans laquelle ils se trouvent à l'égard des fournisseurs. A l'appui de cette idée, Crueger signale notamment une *Innung* de Berlin qui avait réussi à réunir une soixantaine de membres pour la constitution d'une coopérative d'achat et qui les vit se retirer, avant même la fondation de cette société, sur la menace des divers fournisseurs de supprimer aux membres tout crédit ⁽¹⁾. Le même annuaire du Dr Crueger signale, en 1898 : 70 magasins de matières premières, 20 ateliers et près de 60 magasins de vente fondés. En 1900, les chiffres s'élèvent respectivement à 82, 34 et 67. Mais il n'est pas parfaitement sûr que les *Handwerker* y soient même en majorité ⁽²⁾.

(1) Crueger, *Der heutige Stand des Genossenschaftswesens*, Berlin 1898, p. 57.

(2) Cf. Brants, *La petite industrie contemporaine*, p. 110.

Les renseignements que donnent, pour chaque région, les *Berichte* des Chambres de petite industrie, déplorent, de toutes parts, en des termes plus ou moins vifs, l'insuffisance des institutions coopératives. A Darmstadt, l'organisation de semblables œuvres « est encore dans l'enfance ». A Ulm, « on ne lui accorde pas l'attention qu'elle mérite et les corporations, poursuivant le souci de leur propre existence, manifestent, à l'égard des autres institutions annexes, une hostilité très marquée ». A Breslau, « on n'a rien fait ou presque rien ». Même situation à Gera, Cassel, Coblenz et presque partout. A Dusseldorf, à Berlin, où les coopératives ont un peu plus d'importance, on veut y voir l'origine d'un mouvement qui progressera, mais c'est encore bien peu de chose ⁽¹⁾ !

Il n'existe malheureusement pas de statistique générale et complète des œuvres coopératives essentiellement propres à la petite industrie et constituées exclusivement par des *Handwerker*. La seule chose qu'on peut constater dans la statistique d'ensemble de toutes les sociétés de coopération libre de l'Empire ⁽²⁾ (*Erwerbs und Wirthschaftsgenossenschaften*) tant agricoles qu'industrielles et que privées, c'est un progrès très sensible, depuis 1896, progrès auquel la renaissance des *Innungen*, à partir de 1897, a peut-être, en quelque mesure, contribué ⁽³⁾ :

SOCIÉTÉS

Situation	de crédit	de matières premières (Rohstoff)	de travail (Werk)	de magasins	pro- ductives	diverses	de consom- mation	de construction
au 31 mai 1896.....	8.069	58	21	56	129	184	1409	132
au 31 mars 1902....	12.779	188	78	81	303	414	1683	466
Accroissement absolu :	4.710	130	57	35	174	230	274	334
%.	58,37	224,14	271,43	62,5	134,88	125	19,45	253,03

(1) August Engel, *Fünf Jahre unter dem Handwerkerschutzgesetz..... in « Arbeiterwohl »*, 1903. 1 Heft, p. 17.

(2) Régées par la loi du 1^{er} mai 1889.

(3) Crueger, *Jahrbücher des allgemeinen Verbandes der deutschen Erwerbs und Wirthschaftsgenossenschaften, für 1901*, p. IX.

Ces sociétés ne sont pas exclusivement propres aux artisans, mais presque toutes en comprennent, cependant, un certain nombre. Dire dans quelle mesure ils y participent est assez difficile, vu la pénurie des renseignements. Néanmoins, quelques enquêtes partielles ont été faites que publie le *Jahrbuch des allgemeinen Verbandes*. Au 31 mars 1902, pour 970 sociétés de crédit, objets de ce recensement spécial et comprenant 520.757 membres, on comptait 132.357 artisans indépendants, soit 24,7 %. Comparés au pourcentage des agriculteurs (28,5 %) et des commerçants (9,9 %), ces chiffres sont assez significatifs. Une participation assez importante apparaît aussi pour les sociétés de consommation et de construction.

Sociétés purement corporatives de coopération.— Les sociétés de crédit, limitées exclusivement ou principalement aux artisans, sont encore assez peu nombreuses. Pour en constituer de semblables, il faut, en général, un nombre important de participants à cause de la faiblesse de leurs ressources. L'Etat a, dans bien des cas, aidé de ses subventions les caisses de crédit des *Innungen* proprement dites. D'après l'annuaire de Crueger, de 1896 à 1902, ce n'est pas moins de 118 de ces sociétés qui, pour la Prusse seulement, ont été secourues par les subsides étatiques (1).

Mais le progrès dans leur fondation semble s'être un peu ralenti du moins ces derniers temps :

Sociétés purement corporatives de crédit fondées dans l'année en Prusse.

Années.	1896.....	18
—	1897.....	37
—	1898.....	25
—	1899.....	18
—	1900.....	8
—	1901.....	5
—	1902.....	7

(1) Crueger, *Jahrbuch des Allgemeinen Verbandes für 1901*, p. XVIII.

Les sociétés de crédit sont, dans les corporations, presque partout les plus importantes. Il en est d'autres, cependant, comme les sociétés d'achat, qui se sont aussi développées, bien que faiblement encore. Malgré tout, les résultats obtenus par les *Innungen* fondées depuis 1897 n'ont pas été complètement négligeables, et on a pu les dégager dans les ressorts de quelques chambres de petite industrie où ils paraissent avoir été surtout fructueux ⁽¹⁾ :

	DANS LE RESSORT DE LA HANDWERKERKAMMER DE :							
	Dusseldorf	Arnsberg	Wiesbaden	Bielefeld	Saarbrücken	Münster	Dortmund	Total
Chiffre total des diverses coopératives d' <i>Innungen</i> au 1 ^{er} janvier 1902.....	104	7	18	8	5	28	18	188
Coopératives appartenant aux <i>Innungen</i> fondées après 1897.....	49	3	6	2	1	4	5	70
Comparaison %.....	46,1	42	33	25	20	14	28	37,1

Il faut donc reconnaître qu'au moins, dans les divers cercles que nous citons ci-dessus, le mouvement de formation des sociétés coopératives dans les *Innungen* postérieures à la loi de 1897 a eu une certaine importance, puisqu'en une période de moins de quatre années, il représente déjà 37,1 % de la formation totale. Il n'en est malheureusement pas de même partout. Mais, dans l'ensemble, il y a eu certainement un léger progrès.

L'activité des diverses coopératives d'artisans, antérieures ou postérieures à la loi de 1897, est intéressante. M. Brants en a étudié quelques-unes qui ont fonctionné avec succès. Ainsi, par exemple, les tailleurs de Crefeld ont monté un magasin de confection, procurant aux membres de l'*Innung*, pendant la morte-saison, du travail aux prix normaux; son modeste capital de début : 400 Mk., s'élevait, en 1901, à 80.000 Mk.; telles encore la *Werkgenossenschaft* des menuisiers d'Osnabrück, qui a fondé un atelier central grâce à

(1) Dr August Engel, *op. cit.*, p. 23.

diverses subventions de l'Etat et de la banque coopérative de Hanovre, et qui réalisait en 1900 un bénéfice net de 13.231 Mk. Une autre très originale est la société des petits horlogers de Berlin, qui, grâce aux avances d'une société de crédit, monte un dépôt dans lequel les affiliés, au nombre de cinquante environ, exposent les plus remarquables échantillons. « Quand un client se présente, il choisit son modèle et le petit horloger associé le lui livre. Chaque associé a, chez lui, le catalogue et même installe le client dans une voiture, et en route pour le local syndical ! Cela marche, la clientèle ne décroît plus, le syndicat commence à fournir des pièces. Les affaires faites par l'intermédiaire du syndicat ont dépassé, dans l'exercice 1901, 46.000 Mk. » (1).

Citons encore les bouchers de onze villes importantes, groupés en une société de la rive gauche du Rhin, pour la vente des peaux qui ont une grande valeur ; ils étaient, jusque-là, à la merci d'intermédiaires commerciaux. Ils ont réalisé une plus-value de 60 à 90 % qui les a encouragés à créer, pour tout le Bas-Rhin, une nouvelle société pour la mise en valeur des déchets d'abattoir : graisse, cornes, etc. Cette nouvelle société s'étend à plus de vingt communes et compte environ 650 membres. L'exercice 1901, avec un mouvement d'affaires de 800.000 Mk. environ, a donné 9 % de dividende (2).

Mais ces exemples sont assez peu nombreux et ne se rencontrent guère que dans des centres importants. Ils sont beaucoup plus rares dans les petites villes et à la campagne. « La société de crédit est le pivot ; elle doit, non seulement donner une surface commerciale, mais agir en caisse d'épargne et par les dépôts fournir des capitaux. » (3) Le Dr Grü-

(1) Brants, Un organisme de la vie moderne dans la petite industrie, in *Réforme sociale*, 1902, t. XLIII, p. 345 et suiv., et *La petite industrie contemporaine*, p. 110 et suiv.

(2) Brants, *Ibid.*

(3) Brants, *Ibid.*

nenberg, dans le rapport de la Chambre de petite industrie de Dusseldorf, demande que le gouvernement encourage ces sociétés et, sans enfreindre le principe du *Selbsthilfe*, majore un peu les subsides. Il donne en général 100 Marks; ce n'est point assez. La *Handwerkerkammer* ne peut, en ce qui la concerne, faire aucune avance; une décision ministérielle le lui interdit formellement, ce qui est regrettable; car, mieux que tout autre organe, elle est placée pour connaître les besoins vrais. Ce qui manque beaucoup aussi, ajoute le Dr Grünenberg, ce sont les instructeurs corporatifs chargés, comme en Autriche, d'enseigner la pratique coopérative et d'encourager les œuvres d'utilité commune ⁽¹⁾. Deci, delà, quelques chambres de métiers essayent d'instituer des *Instruktions Verbände*. Il y en a à Dusseldorf, à Breslau, à Berlin; mais ces comités sont encore trop faibles, trop sommairement organisés pour que leur action se fasse sérieusement sentir.

C'est pourtant dans la coopération que la petite industrie paraît devoir, en se libérant progressivement, trouver une certaine force de résistance. « La lutte, comme le dit M. Brants, n'est pas seulement une question de technique, elle est aussi une question de capital et d'organisation commerciale. Le groupement du capital donne, à l'entrepreneur, un avantage dans les achats de matières premières comme dans l'utilisation des produits secondaires; il lui procure un crédit assuré et à meilleur marché; il lui facilite la participation aux adjudications, il met à sa disposition des appareils perfectionnés qui réduisent ses frais; il lui donne les moyens de s'instruire des procédés nouveaux, de s'enquérir des goûts du client et de « travailler » le marché par l'ensemble de sa direction commerciale ⁽²⁾; enfin, il lui permet de faire un

⁽¹⁾ Grünenberg und Peters. *Die Wirkung des Gesetzes*, vom 26 juli 1897, *aut das Handwerk*, p. 10.

⁽²⁾ Brants : *Ibid.*

magasin bien monté, pourvu d'échantillons qui satisfont la clientèle ». De notre temps, en effet, il y a un goût croissant pour la fourniture en magasin de préférence à la commande. Il faut donc, aux artisans, pour réussir, qu'ils satisfassent ce goût du public. Suivant l'expression allemande, la petite industrie doit, pour se soutenir, devenir : *magazinfähig*.

Pour faire tout cela, il faut un effort : il s'agit de moderniser le métier en empruntant, pour lutter contre la grande industrie, ses propres armes adaptées à la situation des petites entreprises. Il faut s'organiser, se former, faire son éducation économique et sociale. Dans la question du sort des métiers, de leur *Konkurrenzfähigkeit*, suivant l'expression allemande, les plus pessimistes comme Karl Bücher reconnaissent la forte survivance actuelle de beaucoup de petites industries (1). Il y a encore beaucoup de métiers et il y en aura probablement toujours, car, si la progression de la grande industrie est énorme, le recul des autres ne l'est point autant. A côté de celles qui restent intactes par nature, il en est d'autres, et c'est le plus grand nombre, qui peuvent lutter en s'ingéniant et cherchant des moyens de défense. L'action des Chambres de métiers est, de ce côté, tout à fait capitale, eu égard aux encouragements et à l'impulsion directe qu'elles peuvent donner aux branches d'industrie de leur ressort. L'expérience est encore trop récente pour prévoir ce que cette influence pourra donner.

(1) La statistique professionnelle de 1895 (*Gewerbe und Handwerkerstatistik in D. R.*, 1895) ne permet cependant pas de tirer des conclusions générales. D'après le résumé qu'en fait M. Bourguin, la proportion du personnel des métiers, relativement à la population totale paraît de 1860 à 1895, avoir subi dans son ensemble une légère diminution (de 5,91 à 5,69 0/0) portant surtout sur les maîtres (2,89 à 2,67). Ceux-ci occupent, en moyenne cependant, un plus grand nombre d'ouvriers et apprentis (1,04 à 1,12 0/0).

D'une manière générale et comme il fallait s'y attendre, la diminution dans le nombres des exploitations est surtout sensible pour les métiers soumis directement à la concurrence de la fabrique : cordonniers, gantiers, ébénistes, tanneurs, couteliers, etc. ; pour les tailleurs, cependant, on peut constater

§ 3. *Compagnonnage. Apprentissage. Titre de maître.*

Les corporations semblent avoir scrupuleusement mis en œuvre la prescription de la loi nouvelle qui exige obligatoirement, aussi bien d'ailleurs auprès des *Innungen* libres que des *Zwangsinnungen* et des Chambres de petite industrie une déléga- tion de compagnons (*Gesellenausschuss*). Mais bien que cette

entre 1882 et 1895 un accroissement très remarquable, de plus de 32,000 entreprises. Les industries de travail pur : maçons, coiffeurs, bouchers, boulangers, subissent naturellement le même mouvement ascensionnel que la population.

Métiers indépendants.

Professions	Exploitations en 1895	Différence avec 1882	Professions	Exploitations en 1895	Différence avec 1882
Couturières ...	154.534	— 50.432	Couteliers	11.715	— 421
Blanchisseuses ..	68.832	— 17.636	Selliers	26.290	+ 339
Cordonniers	211.958	— 18.062	Mécanic. de précision	6.317	+ 2.169
Meuniers	41.938	— 8.914	Ferblantiers	19.487	+ 2.314
Tonneliers	22.902	— 9.037	Horlogers	15.063	+ 1.993
Ebénistes	99.901	— 9.941	Tapissiers	8.689	+ 2.585
Vanniers	2.174	— 2.994	Cremiers	6.449	+ 2.953
Potiers	5.516	— 5.035	Fabricants de tabacs	6.086	— 56
Confectionneurs	2.069	— 174	Poêliers	5.076	+ 3.987
Brasseurs	8.315	— 4.481	Peintres	36.086	+ 6.564
Gantiers	1.177	— 194	Maçons	50.216	+ 6.822
Forgerons	68.050	— 5.775	Coiffeurs	29.995	+ 8.472
Briquetiers	7.401	— 3.897	Bouchers	70.696	+ 9.089
Cloutiers	4.502	— 3.801	Boulangers	89.430	+ 11.705
Tanneurs	5.671	— 2.943	Tailleurs	215.531	+ 32.354

Dans les campagnes, la proportion d'ensemble du personnel des métiers, par rapport à la population totale, a augmenté de 3,82 0/0 à 4,54 0/0, augmentation qui porte à peu près autant sur les maîtres que sur le personnel. Les maîtres travaillant sans auxiliaires sont d'ailleurs en proportion très considérable dans les campagnes (64 0/0 du total des artisans ruraux).

Voigt estime, en 1896, le nombre total des artisans indépendants à 1.300.000 environ, dont 331.000 affiliés à 10.900 *Innungen* et 53.000 à 466 *Gewerbevereine*, soit une proportion d'ensemble de 35 0/0 d'affiliés aux divers groupes.

Sur ces points : V. Bourguin : *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*. Annexe IV, p. 418-420. Voigt : *Die Hauptergebnisse der neuesten deutschen Handwerkerstatistik, von 1895* (in Schmollers Jahrbücher, 1897, p. 997), et Paul Kollmann : *Die gewerbliche Enstaltung, im Deutschen Reich nach der Gewerbebeziehung, vom 14 juni 1895*, Schmollers Jahrbücher, 1901, p. 110-111.

délégation soit presque partout constituée, elle ne fonctionne, en fait, qu'auprès d'un nombre relativement restreint de corporations. Trop de compagnons, en effet, se désintéressent du rôle que la loi les appelle à jouer dans les *Prüfungen* et dans les intérêts généraux du métier. Il n'y a guère entre eux et leurs maîtres plus d'esprit commun qu'entre les ouvriers et les fabricants. Surtout, les compagnons qui, mariés sans être encore établis, peuvent désespérer de devenir maîtres, sont portés, comme le dit le *Bericht* de la Chambre de Stuttgart, à s'occuper plutôt de l'intérêt de leur état que de celui de la profession ⁽¹⁾.

Dans les ressorts déjà cités des Chambres occidentales (Dusseldorf, Saarbrücken, Wiesbaden, Dortmund, Arnsberg, Bielefeld, Munster), on ne trouve guère qu'une moyenne de 38 % environ de compagnons prenant effectivement part à la vie corporative ⁽²⁾. Les grèves sont fréquentes et les groupements de compagnons, dans les *Fachvereine*, manifestent assez fréquemment des tendances socialistes. La corporation allemande, malgré ses institutions ouvrières : bourses de voyage (*Reisenunterstützungen*), caisses, hospitalités, bureaux de placement, etc., ne peut guère compter ramener la paix, en dépit de tous les efforts qu'elle fait pour maintenir la vieille entente patriarcale. Les patrons, un peu partout, se plaignent des querelles constantes et des mutineries des compagnons auxquels, bien des corporations pourtant, fournissent des secours, pendant qu'ils n'ont pas de travail, et même, comme chez les menuisiers de Mayence, des subsides pour aller chercher à se placer dans les villes voisines. La malveillance obstinée (*Hartnäckigkeit*) est malheureusement trop fréquente.

Même état d'esprit à peu près dans les délégations de compagnons des tribunaux arbitraux et des caisses. Pour les

(1) Engel, *Fünf Jahre unter dem Handwerkerschutzgesetz*, *Ibid.*, p. 26.

(2) Engel, *Ibid.*

tribunaux arbitraux, on ne peut guère savoir dans quelle mesure la loi a augmenté leur nombre. En 1895, on en comptait en Prusse 474. « La juridiction corporative est-elle utile ? Le point est controversé ; on plaide contre elle à cause du morcellement de la juridiction et de la jurisprudence ouvrière ». (1)

Hitze, cependant, se montre extrêmement partisan de leur maintien, car ils sont plus experts que tous autres à trancher les contestations de métier.

Pour les caisses d'*Innungen*, les mêmes questions ont été soulevées et la décentralisation a également rencontré des adversaires, soit au point de vue de la gestion, soit à celui des frais. Il n'y avait guère, en 1902, que 520 caisses diverses à peine pour tout l'empire, comptant à peu près 117.000 membres, ce qui est relativement peu important dans l'ensemble de l'assurance allemande. Dans quelques-unes de ces caisses, les compagnons sont seuls chargés de la gestion et les résultats jusqu'ici obtenus sont assez satisfaisants.

La faculté donnée par la loi aux *Innungen* et aux *Handwerkerkammer* de nommer des délégués pour la surveillance du travail dans les entreprises des membres a été assez largement mise en œuvre et a déjà abouti à des règlements spéciaux et d'ordre public, sur les heures de travail, notamment dans certains métiers, comme la boulangerie où de nombreux abus étaient depuis longtemps signalés. Plus généralement, les corporations veillent au repos du dimanche, à la fermeture pendant les heures des offices et aussi, dans les entreprises qui les nécessitent, aux mesures de sécurité.

Le but essentiel de cette surveillance paraît être partout d'éviter et de prévenir l'exploitation de l'apprenti (*Lehrlings-Züchtereï*), au sujet de laquelle les diverses Chambres

(1) Brants, *Le régime de la petite industrie et l'apprentissage en Allemagne, Réforme sociale*, 16 avril 1898, p. 630.

formulent des instructions nombreuses, fixant le plus souvent pour chaque branche industrielle de leur ressort, le nombre maximum d'apprentis que peut engager chaque maître par rapport au nombre de compagnons qu'il occupe. D'après la Chambre d'artisans de Hanovre, qui a fait en 1902 une enquête embrassant les ressorts de 60 Chambres analogues, le rapport moyen qu'on trouverait dans les divers ateliers d'artisans, en dehors de toute réglementation, mentionnerait, pour 11 maîtres, 9 compagnons occupés et 3,5 apprentis, ce qui semblerait montrer *à priori* et dans l'ensemble, que l'exploitation de l'apprenti doit être assez rare ⁽¹⁾. Malgré cela pourtant, les *Berichte* observent trop souvent que les prescriptions des *Handwerkerkammer*, concernant le nombre des apprentis, sont peu suivies. Bien des fois dans des entreprises qui n'ont qu'un seul compagnon, on trouve jusqu'à trois ou quatre apprentis occupés. En dépit des sanctions et des mesures qu'on essaye d'organiser, il y a encore, de ce côté, beaucoup à désirer, surtout dans les états du Sud, trop enclins à se tenir en dehors des règlements corporatifs.

La formation de l'apprenti est aussi, peu satisfaisante, et beaucoup de maîtres se plaignent amèrement de l'insuffisance des *Gessellenprüfungen*. A Hambourg, à Leipzig où pourtant des efforts sérieux ont été faits, « non seulement les apprentis ne savent presque rien du métier au point de vue technique, mais ils ignorent, parfois, les connaissances élémentaires et communes » ⁽²⁾.

D'après Kerschensteiner ⁽³⁾ cela provient surtout de ce

(1) Engel, *Fünf Jahre unter dem Handwerkerschutzgesetz...*, 1903, p. 8. Voigt, fait également remarquer que le nombre général des apprentis est de plus de la moitié des ouvriers. Cité par Brants. V. *Réforme sociale*, 1898, t. XXXV, p. 797, note 1.

(2) Engel, *Ibid*, p. 9.

(3) Kerschensteiner, *Beobachtungen und Vergleiche über Einrichtungen für gewerbliche Erziehung ausserhalb Bayern*, München 1901.

que, sur les 1093 écoles de perfectionnement (*Fortbildungsschule*) que comptait la Prusse en 1902, bon nombre ne méritent pas ce titre et surtout, dans les petites villes, se trouvent être de simples écoles de révision (*Widerholungsschule*).

D'après le même auteur, la formation générale et professionnelle de l'apprenti, en Saxe, en Bade et en Wurtemberg, paraît de beaucoup supérieure à celle qu'il reçoit en Prusse et en Bavière. La Saxe, notamment, est le pays modèle des écoles professionnelles (*Fachschulen*). — Aucun pays de l'Allemagne n'en possède d'aussi nombreuses et d'aussi parfaites. Sur un territoire d'à peine 15.000 kilomètres carrés, on en compte 112. — En Wurtemberg, elles sont également très supérieures et au nombre de 160, ce qui est considérable (1). Le Wurtemberg, d'ailleurs, semble à bien des égards, mériter à ce point de vue une mention spéciale. Non seulement il a déjà organisé un règlement légal d'examen professionnel pour les apprentis qui doivent, à certaines périodes, fournir des *Probearbeiten*, exposés par chaque corporation ; mais encore, il a créé une foule d'ateliers d'apprentissage (*Lehrwerkstätte*) dont quelques-uns possèdent des logements pour apprentis fort bien aménagés. A Stuttgart, d'après le *Bericht* 1901, il n'y a pas moins de 14 maîtres de métiers préposés à l'enseignement dans les ateliers d'apprentis et chaque printemps, vers le mois de mai, on fait des travaux de ces ateliers une exposition nationale (*Landesaustellung*), divisée en trois sections correspondant à la 1^{re}, à la 2^e et à la 3^e année des cours (2).

On voit par ces initiatives intéressantes que la loi nouvelle a été parfois bien comprise et que, deci, delà, ses vœux sont amplement satisfaits. Il faudrait seulement que ce qui est aujourd'hui l'exception se généralisât davantage. Mais il se-

(1) Kerschensteiner, *Ibid.*, p. 167.

(2) Engel, *Ibid.*, p. 13.

rait prématuré de juger une organisation qui n'a pas encore porté tous ses fruits. La question de l'apprentissage apparaît toujours comme la préoccupation dominante et la plupart des Chambres recherchent sérieusement les moyens d'en relever le niveau technique.

Quant aux *Meisterprüfungen* nécessaires à l'obtention du titre de maître, beaucoup de corporations en avaient organisé dès avant le 1^{er} octobre 1901, date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi sur ce point. Très diverse est l'appréciation des Chambres sur ce titre de maître. « Du moment, dit la Chambre d'Osnabruck, que sans posséder le *Meistertitel* on a le droit de tenir et diriger des apprentis, il est parfaitement inutile de dépenser de la peine et des frais pour l'acquérir. Ce n'est pas le titre qu'il s'agit de protéger par la difficulté d'une épreuve technique, mais le titulaire, en lui donnant des avantages réels et positifs, et, en particulier, le droit exclusif de tenir des apprentis. Non seulement cela serait juste et légitime, mais cela serait nécessaire, si l'on veut que les apprentis soient formés par ceux qui savent vraiment le métier. »

Au point de vue du public, cette dignité, dit la Chambre de Königsberg, n'a ni valeur pratique, ni valeur théorique. Le public est encore peu familiarisé avec elle et incapable de distinguer le maître de métier de celui qui ne l'est pas. Ce n'est nullement par là qu'on pourra relever l'honneur et la situation du métier, et il se passera bien du temps avant que cette distinction entre effectivement dans les mœurs. Pour qu'il en soit différemment, il faudrait donner aux seuls maîtres *geprüfte*, le droit exclusif de tenir des apprentis.

Les Chambres d'Aix-la-Chapelle, d'Oppeln et de Constance vont plus loin encore, et demandent que tous les travaux publics ou toutes les adjudications de fournitures soient réservés aux seuls maîtres titularisés ⁽¹⁾, car, dit plaisam-

(1) Engel, *Ibid*, p. 32-33.

ment l'une, ce n'est pas le titre qui fait vivre, et, dans les métiers, plus que partout, on reconnaît la vérité du vieux dicton : *Viel Titel, Kein Mittel !*

C'est sur le titre de maître, en définitive, que se livre maintenant la dernière bataille des partisans de la preuve de capacité, qui voudraient toujours qu'un domaine exclusif fut réservé aux maîtres *geprüfte*.

Il y a, dans ces opinions, une foule de nuances, mais toutes tendent plus ou moins à des droits exclusifs, soit au point de vue de l'apprentissage, soit à celui de l'exercice de l'industrie. Des réformes de ce côté ne sont guère prochaines, car la longue loi de 1897 a été faite pour durer longtemps. L'impression générale est qu'on a déjà fait beaucoup pour les artisans et qu'ils doivent s'aider eux-mêmes. Au demeurant, le titre de maître, dans certaines régions, notamment à Cologne, est encore assez apprécié et les *Meister* ont toujours, aussi bien dans la corporation que dans la vie urbaine, une supériorité sur les autres et une prééminence très réelle.

§ IV. *Les Handwerkerkammer.*

Dans toutes les régions, on peut le dire, les Chambres de petite industrie ont largement collaboré à la formation des nouveaux groupes et à l'application de la loi. Elles sont déjà hautement appréciées partout et on peut constater les résultats de leur activité féconde, tant pour le relèvement technique, que pour l'amélioration de l'apprentissage. Il en est, comme celle de Dusseldorf, qui se sont déjà beaucoup remuées et dont l'influence, sur la petite industrie du ressort est considérable. En 1904, notamment, nous avons pu visiter, à l'exposition internationale de Dusseldorf, l'importante exposition spéciale du *Kleingewerbe*, organisée par la Chambre de petite industrie. Elle était extrêmement intéressante et comprenait en dehors des machines et petits moteurs

applicables aux métiers, une foule de modèles de « *fertigen Fabrikaten*, comme ondit, destinés à familiariser les artisans avec les perfectionnements les plus récents de la technique. Des recueils fort bien faits indiquaient aussi les résultats de cinq *Meistercürse* organisés par la Chambre sur des modes et pour des métiers analogues à ceux que nous avons indiqués en Autriche. Il y avait enfin des manuels pour la fondation de coopératives diverses, des graphiques, des documents sur des branches spéciales d'industrie d'un intérêt très attachant. A Berlin, à Stuttgart, pareilles initiatives sont à noter dont les résultats se sont également fait sentir ⁽¹⁾.

Quant à la collaboration des Chambres avec les autorités administratives, elle est également précieuse au point de vue des vœux et des motions formulés dans chaque ressort; on peut constater, grâce aux *Berichte* annuels extrêmement instructifs, la situation réelle de la petite industrie et ses besoins les plus pressants. Il est encore trop tôt pour oser formuler une appréciation définitive. L'institution, malgré ses résultats déjà très significatifs, n'est pas encore arrivée à son développement complet. Une chose est cependant à regretter : c'est l'impossibilité presque absolue, dans laquelle se trouvent les Chambres, de fournir des secours pécuniaires dans un but coopératif. La loi ne leur permet de subventionner que des écoles de perfectionnement et d'apprentissage et elles ont déjà beaucoup fait à ce point de vue. Mais toutes autres fondations ou protections leur sont interdites et, presque partout, les circulaires ministérielles leur ferment cette voie dans laquelle elles auraient une tendance bien naturelle à s'engager.

Ce n'est point dire que rien n'ait été tenté en ce sens, et déjà un certain nombre d'États, en Allemagne, se préoccupent d'apporter à la petite industrie un secours direct, une positive protection comme en Autriche. C'est ce dont il nous faut maintenant dire un mot.

(1) Engel, *Fünf Jahre unter dem Handwerkerschutzgesetz*. *Ibid.*, p. 35.

§ V. *Essai de protection positive de la petite industrie
par l'État.*

Les secours aux métiers dans les divers États allemands sont très loin de présenter encore un caractère d'ingéniosité et de recherche aussi attachant qu'en Autriche. La direction d'ensemble manque pour l'étude des besoins généraux. On ne cherche pas à mettre en œuvre des moyens nouveaux, des systèmes d'amélioration appropriés et pratiques. On se contente trop de la simple subvention pécuniaire pour aider ce qui est déjà constitué. Presque tous les secours se donnent sous cette forme et principalement à des sociétés de crédit naissantes. Les ateliers centraux sont rares et entièrement dus à l'initiative libre des groupes. A part les vœux des *Handwerkerkammer*, l'action des États n'est, dans l'ensemble, nullement éducative. Elle se contente de fournir, elle n'enseigne pas.

Les encouragements (*Förderungen*) sont, au surplus, extrêmement sporadiques. Dans les petits états : Hesse, Bade, Wurtemberg, on en trouve déjà des traces, dès avant la loi de 1897, principalement sous forme de subventions étatiques ou communales, toujours aux sociétés de crédit, et sous forme de préférences données aux artisans dans les fournitures publiques. La corporation des menuisiers à Stuttgart, transformée depuis 1897 en *Zwangsinnung*, a été chargée de presque toutes les adjudications de travaux concernant l'industrie du bois. Et, on pourrait citer d'autres exemples analogues. Mais il n'y a là, nous le répétons, que des tendances. On ne trouve pas une action spéciale officielle organisée particulièrement dans ce but.

En Prusse, cependant, la protection paraît se préciser davantage. En février 1902, un député du centre, M. Trimborn a présenté à la diète une motion importante tendant à la création d'un fonds spécial pour la petite industrie, fonds dont l'emploi serait affecté à la création de *Meistercürse*, aux sub-

sides de diverses écoles de perfectionnement, à l'organisation d'expositions de machines et moteurs pour les métiers et d'indemnités données aux artisans pour les visiter, enfin à la création de *Genossenschaftsinstructoren* et aux subventions à fournir aux coopératives diverses, partout où ce serait possible et praticable. Mais on n'a rien proposé encore pour l'œuvre si intéressante du prêt des machines aux artisans, ni pour l'adjudication des fournitures publiques dont on aurait pu, pourtant, à l'exemple de l'Autriche, tirer si grand parti (1).

La motion Trimborn a été votée et son principe accepté. Aucune organisation administrative spéciale, cependant, n'a été créée encore pour le nouveau service. C'est en quelque sorte successivement, un peu au jour le jour, que les subventions se sont distribuées par l'intermédiaire de « la caisse centrale prussienne » instituée spécialement en ce but. Aucun *Bericht* spécial ne nous permet de suivre l'œuvre dans son développement propre. Il faut aller chercher les chiffres un peu partout.

Dans une étude très bien faite, le Dr August Engel nous indique assez nettement les premiers résultats (2) :

D'abord, en ce qui concerne les écoles professionnelles, on comptait à la fin de 1902 en Prusse : 1.093 écoles de perfectionnement, 291 écoles fondées par les corporations (*Innungschulen*), 244 écoles communales, 56 écoles de *Vereine*, et leur dépenses totales s'élevaient à 4.652.755 Marks, couverts de la façon suivante :

1.083.870	par leur propre budget (Schulgeld).
2.239.621	par les communes, les groupes d'intérêt ou les particuliers.
1.329.264	par les subsides étatiques (Zuschüsse des Staates).
4.652.755	

(1) M. Brants reconnaît lui-même, qu'en Allemagne, à ce point de vue « on ne va pas si loin qu'en Autriche ». *Mouvement social et action catholique en Allemagne*, Réforme sociale, 1900. T. XL, p. 887.

(2) August Engel : *Stand der Gewerbeförderung in Preussen* (1903) (München Gladbach) in *Arbeiterwohl*, 1903. Heft. I, p. 37.

Aucun renseignement particulier, nous dit le Dr Engel, ne permet de dégager les sommes effectivement fournies par l'État pour les secours aux *Innungsschulen*, ce qui est assez regrettable.

En dehors de cette protection étatique collaborant avec celles d'autres corps publics, il convient de noter cependant quelques écoles professionnelles d'artisans fondées dans les grands centres par *l'action exclusive de l'État*. On compte déjà en 1902, 19 *Handwerker* et *Kunstgewerbeschulen*, 22 écoles d'architecture (*Baugewerkschulen*) et un grand nombre d'écoles de perfectionnement du soir et du dimanche pour les serruriers, les menuisiers, les cordonniers, etc.

A Berlin, à Hanovre, ces dernières ont été et sont encore extrêmement fréquentées, principalement, disent les statistiques, par des maîtres de 30 à 35 ans. Elles sont naturellement gratuites et l'enseignement y est donné par des maîtres très appréciés.

Les *Meistercürse*, proprement dits, sont beaucoup moins développés qu'en Autriche. Ils ne sont guère organisés sérieusement qu'à Berlin, Hanovre, Posen et Dusseldorf. Ils durent, en général, de quatre à huit semaines et on ne prend, dans chacun, qu'un nombre relativement restreint de maîtres, dix à douze au plus. Le programme, en dehors des connaissances techniques spéciales du métier, comprend, comme toujours, des connaissances commerciales, du dessin industriel, un peu de législation économique. Quelques expositions de machines et de modèles y sont généralement adjointes et des tournées sont aussi quelquefois faites dans divers ateliers de la région. La plupart des participants reçoivent des indemnités journalières de l'État, de la province, de la ville ou de la Chambre. A Hanovre, à la fin de 1902, 320 artisans (maîtres et compagnons) de 24 à 40 ans avaient pu déjà bénéficier de ces cours dont : 77 menuisiers, 24 serruriers, 90 tailleurs et 129 cordonniers (1).

(1) Engel, *Stand der Gewerbeförderung in Preussen; in Arbeiterwohl*, 1903 Heft I, p. 39.

En dehors de ces *Meistercürse*, il faut signaler encore un nombre considérable de petits cours de tenue de livres et de comptabilité commerciale organisés par les diverses Chambres de petite industrie et aussi quelques cours technologiques, avec parfois des expositions de machines et de moteurs pour métiers, destinés à familiariser les artisans avec les moyens perfectionnés de production.

Les facilités à donner aux *Handwerker* pour l'acquisition et l'usage de ces machines, apparaissent, dès à présent, comme un des principaux soucis des diverses Chambres. On peut s'en rendre compte en feuilletant les *Berichte*. Il faut malheureusement reconnaître que bien peu de chose a été fait, et qu'un effort, en ce sens, est bien difficile. L'absence d'un lien corporatif général et d'unions économiques pour la responsabilité et l'usage solidaires, empêche de trouver de suffisantes garanties de remboursement possible et de bonne et collective utilisation. Le prêt à des artisans isolés, nous le savons, outre qu'il serait aventureux, ne donnerait guère de résultats. Et puis, ce qui manque surtout, c'est l'organisation d'un service d'ensemble capable, comme en Autriche, de provoquer et d'étudier chaque demande, de veiller aux conditions d'installation et d'exploitation, d'enseigner et d'encourager les groupements. Tant que cela manquera, l'action demeurera à peu près impraticable et insusceptible, à tous égards, d'apporter la moindre amélioration.

Il faut cependant signaler, en cet ordre d'idées, quelques louables initiatives. Certaines communes, cherchant à aider les artisans, ont réussi à faire abaisser, en des proportions notables, le tarif du gaz et de l'électricité lorsqu'ils sont utilisés pour des moteurs (*zu Motorzwecken*). Au 1^{er} juillet 1903, dans le seul cercle politique de Dusseldorf, on comptait 6.873 petits moteurs de ce genre en activité. Dans le même cercle, le conseil municipal de Wermelskirchen avait déjà, en 1887, ouvert à l'administration du gaz un crédit de 30.000 Marks pour l'achat et la location *aux artisans* de moteurs à gaz de 1 à 2 chevaux, qu'ils pouvaient également

acquérir au prix net d'achat par acomptes successifs échelonnés pendant neuf ans. Au cas de simple location, le prix du loyer était fixé, par an, à 15 % de la valeur totale du moteur, dont 6 % à l'entrée en jouissance, 4 % d'intérêt et le reste au terme du contrat. Même système, à peu près, à Lüttringhausen, où une caisse spéciale fonctionne pour l'achat de moteurs loués aux artisans, à raison de 14 % l'an (10 % d'amortissement, 4 % d'intérêt) et pouvant être acquis par eux, au prix net d'achat. Beaucoup en ont déjà largement profité. A Ronsdorf, l'usine municipale d'électricité cherche également à développer l'usage des moteurs électriques et, dans ce but, donne toutes facilités pour le paiement et supporte elle-même les frais du montage. De 1900 à 1903, elle a réussi à placer déjà 87 moteurs. Enfin, dans le cercle politique de Breslau, un grand nombre de villes ont également donné à ce mode de protection, un très grand développement ⁽¹⁾.

Pour ce qui est des prêts de l'État aux sociétés de crédit, la Prusse a créé, comme nous le disions, une caisse centrale (*Zentralgenossenschaftskasse*) (31 juillet 1895) et les sommes prêtées par elle se sont accrues chaque année.

1896/1897.....	10.000 Mks.
1898/1899.....	20.000 »
1899/1900.....	30.000 »
1901/1902.....	70.000 »

Les prêts qui ne dépassent pas en général 1.500 à 2.000 Mks sont ordinairement consentis pour dix ans, sans intérêts la première année, 1/2 % la seconde, 1 % la troisième, 2 % la quatrième et la cinquième, 3 % pour les autres. Un dixième du capital, doit être tous les ans remboursé.

Pour la surveillance des diverses sociétés qui font appel à ces secours, ainsi que pour leur éducation technique et com-

(1) Engel, *Stand der Gewerbeförderung in Preussen*, 1903, *Ibid.*, p. 40.

merciale, la plupart des provinces prussiennes ont créé, depuis 1900, des *Genossenschaftsinstructoren*. Mais ils sont encore trop peu nombreux (22 à peine en 1903) pour que leur action soit de quelque influence.

En dehors de la caisse centrale, la Prusse, a, ces derniers temps, ouvert quelques crédits, très modestes encore, aux autorités provinciales et aux *Verbände*, pour qu'elles les emploient aux mêmes buts. De plus en plus, l'Etat semble comprendre que c'est par l'entremise des Fédérations corporatives, et aussi par l'action administrative locale qu'on pourra arriver à des résultats fructueux.

Voici pour 1903 l'emploi des divers subsides de l'Etat aux sociétés d'artisans, fournis tant par la caisse centrale que par les divers crédits ouverts aux *Verbände* et aux *Provinzialbehörden*, soit ensemble 127.718 Mk. 85 répartis comme suit :

1. Vingt-deux instructeurs corporatifs.....	=	23.105 Mk.	74
2. Subventions de premier établissement données à 149 sociétés d'artisans.....	=	26.070 Mk.	
3. Prêts à 14 sociétés de crédit.....	=	26.200 Mk.	
4. Secours non sujets à remboursement.....	=	10.000 Mk.	
5. Crédits ouverts aux <i>Verbände</i> et aux <i>Provin-</i> <i>zialbehörden</i>	=	36.402 Mk.	71
6. Cours professionnels et indemnités de présence aux artisans.....	=	5.940 Mk.	40
Total...	=	127.718 Mk.	85

En résumé, cette action de l'Etat en Allemagne, ne fait encore que commencer à peine, et on ne pourrait raisonnablement prévoir quel pourra être son avenir. Après les premières expériences du début et l'éparpillement inévitable des efforts, si elle parvient à se concentrer davantage et à s'organiser d'une manière rationnelle, elle pourra parvenir, peut-être, à des résultats fructueux et accroître sensiblement son importance sociale. A ce point de vue, l'exemple de l'Au-

triche restera encore longtemps le grand modèle qu'il faut imiter et les savantes études du *Gewerbeförderungsdiens*t semblent avoir déjà, si l'on peut dire, jalonné pour les autres Etats la route à suivre dans cette grande œuvre de la protection positive de la petite industrie.

CONCLUSION

Au terme de cette étude purement objective, les comparaisons seraient vaines et les plaidoyers inutiles. Les législations ne s'exportent point. Et nous ne croyons pas que l'exemple des pays germaniques suffirait pour ressusciter, en France, les groupes corporatifs.

Nos mœurs sont autres. Nous considérons avant tout comme intangibles les dogmes, d'ailleurs à maints égards admirables, de la Révolution, sans en apercevoir les injustices criantes et la désorganisation profonde apportée dans notre structure sociale. C'est ainsi que de nos jours, il nous paraît tout naturel que le sort des artisans, qui constituent pourtant en France comme autrefois une importante classe sociale, reste en dehors des préoccupations de la politique courante.

Le xix^e siècle a commencé à réagir contre les doctrines abstraites de 1789, en faisant d'abord des lois de protection ouvrière, beaucoup plus peut-être au nom des sentiments et de l'humanité, que d'après un système scientifique et une étude sérieuse et positive des collectivités. Du temps se passera sans doute avant qu'on change de méthode. On arrachera, peu à peu, les réformes au hasard, en obéissant aux plus pressantes circonstances. On ne s'y élèvera pas par une

conception intégrale et rationnelle de la représentation des intérêts pour toutes les classes sociales.

C'est cet esprit de système et de construction, c'est cette création d'organismes adéquats aux besoins des classes, que notre pays ne sait plus comprendre et ne pourra jamais plus, peut-être, réaliser. Sur bien des points, nos idées toutes faites refusent d'avancer. Il n'est certainement pas dans l'opinion moyenne d'axiome plus indiscutable que l'incompatibilité des corporations avec le régime moderne. Cela se trouve dans tous les traités élémentaires d'économie politique et même sous la plume d'historiens autorisés.

Ce simple exposé des faits aura peut-être amené à comprendre que cette théorie est fausse et que, dans d'autres pays, les corporations ont pu vivre sans entrer en conflit avec l'idée moderne de l'économie, sans souvenirs et monopoles archaïques, sans violation de la liberté industrielle. Bien plus, elles qu'on accuse si volontiers de mesquineries et d'étroitesse rétrogrades semblent avoir, à un titre éminent, rempli une des fonctions les plus utiles de notre époque : celle de l'éducation industrielle et du progrès technique, celle qui, devant l'uniforme production mécanique, défend encore les intérêts si respectables des capacités professionnelles, des arts et métiers.

L'effort très sérieux de l'Autriche a déjà donné, nous l'avons vu, à ce mouvement, des résultats d'une perfection presque définitive. La petite industrie a maintenant son terrain propre, son domaine réservé. Elle s'est développée à la faveur d'une culture toute spéciale, merveilleusement appropriée à ses besoins et à son but.

En Allemagne, l'action n'est point encore aussi avancée. Avant même de s'engager dans une tentative de relèvement économique, on a cherché, d'abord, à améliorer la situation intrinsèque. Pour sauver les métiers, on a voulu, avant tout, refaire leur éducation. Toute l'œuvre allemande repose sur ce principe et la loi de 1897 n'a pas d'autre but.

La question des métiers est proprement et avant tout une question de formation professionnelle (*Die Handwerkerfrage ist in Wesentlichen eine Bildungsfrage* ⁽¹⁾). Mais nous ne sommes, il faut bien le dire, qu'à l'étape première. L'admission théorique de la preuve de capacité est déjà un succès partiel qui peut devenir une victoire définitive et changer les destinées de la *Handwerkerfrage*. Le jour où les circonstances politiques s'y prêteront, le principe déjà consacré officiellement pourra peut-être passer dans les faits. La naissante action de l'Etat en vue d'une protection positive semble ouvrir, d'autre part, elle aussi, une voie nouvelle.

Quoi qu'il en soit, il pouvait être intéressant de connaître dans les deux pays ce mouvement intense d'idées et législation, expression pratique d'un essentiel devoir de l'Etat que la doctrine française ignore ou méconnaît presque entièrement. « La politique des métiers, comme le dit M. Brants, est non seulement législative et administrative, mais aussi générale, sociale, au sens le plus large du mot..... Il ne faut pas, sous prétexte de sauver les classes moyennes, enrayer les progrès industriels et maintenir l'immobilisme du métier, transformer l'artisan du *métier historique*, du « *ehrbares Handwerk* », en une sorte de fétiche, de *surhomme* auquel on sacrifie le reste des intérêts; mais il faut le protéger et l'aider, dans la mesure de son importance, à lutter et à se mettre au niveau de l'action sociale. Cet intérêt sagement entendu peut demander quelques sacrifices sans doute, mais qui profitent alors à l'intérêt général lui-même » ⁽²⁾.

Il n'est pas jusqu'à la science économique qui ne se trouve, elle aussi, profondément impressionnée par cet effort sérieux de législation organisatrice. L'horizon paraît enfin se dégager et des conclusions plus consolantes commencent à poindre

(1) Karl Hausser : *Journal der Goldschmiedekunst*, cité par Brants *Les métiers de la petite industrie en Allemagne. Réforme sociale*, 1900. T. XXXIX, p. 438.

(2) Brants : *La petite industrie contemporaine*, p. 15-16.

déjà. Cette dernière époque a été celle des grands examens théoriques sur la puissance vitale du métier. Après la scrupuleuse enquête allemande commencée peut-être avec quelque pessimisme, la doctrine s'est enfin ressaisie. Aujourd'hui, les pessimistes comme Sombart et Bücher⁽¹⁾ sont franchement en minorité. Certes, il y a eu des classifications tendancieuses. Certains, comme Mendelsohn⁽²⁾, ont divisé les métiers en diverses catégories : métiers condamnés, métiers viables, métiers intacts. D'autres, comme Voigt, distinguent aussi les métiers définitivement détruits, les métiers à concurrence récente, les métiers en succès douteux, les métiers en progrès⁽³⁾. Au fond, malgré leur ingéniosité et quelle que puisse être leur finesse d'analyse, ces classifications théoriques sont trop subjectives et diverses pour prouver quoi que ce soit. Elles restent des interprétations toutes personnelles. Avec une grande franchise, le professeur Schmoller, l'abbé Hitze et Bücher lui-même le reconnaissent au Congrès de Köln, en 1897. Dans une importante brochure⁽⁴⁾, Schmoller modifie entièrement les conclusions pessimistes formulées en 1870 dans son grand ouvrage « *Zur Geschichte der deutschen Kleingewerbe* » et montre que la classe moyenne, malgré les difficultés et les périls, subsiste encore nombreuse et forte⁽⁵⁾.

(1) V. Sombart. *Der moderne Kapitalismus*, T. I, p. 615-618. — V. Karl Bücher, *Die Entstehung der Volkswirtschaft*.

(2) Mendelsohn. *Die Stellung des Handwerks*, 1899.

(3) Voigt. *Das deutsche Handwerk*. (Schrift. d. Ver. f. Soz. Pol.). T. LXX, 1897.

(4) Schmoller. *Was verstehen wir unter dem Mittelstande. — Hat er im 19 Jahrhundert zu oder abgenommen?* (Göttingen 1897).

(5) Sur l'ensemble de la question, voir : *Verhandlungen der Generalversammlung des Vereins f. Socialpolitik in Kœln* (1897) et le résumé de H. Grandke : *Die vom « Verein für Socialpolitik » veranstalteten Untersuchungen über die Lage des Handwerks in Deutschland mit besonderer Rücksicht auf seine Konkurrenzfähigkeit gegenüber der Grossindustrie*. (Schmollers Jahrbücher 1897). Voir aussi le remarquable ouvrage de Stieda : *Die Lebensfähigkeit des deutschen Kleingewerbes* (1897) et une petite brochure bien faite de M. B. Harms : *Ist das deutsche Handwerk konkurrenzfähig?* (Leipzig 1900).

Il y a en effet, dit M. Bourguin, dans le métier le plus humble « un principe de vie toujours actif » ; c'est l'énergie et le soin dans le travail, la personnalité de la production, le rapport immédiat avec la clientèle qui permet d'éviter le coulage et les frais de surveillance grevant la grande industrie, administrativement organisée. Ce sont là des avantages qui compensent bien d'autres causes d'infériorité et rendent la lutte possible.

« Au surplus, les divers métiers individuellement considérés se trouvent placés dans des conditions trop différentes pour être l'objet d'une condamnation en bloc. Il en est dont les conditions particulières assurent l'existence dans le présent et dans l'avenir.

« Dans les sociétés progressives, l'extension des besoins favorise la petite industrie comme la grande ; *le développement de l'une ne s'effectue pas nécessairement aux dépens de l'autre* lorsque le champ de la consommation s'élargit... Les progrès de l'aisance et le raffinement des goûts sont au moins aussi favorables au métier qu'à la fabrique ; l'industrie du vêtement sur mesure en profite plus que la confection. Il est même remarquable de voir combien la petite industrie se trouve favorisée par des inventions et des besoins nouveaux : plombiers, ajusteurs, fumistes, serruriers sont plus réclamés que jamais pour les installations des services d'eau, salles de bains, gaz et électricité, appareils de chauffage et autres, qui se vulgarisent avec le souci de l'hygiène et le goût du confortable ; les mécaniciens se multiplient dans les villes et les moindres villages pour la réparation des cycles et automobiles ; les forgerons et menuisiers de campagne sont occupés par les réparations des machines agricoles et autres ustensiles ; des métiers surgissent et trouvent une clientèle à côté des grandes maisons.

« Le métier n'est donc pas mort ni même mourant ; certains économistes et historiens doutent même que sa condi-

tion actuelle soit pire qu'au XVIII^e siècle; il subit des transformations internes; il perd du terrain sur beaucoup de points, il est ébranlé sur d'autres, mais son existence est assurée par ailleurs et il est à croire qu'il ne périra jamais complètement. » (1)

Seulement, à cette heure de luttes acharnées, il a, plus encore peut-être que sous l'ancien régime, besoin d'une organisation défensive pour se conserver et pour progresser. Il est extraordinaire et tout à fait déplorable, qu'en France, où nous avons déjà quelques ligues du petit commerce, préoccupées surtout de réformes fiscales, nous soyons presque entièrement dépourvus de véritables groupes professionnels. Chez nous, les métiers demeurent dans un état d'anarchie profonde. Chaque petit artisan s'enferme dans son égoïsme étroit, timoré et routinier, et son unique souci est d'échapper, souvent même en faussant son métier, à la redoutable concurrence des grandes entreprises. Il n'y a aucune action d'ensemble, aucun effort cohérent, donnant aux professions un point solide de résistance, conservant scrupuleusement leurs connaissances fondamentales et leurs traditions essentielles.

C'est l'inverse en Allemagne. Et une des impressions qui nous a le plus frappé, c'est certainement cette conscience dans le travail et ce sentiment de la valeur et de l'art professionnels. Pour ne citer qu'un exemple, c'est en grande partie aux traditions et à l'éducation corporatives qu'on doit ce magnifique mouvement d'art moderne, cette merveilleuse renaissance des métiers du bois, du fer, de la construction, où l'Allemagne et l'Autriche nous ont révélé d'admirables chefs-d'œuvre. Toute la vie nouvelle découverte aux métaux, aux grès flammés, à la matière intime des choses, toutes ces formes neuves, plus expressives, plus belles et plus logiques

(1) Bourguin. *Les systèmes socialistes et l'évolution économique. Ibid.*, p. 188-192.

viennent d'un effort sincère et collectif, le plus grand peut-être depuis l'art gothique, qui, lui aussi, a pu être ce qu'il a été grâce aux puissantes et savantes corporations du moyen-âge.

C'est encore aujourd'hui l'éducation corporative qui fait ces admirables générations d'ouvriers d'art, obscurs inventeurs, précurseurs parfois, dont tous, même les plus modestes, savent comme les fins artistes de chez nous poser dans les plus humbles objets qu'ils créent, un reflet de beauté, parce que, à l'exemple du vieil Hans Sachs, le cordonnier de Nuremberg, ils mettent encore tout leur honneur à être de bons ouvriers, des artisans achevés comme aux temps passés, aimant passionnément ce qu'il y a au fond de tout métier, d'esthétique intime et de bien social.

Vu : *Le Professeur, Président de la thèse :*

F. SAUVAIRE-JOURDAN.

Vu : *Le Doyen :*

H. MONNIER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Bordeaux, le 23 mai 1907.

Le Recteur de l'Académie :

R. THAMIN.

Les visas exigés par les règlements ne sont donnés qu'au point de vue de l'ordre public et des bonnes mœurs (Délibération de la Faculté du 12 août 1879).

BIBLIOGRAPHIE

- ADLER (Emanuel). — Ueber die Lage des Handwerks in Oesterreich. — in « Wiener Staatswissenschaftlichen Studien », de Philippovich und Bernatzik (1898. Tübingen. Band. I, Heft. I).
- ALBERTUS. — Ueber die Nothlage des Handwerks und die Mittel zu seiner Hebung (1889).
- BELLOM (Maurice). — Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger. T. II. Assurance contre les accidents (Paris, 1892. 2 vol.).
- BERGIUS. — Die preussischen Gewerbe-gesetze (1857).
- BÖDIKER. — Die Gewerbe-und Versicherungsgesetzgebung des deutschen Reichs (Berlin, 1887).
- BIEBAHN. — Statistik Deutschlands (1879).
- BOBERTAG (Georg.). — Die Handwerkerfrage in Jahre 1880 (Bernstadt 1880).
- BÖTTGER (Hugo). — Für das Handwerk (Braunschweig, 1894).
- BOURGUIN (Maurice). — Les systèmes socialistes et l'évolution économique (1904).
- BRANTS (Viotor). — Le régime corporatif au XIX^e siècle dans les Etats germaniques (Louvain, 1894).
- La petite industrie contemporaine (Paris, 1902)
 - L'état du régime corporatif en Autriche (*Réforme sociale*, 1897).
 - Le régime de la petite industrie et l'apprentissage en Allemagne (*Réforme sociale*, 1898).
 - La politique du relèvement des métiers en Autriche (*Réforme sociale*, 1900).

- BRANTS. — Les métiers de la petite industrie en Allemagne (*Réforme sociale*, 1900).
- Mouvement social et action catholique en Allemagne (*Réforme sociale*, 1900).
- Un organisme de la vie moderne dans la petite industrie (*Réforme sociale*, 1902).
- BÜCHER (Karl). — Die Entstehung der Volkswirtschaft (Etudes d'histoire et d'économie politique. Traduction Hansay. Paris, 1901).
- CALL. (Freiherrn von, Ministre du Commerce d'Autriche). — Article « Gewerbegesetzgebung » in *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* de Conrad.
- Berichte des K. K. Handelsministeriums über die Förderung des Kleingewerbes (Wien) (Rapports annuels) v. *principalement* 1899-1900-1901.
- CRUEGER. — Der heutige Stand des Genossenschaftswesens (Berlin 1898).
- Articles dans les *Jahrbücher des allgemeinen Verbandes der deutschen Erwerbs und Wirtschaftsgenossenschaften*, Berlin (Annuel) v. *principalement* 1901).
- DARMSTADT (Heinrich). — Die Innungen in Mainz. (Mainz 1900).
- DECRAIS. — Rapport sur les conditions du travail en Autriche, dans le : Recueil de Rapports sur les conditions du Travail dans les pays étrangers adressés au Ministre des Affaires étrangères. Tome I. - Paris 2 vol. (1890-1891).
- DEMOLINS. — Chronique du travail à l'Étranger in *Association Catholique*. 1880.
- DROSTE. — Die Handwerkerfrage (1884).
- EBENHOCH. — Die mündliche Gewerbeenquête in Oesterreich (1894).
- ENGEL (Dr August) Fünf Jahre unter dem Handwerkerschutzgesetz in « *Arbeiterwohl* » (Organ des Verbandes Katholischer Industrieller und Arbeiterfreunde) Dr F. Hitze, General Sekretär. - Köln, 1903. Heft. I.
- Stand der Gewerbeförderung in Preussen in « *Arbeiterwohl* » 1903. Heft I.
- EXNER (W). — Staatliche Gewerbeförderung in Oesterreich (1902) in *Zeitschrift für Socialwissenschaft*. Revue mensuelle. Berlin (1902). Heft III.
- FICHTE (J. Gottlieb) Beiträge zur Berechtigung der Urtheile des Publikums über die französische Revolution (1796).

FRANK (Ludwig). — Ueber die Entwicklung der Innungen in Baden (Fribourg 1899).

FUNCK-BRENTANO. — La politique. — Principes, critiques, réformes (Paris 1892).

GRANDKÉ (H.). — Die vom « Verein für Socialpolitik » veranstalteten Untersuchungen über die Lage des Handwerks in Deutschland, mit besonderer Rücksicht auf seine Konkurrenzfähigkeit gegenüber der Grossindustrie. — In *Schmollers Jahrbücher für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft* (1897).

GRAD (Charles). — Le peuple allemand, ses forces et ses ressources (Paris 1888).

GRAEZER (Rudolf). — Zur Statistik der Innungsmeister unter den deutschen Handwerkern (*Schmoller's Jahrbücher* (1898).

GRUENENBERG (A.). — Förderung des Handwerks in Oesterreich (*Neue Handwerkerbibliothek*), von Dr. A. Grünenberg und Jos. Wilden. — (5 Bändchen). (Krefeld 1898.)

— Die praktische Ausgestaltung der Handwerkerinnungen und Genossenschaften. (Krefeld 1901.)

GRUENENBERG UND PETERS. — Die Wirkung des Gesetzes von 26 Juli 1897, auf das Handwerk. (Krefeld 1898.)

HAMPKE (Thilo.). — Der Befähigungsnachweis im Handwerk (Iéna 1892), dans la collection : *Sammlung nationalökonomischer und statistischer Abhandlungen des staatswissenschaftlichen Seminars zu Halle de Conrad*. Heft I. — VIII. Band.

— Die Innungsentwicklung in Preussen (*Schmollers Jahrbücher* 1894).

— Die neue Organisation des Handwerks und die Regelung des Lehrlingswesens (*in Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik* 1897).

HARMS (B.). — Ist das deutsche Handwerk konkurrenzfähig? (Leipzig 1900).

— Zur Entwicklungsgeschichte der deutschen Buchbinderei (Leipzig 1900).

HEITZ (E.). — Studien zur Handwerkerfrage (Stuttgart 1889).

HERTLING (Freiherr von). — Reden und Aufsätze (Freiburg, 1884).

— — — Naturrecht und Socialpolitik (Köln, 1893).

HIRSCHBERG (Dr.). — Blätter für Genossenschaftswesen (Berlin, 1890-1893, non périodique).

HITZE (Franz). — Schutz dem Handwerk ! (Paderborn, 1883).

- HOFFMANN. — Organisation des Handwerks und Regelung des Lehrlingswesens auf Grund des Reichsgesetz, von 26 juli 1897 (Berlin, 2^e éd., 1897).
- JACOBI. — Die Innungen nach dem Reichsgesetz, vom 18 juli 1881 (Berlin, 1883).
- JÄGER. — Die Handwerkerfrage (Berlin, 1887).
- KAEMPFE (Walter). — Correspondance d'Autriche, in *Association catholique de Paris* (V. une série d'articles sous ce titre, de 1882 à 1885).
- KERSCHENSTEINER. — Beobachtungen und Vergleiche über Einrichtungen für gewerbliche Erziehung ausserhalb Bayern (München, 1901).
- KETTELER. — Die Arbeiterfrage und das Christenthum (1864).
- KIENBOCK. — Ziel und Grenze der gewerblichen Mittelstandspolitik (Wien, 1899).
- KOBATSCH (Rudolf). — Das oesterreichische Gewerberecht und seine bevorstehende Reform (in *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik* (1896), t. LXVI.
- KOLLMANN (Paul). — Die gewerbliche Entstellung im deutschen Reiche nach der Gewerbezählung, vom 14 juin 1895 (in *Schmoller's Jahrbücher*, 1901).
- LAVOILLÉE (René). — Les classes ouvrières en Europe. Etudes sur leur situation matérielle et morale. V. t. I, partie consacrée à l'Allemagne. V. t. II, partie consacrée à l'Autriche. Paris, 1882.
- MATAJA. — Die gewerblichen Genossenschaften in Oesterreich (*Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik* 1896).
- MARQUARDSEN. — Handbuch des öffentlichen Rechts der Gegenwart. (v. Philipovich).
- MAYER (Rudolf). — Die Emancipationskampf des vierten Standes (Berlin 1875).
- MAYER (Siegmond). — Die Aufhebung des Befähigungsnachweises in Oesterreich (Wien 1893). (Leipzig 1894).
- MENDELSON (Max). — Die Stellung des Handwerks (1899).
- MENGER (Max). — Die auf Selbsthilfe gestützten Genossenschaften in Handwerker und Arbeiterstände (Wien 1866).
- MORISSEAUX. — La législation du travail (Bruxelles 1895).
- PERROT (F). — Das Handwerk, seine Reorganisation und seine Befreiung von der Uebermacht des Grosscapitals (Leipzig 1876).
- PERTZ. — Das Leben des Ministers Freiherrn von Stein (Berlin 1849).

- PHILIPPÓVICH. — Handbuch des öffentlichen Rechts de Marquardsen (V. Volkswirtschaftspolitik).
- PICHLER. — Das Kleingewerbe und seine wahren Freunde (Wien 1890).
- PLENER. — Ueber die Gewerbegesetzgebung in oesterreichischen Mittelstand (Wien 1893).
- PSENNER. — Die neueste Gefahr für den oesterreichischen Mittelstand (Wien 1893).
- REHFUES. — Ueber das Zunftwesen (Bonn 1818).
- REICHENBACH. — Les transformations économiques de l'Allemagne in *Association Catholique* 1882.
- RESCHAUER (H). — Geschichte des Kampfes der Handwerkerzünfte und der Kaufmannsgremien mit der oesterr. Bureaukratie (Wien 1882).
- ROHRSCHEIDT (Kurt von). — Vom Zunftzwange zur Gewerbefreiheit (1898).
— Die Normalstatuten für freie und Zwangsinnungen (1898).
- ROSCHER (Wilhelm). — Die Nationalökonomie des Ministers von Stein (In der *Cotta'schen Vierteljahrsschrift* 1886 Heft. III.
— Geschichte der Nationalökonomik in Deutschland (Munich 1874).
- ROSCHER und STIEDA. — Nationalökonomik des Handels und Gewerbefleißes 7^e éd. 1899).
- SCHMOLLER. — Zur Geschichte der deutschen Kleingewerbe (Halle 1870).
— Was verstehen wir unter dem Mittelstande. — Hat er im 19 Jahrhundert zu oder abgenommen? (Göttingen, 1897).
- SCHENBERG. — Handbuch der politischen Ökonomie (2^e éd. Tübingen, 1886).
- SCHWIEDLAND (Eug.). — Kleingewerbe und Hausindustrie in Oesterreich Leipzig, 1894).
— Die Gewerkschaftsateliers zur Bekämpfung der Heimarbeit (*Schmollers Jahrbücher*, 1901).
- SOMBART (W). — Der moderne Kapitalismus (Leipzig, 1902).
- STIEDA (W). Article *Handwerk* } in Handwörterbuch der Staatswissenschaften
— Article *Innung* }
- Die Innungenenquete (in *Jahrbücher für Nationalökonomie und statistik*, 1897).
- Die Lebensfähigkeit des deutschen Kleingewerbes (1897).
- VERKAUF (Leo). — Sozialreform in Oesterreich (Wien, 1896).
- VOIGT (Paul). — Die deutschen Innungen; eine statistische Studie (*Schmollers Jahrbücher*, 1898).
— Das deutsche Handwerk (*Schriften des Vereins für Sozialpolitik* T. LXX. 1897).

Voigt (Paul). — Die Hauptergebnisse der neuesten deutschen Handwerkerstatistik, von 1895 (*Schmoller's Jahrbücher*, 1897).

II

Documents.

Berichte über die Industrie, den Handel, und die Verkehrsverhältnisse in Niederoesterreich (Wien) (Rapport annuel) V. principalement de 1886 à 1903).

Berichte der K. K. Gewerbeinspectoren über ihrer Thätigkeit im Jahre, 1892 (Wien, 1893) (Rapport annuel).

Berichte des K. K. Handelsministeriums über die Förderung des Kleingewerbes (Wien) (Rapport annuel) (V. principalement de 1899 à 1901, sous la direction du ministre du commerce Guido Freiherrn von Call).

Das Gewerbliche Programm (Gesamtveröffentlichung der Beschlüsse und Resolutionen des IV oesterreichischen Gewerbetages (Wien, 1894).

Entscheidungen von Behörden und gutächtlliche Aeusserungen ueber den Umfang von Gewerberechten (Wien, 1886), (Wien, 1890) (non périodique).

Jahresberichte der Wiener Handels und Gewerbekammer (Recueil annuel) (V. principalement 1857 à 1875).

Motive zur Regierungsvorlage betreffend die Abänderung und Ergänzung der Gewerbeordnung (1896).

Protokoll der Schumacher Expertise (Wien, 1884).

Protokoll der Tischler Expertise (Wien, 1884).

Statistischen Berichte der Wiener Handels und Gewerbekammer (1860-1865).

Statistischen Departement in K. K. Handelsministerium: Die Gewerblichen Genossenschaften in Oesterreich (Wien, 1895, 2 vol.), seule statistique complète des corporations en Autriche.

Statistische Mittheilungen der niederöstrerr. Handels und Gewerbekammer: Die gewerblichen Genossenschaften Niederoesterreichs (Heft. IV).

Statistische Monatschrift herausgegeben von der K. K. Statistischen Zentralcommission: Statistische Studien ueber die Entwicklung der oesterreichischen Gewerbe-genossenschaften, par Ferdinand Schmid (XIV Jahrgang). Wien, 1888.

Stenografische Protokolle über die Sitzungen des Hauses der Abgeordneten des Reichsrates.

Stenografische Berichte ueber die Verhandlungen des deutschen Reichstages.

Untersuchungen über die Lage des Handwerks mit besonderer Rücksicht auf seine Konkurrenzfähigkeit gegenüber der Grossindustrie :

In Deutschland (sous la direction de L. Bücher), t. LXII-LXX.

Schriften des Vereins für Socialpolitik.

In Oesterreich (sous la direction de M. Philippovich), t. LXXI.

Schriften des Vereins für Socialpolitik. Leipzig, (1895 à 1897).

Verhandlungen der Generalversammlung des Vereins für Socialpolitik in Köln. 1897.

Verordnung des Handelsministers im Einvernehmen mit dem Minister des Innern vom 31 mai 1899, betreffend die Bestellung von Genossenschafts-Instructoren. Wien, 1899.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — La question des métiers. — Le devoir de l'Etat.....	3
---	---

PREMIÈRE PARTIE

L'Autriche.

CHAPITRE PREMIER. — La crise de la petite industrie et la patente impériale du 20 décembre 1859.....	21
CHAPITRE II. — Le mouvement de réorganisation législative et la loi du 15 mars 1883.....	33
CHAPITRE III. — La reconstitution des groupes corporatifs.....	49
CHAPITRE IV. — La preuve de capacité.....	75
CHAPITRE V. — L'activité corporative.....	97
CHAPITRE VI. — Les revendications et les réformes. — Améliorations du système. — Les instructeurs.....	119
CHAPITRE VII. — Protection positive de la petite industrie par l'Etat. .	137
§ I. Le <i>Gewerbemuseum</i> de Vienne et les expositions permanentes et temporaires.....	143
§ II. L'organisation des <i>Meistercürse</i> et des <i>Auswärtige Fachcürse</i> . .	146
§ III. Cession d'instruments de travail et de machines par le Ministère du Commerce aux groupes corporatifs. — Les ateliers centraux.....	153

§ IV. Adjudication des fournitures des administrations publiques et de l'Etat aux Unions corporatives.....	176
§ V. Prêts de l'Etat pour le développement des diverses fondations coopératives (dépôts, magasins, sociétés de production).....	184
§ VI. Conclusion.....	187

DEUXIÈME PARTIE

L'Allemagne.

INTRODUCTION.....	193
CHAPITRE PREMIER. — L'idée corporative et la législation au début du xix ^e siècle.....	199
CHAPITRE II. — L'agitation des métiers en 1848 et les ordonnances de 1849.....	205
CHAPITRE III. — Le libéralisme et la loi de 1869.....	219
CHAPITRE IV. — La réaction contre le libéralisme et les efforts du Handwerkerpartei.....	231
CHAPITRE V. — La loi du 18 juillet 1881.....	245
CHAPITRE VI. — Les propositions Ackermann. — L'art. 100 e et Part. 100 f.....	263
CHAPITRE VII. — Les résultats pratiques. — Progrès du développe- ment corporatif.....	279
CHAPITRE VIII. — Nouveaux efforts. — Vote théorique de la preuve de capacité par le Reichstag.....	291
CHAPITRE IX. — Les projets du gouvernement et la loi du 26 juillet 1897.	305
CHAPITRE X. — Les premiers résultats. — Essais d'une protection positive de la petite industrie par l'Etat.....	343
CONCLUSION.....	377
BIBLIOGRAPHIE.....	385

ERRATA

1. Page 68, note 2, ligne 1, lire : *Entscheidungen* au lieu d'Entscheidung.
 2. — 78, note 1, ligne 3, lire : *des... Rechts* au lieu de der... Recht.
 3. — 96, note 1, ligne 1, lire : *Freunde* au lieu de Frende.
 4. — 175, note 1, ligne 2, lire : *Gewerkschaftsateliers* et *Schmollers*.
 5. — 186, note 2, ligne 1, lire : *Bericht* au lieu de Berich.
 6. — 201, note 2, ligne 4, lire : *Beitræge* au lieu de Bertræge.
 7. — 202, note 1, ligne 3, lire : *Edelsteine* au lieu d'Edelteine.
 8. — 208, ligne 11, lire : *tüchtige* au lieu de aüchtige.
 9. — 243, note 1, ligne 2, lire : *denkt* au lieu de deukt.
 10. — 267, note 1, ligne 2, lire : *Handwerks* au lieu de Handwerker.
 11. — 282, note 1, ligne 2, lire : *Handwerkern* au lieu de Handwerker.
 12. — 359, note 1, ligne 2, lire : *auf* au lieu de aut.
-



